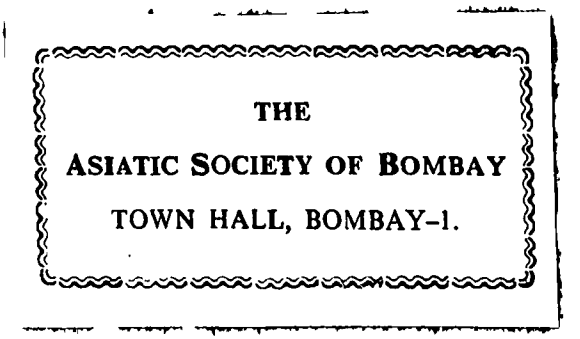
साधारण

बाइन्डिंग

00106353



Digitized with financial assistance from the
Government of Maharashtra
on 26 March, 2016

HISTOIRE
DES CAMPAGNES
DE 1814 ET DE 1815.

AVIS DE L'ÉDITEUR. *Les deux parties de l'Histoire des Campagnes de* 1814 *et de* 1815, *forment un seul et même ouvrage, quoiqu'elles se vendent séparément; mais nous prévenons le public que la* SECONDE PARTIE (*l'Histoire de* 1815) *ne se rattache qu'à la seconde édition de l'Histoire de la Campagne de* 1814, *qui est en vingt-un livres; la première édition ayant un livre de moins, n'a pas la même connexion avec le récit des événemens de* 1815.

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR,

Qui paroîtront successivement en 1817 *et en* 1818.

Histoire générale de la Guerre d'Espagne depuis 1807 jusqu'en 1814; précédée d'un discours préliminaire sur la monarchie espagnole, depuis son origine jusqu'en 1807. Quatre vol. in-8° de 500 pages chacun, avec une carte du théâtre de la guerre.

Histoire complète de la Guerre de la Vendée, depuis son origine jusqu'en 1815. Quatre vol. in-8° de 500 pages chacun, avec cartes et portraits.

Cette quatrième édition, retardée par la communication successive de nombreux documens et de mémoires particuliers, sera la dernière; elle comprendra l'histoire détaillée des royalistes de l'Ouest, depuis 1790 jusqu'à la seconde paix de Paris au 20 novembre 1815.

N. B. Les personnes qui souscriront *par soumission* pour les deux ouvrages, obtiendront la réduction d'un quart sur le prix de la vente. S'adresser, franc de port, à M. le Normant, rue de Seine, n° 8, F. S. G.

OUVRAGES NOUVEAUX

Qui se trouvent chez le même Libraire.

Dictionnaire Grec-Français, composé sur le plan de l'ouvrage intitulé : *Thesaurus Linguæ-Græcæ*, de Henri Etienne; par J. Planche. Nouv. édit. Un très-fort vol. in-8° Prix : 17 fr. 50 c.

L'Angleterre et les Anglais, ou Petit Tableau d'une Grande Famille; copié et retouché par deux Témoins oculaires. Trois vol. in-8°. Prix : 15 fr.

Leçons Anglaises de Littérature et de Morale, faisant suite aux Leçons Françaises et aux Leçons Latines; par MM. Noël et Chapsal. Un vol. in-8°. Prix : 6 fr.

Itinéraire de Buonaparte de l'île d'Elbe à l'île Sainte-Hélène, ou Mémoires pour servir à l'Histoire de la seconde usurpation; par l'Auteur de la Régence à Blois, et de l'Itinéraire de Buonaparte en 1814. Deux vol. in-8°. Prix : 12 fr.

HISTOIRE
DES CAMPAGNES
DE 1814 ET DE 1815,

OU

Histoire Politique et Militaire des deux Invasions de la France, de l'entreprise de Buonaparte au mois de Mars, de la chute totale de sa puissance, et de la double restauration du Trône, jusqu'à la seconde Paix de Paris, inclusivement.

106353

SECONDE PARTIE,

Comprenant le récit de tous les événemens survenus en France en 1815.

RÉDIGÉE SUR DES MATÉRIAUX AUTHENTIQUES OU INÉDITS,

PAR M. ALPHONSE DE BEAUCHAMP,

CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE LA LÉGION-D'HONNEUR.

FC 24/7/71

LX-c-19

TOME DEUXIÈME.

PARIS.

LE NORMANT, IMPRIMEUR-LIBRAIRE.

1817.

IMPRIMERIE DE LE NORMANT, RUE DE SEINE, N° 8.

HISTOIRE

DES CAMPAGNES

DE 1814 ET DE 1815.

LIVRE XXVIII.

Soulèvement de l'île de Corse par les agens de Buonaparte. — Junte d'insurrection établie à Corte. — Résistance des autorités et des troupes royales. — Belle défense d'Ajaccio par le 14ᵉ régiment d'infanterie légère. — Soumission de la Corse. Organisation du gouvernement usurpateur. — Mission de Ney dans les départemens du Nord. — Napoléon flatte le peuple. — Il est enchaîné par les révolutionnaires. — Déclaration des principes de son conseil d'Etat. — Projet de république. — Vues de Fouché. — Le parti militaire l'emporte. — Vigueur des souverains alliés. — Déclaration du roi de Prusse. — Préparatifs de l'Autriche, de la Russie et de l'Angleterre. — Premier rapport de Caulaincourt. — Lettre de Napoléon aux souverains alliés. — Réfutation de la déclaration du congrès par le conseil d'Etat de Buonaparte. — Travaux ministériels de Carnot. — Levée en masse de la garde nationale. — Influence de Fouché. — Etablissement de ses lieutenans de police. — Préparatifs de Napoléon. — Publication de l'acte additionnel. — Convocation des colléges électoraux.

Le Midi de la France étoit subjugué ; mais dans l'île de Corse, plusieurs villes, surtout Ajaccio, berceau de Napoléon, résistoient en-

core à ses armes, à ses émissaires et à ses adhérens. La défense d'Ajaccio par un régiment français et par des autorités fidèles au roi, contre les compatriotes de Buonaparte, mérite, sous tous les rapports, la mention de l'histoire. Réparatrice de l'oubli, souvent même de l'ingratitude, l'histoire est appelée à mettre dans tout leur jour les belles actions qui échappent aux contemporains. Celle de 1815, féconde en trahison et en perfidie, n'en doit retracer qu'avec plus de soins les traits de loyauté, qui rappellent le caractère primitif de la nation française. Les mouvemens de la Corse se rattachent d'ailleurs à notre sujet principal; car la conspiration du 20 mars y étendit aussi ses ramifications. De l'île d'Elbe Napoléon y pratiqua des intelligences. Soulever les montagnards insulaires, arborer au milieu d'eux l'étendard tricolore, séduire les autorités royales, s'emparer de la personne du chevalier de Bruslard, gouverneur de l'île, établir une junte d'insurrection à Corte, tel étoit le plan de Napoléon. Repoussé, défait dans les basses ou les hautes Alpes, il se seroit réfugié dans son île natale, où il auroit trouvé l'insurrection tout organisée en sa faveur. Ce fut en partant de l'île d'Elbe qu'il chargea le colonel Ordioni, le lieutenant-colonel

et le capitaine Poli, les sieurs Ottavi de Bastelica, Ortoli de Tallano, l'abbé Renucci, Casella et Tavera, de se rendre en Corse sous le titre de *Comité d'exécution*, pour enlever l'île entière à l'autorité royale. Le succès de l'entreprise étoit déjà préparé à Bastia.

Les émissaires de Napoléon partirent de l'île d'Elbe à bord de trois felouques, et débarquèrent le 3 mars à Caldero entre Porto-Vecchio et la côte de Fiumorbo. Le chef de bataillon Poli se dirige aussitôt dans les montagnes vis-à-vis la plage de débarquement et dans la commune de Sari. Là, il répand les proclamations de Buonaparte, distribue de l'argent, soulève les montagnards, et fait arborer les trois couleurs. Les insurgés se portent sur la ville de Boniface; mais la garnison déjà sur ses gardes, refuse d'ouvrir les portes. Déjà le comité avoit expédié des courriers aux différentes *pièves* de l'île pour annoncer son arrivée et sa mission. Tavera et Renucci partirent en même temps pour soulever l'arrondissement d'Ajaccio, et Ortoli se dirigea dans le district de Sartène. Les montagnards de Cuneo et de Fiumorbo, réunis au nombre de trois à quatre mille hommes armés, et approvisionnés pour huit jours, joignirent, le 5 mars, les autres

membres du comité. Ce rassemblement se porta sur la ville de Corte où, selon les instructions de Buonaparte, la junte devoit se réunir.

Le mouvement s'étoit communiqué à toute la Balagna et aux pièves qui environnent Calvi; le commandant et les troupes royales s'étoient retirés dans la citadelle. A l'exception des places fortes, l'île entière étoit inondée de proclamations, d'écrits séditieux, d'agens de l'usurpateur qui prêchoient la révolte contre les Bourbons. Fière d'avoir donné naissance au dévastateur de l'Europe, la Corse répondoit à son appel, et voyoit partout se soulever ses indomptables montagnards : ils couroient aux armes, reconnoissoient l'empereur Napoléon, arboroient ses couleurs, et se conformoient à ses décrets. Les membres du comité d'exécution qui s'étoient portés dans les pièves qui environnent Ajaccio, venoient d'y être reçus avec joie. Mais, d'un autre côté, le maréchal de camp Bruni et le baron de Montureux, préfet du Liamone, s'efforcent de conserver au roi les places de ce département. Elles étoient défendues par un foible détachement d'artillerie et par le 14e léger sous les ordres du brave colonel Stieler. Ce régiment s'étoit attiré jadis par son attachement au général Moreau,

l'animadversion de Buonaparte. Après avoir cruellement souffert pendant deux campagnes en Calabre, il étoit passé dans les îles Ioniennes, et y étoit resté sept années consécutives. L'oubli et la défaveur avoient été son partage sous le gouvernement impérial et même après la restauration; et pourtant ce corps eût sauvé la France, il eût anéanti les projets de l'usurpateur, si, au moment de l'invasion, il se fût trouvé dans les montagnes du Var ou du Dauphiné, au lieu d'être confiné sur les rochers arides de la Corse. Chargé de la défense d'Ajaccio, et conduit par son intrépide colonel, le 14ᵉ léger repoussa d'abord dans plusieurs sorties les montagnards qui, à la voix des agens de Napoléon, avoient pris les armes pour venir camper sur les hauteurs environnantes, dans l'espoir d'emporter bientôt la ville par trahison ou par surprise.

Prévenus par le comité d'exécution, tous les membres appelés à former la junte s'étoient réunis au camp vis-à-vis de Corte. Là, on décide qu'on se bornera à établir des camps d'observation en avant d'Ajaccio et de Calvi. Mais les troupes de ligne et leurs chefs refusoient de se joindre aux montagnards et de reconnoître Buonaparte; l'espoir de ses adhérens

ne reposoit plus que sur le succès des trames ourdies dans la ville de Bastia, chef-lieu du Golo : elle étoit déjà pressée par les insurgés d'Unebbio, de Cossmea, de Cervoni et des autres pièves environnantes, qui s'étoient réunis sous le commandement du général Casalta, et des capitaines Colona, Buttafaco et Ceccaldi. Les émissaires de l'usurpateur s'étoient mis en communication avec le maire Vannucci, le général Simon et quelques habitans de la ville. Tous de concert convoquent une assemblée à laquelle sont appelés les officiers de la garnison : un régiment est séduit; il arbore les couleurs de la révolte ; et le général Simon est reconnu par les autorités de Bastia. Le chevalier de Bruslard, averti par le colonel du 35e de ligne (1) qu'il va être arrêté, se jette précipitamment dans un canot, aborde un bâtiment dans le port, et met à la voile pour Toulon, d'où il se réfugie en Espagne. Le maréchal de camp Simon prend le commandement militaire de la Corse.

Bastia soumise, les insurgés du Golo marchent sur le fort de Corte défendu par un foible bataillon du 14e léger qui d'abord fait de nom-

(1) M. Figié.

brûlantes sorties, et repousse les assaillans. Mais placé au centre de l'île sans approvisionnemens, sans communications avec les autres places ni avec la mer, le fort de Corte, abandonné à lui-même, pouvoit-il prolonger sa résistance ? Hyacinthe Arrighi, Bartholi et Gaffori s'introduisent auprès de la garnison, et lui annoncent que Bastia s'est déclaré pour Buonaparte aux acclamations de l'île entière. Dès ce moment le pavillon tricolore est arboré, et la junte d'insurrection, après avoir choisi pour président l'ex-préfet Pietri, entre dans Corte où elle est installée selon les instructions de l'usurpateur.

La soumission du fort de Corte permit la jonction des insurgés du Golo avec les montagnards du Liamone; ceux-ci étoient conduits par Poli, Tavera et l'abbé Renucci. Trop foible dès lors pour tenir la campagne avec cinq cents soldats et soixante gendarmes, le colonel Stieler, guidé par les sages dispositions du général baron Bruni, se retrancha dans les casernes hors de la ville, et les entoura d'ouvrages défensifs liés entr'eux. Dans l'intérieur, le courage d'esprit et la contenance ferme du général, du préfet et du chef de bataillon d'artillerie Laporte, forcèrent les habitans, qui brûloient de faire cause commune avec les in-

surgés, de garder au moins une neutralité apparente. Les montagnards armés réunis et organisés par tous les chefs et officiers corses pensionnés ou à demi-solde, prirent positions sur le sommet des montagnes de la Sarra qui dominent à petite portée du canon la ville d'Ajaccio.

On connoissoit déjà dans la place le succès de l'entreprise de Buonaparte sur le continent, et la défection successive de l'armée. Dans ces circonstances critiques, le colonel Stieler demande avec instance à son général la permision d'inaugurer, à la tête de son corps, le drapeau royal que le chevalier de Bruslard avoit envoyé à la garnison d'Ajaccio dans les derniers jours de son commandement. Le baron Bruni remit lui-même au 14^e^ léger cette bannière des lis pour laquelle il venoit de combattre : elle fut saluée par les acclamations réitérées des soldats; et les insurgés corses n'entendirent pas sans frémir les cris mille fois répétés de *vive le roi ! vivent les Bourbons !* Du haut des montagnes voisines dont l'extrême escarpement sembloit les garantir de toute attaque et surprise, ils menaçoient la ville d'un assaut prochain; ils y préludoient par des fusillades et des attaques partielles qui les aguerrissoient contre le canon. La citadelle leur jetoit des boulets creux sans

pouvoir les atteindre. Il falloit ou que la garnison se retirât dans le fort dépourvu de vivres, ou qu'elle soutînt un assaut général contre les forces mobiles de toute la Corse, ou bien qu'elle délogeât les assiégeans de leurs positions jugées inattaquables. Maître d'agir selon les circonstances, et voulant délivrer la ville, le colonel Stieler, sûr d'ailleurs que ses officiers et ses soldats ne demandent qu'à combattre, prend la résolution hardie d'attaquer les insurgés. Il sort de ses retranchemens, dans la matinée du 11 avril, et après avoir divisé sa troupe en deux colonnes, se met en mouvement, aborde et surprend les montagnards dans leurs rochers, les culbute et les met dans une déroute complète. La plus grande partie des fuyards eût été passée au fil de l'épée si la colonne destinée à les tourner n'eût été retardée de vingt minutes dans sa marche. Pendant cette matinée si humiliante pour l'arrogance corse, les montagnes d'Ajaccio retentirent au loin des cris répétés de *vive le roi! vive Louis XVIII!* Les soldats trouvèrent les sommets couverts d'approvisionnemens et de munitions de guerre. Une centaine de Corses avoient été mis hors de combat. Des papiers trouvés sur les morts fournirent la preuve que la dame Lætitia

Buonaparte, alors à l'île d'Elbe, alimentoit en faveur de son fils la guerre civile dans son pays natal, et faisoit passer régulièrement de l'argent pour solder et nourrir l'armée insurgée. Ce fait paroîtra d'abord incroyable de la part d'une femme si universellement décriée pour son avarice sordide; mais en rétablissant la puissance de sa famille, elle espéroit retrouver les sources de ses richesses; en un mot la guerre civile corse n'étoit qu'une spéculation pour la mère de Buonaparte.

Les insurgés ainsi chassés des hauteurs n'osèrent revenir à la charge et encore moins tenter l'assaut qu'ils avoient projeté. Des reconnoissances furent poussées au loin à diverses reprises pour connoître leur situation et leur nombre. Rien ne put ébranler la constance du 14^e^ léger, pas même la nouvelle certaine de l'entrée de Buonaparte à Paris, du départ du roi et des princes. Chefs, officiers, soldats étoient résolus de se défendre tant qu'un point de la côte de Provence reconnoîtroit l'autorité du roi, et conserveroit son pavillon.

Cependant l'esprit frénétique du peuple d'Ajaccio parvenoit à un tel degré d'exaltation qu'il y avoit lieu de redouter une explosion générale, dont la suite eût été un

grand massacre. D'ailleurs, les ressources en vivres s'épuisoient. On sut même bientôt que la côte maritime de France étoit devenue une côte ennemie. Les montagnards du Liamone mirent alors dans leur agression cet esprit d'animosité et de fureur qui caractérise ce peuple insulaire et vindicatif. Sa rage ne connut plus de bornes quand il vit une poignée de serviteurs de la cause royale s'obstiner, malgré l'exemple de la France entière, à faire flotter le drapeau des lis sur la cité orgueilleuse qui a donné le jour à Buonaparte. « Ajaccio, s'écrioient-ils, Ajaccio sera » donc la dernière cité de la France et de la » Corse où flottera le drapeau des Bourbons! » Dans une situation qui n'admettoit plus la possibilité d'aucuns secours il fallut enfin céder à l'orage après l'avoir conjuré long-temps.

Ce fut le 26 avril que le valeureux et fidèle 14e léger cessa de défendre les couleurs du roi, après cinquante-six jours de combats continuels (1). Les insurgés corses, conduits par Poli, Tavera et l'abbé Renucci, entrent aussitôt

(1) La ville de Boniface fut défendue, avec la même persévérance et le même courage, par un détachement de ce même régiment sous les ordres du brave capitaine Méant.

triomphans dans Ajaccio comme dans la cité sainte qui donna le jour au *grand empereur*. Les généreux soldats du 14^e^, tous consternés, restent sous les armes dans leurs casernes, pendant cinq jours et cinq nuits exposés aux provocations continuelles d'une horde indisciplinée; mais la froide et austère contenance de ces vieux guerriers les met à l'abri des insultes qui eussent fait couler des flots de sang. Toutefois les chefs de la révolte ont promis à leurs satellites le pillage et le massacre des royalistes; et ils sont bientôt importunés par les clameurs d'une poignée de brigands. Les exhortations deviennent superflues; les brigands sont maîtres d'Ajaccio et de ses faubourgs. Déjà le pillage des maisons étoit commencé; tout annonçoit que le massacre en seroit la suite. Le maréchal de camp Bruni, forcé par les événemens, ou de faire égorger la population insurgée ou de céder à la nécessité, à l'exemple de la Provence, renonce à tout commandement, et le pouvoir militaire passe en d'autres mains. Un général vient commander au nom de Buonaparte; il se flatte d'apaiser les insurgés, en leur faisant distribuer une partie des fonds du payeur de la Corse; mais la soif de l'or redouble à mesure que ces bandits en reçoivent. Désormais plus d'ordre,

plus de repos dans une ville livrée à la licence et au pillage. Des tentatives sont faites pour introduire les brigands dans la citadelle avec le dessein d'y massacrer le général et l'administrateur, mandataires de l'autorité légitime. Le colonel Stieler prend alors la résolution de ramener, au péril de sa vie, son régiment en France avec les fonctionnaires du roi. Il les met sous sa sauve-garde spéciale, intimide les insurgés, laisse une centaine de braves dans la citadelle, et parvient à opérer l'embarquement du reste de ses troupes. Sur ces entrefaites arrive Arrighi (duc de Padoue), nommé gouverneur général et commissaire extraordinaire de Napoléon. Il n'apprend le départ du 14e léger qu'en frémissant. Les buonapartistes lui signalent le colonel Stieler comme étant à la veille de conduire son régiment à S. A. R. le duc d'Angoulême alors à Barcelonne. Arrighi, secondé par les généraux Simon, Casalta et Moroni, expédia sur-le-champ un officier d'ordonnance en courrier qui atteignit à quatre lieues au large la flotille, et la fit rentrer dans la rade d'Ajaccio. L'ordre du commissaire de Napoléon portoit de débarquer sur-le-champ le 14e, d'en faire partir ensuite un bataillon pour l'île d'Elbe, et de disperser le reste des soldats sur toute la

circonférence de la Corse : c'étoit condamner ces braves à être massacrés en détail, victimes de leur résistance héroïque. Arrighi pouvoit-il l'ignorer? Son ordre cachoit-il le signal d'une atroce barbarie? Ce Corse, si dévoué à son maître, regardoit-il la perte d'un régiment si fidèle au roi comme un holocauste digne des amis, des affidés, des parens de Buonaparte? L'énergie du colonel Stieler fit avorter les desseins du commissaire de l'usurpateur. Le colonel déclara qu'il n'obéiroit point à ses ordres, et que les navires pourriroient plutôt dans le port, avec leurs équipages, avant qu'on ne parvînt à faire débarquer un seul homme de son régiment. Il fait plus ; il pénètre dans la citadelle, les canons étant braqués en sa présence sur la flotte, et parvient, malgré la garde nationale qui couroit aux armes, malgré les autorités buonapartistes, à ramener à bord les cent hommes qu'il avoit laissés dans la forteresse ; puis il décide au milieu des provocations et des menaces le commandant de la division navale à mettre à la voile pour la France, sauvant ainsi avec son régiment les autorités militaires et administratives du roi. Débarqués en Provence, les soldats du 14ᵉ manifes-

tèrent les mêmes dispositions, les mêmes sentimens, et furent accueillis par les Marseillais comme de braves royalistes. Napoléon se hâta de leur ôter leur colonel et leur major. Le fidèle Stieler n'évita la prison qu'en se rendant en poste à Paris où il fut mis aux arrêts de rigueur (1). Ainsi l'histoire peut recueillir, sans peine, dans la subversion de 1815, presqu'autant d'actions louables que de traits criminels.

La conduite des quatre régimens suisses, au service du roi, pendant et après le 20 mars, mérite également d'être citée comme un modèle de loyauté militaire. Le colonel d'Affry osa résister en face à l'usurpateur. Le gouvernement central suisse ayant donné l'ordre à ces quatre régimens de se licencier et de rentrer dans leur patrie, tout fut mis en usage par Napoléon et par ses émissaires pour séduire les soldats et les officiers. Très-peu s'enrôlèrent dans l'armée de Buonaparte, et tous ceux qui, par cupidité ou par foiblesse se laissèrent entraîner, furent condamnés au bannissement, dans leur patrie: tant les Suisses respectent la fidélité à la foi jurée!

(1) Ils ne furent levés qu'après la bataille de Waterloo.

Cependant les proclamations mensongères qui avoient promis aux Français la liberté, l'égalité, le bonheur, rallioient autour de Napoléon tous les hommes qu'on avoit vu s'agiter jadis dans nos troubles civils. Adroit à capter l'esprit du peuple, il avoit supprimé l'*exercice* dans la perception des contributions indirectes, ou impôt sur les boissons; mais cette abolition illusoire ne devoit avoir son effet qu'au 1^er^ de juin, sans doute dans l'espoir qu'avant ce terme quelqu'incident viendroit à son secours, ou qu'il reproduiroit dans son budget un autre moyen de perception. C'est ainsi que, selon les besoins de sa politique, Napoléon retranchoit ou feignoit de retrancher un impôt devenu vexatoire. Il voulut aussi flatter l'amour-propre du *peuple souverain* en lui rendant les élections dans les assemblées primaires, ce qui offrit des scènes bizarres qui mirent en jeu les petites passions, surtout la jalousie des pauvres contre les riches, et les chimères de l'égalité. On vit aux élections municipales des choix si ridicules, que plusieurs nouveaux élus n'osèrent entrer en fonction. Toutefois le gouvernement usurpateur ne fut point entravé dans sa marche par ces concessions brusques et inattendues.

Les différens ministères s'étoient organisés avec promptitude, donnant aux affaires une impulsion décisive. Le conseil d'Etat s'étoit installé sous les mêmes auspices : on y voyoit figurer les anciens conseillers que le roi avoit écartés de ses délibérations et un assez grand nombre d'autres qui, passés du conseil de Buonaparte au conseil de Louis XVIII, avoient juré fidélité au monarque, et participé à son administration royale. L'attitude ferme que prirent les ministres, les impostures politiques qu'ils surent accréditer, firent fléchir ce grand nombre de citoyens pusillanimes qui, fatigués par vingt ans de secousses, s'isolent des grands intérêts de la patrie pour ne plus envisager que leur tranquillité personnelle : il leur parut plus sûr de se soumettre que d'opposer de la résistance. Les autorités publiques d'ailleurs s'efforçoient de légaliser l'usurpation en portant leurs hommages aux pieds de Buonaparte. Le conseil d'Etat, les tribunaux, l'Institut, le conseil municipal, étoient venus lui, présenter dans tout l'appareil de son ancienne cour, des félicitations, monumens de lâcheté et de bassesse. Les adulations de ses ministres pouvoient avoir au moins une excuse : des hommes qu'il avoit compromis

par de grands crimes ou souillés par de grandes ignominies, ne pouvoient se dispenser de protester qu'ils mourroient à ses pieds? Aussi le saluèrent-ils du nom de *libérateur!* et ne virent-ils dans la révolte du 20 mars que *la plus juste des révolutions!* « Vos actes sublimes, dirent-ils à leur maître, seront garantis » à nos enfans par l'auguste héritier que V. M. » s'apprête à couronner au Champ-de-Mai. » Tous les corps militaires lui avoient aussi présenté des adresses remplies d'expressions outrées, et de pensées serviles.

Pour mieux s'affermir et s'assurer de l'état des frontières vers les Pays-Bas, Napoléon expédia dans les provinces du Nord des commissaires et des commandans qui lui étoient dévoués. On avoit vu Drouet-d'Erlon venir prendre ses ordres, et rejeter sur le maréchal Mortier les obstacles qui avoient fait échouer son entreprise audacieuse concertée avec Lefebvre-Desnouettes. Napoléon l'envoya de suite remplacer à Lille le maréchal Mortier. D'Erlon y fit célébrer le retour de son maître par un *Te Deum* chanté le jour de Pâques, et auquel assista le maréchal Ney chargé d'une mission plus importante: lui-même l'a révélée dans son procès. Il lui étoit prescrit de déployer le ca-

ractère de commissaire extraordinaire, et de parcourir toutes les frontières du Nord et de l'Est, depuis Lille jusqu'à Landau; de passer la revue des troupes, de visiter les places pour s'assurer de l'état des fortifications; de donner les renseignemens sur les fonctionnaires civils et militaires, et de les suspendre provisoirement quand il le jugeroit convenable. Ce fut dans le cours de cette mission que Ney vomit avec tant d'emportement des injures si atroces contre le roi et la famille royale, que des corps entiers d'officiers en rougirent. Ses instructions avoient aussi un but politique : elles portoient l'ordre exprès d'annoncer partout que Napoléon ne vouloit plus faire la guerre hors de France, d'après les arrangemens faits et conclus à l'île d'Elbe entre lui, l'Angleterre et l'Autriche; que l'impératrice Marie-Louise, et le roi de Rome restoient à Vienne en otages jusqu'à ce qu'il eût donné à la France une constitution libérale, et exécuté toutes les conditions du traité; enfin que l'impératrice et son fils viendroient le joindre ensuite à Paris. Ce complément d'imposture et de fourberies diplomatiques avoit décidé la soumission générale.

Mais l'homme qui avoit bouleversé le Monde, détrôné les rois, et déplacé les nations, n'étoit

plus alors que l'instrument d'une faction renaissante; il lui restoit peu de pouvoir réel, et presque tous les ressorts de son ancienne puissance se trouvoient dans les mains de ses principaux complices. Il les avoit eus pour esclaves; il sentit la nécessité, en reprenant l'empire, de les avoir pour alliés, d'émanciper ses amis jusqu'à ce qu'il pût les asservir, de calmer ses ennemis jusqu'à ce qu'il pût les écraser, de se concilier l'Europe jusqu'à ce qu'il pût la combattre avec avantage. Ne trouvant d'appui que parmi les révolutionnaires, pour en obtenir de la force, il leur en prêta lui-même, en leur livrant le ministère, le conseil d'Etat, le commandement des provinces, les préfectures, les administrations, en un mot, toutes les voies des dignités et de la fortune. Ils avoient pris de leur côté l'engagement de tout employer pour ressusciter, au profit de sa cause, tout ce qu'on pourroit retrouver des débris de leur parti; d'armer, de soulever la lie des provinces et l'écume des villes; de se charger encore une fois de réveiller et de représenter le peuple français, après quinze ans de léthargie, et de le faire agir à leur gré en s'intitulant les mandataires de la France, en frappant la nation au nom de la nation même, en faisant revivre

du despotisme impérial tout ce qui seroit utile à leurs communs intérêts.

Ce pacte, dont les préliminaires datoient de l'île d'Elbe, fut sanctionné aux Tuileries, et chaque partie contractante procéda sans délai à son exécution, sauf les réserves qu'y apportèrent l'usurpateur d'une part, et ses complices de l'autre. Lui se promit bien de ne payer les services de la foule que par l'oubli; de n'accorder aux chefs que des richesses et peu de pouvoirs, et de faire rentrer tout le parti dans le néant, dès que la paix ou une guerre heureuse auroit affermi sa domination. De leur côté, les révolutionnaires, riches et influens, plus attachés aux intérêts de la révolution qu'à ceux de l'usurpateur, se flattoient d'arriver à une telle prépondérance, que s'il triomphoit, il ne pût les subjuger encore, et que s'il tomboit de nouveau, ils fussent admis à traiter à ses dépens. Vainqueur, il étoit pour eux un ennemi contre lequel on ne pouvoit assez se prémunir; vaincu, rien ne pouvoit plus s'opposer à ce qu'il fût sacrifié à un autre maître de leur choix.

Fouché, l'âme de ce parti, le dirigeoit à son gré, laissant à Carnot, son collègue, une popularité d'apparat, tandis que lui, patron

des révolutionnaires et protecteur des royalistes, exerçoit une telle influence, qu'il ne restoit plus à Napoléon, pour régner, que la force des baïonnettes.

On le nommoit derechef empereur ; mais l'empire s'organisoit sans lui. Malgré les acclamations de la populace, l'ivresse de l'armée, les hommages des fonctionnaires, les adulations de la servitude ambitieuse ou cupide, il restoit méditatif, contraint ou préoccupé. Sa gêne au conseil enchaînoit la volubilité de ses phrases qui se pressoient jadis comme ses idées. Il ne sourioit plus que brusquement, jetoit dans la conversation quelques mots parasites, ne se montroit confiant qu'avec le soldat. Aussi les parades et les revues se succédoient sans interruption : parcourant alors la ligne avec rapidité, il sembloit y trouver le pouvoir qu'on lui contestoit dans les conseils. Là surtout il éprouvoit parfois le frémissement de la honte. Son orgueil humilié lui représentoit les rois le dédaignant pour rival depuis qu'il n'étoit plus vainqueur ; et au milieu même des applaudissemens populaires il se voyoit poursuivi par les insultes des écrivains et par les sarcasmes des salons.

Quoique tous ses adhérens affectassent un parfait accord, le cabinet, le conseil retentis-

soient de débats scandaleux, et les discussions dégénéroient en personnalités. Souvent même dans la chaleur des débats, Napoléon oublioit qu'il n'étoit plus le maître. Les rebelles étoient visiblement divisés, quoique dans leurs dissensions ils donnassent des signes d'une énergie effrayante. Ces germes de nouveaux déchiremens se développèrent peu de jours après le 20 mars.

Aux yeux des républicains et des royalistes, cette révolution ne présentoit aucun caractère légal : les votes d'une armée insurgée, l'adhésion d'une multitude en révolte, étoient nuls de plein droit. Que voyoit-on dans Buonaparte, sinon un dictateur élu par acclamation ? Le pouvoir exécutif étoit seul constitué, et la nation flottoit dans l'anarchie. Napoléon s'efforçoit en vain de faire sortir l'ordre du désordre. S'appuyant sur le droit de la force, et reprenant le titre d'empereur des Français, il avoit déclaré que tout ce qu'on avoit fait sans lui étoit illégitime, poussant la prétention jusqu'à vouloir effacer de notre histoire les onze mois du règne de Louis XVIII. Il ne reconnoissoit plus que la validité d'une seule loi, celle qui établissoit les impôts. Loin de donner ses décrets comme des actes de sa

volonté propre, il les entouroit de formes légales, leur imprimoit le caractère de mesures législatives, cherchant à les faire considérer comme des applications partielles des constitutions impériales toujours existantes.

Il avoit d'abord endormi ses ennemis intérieurs, en promettant (1) l'oubli de tout ce qui avoit été fait, dit et écrit sous le gouvernement royal. Mais par une contradiction révoltante, à peine fut-il installé dans la capitale qu'il rouvrit les tables des proscriptions révolutionnaires. Un décret fait à Paris, et promulgué sous la date de Lyon (2), porta sur une liste de mort treize personnes, entr'autres les membres du gouvernement provisoire qui avoient provoqué sa déchéance (3). Leurs biens furent mis sous le séquestre. A la vérité, une amnistie dérisoire étoit donnée au reste des coupables, c'est-à-dire à la presque universalité de la France; mais en même temps Napoléon condamnoit la maison militaire du roi, qu'il avoit

(1) Dans ses proclamations du golfe Juan et de Lyon.

(2) Du 13 mars.

(3) MM. de Talleyrand, Beurnonville, Dalberg, Jaucourt, l'abbé de Montesquiou, Vitrolles, Lynch, le marquis de Larochejaquelein, Bellart, Bourienne, Sosthène de la Rochefaucault, Marmont et Alexis de Noailles.

exilée à trente lieues de Paris, à lui prêter serment sans délai; il appeloit à sa propre défense les volontaires royaux qui s'étoient inscrits pour le combattre; il exigeoit qu'on versât dans ses coffres les dons volontaires faits au roi; il faisoit revivre les lois révolutionnaires contre les Bourbons; il privoit de son rang, de ses titres, de ses biens, le corps nombreux de la noblesse, et le forçoit à l'exil; enfin, il exigeoit des fonctionnaires auxquels il daignoit laisser leurs places, le serment d'obéissance et de fidélité à l'empereur avant même qu'il eût rétabli son pouvoir par un autre titre que celui de la force. Tel étoit l'esprit de son gouvernement régénéré.

Le parti révolutionnaire n'en perdit aucun de ses droits. Ils furent consacrés par la fameuse déclaration des principes du conseil d'Etat de Buonaparte en faveur de la souveraineté du peuple. Ce manifeste contre les Bourbons faisoit renaître les principes de la démocratie. « La souveraineté, dirent les » conseillers de Buonaparte, réside dans le » peuple; il est la source légitime du pouvoir (1). » La plupart de ces conseillers

(1) Cette délibération (du 25 mars 1815), *prise à l'unanimité*, étoit signée Defermont, Regnault de Saint-Jean d'An-

associés aux intérêts de leur maître, agirent comme s'ils avoient cru de bonne foi au prétendu rétablissement des libertés, et se rendirent ainsi complices de la fraude; d'autres voulurent réellement venger la révolution, tandis que l'usurpateur n'avoit pas encore repris la verge de fer. De là cette déclaration d'esclaves, un moment déchaînés, qui proclamoit l'alliance entre les démagogues de 1793 et des courtisans chamarrés d'ordres, et ensevelis sous des titres. C'est ainsi qu'ils se complurent à reproduire avec autant d'hypocrisie que d'astuce ces idées pernicieuses d'égalité chimérique dont se nourrit la haine jalouse du peuple contre les distinctions sociales. Quelques-uns d'entr'eux que Napoléon avoit comblés d'outrages en même temps que de dignités et de richesses, éprouvèrent une secrète joie en voyant l'insolent despote obligé de flatter le peuple pour s'en faire un appui.

---

gély, Boulay, Andreossy, Daru, Thibaudeau, Maret, de Pomereul, Najac, Jollivet, Berlier, Miot, Duchatel, Dumas, Dulauloy, Pelet de la Lozère, Français, de Lascazes, Costaz, Marchand, Jaubert, Lavalette, Réal, Gilbert de Voisins, Quinette, Merlin, Jaubert (Ch.), Belleville, d'Alphonse, Félix, Merlet, Charles Maillard, Gasson, Delaborde, Finot Janet, de Préval, Pain, Champy, C. D. Lacuée, Fréville, Pelet, de Boudy, Bruyère.

Sous ce point de vue cette profession de foi politique fut à la fois une amorce pour la multitude, et une humiliation pour l'usurpateur : il en frémit tout en feignant de se résigner. Contenu par la nouvelle direction de l'opinion publique, et ne pouvant plus commander de par la victoire, il sentit que le gouvernement royal avoit répandu trop de liberté pour qu'il fût possible, sans révolter les esprits, de ressaisir ouvertement le pouvoir arbitraire. Il trouvoit d'ailleurs devant lui des hommes disposés à lui disputer le pouvoir, et il parut subjugué par les indépendans quinze jours après sa réinstallation aux Tuileries. Ceux-ci se recrutoient parmi les républicains et les constitutionnels; Carnot et Fouché étoient leurs idoles, et ils accusoient ouvertement Buonaparte de n'embrasser la liberté que pour l'étouffer. En effet, il devenoit impossible que les vieux révolutionnaires dont il étoit environné ne devinassent pas ses projets. Fouché se plaignoit hautement de voir la France placée entre deux grands maux : la tyrannie de Buonaparte et l'invasion des étrangers. Dans cette position désespérée, lié, associé avec l'usurpateur par la force des événemens, il auroit voulu l'enchaîner et le mettre hors d'état de nuire lors

même que la guerre lui eût donné de nouvelles forces. Il conçut alors la pensée, dit-on, de le faire descendre du haut rang d'empereur à la condition modeste de généralissime ou de président de la république dont il auroit eu le gouvernement civil; non que Fouché désirât faire revivre le régime républicain; mais cet ordre de choses temporaire lui eût servi de transition à un ordre de choses plus stable. Fouché étoit persuadé qu'on ne pourroit pas plus dominer Buonaparte par l'ascendant d'une république, qu'il ne pourroit lui-même rester maître des affaires dans un pareil système de gouvernement. Du reste, que vouloit alors Fouché? Se ménager des ressources dans toutes les chances. Le retour du despotisme militaire étoit ce que lui et son parti redoutoient le plus; et il ne parla de république que pour opposer une digue à la puissance de l'usurpateur. Dès lors le vent souffla au républicanisme autour du puissant ministre, et on vit ses agens presser les mesures révolutionnaires.

Un club est d'abord établi dans la capitale; il correspond avec d'autres clubs dans les provinces. Tout à coup on voit reparoître le bonnet rouge dans les tavernes. La résurrection du journal *le Patriote*, les chants provoca-

teurs de la Marseillaise et de *ça ira*, airs si durs pour une oreille impériale, retentissent de toutes parts: fol et dangereux enthousiasme! Comme s'il ne falloit, pour être libres, que chanter des hymnes à la liberté! comme si c'étoit par des chants frénétiques qu'on pût cimenter la garantie des droits et l'équilibre des pouvoirs! C'étoient autant d'indices qu'on vouloit remuer et agiter le peuple. Déjà les républicains et les révolutionnaires se promettoient la victoire; on parloit ouvertement d'éloigner les militaires de l'administration; de placer au ministère de l'intérieur Lucien Buonaparte, Carnot à la guerre, et Merlin à la justice, sorte de directoire républicain qui eût été dirigé par Fouché, et dont Buonaparte n'eût été que le capitaine général. Qu'il lui en eût coûté d'obéir à ceux qu'il avoit condamnés à le servir et à se taire! Abattu, en apparence, il n'osoit s'opposer à des accès de fièvre révolutionnaire qui donnoient des soldats à ses armées. Là ne se bornent point ses humiliations: il se voit attaqué dans des pamphlets; il est forcé de souffrir qu'on lui prêche, en le tutoyant, la liberté et l'égalité; enfin, pour dernière épreuve, on charge publiquement la tête de son buste du bonnet rouge, et ce signe de

la démocratie devient la juste punition de son orgueil. Ainsi, Napoléon n'étoit sorti de l'île d'Elbe, avec tous ses projets d'empire, de dynastie et de grandeur, que pour humilier sa pourpre, ses faisceaux, ses aigles et ses victoires devant d'insolens démagogues! Outré, plein de dépit, il redemanda, dit-on, le portefeuille de la police à Fouché. « Le voici, lui dit le mi-» nistre; mais demain je ne réponds pas de votre » vie. » Napoléon pâlit à cette menace, et rendit le portefeuille.

Cependant ses affidés et ses satellites alarmés formoient un parti d'opposition pour faire évanouir tout projet de république, et pour se mettre en garde contre les desseins de Fouché. Cet homme leur sembloit d'autant plus redoutable qu'on lui reconnoissoit une qualité rare, la décision de caractère qui fait aller droit au but. L'attaquer de front, c'eût été perdre un auxiliaire puissant et indispensable; d'ailleurs un déchirement pouvoit devenir funeste à la cause de Napoléon. Bassano, Thibaudeau et Regnault, agens les plus actifs du parti buonapartiste furent d'avis d'employer la ruse et d'affoiblir Fouché en l'isolant de Carnot. La conquête de ce dernier étoit facile. A peine Napoléon s'étoit-il installé aux

Tuileries qu'il avoit remercié publiquement Carnot de la part qu'il avoit eue au succès de son entreprise. Il l'avoit nommé comte, et lui avoit laissé dans son ministère la plus grande latitude. Quand ses intérêts lui firent une loi de captiver Carnot, il n'hésita pas de s'humilier devant celui qu'il avoit autrefois humilié. La rigidité de Carnot fut amollie, soit par les largesses de l'usurpateur, soit par ses hypocrites protestations. Renonçant à toute idée de république il se rangea tout-à-fait dans le parti militaire. On en vint à des conférences où le régicide Thibaudeau s'efforça de cimenter le 20 mars, en rapprochant de nouveau les révolutionnaires et les buonapartistes. Aux uns il inspiroit de justes craintes d'une révolution qu'on ne pourroit point maîtriser, les éloignant de remettre en vigueur des doctrines qui n'offroient plus d'utilité pour eux, et présentoient de grands dangers pour la cause commune; aux autres, il leur faisoit sentir que, menacés au dehors, et poursuivis au dedans par l'opinion publique, ils étoient perdus s'ils se divisoient; que ni eux ni leurs adversaires n'étoient assez forts pour établir leur puissance séparée: « Songez, ajouta Thibaudeau, que les manifestes des » souverains sont dirigés et contre Napoléon et

» contre ses adhérens; que l'art. 8 de la déclaration du 25 mars énonce clairement le dessein de remettre Louis XVIII et les Bourbons sur le trône; que, buonapartistes, révolutionnaires ou républicains, nous serons tous enveloppés dans une proscription commune si nous n'opposons pas à la tempête le nombre, l'union et la force. »

Regnault fit sentir ensuite que tout projet de république étoit chimérique et impraticable; que la masse du peuple étoit lasse de révolution autant que les propriétaires, que tout tendoit au repos comme dans l'origine de la révolution tout tendoit au mouvement; que les déclamations, les formes, les enseignes républicaines qu'on essayoit de reproduire, n'étoient que la parodie du grand drame de 1793. On inclinoit à se rapprocher; car, si d'un côté les révolutionnaires ne vouloient plus de Buonaparte pour maître, de l'autre ils sentoient qu'ils en avoient besoin pour général; s'ils redoutoient ses triomphes, ses succès leur étoient encore nécessaires, et à la veille de lutter contre l'Europe, Buonaparte seul pouvoit les défendre. Mais on exigea qu'il accomplît ses promesses, et qu'il maintînt ses proclamations. Ainsi, pour échapper au danger présent, les deux partis

ajournèrent leurs projets et leurs querelles, chacun restant sur son terrain, et prenant l'engagement de s'occuper de la défense commune et de la proscription absolue des Bourbons. Dans ce pacte forcé, nul ne fut de bonne foi : chacun se promit de le tourner secrètement à son avantage dès qu'on auroit éloigné le péril. Mais la faction impériale crut devoir donner des gages de sa sincérité, en publiant plusieurs écrits conçus avec artifice; l'un de ces morceaux de circonstance, attribué à Bassano, faisoit l'apologie de tous les crimes de la révolution, et finissoit en ces termes : « Buonaparte, élevé » au trône par la volonté de la nation régé- » nérée, créé par la révolution et n'étant rien » que par elle et avec elle, se trouve forcé » de la maintenir; ce n'est qu'en l'assurant » qu'il peut s'assurer lui-même; il est essen- » tiellement l'homme nouveau, le prince de » la constitution nouvelle, le prince national; » il est enfin pour les Français ce que Guil- » laume III fut pour l'Angleterre..... » Dévoilant ensuite les haines envieuses, Bassano ajoutoit... « Une poignée d'hommes ignorans » et fiers, vieillis dans l'oisiveté et dans l'exil » étoient revenus avec insolence faire des ver-

» tus de leurs crimes, et à nous des crimes de » nos vertus, usurpant tous les honneurs, et ne » nous laissant que la honte... »

Dès lors journaux et pamphlets, organes du parti triomphant, s'acharnèrent contre la restauration, et dressèrent l'acte d'accusation du gouvernement royal. Avoir humilié l'armée et avili la Légion-d'Honneur, méprisé la nouvelle noblesse et préféré l'ancienne, violé la liberté de la presse, cherché à rétablir la monarchie absolue, ressuscité les dîmes, la féodalité, et inquiété les acquéreurs de biens nationaux : tels furent les griefs imputés au souverain légitime. Les révolutionnaires, dans tous leurs écrits, s'élevèrent avec fureur contre ce qu'ils appeloient les abus du règne de neuf mois. « N'avons-nous pas vu, disoient-ils, la liberté » des cultes menacée; l'ancienne noblesse re- » mise en possession de ses absurdes prétentions; » les votes émis pendant le cours de la révolu- » tion recherchés et livrés à la haine d'un parti » altéré de vengeance; des noms fameux ser- » vant de pâture à la calomnie autorisée par la » censure; le pouvoir des représentans méconnu » par l'ordonnance sur la cour de cassation; » des jugemens inattaquables arbitrairement » annulés, malgré l'indépendance de l'auto-

» rité judiciaire ; le retour aux institutions » gothiques du 13e siècle ; les droits du » peuple mis en problème ou tournés en » ridicule ; la propriété des biens nationaux » ébranlée. Voilà ce que tout le monde a vu » pendant que le gouvernement royal étoit » encore foible et mal assis. Que n'eût-il pas » fait s'il eût possédé l'affection de l'armée ? » Alors, n'en doutons pas, cette Charte cons- » titutionnelle déjà mutilée auroit disparu sans » retour, et toutes les anciennes institutions » auroient repris leur place. » Telle étoit la direction que l'usurpateur s'efforçoit de donner à l'opinion publique.

Il se flattoit aussi d'abuser l'Europe en parlant sans cesse du calme profond qui régnoit dans tout l'empire, et de son désir de la paix ; mais son ambition, irritée par l'humiliation et la soif de la vengeance, cherchoit vainement à se déguiser. Ses proclamations ne respiroient qu'un esprit d'agression. Que disoit-il à ses soldats ? Qu'il ne vouloit que reconquérir les limites naturelles de l'empire français. L'Europe avoit-elle oublié que ces limites s'étendoient naguère de la Baltique à l'Adriatique ? Napoléon ne demandoit que ses frontières naturelles pour rester en paix ! Il

falloit lui assurer l'espace de terrain bordé par les Alpes, le Rhin et l'Océan, et lui laisser remuer les peuples par l'emploi des moyens révolutionnaires, afin qu'il pût retrouver toute son audace en retrouvant sa force.

Mais les souverains alliés avoient jugé le péril. Ce n'étoit pas seulement pour isoler l'usurpateur encore errant dans les montagnes du Dauphiné qu'ils avoient lancé contre lui la déclaration du 13 mars; c'étoit pour s'armer au besoin contre Buonaparte redevenu le maître de la France; la déclaration prévoyoit et supposoit le succès. En effet, l'usurpateur eût-il entrepris la conquête d'un grand royaume avec une poignée de satellites sans y être appelé par une conspiration redoutable? Elle s'étoit décelée tout entière. Les souverains réunis n'avoient pu s'y méprendre. Instruit, le 3 mars, que Napoléon venoit de quitter l'île d'Elbe, l'empereur Alexandre avoit expédié le même jour vingt-un courriers dans toutes les directions pour mettre en mouvement toutes les troupes dispersées dans les différentes parties de son empire; l'un de ces courriers portoit l'ordre, à Saint-Pétersbourg, de faire partir incontinent la garde impériale russe. Mus par la même prévoyance, les autres souverains avoient aussi expédié à leurs ministres et aux

commandans de leurs provinces des instructions pressantes. Tout en un moment avoit pris en Europe une attitude hostile, et à de sourdes inquiétudes succèdoit une violente commotion. En moins d'une semaine le signal est donné à toutes les armées européennes. L'Autriche rappelle sa landwehr, ou milice nationale, fait un nouvel emprunt, et dirige des corps nombreux en Italie. En Prusse, les cadres de l'armée prussienne se remplissent et se complètent, et tout se prépare à la guerre. « Reprenons de nouveau les armes, dit Frédéric-» Guillaume à ses sujets (1). Entrons encore une » fois en lice contre Napoléon Buonaparte et ses » adhérens. Cet homme, qui pendant dix années » a versé des maux inouïs sur les peuples, a été » ramené en France par une conspiration perfide; » le peuple déconcerté n'a pu résister à ses par-» tisans armés, à des soldats devenus parjures, et » qui veulent perpétuer la guerre. L'Europe est » menacée de nouveau; elle ne peut laisser sur » le trône l'homme qui annonce hautement que » la souveraineté du peuple a été le but des » guerres qu'il a successivement renouvelées, » l'homme qui a troublé le Monde moral en

(1) Proclamation du 7 avril 1815.

» violant sa parole sans cesse, et qui ne peut » donner aucune garantie de ses intentions » pacifiques. J'ai ordonné un armement géné- » ral. Entrons de nouveau en lutte; la France » elle-même a besoin de notre secours. Toute » l'Europe est alliée avec nous. Allons com- » battre avec l'aide de Dieu pour le repos du » Monde, pour l'ordre et la morale, le roi et » la patrie. »

La landwehr prussienne fut sur-le-champ rappelée sous les drapeaux; l'armée de ligne qui avoit combattu avec tant d'opiniâtreté en 1814 pour recouvrer la réputation que lui avoit léguée le grand Frédéric, fut mise en mouvement sous les ordres du maréchal prince Blücher dont la renommée s'étoit accrue dans le cours de la dernière campagne. Ses propres compagnons d'armes le considéroient moins comme un tacticien habile que comme un guerrier actif, intrépide, un véritable général français; ils ne savoient ce qu'ils devoient louer le plus en lui ou cette imperturbable constance dans les combats, ou cette infatigable activité que ne pouvoient amortir les glaces de l'âge, ou enfin cette vigueur morale qui lui faisoit rejeter tout conseil timide.

Un autre capitaine d'une réputation encore

plus éclatante alloit aussi paroître sur ce nouveau théâtre de carnage. Le duc de Wellington, remplaçant lord Castelreagh au congrès en étoit parti subitement, sans attendre les ordres de sa cour, et avoit pris le commandement de l'armée anglaise des Pays-Bas. La brusque réunion des troupes françaises sur cette frontière provoquoit évidemment la prompte formation d'une armée défensive. Le gouvernement britannique augmentant ses forces de terre et de mer, rappela du Canada les divisions de son armée qui avoient combattu les troupes de Napoléon en 1814, et rallia sous ses drapeaux les Hanovriens, les Brunswickois et les Belges. Les préparatifs de cette nouvelle lutte, le choix de ce nouveau champ de bataille et l'arrivée de Wellington faisoient pressentir que ce nouveau favori de la fortune alloit, pour la première fois, se trouver en présence de celui qui, pendant vingt ans, avoit rempli le Monde de son nom, de sa gloire et de ses excès. On étoit impatient de voir enfin se mesurer ensemble deux guerriers qui, par de hauts faits d'armes d'une nature si différente, avoient partagé l'attention et l'étonnement de l'Europe; on en concluoit que la lutte n'en seroit que plus décisive; que la réputation mili-

taire du Turenne anglais de même que la prépondérance de sa patrie alloient peut-être dépendre d'une seule bataille : toute l'Europe étoit dans l'attente.

Cependant Napoléon s'étoit flatté d'endormir les puissances à force de protestations pacifiques, afin de gagner du temps et de rassembler ses légions. *Point de guerre au dehors !* étoit le cri consacré jusqu'à ce qu'on eût repris des forces. La crédulité publique, abusée pendant plus d'un mois par un enchaînement d'impostures, admit la possibilité de voir la France, envahie par le plus ambitieux des hommes, rester en paix avec toute l'Europe. L'usurpateur, en tenant le langage d'un Numa, espéroit faire supporter un bouleversement politique inouï dans les fastes des nations. Il chargea ses émissaires de branches d'olivier (1), et parut persuadé que les rois alloient ouvrir de nouveau leurs rangs pour lui faire place. Mais, à la première nouvelle de l'invasion, toute communication de l'Europe avec la France avoit été suspendue. Placé hors des protocoles de la diplomatie, Buonaparte est mis hors des usages de la civi-

(1) MM. de Montron, de Stassart et l'aide-de-camp Flahaut.

lisation ; ses envoyés sont chassés, ses frontières vont être investies, ses ports sont déjà bloqués, ses vaisseaux sont saisis; les souverains refusent de recevoir ses dépêches; lui seul ne se plaint pas, il est en paix avec toute l'Europe. Il promulgue un décret d'abolition soudaine de la traite des nègres, et ce décret paroît aux hommes crédules une preuve nouvelle de ses profondes conceptions pour captiver la bienveillance de l'Angleterre comme il s'est ménagé celle de l'Autriche.

Mais la fraude ne pouvoit long-temps prévaloir. La vérité avoit retenti et pénétré. Presque toute la France applaudissoit à la sentence de l'Europe. Napoléon et ses adhérens n'avoient plus rien à espérer par la voie des négociations ; il falloit se résoudre à soulever peu à peu le voile qui déroboit aux regards de la multitude une ligue formidable; il falloit se préparer ouvertement à la guerre.

Chargé de tout le poids de la politique extérieure, M. de Caulaincourt fit à son maître un premier rapport destiné à être rendu public sur les dispositions de l'Europe à l'égard de la France, et sur son propre danger. Cet affidé de Buonaparte avouoit que les puis-

sances s'armoient et menaçoient la France d'une guerre prochaine. « En Angleterre, » dit-il, sur l'invitation du prince régent, on » ordonne une augmentation de forces sur terre » et sur mer ; il y a plus, les hostilités sont » commencées sans déclaration, par la prise » de la frégate *la Melpomène.*

» L'Autriche rappelle la landwher, et di- » rige de fortes colonnes de troupes pour aller » renforcer les corps nombreux rassemblés en » Italie. Les mouvemens de la Prusse redou- » blent d'activité. Dans les Etats de Sardaigne » l'occupation de Monaco indique des pro- » jets hostiles. L'Espagne montre également » l'intention de porter une armée sur la ligne » des Pyrénées. L'accession du nouveau sou- » verain des Pays-Bas n'est plus douteuse : » un corps de prisonniers français venant de » Russie, a été retenu par ses ordres à Tirle- » mont. Enfin, sur tous les points de l'Europe » à la fois, on se dispose, on s'arme ; on » marche. Contre qui sont dirigées les hosti- » lités ? Sire, on prononce le nom de Votre » Majesté, mais c'est la France qui est mena- » cée. » Espérant toutefois perpétuer encore l'incertitude, M. de Caulaincourt ajoutoit qu'aucun acte officiel n'avoit constaté la déter-

mination d'une rupture, et qu'on en étoit réduit à des conjectures vagues et à des bruits peut-être mensongers.

A la suite de ce rapport on lut avec étonnement la lettre que Napoléon avoit écrite le 4 avril aux souverains, où il représentoit sa rentrée à Paris, et le départ des Bourbons comme l'ouvrage d'une *irrésistible puissance*. « Je suis » venu, disoit-il, et du point où j'ai touché » le rivage, l'amour de mes peuples m'a porté » jusqu'au sein de ma capitale..... Après » avoir présenté au Monde le spectacle de » grands combats, ne seroit-il pas plus doux » de ne reconnoître désormais d'autre rivalité » que celle des avantages de la paix, et » d'autre lutte que la lutte sainte de la fidélité » des peuples? la France se plaît à proclamer » avec franchise ce noble but de tous ses tra- » vaux, et la cause de son indépendance, le » principe invariable de sa politique seront le » respect le plus absolu pour l'indépendance » des autres nations. »

Une telle lettre eût été le chef-d'œuvre de la politique et le signe de la véritable grandeur, alors que l'Europe éblouie par le prestige de la victoire étoit aux pieds de Napoléon; mais à la suite d'immenses revers et d'une

révolte soudaine qu'on s'efforçoit en vain de cimenter, ce n'étoit qu'un signe de détresse et l'indice d'une politique artificieuse. L'aveu public que les souverains avoient refusé cette lettre, parut à Napoléon fondé sur une fierté noble propre à irriter ses adhérens, et à exciter les Français à la guerre, en leur persuadant qu'il avoit fait lui-même de vains efforts pour l'éviter; mais au contraire il déconcerta ses amis, et combla ses ennemis de joie, en leur dévoilant sa foiblesse et sa honte.

Ainsi l'édifice de l'imposture étoit détruit par les mains même qui l'avoient élevé : un carnage affreux, la dévastation de la France, peut-être le partage du territoire alloient remplacer tous les beaux rêves d'indépendance, d'idées libérales, de liberté, d'égalité, et de droits du peuple.

Toutefois Napoléon et ses complices, revenus de la première terreur dont les avoit frappés la déclaration menaçante du congrès, comprirent qu'elle ne pouvoit plus rester secrète, et qu'il falloit la réfuter ou nier qu'elle fût authentique. Ils adoptent l'un et l'autre parti, cherchant à se rassurer eux-mêmes, et à tromper la multitude par des mensonges hardis, et parvenant ce que peut mettre en œuvre l'habitude de la

mauvaise foi. Résolus de réfuter et d'infirmer à la fois la déclaration des puissances, ils y apportent un grand appareil, et se flattent à force de sophismes d'en dénaturer les principes, et d'en atténuer l'expression.

Le 14 avril, une commission formée des présidens du conseil d'Etat fait à ce sujet un rapport tendant à établir que la déclaration du congrès n'a aucun caractère diplomatique, qu'elle est sans danger pour Napoléon et sans autorité pour la nation française. Ce rapport, précédé d'un exposé historique qui lui servoit de base, étoit présenté par le ministre Fouché. Ainsi, par un empiétement contraire à tous les usages, le chef de la police y tenoit la place du ministre des relations extérieures. Ce fut en donnant ce nouveau gage de sa sincérité, que Fouché triompha de la défiance qu'il inspiroit au parti buonapartiste, toujours en garde contre ses desseins. Il parla d'abord de la déclaration des souverains comme d'une pièce qu'on supposoit émanée du congrès, et qui *provoquant l'assassinat de l'empereur*, n'en paroissoit que plus *apocryphe*. Le *style de libelle* dans lequel elle est écrite, donne lieu de penser, disoit-il, qu'il faut la classer au nombre de ces pièces fabriquées par l'esprit de parti

et par ces *folliculaires* qui, sans mission, se sont ingérés dans ces derniers temps dans toutes les affaires d'Etat. « Enfin, ajoutoit Fouché, » il est démontré qu'une pièce qui *ne peut* » *pas* avoir été signée par les ministres de » l'Autriche, de l'Angleterre et de la Prusse, » est émanée de la légation du comte de Lille » à Vienne, laquelle légation a ajouté au crime » de provoquer l'assassinat, celui de falsifier » la signature des membres du congrès.... Par » ces considérations, ladite déclaration doit » être considérée comme digne d'*un profond* » *mépris.* »

C'étoit pourtant sur cette fable grossière que les meilleures têtes du conseil de Buonaparte avoient été appelées à délibérer. Il en étoit résulté une réfutation signée de tous les présidens du conseil d'Etat. Après avoir qualifié aussi l'acte du congrès de production supposée, qui exprimoit des idées *anti-sociales*, et qui n'avoit point de modèle dans les annales de la diplomatie, les présidens du conseil de Buonaparte ne dédaignèrent pas néanmoins de l'examiner sous plusieurs points de vue, notamment dans ses rapports avec le traité du 11 avril (1), dont on relevoit huit violations.

(1) Celui de Fontainebleau.

La dernière consistoit dans la résolution prise au congrès « de transférer Buonaparte à l'île » Sainte-Lucie ou de Sainte-Hélène qu'on lui » préparoit pour prison, si la Providence n'y » eût pourvu dans sa justice..... » Du reste, ajoutoient-ils, Napoléon reconnu sous le titre d'empereur, n'*est pas justiciable du congrès de Vienne.*

Cette réfutation ne resta pas sans réponse, et la déclaration du 13 fut de nouveau expliquée ou commentée par les échos de la politique européenne. On l'avoit déjà représentée comme tendant à raffermir sur les bases de l'éternelle justice, la société ébranlée par un chef de révolutionnaires, qui s'étoit mis lui-même hors de la protection des lois, en ne reconnoissant d'autre droit que son épée. « Le » souverain détrôné à Fontainebleau, disoient les » publicistes, frappé par un décret unanime de » déchéance, relégué ensuite à l'île d'Elbe, sous » la protection des alliés, n'est plus ni empe- » reur, ni prince, ni sujet d'aucun pays, dès » qu'il a rompu le contrat qui le protégeoit; » il n'est plus qu'un ennemi public, un fré- » nétique armé contre la nation; il est justi- » ciable non-seulement du congrès de Vienne, » mais de tous les rois qu'il voulut détrôner;

» de tous les peuples dont il troubla le repos ;
» de tous les individus dont il fit massacrer
» les parens et les amis. Et c'est lui qui accuse
» les alliés et les Bourbons d'avoir violé le
» contrat sur la foi duquel il vivoit à l'île
» d'Elbe ! Les alliés et les Bourbons l'accusent
» d'avoir rompu par ses complots criminels
» avec les révolutionnaires de France et
» d'Italie, par sa fuite de l'île d'Elbe, et
» par sa révolte contre l'Europe, le seul titre
» légal auquel son existence étoit attachée.

» Les souverains dont la douceur malen-
» tendue avoit épargné Buonaparte, devoient
» au monde d'agir avec vigueur et prompti-
» tude pour réprimer ses nouveaux attentats :
» ils ont été pénétrés de ce devoir ; leur dé-
» claration unanime n'admet plus ni délai ni
» tergiversation ; il faut aujourd'hui que Na-
» poléon abdique, ou qu'il soit détruit ; au-
» trement il lui faudra triompher du monde
» entier en armes contre lui ; jamais il n'eut
» une si forte tâche à remplir. Sa vieille po-
» litique consistoit à diviser pour conquérir
» ensuite ; il ne tenta jamais d'invasion qu'il
» n'eût fait de longue main de grands arran-
» gemens préalables et d'immenses préparatifs ;
» il veilloit long temps pour guetter l'instant

» propice; maintenant il faut qu'il parte et » s'élance tout d'un coup, sans être préparé » et sans être soutenu ; peu en sûreté au de- » dans, également haï et méprisé au dehors. »

Mais Napoléon affectoit de ne point voir de déclaration de guerre dans les manifestes du congrès : « Je ne connois point encore d'en- nemis, » dit-il, en passant la revue de la garde nationale. Mais, selon sa coutume, ses actions démentoient ses paroles. Tout en lui, et autour de lui, ne respiroit déjà plus que la guerre. Il annonça ouvertement qu'il feroit fortifier les hauteurs de Montmartre, de Mesnil-Montant et de Saint-Chaumont; ce qui supposoit que les alliés marcheroient de nouveau sur Paris, et que cette fois il étoit résolu de s'y défendre.

Le lendemain il visita les habitans du fau- bourg Saint-Antoine, dans l'espoir d'y trouver des instrumens dociles à sa voix, et tout prêts à seconder ses desseins : « Je vous re- » connois, leur dit-il, pour de braves pa- » triotes. En 1814 on refusa de vous armer » pour défendre ma capitale; il n'en sera pas » de même cette année ; j'ai quarante mille » fusils à votre service. »

Dès-lors commencent les enrôlemens dans les plus basses classes du peuple, préparées par un

chef d'atelier obscur (1) dévoué à Napoléon, et mu peut-être par la vanité de remuer tout un faubourg à l'exemple des démagogues, ses devanciers, artisans de révoltes, contre le trône légitime. Mais aucun effort, aucune tentative pour soulever le peuple ne parvenoit à généraliser le mouvement révolutionnaire. Les émissaires et les agens de Napoléon ne produisoient qu'une exaltation partielle et factice. Toutefois ses ministres sembloient rivaliser de soins et d'émulation pour le triomphe de sa cause. Carnot l'emportoit sur ses collègues par la franchise de son dévouement. Nul ne fit éclater des sentimens plus outrés en faveur de Buonaparte; nul ne propagea officiellement plus d'atroces calomnies contre les Bourbons. Sa première instruction ministérielle avoit rappelé aux préfets des départemens la convocation de l'assemblée extraordinaire du Champ-de-Mai, et soit crédulité, soit imposture, il leur avoit annoncé : « Que l'em-
» pereur, dans cette nouvelle fédération, pré-
» senteroit à ses peuples son auguste épouse et
» le prince, espoir de la nation qu'il devoit
» gouverner un jour. Suivant un usage antique
» et cher à la France, avoit ajouté Carnot, ils
» recevront la couronne au milieu même de

(1) Le sieur Richard L.....

» Champ-de-Mai. » Le zélé ministre ne se borna point à se rendre l'organe et le garant des impostures de son maître. D'un trait de plume il mit deux millions de Français à sa disposition, prenant sous sa responsabilité le décret le plus violent que la révolution eût enfanté jusqu'alors. Tous les hommes depuis vingt jusqu'à soixante ans furent censés former la garde nationale de l'empire. C'étoit reproduire sous un autre nom la conscription, ou plutôt les levées en masse. « Réformés, non réformés, » mariés, non mariés, remplacés, non rem- » placés, garde d'honneur, volontaires, tout » se trouva enveloppé dans cette levée géné- » rale qui comprenoit ce que les masses et les » conscriptions n'avoient jamais compris (1). » On la divisa en deux classes; celle de vingt à quarante ans forma la garde nationale mobile; l'autre la garde sédentaire; ainsi plus de trois mille bataillons se trouvèrent désignés, formant un total de deux millions deux cent cinquante-trois mille six cents hommes. A la vérité on n'osa rendre mobile que deux cent quarante bataillons choisis parmi les chasseurs et les grenadiers, ce qui mit d'abord en activité plus de

(1) Rapport sur l'état de la France fait au roi dans son conseil, à Gand, par M. le vicomte de Chateaubriand.

cent cinquante mille hommes pour remplacer les garnisons des places de guerre dont Napoléon vouloit renforcer son armée active.

L'organisation de cette force publique appartenoit à Carnot ; elle donna lieu de sa part à une nouvelle circulaire où il exprimoit son admiration et son enthousiasme en faveur de cette grande mesure. « Toutes les garanties, disoit-il, » s'y trouvent : celle de nos droits poli- » tiques ; et celle de la durée de la paix : elle » ne sauroit être troublée lorsque la partie là » plus vigoureuse de la nation, plus deux » millions d'hommes, la plupart aguerris, sont » armés, non en masse et tumultuairement, » mais d'après des bases régulières. »

Fouché, à l'exemple de Carnot, fit aussi des circulaires où chaque phrase étoit une calomnie dirigée contre l'administration du roi, et contre le roi lui-même, qualifiant le gouvernement royal de *gouvernement né de la trahison*. Sa popularité redoubla : Fouché aspiroit surtout à la dictature de la pensée publique. Au moment même où les individus étoient déclarés libres, et la presse libre, il obtenoit un décret qui soumettoit tous les écrivains et tous les journalistes à sa juridiction. Dès lors son influence fut assurée. Il surveilla les écrits et endoctrina

les écrivains. Tout en proclamant, ainsi que son maître, qu'on ne vouloit que la paix, l'indépendance, le bonheur du peuple ; que tout le système impérial étoit changé, il partageoit la France en sept grandes divisions de police, et désignoit à l'acceptation de Napoléon sept lieutenans (1) investis des mêmes pouvoirs qu'avoient eus sous la tyrannie impériale les directeurs-généraux sortis du même département. Mais ici, tout l'avantage étoit pour Fouché, dont les nouveaux inquisiteurs politiques étoient les hommes de confiance. Il jouissoit d'ailleurs de l'immense attribution d'avoir à lui seul le choix des agens secrets, et de disposer à son gré des sources impures d'où provenoient les fonds destinés à la police secrète.

Plaçant aussi une sorte de vanité dans des circulaires, il annonce à la France et à l'Europe que sa police ne va plus servir qu'à répandre la philosophie ; qu'elle est la source des lumières et la base des gouverne-

(1) Par décret impérial du 31 mars furent nommés lieutenans de police les sieurs Joseph Turot, Lecointre-Puyraveau, Caillemer, Henri Lasalle, Moreau, Gaillard et Ducreuzot. Le sieur Romigi, fils fut nommé provisoirement commissaire-général de police à Toulouse.

mens libres; qu'elle enseigne à ses agens qu'il faut selon les circonstances creuser à de *grandes profondeurs*, ou savoir seulement écouter et entendre; que la *chose religieuse* est aussi soumise à la police, ou en d'autres termes, que la conscience qui jadis relevoit immédiatement de Dieu, doit obéir à un vil espion. Tel étoit l'esprit de l'administration de Fouché. Mais tout en réprouvant la légitimité il garantissoit les royalistes des vengeances de l'usurpateur, et le replaçoit lui-même entre deux partis actifs, dont aucun n'étoit à lui. Plus puissant que son maître, qu'il faisoit attaquer dans les journaux tandis que nul n'osoit l'attaquer lui-même, il suivoit avec adresse le projet d'être assez maître de la France pour qu'il devînt impossible d'en disposer sans lui. Mais la guerre et la victoire pouvoient rétablir Napoléon dans la plénitude de sa puissance.

Dans l'impossibilité de prendre sur-le-champ une attitude offensive, Napoléon remplit les journaux d'un immense dénombrement de soldats et de moyens de guerre. Ses écrivains étoient chargés de représenter la nation française comme en proie de nouveau à la fièvre des révolutions. Ils la montroient comme une mer furieuse, battant ses digues, et prête à les briser pour

engloutir le continent. « Il est des puissances, » dirent-ils, qui, sans aucune espèce d'examen, » ont proclamé des actes brusquement hostiles : » telle est la déclaration signée à Vienne, le 7 » avril, par le roi de Prusse. Elle contient tous » les genres de provocations; c'est à la fois un » manifeste, un exposé des armemens de la » Prusse, et une véritable déclaration de guerre » à Napoléon, à ses adhérens et à ses soldats. » Mais la cause de Napoléon est celle de la li- » berté. L'Europe s'armeroit vainement pour » nous forcer de recevoir cette famille que la » France a deux fois rejetée de son sein! Nous » avons le sentiment de notre force; nous savons » ce que peut une nation armée pour la cause » de la liberté et de l'honneur; nous volerons » tous à la défense de la patrie, et la France » ne présentera qu'un vaste camp hérissé de » fer.... Mais la guerre étrangère n'est point à » craindre; partout les yeux du peuple sont » dessillés. Pense-t-on que les Italiens, les » princes d'Allemagne, les Belges, les Espa- » gnols, les Génois veuillent s'armer de » nouveau en faveur des puissances qui » leur donnent des fers pour prix du sang » qu'ils ont versé pour elles? Non, la guerre » étrangère n'est point à craindre; en suppo-

» sant même que les rois osent nous attaquer,
» ne sommes-nous pas les Français de 1793?
» N'avons-nous pas avec nous les vainqueurs
» de Marengo, d'Austerlitz, d'Jéna, de Wa-
» gram, et le génie de l'empereur? »

Tout fut mis en œuvre pour donner aux hostilités qui se préparoient l'apparence d'une guerre nationale. Napoléon trouva dans l'ordre civil une foule de partisans crédules; il les trouva dans cette classe d'hommes de bonne foi, mais irritables, qu'aveugloient la haine de l'étranger et le désir immodéré de voir les armes françaises reprendre tout leur éclat. Il ne laissa bientôt plus d'incertitude sur le renouvellement prochain d'une guerre générale. Le 30 avril, en convoquant les électeurs des colléges en assemblée du Champ-de-Mai, il s'exprima en ces termes: « Maintenir la paix avec nos voisins,
» telle étoit notre intention; nous étions résignés
» à souscrire à tous les sacrifices qui déjà avoient
» pesé sur la France; mais la guerre civile du Midi
» à peine terminée, nous acquîmes la certitude
» des dispositions hostiles des puissances étran-
» gères, et dès lors il fallut prévoir la guerre,
» et s'y préparer. »

Secondé par son ministre Davoust, Napoléon déploya pour organiser la guerre cette

activité prodigieuse dont les développemens nous furent jadis si glorieux et si funestes. Il rappela sous les drapeaux tout ce qui avoit quitté l'armée; il la rétablit sur ses anciennes bases, et redonna à chaque régiment, réduit à trois bataillons son complément d'origine.

Sa garde, entièrement réorganisée, se composa de vingt régimens d'infanterie, cinq régimens de cavalerie, de plusieurs corps de gendarmerie, d'artillerie, de génie et du train, offrant une masse de vingt mille hommes d'élite. Par différens rappels aux militaires pensionnés, en retraite, en congé ou en réforme, il porta l'armée de ligne réduite sous le ministère de Soult à quatre vingt-cinq mille hommes sous les armes, à deux cent mille combattans, presque tous anciens soldats. Les rapports ministériels l'élevèrent à trois cent mille hommes, supputation évidemment exagérée, ainsi que l'événement le prouvera plus tard.

Les bataillons de grenadiers et de chasseurs d'élite de la garde nationale, tous composés d'hommes de vingt à quarante ans, furent destinés aux garnisons des places fortes et aux réserves. On forma huit armées au corps d'observation, savoir: l'armée du Nord; l'armée de la Moselle; l'armée du Rhin; le corps d'obser-

vation du Jura qui se réunit à Befort; l'armée des Alpes, rassemblée à Chambéry; le corps d'observation du Var, sous les murs d'Antibes; celui des Pyrénées à Perpignan et à Bordeaux, et l'armée de réserve réunie à Paris et à Lac n. Les chevaux de la gendarmerie furent donnés aux troupes à cheval; et dans quelques provinces on vit se former une cavalerie volontaire.

Le service de l'artillerie réorganisé replaça en ligne cent batteries qui furent réparties aux différentes armées du nord, du midi et de l'est. On acheta vingt mille chevaux du train et des équipages. Les travaux des arsenaux furent poussés avec la même activité. Dix ateliers d'armes employoient, dans Paris, six mille ouvriers. En deux mois, quatre-vingt mille fusils furent réparés; mais la fabrication des armes n'alloit point assez vite au gré de Napoléon.

Cent cinquante places fortes qui défendent les frontières furent armées ou approvisionnées en munitions de guerre, et vingt places dans l'intérieur furent mises en état de défense. On fortifia les villes ouvertes et les principales positions des frontières. Des ouvrages de campagne s'élevèrent dans la forêt de Mormale;

des retranchemens furent construits aux cinq passages des Vosges, et des ordres furent donnés pour la défense des défilés du Jura et de toute la frontière des Alpes. Des travaux poussés avec une extrême rapidité mirent Soissons, Laon, La Fère, Saint-Quentin, Guise, Château-Thierry, Vitry et Langres, en état d'opposer une vive résistance. On travailla même à la défense de Châlons, Reims et Dijon, tandis que les Vosges, le Jura, l'Argone, déjà fortifiés par la nature, recevoient toutes les défenses de l'art. Paris et Lyon furent aussi destinés à résister aux plus grands efforts de l'ennemi.

Les ministres affirmoient, dans leurs comptes officiels que le total des forces françaises s'éleveroit à neuf cent mille hommes, dont plus de sept cent mille seroient déjà sous les drapeaux dans le courant de mai, le reste marchant avec célérité pour les joindre. Ce qui paroît le plus avéré dans ces amplifications ministérielles sur l'armée de Buonaparte, c'est l'énorme quantité d'officiers généraux qui y figuroient. Quatre cent quatre-vingt-douze étoient employés dans les états-majors, indépendamment de dix-sept cents aides-de-camp, adjudans-commandans et aides de camp, et de onze cent quatre-vingt neuf commandans d'armes. Les places-fortes reçurent des com-

mandans et des gouverneurs. On employa deux cent trente colonels, quatre cent soixante chefs de bataillons, et quatre cent soixante adjudans-majors à la formation des bataillons d'élite de la garde nationale et à la création de trente-six bataillons de tirailleurs tant à Paris qu'à Lyon. Enfin, Napoléon crut achever de gagner l'armée en assurant à la classe des sous-officiers la moitié des sous-lieutenances vacantes, et en remettant en vigueur l'alternative de l'élection et de l'ancienneté.

Mais une armée aguerrie et formidable, une armée pleine d'ardeur ne suffisoit pas encore pour défendre l'usurpateur menacé par toute l'Europe, surtout quand cette armée n'avoit pour elle dans l'intérieur que l'appui de deux factions mal unies, et d'une toute prête à sacrifier un chef déchu de sa gloire. Dominé d'ailleurs par les révolutionnaires, Napoléon ne s'étoit attaché à la cause des peuples que dans l'impossibilité de se rallier à celle des rois. Il avoit reculé devant le sentiment de liberté qui sembloit s'exhaler de toute l'Entrop; c'est ce qui l'avoit conduit dans le piége d'une assemblée du Champ-de-Mai, et d'une réforme constitutionnelle.

Donner à la France un régime qui satisfit à

la fois les indépendans et le dictateur, étoit un problème insoluble. Napoléon n'aspiroit qu'à retenir le sceptre du pouvoir arbitraire. Ses ministres et ses conseillers les plus imbus des maximes révolutionnaires insistoient pour que l'assemblée du Champ-de-Mai fût véritablement constituante; c'est-à-dire, que les électeurs, comme représentans immédiats du peuple, eussent le privilége d'apporter des modifications au projet qu'on alloit leur soumettre. Les esprits spéculatifs s'évertuoient à forger des plans pour organiser en assemblée délibérante vingt-cinq mille citoyens ayant droit de voter. Des projets impraticables étoient gravement débattus dans le conseil; souvent même les observations de Napoléon étoient écartées. Il ne lui restoit que l'alternative de n'être que le chef méprisé d'un gouvernement fondé sur la licence et la révolte, ou de ressaisir avec audace la verge du pouvoir absolu. Las de tant de mortifications et d'entraves, des bruyans hommages d'une populace dont les cris de *vive l'empereur!* ne se faisoient plus entendre qu'en proportion d'un tarif que l'état des finances faisoit décroître chaque jour, sa patience s'épuisa; et le Buonaparte du 20 mars redevint l'empereur Napoléon. L'époque indiquée pour la tenue du Champ-de-Mai

tardoit trop au gré de son impatience. Tout à coup, laissant les rêveurs de son conseil fabriquer à leur aise des projets de constitution, il quitte les Tuileries, et va se retrancher au palais de l'Elysée. Là entouré de ses satellites et de ses plus intimes confidens, il s'arrête aux avis de Cambacérès et de Regnault, et plein de confiance dans les ressources que lui offroit le talent du publiciste célèbre (1) qui venoit d'abjurer ses philippiques récentes contre son despotisme, il échappe aux liens dont on vouloit l'envelopper; il renverse les barrières républicaines, devance les délibérations de son conseil d'Etat, et proclame, au lieu d'une constitution, l'*acte additionnel aux constitutions de l'empire*, daté du palais de l'Elysée le 22 avril. Mais son langage conservoit toute son hypocrisie. « La » dictature lui pèse, dit-il, et il ne veut plus » être qu'un monarque constitutionnel. » Dix jours sont donnés aux citoyens pour aller apposer leur acceptation ou leur refus sur des registres ouverts, à cet effet, aux secrétariats de chaque administration.

Sous beaucoup de rapports la nouvelle cons-

(1) M. Benjamin Constant de Rébecque, conseiller de Buonaparte pendant les cent jours.

titution, fruit du 20 mars, étoit une imitation de la Charte royale dont elle ne différoit que par des dispositions vicieuses ou subversives de toute liberté raisonnable; en un mot, c'étoit un acte informe à l'aide duquel le dictateur croyoit légitimer son usurpation. Un préambule étudié faisoit pressentir que le *grand système fédératif européen*, ou plutôt la monarchie universelle étoit ajournée; Napoléon y parloit de l'état de paix qu'il désiroit maintenir. Les dispositions constitutionnelles régloient que la propriété n'étoit plus une condition nécessaire pour être élu membre de la chambre des représentans : c'étoit appeler les révolutionnaires à représenter la nation française, et à consolider l'usurpation. La dénomination de sénat étant trop avilie, Napoléon empruntoit de la Charte l'institution et la désignation de chambre des pairs dont le nombre étoit illimité, afin d'attirer dans le piége de la servitude les magistrats, les conseillers et les généraux. Toute la population étoit portée ainsi avec adresse à briguer les places de représentans et de pairs. Mais ce qui rendoit l'acte additionnel absurde et dérisoire, c'est qu'il n'abrogeoit ni les anciennes constitutions de l'empire, ni les décrets organiques, ni les sénatus-consultes qui avoient si souvent

consacré les détentions arbitraires, la limitation de la presse, la suspension du jury, les déportations et l'exil. C'étoit comme autant d'armes secrètes restées en réserve dans les arsenaux du despotisme impérial. Ceci déceloit Buonaparte tout entier, détruisant par des dispositions subsidiaires les dispositions principales, se réservant la confiscation des biens, remettant aux non-propriétaires la défense de la propriété, posant les principes du gouvernement militaire, se réservant d'altérer, selon ses caprices, toute sa législation civile et politique, et cachant ses desseins dans le chaos de ses lois.

Le dernier article défendoit au peuple français, tout entier, de former un seul vœu pour le retour de ses souverains légitimes. En vertu de cette clause insolente, imposée par un Corse, tout homme en France pouvoit être roi, excepté le roi lui-même. L'exclusion perpétuelle de la famille royale étoit à la fois un aveu tacite de ses justes prétentions, et une disposition subversive du droit que l'usurpateur reconnoissoit au peuple de se choisir un souverain; il fouloit aux pieds sans scrupule le principe de la souveraineté du peuple.

Interdire aux Français le droit de rappeler le roi, c'étoit prouver à la face du Monde

qu'ils avoient besoin de le rappeler; prétendre faire proscrire au nom du peuple français la plus française de toutes les familles, étoit un véritable attentat de lèse-nation. Les hommes du 20 mars crurent reproduire ainsi le serment de haine à la royauté en faveur de celui qui venoit d'usurper l'autorité royale. C'étoit une insulte à l'Europe soulevée contre Napoléon qui remontoit sur un trône dont on l'avoit vu descendre en mendiant la honte et la vie. Un gentilhomme breton (1) eut le courage de protester publiquement contre la révoltante disposition qui excluoit à jamais la dynastie légitime ; et il soutint que le rétablissement des Bourbons étoit le seul moyen de rendre le bonheur à la France. Ce vote, plein d'énergie et de noblesse, trouva des imitateurs (2).

Napoléon, se défiant des suffrages libres du peuple et de l'assemblée du Champ-de-Mai, ordonna que la constitution nouvelle seroit envoyée à l'acceptation des armées de terre et de mer, et il décida que le dépouillement des votes suffiroit pour lui donner force de loi.

(1) M. de Kergorley, membre de la chambre des députés de la session de 1815.

(2) M. Le Peletier de Rosambo publia également par écrit un vote semblable.

Ainsi tout le travail des électeurs alloit se réduire au dépouillement d'un scrutin. Comment s'assurer de la fidélité des autorités chargées de recueillir les votes au moment où elles étoient renouvelées d'un bout de la France à l'autre? Mais par ce coup d'Etat l'usurpateur évitoit les contestations sur son titre, sur sa réélection; il supposoit que rien n'étoit détruit dans ce qu'il appeloit ses constitutions; en un mot, il regardoit l'empire comme n'ayant jamais cessé d'exister, et se plaçoit hors de l'atteinte du Champ-de-Mai. On ne porta jamais plus loin l'ironie de la liberté et de la souveraineté du peuple. Un décret du même jour (22 avril) fixa au 26 mai l'*assemblée extraordinaire*, qui devoit, aux termes des décrets de Lyon, *corriger et modifier* les constitutions de l'empire. Ainsi le Champ-de-Mai n'étoit plus qu'une cérémonie d'apparat. Les ordres furent donnés d'improviser un temple théâtral où seroit promulguée la législation fondamentale du 20 mars.

On regarda généralement l'*acte additionnel* comme une fourberie politique : il excita le mépris des révolutionnaires et la risée des royalistes ; il fit perdre à Napoléon l'appui des independans et des démagogues.

Ceux-ci ne vouloient ni de la pairie ni des deux chambres, mais de la chimère de l'égalité absolue. « Quoi! disoient-ils, malgré les » promesses d'une prochaine égalité, malgré » le décret rendu à Lyon pour l'abolition de la » noblesse, l'*acte additionnel* fabriqué si leste- » ment rétablit la noblesse héréditaire, et fait » consister la souveraineté du peuple dans la » faculté de consigner un vote illusoire chez » un greffier ou chez un commissaire de police! » Quel avantage avons-nous à bannir un ordre de » noblesse s'il doit être aussitôt remplacé par un » autre? Si des familles doivent être nobles pen- » dant des siècles à venir, nous ne voyons pas la » raison pour laquelle ne seroient pas tels aujour- » d'hui ceux qui ont été nobles pendant les siècles » passés! La révolution du 20 mars n'a donc » pas été faite pour l'avantage du peuple, mais » pour de vils courtisans qui vouloient res- » saisir leurs places, leurs honneurs, ou dé- » rober ceux de leurs devanciers. N'étoit-ce » pas assez de nous avoir grossièrement trompés » par la supposition de l'intervention favorable » de l'Autriche? N'est-ce pas assez d'attirer » sur nous une seconde invasion plus terrible » que la première? Non content de nous abuser » ainsi, le Corse, toujours imposteur et per-

» fide, après nous avoir promis une consti-
» tution pour laquelle l'élite des patriotes seroit
» consultée, crée de sa propre autorité un acte
» informe devant lequel il ordonne à la nation
» de se prosterner tout entière. Non, l'acte addi-
» tionnel n'est point une constitution, puisqu'il
» ramène tous les pouvoirs dans les mains du
» chef du gouvernement, et qu'il fait de l'arbi-
» traire le principe fondamental de l'adminis-
» tration; toute constitution dont l'existence
» dépend de la volonté d'un individu est par
» cela même frappée d'un vice radical. »

Ces plaintes étoient publiques et les murmures universels. Tous les partis, quoique divisés d'opinion, se réunirent pour signaler de concert Buonaparte comme un fourbe incorrigible. L'esprit d'opposition prit un caractère si opiniâtre, que l'usurpateur se crut dans la nécessité de commander son apologie à ses écrivains soudoyés; ceux-ci reprochèrent en son nom aux Français d'avoir reçu sans murmurer la constitution que le roi, disoient-ils, leur avoit *octroyée*, comme une grâce, et ils les comparèrent aux serfs affranchis sous Louis-le-Gros.

Mais l'acte additionnel présentoit dans son ensemble assez de liberté pour renverser Buo-

naparte, ou pour le rendre plus odieux. Ne pouvant maîtriser l'opinion de la capitale, il imagina de donner l'impulsion aux départemens, et d'y obtenir des adhésions factices. Des commissaires extraordinaires furent chargés d'y former l'esprit public, avec plein pouvoir de destituer et de remplacer les autorités. Partis de Paris en même temps que l'*acte additionnel*, ils allèrent en provoquer l'acceptation, et tenter par tous les moyens, d'obtenir des élections conformes à la volonté de leur maître (1).

Feignant d'abandonner la dictature, Napoléon déclara qu'il étoit forcé par les circonstances d'abréger les formes qu'il s'étoit proposé de suivre; et en vertu de l'*acte additionnel*, qui n'étoit point encore accepté, il convoqua les colléges électoraux à l'effet de nom-

(1) Commissaires extraordinaires de Napoléon pendant les cent jours :

1re division, le baron de Sussy; 2e le sieur Bedoc; 3e le baron Degérando; 4e le comte Rampon; 5e le baron de Pommereul; 6e le sieur Dumolard; 7e le baron Bourdon de Vatry; 8e le comte Rœderer; 9e le baron d'Alphonse; 10e le comte de Pontécoulant; 11e le comte Boissy d'Anglas; 12e le comte Miot; 13e le comte Cafarelli; 14e le comte Français de Nantes; 15e le baron Quinette; 16e le baron Costaz; 18e le comte Thibaudeau; 19e le comte Maret; 20e le baron Marchand; 21e le comte Colchen; 22e le comte Chasset; 23e le duc de Padoue.

mer les députés pour sa chambre des représentans. Ces électeurs et ces députés, réduits au rôle subalterne de scrutateurs, furent mandés à Paris, non pour discuter, mais pour proclamer la constitution soumise aux votes des citoyens. C'est ainsi qu'errant d'écueil en écueil l'usurpateur se replioit en cent façons différentes pour ressaisir le pouvoir qui lui échappoit.

LIVRE XXIX.

Fédérations départementales contre le roi. — Administration royale à Gand. — Manifestes et déclarations de Louis XVIII. — Politique de l'Angleterre contre Napoléon après le 20 mars. — Article explicatif du traité du 25 mars. — Discours de M. Withbread à la chambre des communes en faveur de Buonaparte; réponse de lord Castlereagh. — Nouvelles tentatives de Buonaparte pour détacher l'Autriche de la coalition. — Déclaration du 12 mai, contre Buonaparte, signée par tous les plénipotentiaires de l'Europe. — Débats du parlement britannique sur la question de la paix ou de la guerre. — La guerre est définitivement résolue. — Ratification du traité des subsides. — Forces de la coalition. — Deuxième rapport de Caulaincourt sur les préparatifs hostiles de l'Europe. — Plan de campagne attribué à lord Wellington.

ENVIRONNÉ de dangers et assiégé de terreurs, Napoléon n'ayant pour lui, comme en 1814, que ses soldats et ses affidés, appela ceux-ci à son aide ; il les consulta, leur demanda de nouveaux appuis et de nouvelles ressources. Plein de confiance dans l'énergie révolutionnaire de son frère Lucien, prince de Canino, il l'associa à son gouvernement. Lucien, rentré d'abord incognito par la route de Suisse, s'étoit chargé, peu après le 20 mars, d'une négo-

ciation secrète auprès du ministère anglais; mais il avoit échoué, n'ayant même pu obtenir des passeports pour l'Angleterre. Il s'étoit reporté vers la Suisse, soit dans l'espoir d'ouvrir des négociations avec l'Autriche, soit pour être plus à portée d'aiguilloner Murat. Tout espoir de diviser la coalition s'étant évanoui, Napoléon avoit mandé Lucien près de sa personne. Installé au Palais-Royal, le prince de Canino rechercha la célébrité comme prince, comme homme d'Etat et comme poëte : il y reçut les hommages des autorités publiques, et d'un grand nombre de citoyens.

Disciple et apôtre de la révolution, Lucien s'efforçoit de captiver les hommes du 20 mars, et trouvoit dans leurs salons la popularité que son frère n'obtenoit que dans les casernes. C'étoit sur lui que Napoléon se reposoit du soin de préparer les esprits et de vaincre les obstacles. Lucien avoit séduit Carnot, et il s'étoit flatté que Napoléon, forcé de suivre ses plans, ne parviendroit à s'affermir que par lui et avec lui. L'aider deux fois à ressaisir le suprême pouvoir, étoit, pour son orgueil, un triomphe. Il se promettoit de rendre Napoléon plus docile. Mais effrayé des périls qui l'environnent, il lui représente qu'il ne lui suffit pas d'avoir pour lui

l'armée, les ouvriers des faubourgs, d'opulens émissaires et de brillans satellites; qu'il faut se hâter de confédérer les révolutionnaires, soit de la capitale, soit des provinces, pour en former une ligue redoutable qu'on puisse opposer aux royalistes. Lucien range aisément à son avis les principaux affidés de son frère. Ceux-ci appuient, avec plus ou moins de chaleur, la mesure des *fédérations*, mot nouveau, qui alloit servir à faire renaître de ses cendres l'ancienne faction qui avoit épouvanté la France et l'Europe. Mais il falloit mettre aux prises le pauvre avec le riche, et ameuter les paysans contre la noblesse et le clergé. Carnot, dont le zèle pour son maître alloit jusqu'au fanatisme, se charge du soin d'aigrir de plus en plus une partie de la nation contre l'autre. On l'avoit vu contraindre ses employés, sous peine de perdre leur emploi, à signer l'acte additionnel, dont il étoit loin pourtant d'adopter toutes les dispositions. Rien ne l'arrêta quand il fallut rallumer les feux mal éteints de la démagogie. Ressaisissant l'arme des circulaires, Carnot écrit aux préfets des départemens, « Qu'il faut surtout bien faire » entendre à leurs administrés (1) que la cause

(1) Du 11 mai.

» actuelle est celle du peuple contre les nobles, » et celle des paysans contre les seigneurs. » Les plus fougueux démagogues ne s'étoient point exprimés avec une cruauté plus froide. La noblesse et le clergé furent désignés aux habitans des campagnes comme leurs plus cruels ennemis, et voués officiellement à la haine publique; partout on signala les prêtres, les châteaux et les nobles à la vengeance populaire.

Il entroit dans le plan de Napoléon et de ses affidés de régner par la terreur, ou du moins d'inspirer ce sentiment de crainte et d'alarme qui subjugue les esprits, et triomphe des oppositions. Ils commencent par s'assurer d'une obéissance aveugle de la part des autorités publiques, et remettent à une sorte d'épreuve les intentions de Fouché, à qui on reprochoit toujours de ménager les royalistes. Fouché [illegible] au-devant des garanties, et, attaquant les Bourbons et leurs plus fidèles serviteurs dans une philippique furieuse, en forme de rapport, il provoqua le renouvellement des lois contre l'émigration, et fit revivre la fameuse loi des suspects, sûr d'étendre ainsi son influence et son autorité. « Il est temps, disoit-il, de mettre » un terme aux manœuvres qui se pratiquent; » les émigrations recommencent; les corres-

» pondances s'établissent à l'extérieur ; elles se » débitent et circulent au dedans ; des comités » se forment dans les villes, et on cherche à » répandre des inquiétudes dans les campa- » gnes. . . » Fouché déclaroit franchement que les soupçons équivaudroient à des faits positifs. A la suite de son rapport parut un décret en huit articles, rendu par Napoléon, qui ordonnoit à tous Français au service du roi et des princes de rentrer en France dans le délai d'un mois, sous peine de mort; et qui punissoit de la même peine et de la confiscation des biens quiconque entretiendroit des relations ou des correspondances avec le roi et les princes. Enfin, ce même décret portoit des dispositions pénales contre tout individu qui enlèveroit le drapeau [illegible]lore, et contre les communes qui ne s'oppo- [illegible]nt pas à un pareil délit.

Le rapport et le décret furent couronnés par une circulaire que Cambacérès, comme ministre de la justice, adressa aux procureurs-généraux. Il recommandoit aux juges de se défendre d'une fausse pitié; car il falloit, selon lui, absoudre ou condamner un homme sur l'ensemble des circonstances bien plus que sur le fait dont on l'accusoit, ce fait pouvant n'offrir en lui-même rien de répréhensible

Ainsi, en d'autres termes, on pouvoit traîner un homme à l'échafaud selon l'opinion qu'il plairoit aux juges de lui attribuer. On vit généralement dans l'expression de cette monstrueuse circulaire la terreur qu'éprouvoient les complices de Buonaparte, et les vengeances qu'ils méditoient.

L'application de ces principes d'iniquités se faisoit déjà dans les départemens par les lieutenans de police et par les commissaires extraordinaires. On étoit confondu d'entendre attester la liberté pour établir l'esclavage, la constitution pour sanctionner l'arbitraire, et les lois pour proscrire. Tandis que la nation étoit ainsi opprimée, Napoléon égaroit l'esprit de la multitude; et, soulevant le peuple contre son roi, l'entraînoit avec lui dans l'abîme, comme pour accomplir son effroyable prédiction de 1814. « Si je tombe, on saura ce que coûte la chute » d'un grand homme. »

Le récit des maux qui désoloient la France portoit dans le cœur paternel du roi une affliction profonde. Son trône s'étoit relevé, et soudain la France avoit été pacifiée; l'usurpateur avoit ressaisi sa funeste puissance, et la France étoit troublée au dedans et menacée au dehors.

Avant même d'avoir établi à Gand le siége

provisoire du gouvernement royal, Louis XVIII avoit rendu deux ordonnances, fondées sur la légitimité de ses droits, et constatant que la France étoit en proie aux factieux. L'une (1) défendoit de payer les impôts aux rebelles ; l'autre d'obéir à la conscription, et aux ordres de Buonaparte : celle-ci licencioit tous les officiers et soldats qui avoient participé à la révolte. Par lettres-patentes (2), le roi annonçoit à ses sujets que les souverains alliés, fidèles aux principes qui les avoient guidés jusqu'alors, déclaroient vouloir respecter l'indépendance de la France et garantir l'intégrité de son territoire ; le roi ajoutoit que ces mêmes puissances lui avoient donné les assurances les plus formelles de ne point s'immiscer dans son gouvernement intérieur.

Le roi ne formoit qu'un seul vœu, celui de défendre les droits de ses peuples contre l'oppression et la tyrannie. Sur le rapport du vicomte de Chateaubriand (3), une ordonnance fut opposée au décret de Buonaparte, qui prononçoit la peine de mort et le séquestre contre les sujets les plus fidèles. Louis XVIII menaça

(1) Toutes deux rendues à Lille le 23 mars.

(2) Du 2 mai.

(3) Alors ministre d'Etat.

de la vengeance des lois quiconque, osant se rendre complice d'une autorité illégitime, puniroit la fidélité, la loyauté et l'honneur des Français dévoués à leur roi.

Des actes ostensibles, et une correspondance secrète, partageoient les travaux du gouvernement royal. Tout ce qui émanoit du roi respiroit la candeur et la bonté. La correspondance secrète s'étendoit aux principales villes du royaume, notamment à la capitale; on y préparoit l'opinion au renversement de l'usurpateur et au rétablissement de l'autorité légitime. Mais cette influence n'étoit guère que morale dans l'intérieur, la police de Fouché paralysant presqu'à son gré les efforts des royalistes, même ceux de la Vendée, comme l'événement devoit bientôt l'attester. Toutefois les travaux et les actes de l'administration royale à Gand méritent la mention de l'histoire. Les deux plus remarquables sont un manifeste adressé, le 24 avril, à la nation française, sur le rapport du comte de Lally-Tolendal, et un exposé de l'état de la France, fait au roi par le vicomte de Chateaubriand.

« Français, disoit Louis XVIII, dans son » manifeste, le roi a trop pardonné peut-être, » et cependant il est aussi impossible à

» Louis XVIII de ne pas faire grâce que de ne » pas faire justice. Que l'innocence elle-même » accueille encore le repentir; que la fidélité » persuade et ramène; que les bons ouvrent » leurs rangs à tous ceux qui peuvent être » dignes d'y entrer, et, d'un autre côté, que » les complices du grand coupable profitent » du temps qui reste au repentir pour avoir » quelque chose de méritoire. Que tout le » monde sache et reconnoisse qu'il est des » temps où la persévérance du crime en est le » seul caractère irrémissible. Méfiez-vous et » des piéges qu'on veut vous tendre, et des » rôles qu'on voudroit vous désigner dans la » parodie de ces assemblées qui, jadis, attes- » tèrent la liberté sauvage de vos ancêtres, » mais dont le spectacle dérisoire n'a pour but » aujourd'hui que de vous rendre la proie du » plus vil et du plus odieux esclavage, entre » le despotisme anarchique et la tyrannie mi- » litaire. »

Dans ce manifeste, Louis XVIII se présentoit à son peuple comme un médiateur nécessaire, comme le garant des intérêts mutuels de la France et de l'Europe.

Le rapport du vicomte de Chateaubriand (1)

(1) Du 12 mai.

offroit un tableau animé, fort de pensées, et nourri d'observations profondes sur l'état de la France et les dispositions de la nation. Les traits principaux de ce rapport sont aussi du domaine de l'histoire.

« Buonaparte (dit le vicomte de Chateaubriand), placé par une fatalité étrange » entre les côtes de la France et de l'Italie, » est descendu, comme Genseric, *là où l'appeloit la colère de Dieu.* Espoir de tout ce » qui avoit commis et de tout ce qui méditoit » un crime, il est venu ; il a réussi. Des hommes » accablés de vos dons, le sein décoré de vos » ordres, ont baisé le matin la main royale que » le soir ils ont trahie. Sujets rebelles, mauvais » Français, faux chevaliers, les sermens qu'ils » venoient de vous faire, à peine expirés sur » leurs lèvres, ils sont allés, le lis sur la poi» trine, jurer, pour ainsi dire, le parjure à » celui qui se déclara si souvent lui-même » traître, félon et déloyal.

» Au reste, Sire, le dernier triomphe qui » couronne et qui va terminer la carrière de » Buonaparte n'a rien de merveilleux. Ce n'est » point une révolution véritable, c'est une » invasion passagère..... Ces bouleversemens » subits sont fréquens chez tous les peuples qui

une chaloupe trouve le passage, et jette l'ancre au milieu des flots agités : alors cette opération si dangereuse, surtout en hiver, est accomplie. On voyoit arriver successivement les bateaux traversant la barre. En même temps, une frégate française, mouillée dans l'Adour, est attaquée à coups de canon. Endommagée par une batterie de gros calibre, elle se retire sous l'artillerie de la place. Bientôt le pont est établi, et tout le corps du lieutenant-général Hope passe, au grand étonnement des habitans stupéfaits. Ils accourent de toutes parts pour se convaincre, par leurs propres yeux, d'un événement qu'on jugeoit impossible. Le 25 février, les troupes anglaises firent les approches de la citadelle de Bayonne, tandis que le lieutenant-général don Manuel Freyre se portoit en avant, avec la quatrième armée espagnole, par la route de Saint-Jean-de-Luz. Le 27, le pont étant achevé, le général Hope investit plus étroitement la citadelle, et attaqua le village de Saint-Etienne, qu'il emporta, après avoir pris un canon et fait quelques prisonniers. Vainement les chaloupes canonnières, chargées de la défense de l'Adour, manœuvrèrent pour détruire le pont si étonnamment construit, et qui assuroit la

communication des alliés. Trois de ces chaloupes furent détruites le 1er mars. Les postes de l'armée de siége sont établis aussitôt, à neuf cents verges des ouvrages extérieurs de la place.

Ainsi, les opérations de lord Wellington offroient déjà pour résultats la retraite successive de l'armée française, la prise de ses magasins, l'investissement de Bayonne, de Navarreins et de Saint-Jean-Pied-de-Port, le passage de l'Adour sur tous les points et la possession de toutes les grandes communications sur cette rivière. En vain le maréchal Soult, après la journée d'Orthès, s'efforça de faire lever en masse les habitans du Béarn, de la Guienne et du Languedoc; les Français du midi étoient encore moins disposés que ceux du nord à prendre les armes pour le gouvernement de Napoléon. Une révolution politique étoit inévitable dans ces trois provinces: tout s'y organisoit secrètement pour la cause des Bourbons; le pays excédé se tournoit contre l'armée française; le maréchal Soult ne se maintenoit plus que par l'appareil de la force. Privée de ses magasins, son armée ne pouvoit vivre qu'en frappant le pays de réquisitions violentes qui s'étendoient jusques dans le

département des Deux-Sèvres ; il en fut écrasé : on y leva pour six cent mille francs de denrées en nature, dont le transport à Bayonne coûta un million de francs. Les départemens du Gers, de la Haute-Garonne, de l'Arriége et du Tarn avoient fourni, en réquisitions de toute espèce, plus qu'il n'en falloit pour l'entretien d'une grande armée pendant plusieurs mois ; et cependant l'armée du Midi manquoit de tout au sein de la France, tandis que les troupes anglaises y trouvoient de tout à profusion, sans efforts, sans contrainte, par la seule puissance de l'or.

Quoique réduite à vingt-cinq mille soldats par tant de combats malheureux, et par la désertion des conscrits, l'armée du maréchal Soult sembloit se flatter encore de conserver à Napoléon les provinces méridionales, ou du moins vouloit-elle les disputer avec acharnement. Une déclaration attribuée à Wellington, mais dont rien ne garantit l'authenticité, et qui paroît même avoir été supposée par les royalistes, donna lieu sans doute à la proclamation énergique dont nous citerons les passages suivans : « Soldats, dit le maréchal » Soult à son armée, de nouveaux combats » vous appellent ; il n'y aura pour nous de

» repos, attaquans ou attaqués, que lorsque
» cette armée, formée d'élémens si extraor-
» dinaires, sera entièrement anéantie, ou
» qu'elle aura évacué le territoire de l'empire,
» quelle que soit sa supériorité numérique,
» et quels que soient ses projets.

» Soldats, le général qui commande l'armée
» contre laquelle nous nous battons tous les
» jours, a eu l'impudeur de vous provoquer
» et de provoquer vos compatriotes à la ré-
» volte et à la sédition. Il parle de paix, et les
» brandons de la discorde sont à sa suite ; il
» parle de paix, et il excite les Français à la
» guerre civile. Grâces lui soient rendues de
» nous avoir fait connoître ses projets ! Dès
» ce moment nos forces sont centuplées, et
» dès ce moment aussi il rallie lui-même aux
» aigles impériales ceux qui, séduits par de
» trompeuses apparences, avoient pu croire
» qu'il faisoit la guerre avec loyauté.

» On a osé insulter à l'honneur national ; on
» a eu l'infamie d'exciter les Français à trahir
» leurs sermens, et à être parjures envers
» l'empereur : cette offense ne peut être
» vengée que dans le sang. Aux armes ! que
» dans tout le midi de l'empire ce cri reten-
» tisse. Encore quelques jours, et ceux qui

» ont pu croire à la sincérité et à la délica-
» tesse des Anglais, apprendront à leurs dépens
» que leurs artificieuses promesses n'avoient
» d'autre but que d'énerver nos courages et
» de nous subjuguer; ils se rappelleront, ces
» êtres pusillanimes qui calculent les sacri-
» fices nécessaires pour sauver la patrie,
» que les Anglais, dans cette guerre, n'ont
» d'autre objet que de détruire la France
» par elle-même, et d'asservir les Français
» comme les Portugais, les Siciliens, et tous
» les peuples qui gémissent sous leur domi-
» nation. Soldats! vouons à l'opprobre et à
» l'exécration générale tout Français qui aura
» favorisé, d'une manière quelconque, les
» projets insidieux des ennemis. Quant à nous,
» notre devoir est tracé : combattons jusqu'au
» dernier les ennemis de notre auguste empe-
» reur et de notre chère France; respect aux
» personnes et aux propriétés; haine impla-
» cable aux traîtres et aux ennemis du nom
» français; guerre à mort à ceux qui tente-
» roient de nous diviser pour nous détruire!
» Contemplons les efforts prodigieux de notre
» grand empereur et ses victoires signalées;
» soyons toujours dignes de lui; soyons Fran-

» çais, et mourons les armes à la main plutôt
» que de survivre à notre déshonneur!
» Du quartier-général, le 8 mars 1814.

Ainsi tout annonçoit de la part de l'armée du midi et de son chef un dévouement tel qu'il sembloit défier même les revers. Des événemens plus décisifs encore, et le cri de l'opinion publique pouvoient seuls démontrer à des hommes accoutumés à vivre dans les camps et au milieu du carnage, que la cause qu'ils défendoient avec tant de valeur, étoit incompatible avec l'intérêt de la patrie et le bonheur des Français.

Telle étoit, en général, la disposition des esprits en Guienne et en Languedoc. Bordeaux, depuis la bataille d'Orthès, restoit pour ainsi dire à découvert, et les royalistes bordelais attendoient avec la plus vive impatience, l'événement qui devoit leur restituer la dynastie des Bourbons. Un homme dont la moralité et les talens, devoient rester irréprochables au milieu du choc des factions, venoit de rentrer à Bordeaux et d'y fortifier le parti royaliste : c'étoit M. Lainé qui, au sein même du corps législatif, avoit opposé une résistance si honorable à la marche tyrannique de Napoléon. Il ne fut pas difficile de

l'attacher à la cause du Roi; lié avec le comte Lynch, il reçut ses confidences, partagea ses projets, et devint une des principales colonnes du comité royal. Mais tous les habitans de Bordeaux ne se prononçoient pas pour les Bourbons. Si la grande majorité des propriétaires, fatigués de la domination de Buonaparte; si la masse du peuple cédant à l'impulsion des royalistes, se montroit disposée à participer au soulèvement ou à le favoriser, on avoit tout à craindre d'un autre côté de l'opposition de la garde urbaine, composée alors de citoyens attachés au gouvernement de Buonaparte, ou dont les intérêts alloient se trouver compromis par une révolution politique.

Le secret de la conjuration pouvoit aussi être divulgué; mais il fut gardé religieusement jusqu'au moment décisif. Quant à la garde urbaine, le comité royal jugea qu'elle seroit frappée de stupeur et comprimée par la présence des troupes anglaises, et que son opposition deviendroit impuissante dès qu'on verroit le peuple seconder l'élan donné par son premier magistrat. L'événement répondit à l'attente des royalistes, mais trop lentement encore au gré de leur impa-

tience. L'appui des Anglais devenoit indispensable.

Les manœuvres auxquelles Wellington devoit tous ses succès, ne formoient qu'une partie du plan qu'il avoit conçu ; elles n'étoient que le prélude de la marche en avant de toute son armée ; déjà il avoit invité M^gr le duc d'Angoulême à se rendre à son quartier-général de Saint-Sever. On y vit bientôt arriver un nouveau député royaliste, M. Bontemps du Barry, qui, n'ayant pu passer à Londres, et s'étant replié sur Bordeaux, venoit renouveler les instances des Bordelais, et supplier lord Wellington de presser sa marche, donnant l'assurance formelle que la garnison trop foible pour opposer aucune résistance, évacueroit la ville à l'approche des alliés. Mais Wellington hésitoit encore à favoriser un mouvement politique, persuadé que Bordeaux n'oseroit jamais se déclarer contre Napoléon : « J'en réponds sur » ma tête, dit le marquis de la Rochejaquelein » au duc d'Angoulême, qui sembloit partager les doutes de lord Wellington. — » Vous êtes donc bien sûr de votre fait? répondit le prince. — Autant, monseigneur, » qu'on peut l'être d'une chose humaine. —

» Eh bien ! reprend vivement S. A. R., j'ai » confiance en vous ; partez. » Wellington ne balança plus.

Le maréchal Béresford fut immédiatement autorisé à se porter de Mont-de-Marsan sur Bordeaux, avec une colonne de quinze mille hommes, et à prendre possession de cette ville, dont l'occupation étoit d'une extrême importance militaire. M^gr le duc d'Angoulême donna au marquis de la Rochejaquelein ses instructions et ses derniers ordres concernant Bordeaux. Ce gentilhomme poitevin y arrive secrètement le 10 mars, rassemble les chefs du parti royal, et leur annonce que les troupes anglaises, qu'ils ont si vivement désirées, sont en marche, et se présenteront le surlendemain aux portes de la ville ; qu'il ne reste plus qu'à se déclarer, si l'on veut jouir enfin de la présence du petit-fils d'Henri IV, de l'époux de la fille de Louis XVI, du neveu de Louis XVIII. Tous les membres du conseil partagent l'impatience de M. de la Rochejaquelein : toutefois des réflexions, suggérées par la prudence, portent quelques-uns d'entre eux à proposer de différer de quarante-huit heures le mouvement, pour concerter les mesures, et pour mieux disposer le peuple ;

mais le caractère prompt et décisif de M. la Rochejaquelein repousse tout délai. Le frère du héros de la Vendée juge, qu'en révolution, délibérer lorsqu'il faut agir, c'est tout compromettre; il réunit toutes les opinions, et les royalistes de Bordeaux arrêtent de se déclarer irrévocablement le 12 mars. Il falloit sans doute un grand courage pour se prononcer ainsi contre le gouvernement de Napoléon, au moment même où les grandes puissances de l'Europe traitoient avec lui à Châtillon-sur-Seine; mais qu'on ne cherche pas dans les délibérations des Gascons les timides calculs inspirés par la circonspection et la crainte: sentir et agir vivement, tels sont les traits qui les caractérisent.

A peine ces dernières résolutions eurent-elles été concertées, que le marquis de la Rochejaquelein expédia M. J. J. Luetkens au maréchal Béresford, déjà en marche de Mont-de-Marsan vers Langon. Le maréchal détacha aussitôt une avant-garde anglaise de huit cents hommes d'élite, dont il prit lui-même le commandement. Au seul bruit de son approche, et de la retraite du maréchal Soult, la consternation s'étoit emparée des principaux agens de Napoléon dans la Gironde. Troublé,

éperdu, le sénateur Cornudet, commissaire extraordinaire, ne voyant plus de moyens capables de préserver la ville de Bordeaux, donne les ordres les plus précipités pour le déplacement des autorités civiles et ecclésiastiques, exigeant même que le plus petit receveur, le plus chétif employé s'éloigne, sans doute par imitation de sa propre conduite. Non-seulement il fait enlever les caisses publiques, mais encore il emporte de l'hôtel des Monnaies tous les instrumens de la fabrication. On enlève également les poudres et salpêtres, avec si peu de soin, qu'une grande quantité, déposée sur les rives de la Garonne, est volée ou gâtée. Le délégué extraordinaire ordonna même de détruire deux frégates en construction; et, comme le peuple menaçoit de s'y opposer, il fit mettre le feu aux chantiers. Le peuple s'agita, et ne fut calmé que par l'extrême prudence de l'adjoint chargé de la police.

L'autorité militaire montra plus de sagesse. Elle étoit dans les mains du général de division Lhuilier; sans doute il eût désiré préserver Bordeaux, mais il n'avoit autour de lui que cinq cents hommes, et à peine auroit-il pu réunir deux mille soldats dans tout le dépar-

tement. Comment, avec si peu de force, couvrir une ville immense et ouverte, qui, située sur la rive gauche de la Gironde, n'est susceptible d'aucune espèce de défense contre des troupes marchant dans cette direction? Ce général jugea, par la foiblesse de ses moyens, qu'une résistance inconsidérée pourroit exposer Bordeaux aux plus grands malheurs, sans espoir d'aucun succès, et il prit le parti de la retraite, le seul convenable.

Débarrassés des autorités et des troupes, les royalistes, maîtres du terrain, attendirent avec plus de confiance le moment qui devoit combler leurs désirs. Fidèle à sa parole, le comte Lynch étoit resté à Bordeaux, de même que l'archevêque, prélat si vénérable et si vénéré. Tout fut préparé par le commissaire du roi, et par le maire, pour recevoir les alliés d'une manière éclatante, digne de la cause qu'ils venoient protéger et défendre. Des courriers furent expédiés au-devant du maréchal Béresford, et des députés allèrent porter aux pieds de M^gr le duc d'Angoulême les vœux et les hommages anticipés des habitans de Bordeaux.

Le général anglais ne rencontra sur sa route aucune force armée capable de lui disputer le

passage; quelques brigades de gendarmerie se montrèrent seulement, et furent bientôt dispersées. De tous les points du Médoc et de la Guyenne, les royalistes accouroient en foule au-devant de S. A. R., qu'ils bénissoient par leurs acclamations; les villages et les bourgs se déclaroient à son approche, malgré les instances du prince qui, inspiré par sa bonté, recommandoit aux habitans de ne pas se compromettre. Mais aucune exhortation, aucune crainte ne pouvoit arrêter l'élan des royalistes. Les villes de Roquefort et de Bazas arborèrent le drapeau blanc, et se déclarèrent avant Bordeaux. Des habitans de toutes les classes accouroient en foule, et venoient grossir le cortége de S. A. R. Dès que le maréchal Béresford fut arrivé au pont de la Maye, il expédia le colonel Vivian au maire de Bordeaux, pour lui annoncer qu'il croyoit entrer dans une ville alliée et amie; le colonel en reçut, de la part du maire, l'assurance la plus formelle. Aussitôt le comte Lynch, accompagné de deux adjoints, monte en voiture avec MM. de Tauzia, Labroue et Montdenard; d'autres voitures, occupées par les membres du conseil municipal, forment son cortége. Le commissaire du roi

vient ensuite, accompagné de plus de dix mille personnes de tous les rangs, qui se disséminent le long de la route. MM. de la Rochejaquelein, de Gombault, de Saluces, de Lautrec, Roger, Macarti, Gauthier, de Pommiers, de la Nolle, Bontemps du Barry, la plupart à cheval, suivoient sans affectation le cortége.

On avoit prescrit à tous ceux dont le dévouement étoit connu, de ne prendre la cocarde blanche que lorsqu'ils entendroient le maire crier : *Vive le Roi !* L'ordre avoit été donné aussi d'arborer le drapeau blanc sur le clocher le plus élevé de la ville à l'instant où l'on verroit le maire haranguer le maréchal Béresford.

Arrivé à quelque distance de l'avant-garde, le comte Lynch monte à cheval, et s'avance au-devant du général anglais, qui, entouré de son état-major, marchoit à la tête de ses troupes. « Général, lui dit-il, la nation généreuse qui a donné de si grandes preuves de sa magnanimité en secourant avec une constance inébranlable ses alliés opprimés, se présente aujourd'hui aux portes de Bordeaux. Si vous venez comme vainqueur, vous pouvez, général, vous emparer des clefs sans qu'il soit besoin que je les donne ;

» mais si vous venez comme allié de notre au-
» guste souverain, Louis XVIII, je vous offre
» les clefs de cette ville intéressante, où vous
» serez bientôt témoin des preuves d'amour
» qui se manifesteront de toute part en faveur
» de notre roi légitime. A ces témoignages, se
» joindront les sentimens de notre vive grati-
» tude pour nos libérateurs. » Le maréchal Béresford réitéra, avec un ton affectueux, les promesses de lord Wellington, ajoutant qu'il croyoit entrer dans une ville alliée et soumise à Louis XVIII. A peine eut-il achevé que le maire fit entendre le cri de *Vive le Roi!* Ce cri fut répété aussitôt avec enthousiasme par les royalistes qui suivoient le commissaire du roi. Le comte Lynch, ôtant son écharpe rouge, qui en couvroit une blanche, prit l'antique emblème des Français, ainsi que la cocarde, symbole de la paix publique.

A l'instant même, Bordeaux voit flotter le drapeau blanc sur le clocher de Saint-Michel, et la cocarde blanche est arborée dans toute la ville. Le général anglais ne peut plus douter de l'amour que portoit au roi de France ce bon peuple, qui couroit en foule au-devant de ses libérateurs. Les cris de *Vivent les Bourbons! Vive le Maire!* se succèdent. Le con-

tentement brille sur tous les visages, et les larmes de joie coulent de tous les yeux. Arrivé à l'Hôtel-de-Ville, le maréchal Béresford reçut les adjoints, et le commissaire du roi, décoré de l'écharpe royale, qui lui furent successivement présentés par le maire. Le maréchal leur donna de nouveau l'assurance que sa nation leur prêteroit son appui.

Mais les acclamations du peuple ; mais tous les vœux demandoient le petit-fils de Henri IV, l'auguste époux de la fille de Louis XVI ; chacun accouroit pour voir le neveu de son roi, pour témoigner à ce prince l'affection qu'il inspiroit aux bons habitans de la Gironde. La plupart des royalistes s'étoient portés à trois lieues au-devant du prince. A l'instant paroît le duc de Guiche, qui vient annoncer l'arrivée de S. A. R. La nouvelle est bientôt répétée par mille échos. Les cris de *Vive le Roi !* s'élèvent, se reproduisent de toutes parts, et la joie devient universelle. De nouveaux détachemens de jeunes royalistes partent et se succèdent pour aller grossir le cortége. Le maire remonte en voiture avec le commissaire du roi ; ses adjoints et une partie du conseil municipal l'accompagnent ; la foule est immense sur toute la route. Déjà le peuple entier

» résultats futurs de la guerre qui n'existeront » jamais que dans ses tristes prophéties; mais le » parlement a une longue expérience de ce qui » seroit arrivé si l'on avoit suivi les conseils que » l'honorable membre a donnés d'année en an- » née à la chambre. Napoléon, non-seulement » seroit resté en possession des parties les plus » fertiles de l'Europe (possessions qui auroient » eu tant de dangers pour nous), mais encore » les puissances indépendantes qui agissent au- » jourd'hui avec tant de vigueur contre lui, se- » roient restées entièrement dans sa dépendance.

» L'auteur de la motion fonde sa confiance » en Buonaparte, sur la constitution qu'il a ré- » cemment promulguée; comme si une constitu- » tion pouvoit offrir une garantie suffisante » contre le caractère d'un tel personnage, » comme s'il n'avoit pas violé déjà plusieurs » constitutions émanées de lui-même lorsqu'elles » contrarioient ses vues! L'honorable membre » peut-il supposer que Napoléon, s'il se trouvoit » à la tête de quatre cent mille soldats, se fît un » scrupule de se défaire d'un Fouché, d'un » Lucien, d'un Carnot, ainsi qu'il écarta précé- » demment d'autres personnes dont les conseils » étoient contraires à ses desseins? Le retour » de cet homme en France, au mépris de tous

» ses engagemens, est une véritable insulte
» faite à l'Europe; insulte qui surpasse tout ce
» qui a été fait par les gouvernemens révolu-
» tionnaires qui l'ont précédé, quelque vils et
» dégradés qu'ils fussent. Cet homme se glori-
» fiant de sa mauvaise foi, ne maintiendroit la
» paix que jusqu'à ce qu'il trouvât une occasion
» favorable de troubler de nouveau l'Europe.
» Avec un tel homme, il y a moins de danger
» à entrer en guerre immédiatement, qu'à s'en-
» dormir dans l'attente de la paix. Mais, dit-
» on, son caractère a subi un changement no-
» table depuis sa résidence à l'île d'Elbe, et on
» allègue pour preuve son décret qui abolit le
» commerce des noirs. Je sais par ma propre
» expérience que, l'année dernière (1), Napo-
» poléon s'est fortement opposé à l'abolition de
» ce commerce, mesure qu'il regardoit comme
» incompatible avec l'honneur et l'intérêt de
» la France. On croit voir dans le rétablisse-
» ment de Buonaparte une apparence de réé-
» lection, tandis qu'en réalité ce n'est que l'acte
» d'une armée corrompue, mécontente d'être
» réduite à une demi-solde, lasse de la paix,
» et impatiente de la domination du bienfaisant

(1) 1814.

» Louis XVIII, dont la conduite a été honorée
» du respect de toutes les autres nations. Com-
» ment peut-on s'en laisser imposer au point
» de croire que Buonaparte seroit arrêté au-
» jourd'hui par une constitution qui limiteroit
» son pouvoir militaire ; qui l'empêcheroit
» de suivre à la fois l'impulsion de son carac-
» tère, le vœu de cette foule d'officiers à qui la
» guerre seule peut rendre les espérances d'a-
» vancement et de fortune, et la volonté de toute
» son armée à qui l'inaction est à charge, et qui
» brûle de se gorger des dépouilles des autres
» contrées. N'est-ce pas une circonstance
» heureuse pour l'Europe que Napoléon ait été
» forcé de faire un effort pour remonter sur le
» trône de France dans un moment où, au lieu
» de trouver les puissances alliées réduites à un
» établissement militaire de paix, il les trouve
» disposant encore de toutes leurs forces? La
» nation française est engagée elle-même à
» maintenir le traité que Napoléon a violé (ici
» se font entendre les cris *écoutez, écoutez!*);
» mais si elle étoit assez aveugle pour se prêter
» aux vues de Buonaparte, si elle pouvoit assez
» méconnoître tous les principes pour soutenir
» une si honteuse violation de la foi des traités,
» alors il faudroit se hâter de lui faire la guerre,

» car l'Europe auroit à combattre pour sa
» propre sûreté. Je conçois qu'épuisés par tant
» de révolutions, les Français soient plus dis-
» posés à se soumettre à un usurpateur, qu'à
» faire de grands efforts pour s'en délivrer, et
» qu'ils se laissent encore entraîner par Buona-
» parte dès qu'il aura réorganisé son armée et
» son gouvernement; mais l'Europe ne doit pas
» laisser à la France le choix de son temps et
» de son terrain. L'Autriche, la Prusse, l'Al-
» lemagne entière et les autres pays ne doivent
» plus être exposés à la dévastation. Si les Fran-
» çais ne veulent pas se réunir au reste de l'Eu-
» rope qui vient combattre pour leur délivrance,
» pour la sûreté générale et pour la paix, la
» guerre sera portée en France, et ils recueil-
» leront les fruits amers de leur foiblesse et de
» leur docilité coupable; en un mot ils éprou-
» veront toutes les calamités de la guerre. Si
» les militaires français croient que c'est une
» injustice de les arrêter dans leur carrière d'a-
» vancement et de pillage, et s'ils veulent
» troubler encore l'Europe, il faut que l'Eu-
» rope leur apprenne que s'ils aiment tant la
» guerre ils l'auront; mais comme l'Europe le
» jugera à propos, et non selon leur bon
» plaisir. »

Lord Castlereagh déclara ensuite que l'objet unique de la coalition étoit de retirer des mains de Buonaparte un pouvoir dangereux pour l'Europe; qu'il étoit sans doute désirable pour le bonheur du Monde de rétablir les Bourbons sur le trône de France; mais que cette restauration ne devoit pas être regardée comme la condition *sine quâ non* de la paix. Il annonça en même temps qu'il soumettroit bientôt à la chambre un arrangement par lequel on verroit que l'Angleterre n'étoit engagée envers ses alliés qu'à leur fournir les subsides nécessaires pour agir avec énergie; mais que la plus forte partie des dépenses resteroit à leur charge.

La Chambre rejeta la motion de M. Withbread à une majorité de deux cent soixante-treize voix contre soixante-douze. Ainsi furent emportés les préliminaires de la guerre; ce qui annonçoit assez que la question des subsides se décideroit en faveur de la coalition.

Quant à l'Autriche, la conduite de son cabinet ne laissa bientôt plus aucune lueur d'espoir à Napoléon. Il n'y avoit que la plus complète ignorance des vrais intérêts de cette puissance qui eût pu nourrir l'attente trompeuse de la voir se déclarer pour la cause révolutionnaire.

106353

L'Autriche étoit sortie plus puissante que jamais d'une lutte où plusieurs fois elle avoit paru poussée jusqu'au bord du précipice. Semblable à ces polypes doués de plusieurs centres de vies, et qui se multiplient sous le fer qui les mutilent, elle étoit restée indomptée, quoique vaincue, émoussant sur ses débris les armes de la révolution, et lassant l'infidélité de la victoire. Pendant vingt années, les pacifications pour elle n'avoient été que des haltes commandées par le besoin du repos. Aucun revers, aucune perte, aucun sacrifice, ne l'avoient empêchée de chercher ou de saisir toutes les occasions de reparoître avec ou sans alliés sur le champ de bataille, et on l'avoit vue recueillir enfin au 31 mars, les fruits de son imperturbable politique, et de sa redoutable impassibilité; on l'avoit vue retrouver ses propres dépouilles dans les débris de l'empire de Napoléon. Uni aux rois de l'Europe par des traités communs, le loyal monarque de l'Autriche ne pouvoit sacrifier ses engagemens et le rétablissement de la puissance de son Empire à des liens formés par la nécessité.

D'ailleurs, la tactique de Napoléon lui étoit connue; elle consistoit à diviser pour régner; à séparer politiquement ses adversaires par des négociations avec chacun d'eux en

particulier ; et militairement par des attaques partielles exécutées avec toutes ses forces Napoléon se montroit d'autant plus fidèle à ce plan, depuis le 20 mars, qu'il pouvoit compter sur le concert de ses adhérens pour agir en désespéré, tandis que la diversité des intérêts, dans la coalition, sembloit lui fournir les moyens de la dissoudre. Ses premières tentatives s'étoient d'abord dirigées sur l'Autriche, comme on l'avoit prévu. Dans la situation critique où se trouvoit Napoléon, il ne falloit rien moins que la défection d'une puissance aussi formidable pour faire pencher la balance de son côté. Aussi chercha-t-il, à plusieurs reprises, à réveiller les sentimens paternels d'un prince qui avoit su les contenir dans de justes bornes ; en vain, voulant ébranler son cœur, il lui offrit une prépondérance qui n'étoit pas douteuse, s'il se laissoit toucher. Il lui fit entrevoir les avantages immenses qui en résulteroient pour l'Autriche. Mais François II refusa de s'écarter d'une politique intègre, ancienne colonne de son trône.

La subite agression de Murat qui, proclamant l'indépendance des peuples, menaçoit toutes ses possessions d'Italie, auroit suffi pour rattacher le sage monarque à la cause com-

mune par un mouvement de défense naturelle. Il ne pouvoit se méprendre sur les motifs qui portoient Napoléon à renouveler ses démarches pour une négociation séparée. François II, voulant y mettre un terme, ordonna au prince de Metternich d'ouvrir désormais les dépêches de Napoléon en présence de tous les plénipotentiaires au congrès. En conformité de cet ordre le prince de Metternich leur annonça dans la conférence du 3 mai, qu'un M. de Stassart arrêté à Lintz, se rendant à Vienne, sans passeport en règle, avoit adressé à l'empereur d'Autriche des lettres closes, dont l'une écrite de la main de Buonaparte exprimoit le désir de rester en paix, et d'observer les stipulations du traité de Paris; et l'autre, adressée au prince de Metternich par M. de Caulaincourt, contenoit les mêmes déclarations. Lecture faite de ces dépêches, il fut convenu qu'on n'en tiendroit aucun compte, et qu'elles resteroient sans réponse.

Cependant tout indiquoit que Napoléon avoit l'intention manifeste d'influer sur l'opinion de l'Europe; de l'égarer par la publication de ses notes diplomatiques, des discussions de ses publicistes; et de celles de ses lettres qu'avoient repoussées les souverains. Quant à ses

publicistes, ils s'étoient efforcés d'invalider la déclaration du 13 mars, en posant en fait qu'elle se trouvoit sans application depuis que Buonaparte s'étant rendu maître du gouvernement sans résistance, écartoit tout motif de guerre en offrant de ratifier le traité de Paris. Une commission prise dans le sein du congrès fut chargée d'examiner si la position de Buonaparte avoit réellement changée par le fait de sa réinstallation dans la capitale de la France, si l'offre de sanctionner le traité de Paris pouvoit déterminer les puissances à adopter à son égard un système différent de celui qu'elles avoient énoncé dans leurs précédentes déclarations, et enfin s'il étoit nécessaire de confirmer ou de modifier le manifeste du 13 mars. Ces trois questions furent posées et résolues avec clarté et précision, dans le rapport de la commission inséré au procès-verbal du 2 mai, dont voici la substance :

« Le succès de l'invasion de Buonaparte est un *fait* et non un *droit*. Les événemens qui l'ont conduit à Paris, qui lui ont rendu l'exercice du pouvoir, ont changé de fait la position où il se trouvoit à sa rentrée en France; mais ces événemens, amenés par des intelligences criminelles, par des conspirations militaires, par

des trahisons révoltantes, ne peuvent créer un *droit*.

» Le consentement réel ou factice, explicite ou tacite de la nation française au rétablissement du pouvoir de Buonaparte, ne peut opérer dans sa position à l'égard des puissances étrangères aucun changement légal, ni former un titre obligatoire pour ces mêmes puissances. Elles savent que la liberté d'une nation, de changer son système de gouvernement, doit avoir ses justes limites, et que si les puissances étrangères n'ont pas le droit de lui *prescrire* l'usage qu'elle fera de cette liberté, elles ont celui de *protester* contre l'abus qu'elle en feroit à leurs dépens. Pénétrées de ce principe elles ne se croient point autorisées à imposer un gouvernement à la France; mais elles ne renonceront jamais au droit d'empêcher que, sous le titre de gouvernement, il ne s'établisse en France un foyer de désordres et de bouleversemens pour les autres Etats.

» Le vœu du peuple français seroit-il pleinement constaté, qu'il n'en seroit pas moins nul et de nul effet à l'égard de l'Europe pour le rétablissement d'un pouvoir contre lequel l'Europe entière a été en état de protestation permanente depuis le 31 mars 1814 jusqu'au 13 mars 1815. Le

jour de leur entrée à Paris, les souverains déclarèrent qu'ils ne traiteroient jamais de la paix avec Buonaparte; cette déclaration, hautement applaudie par la France et par l'Europe, amena l'abdication de Napoléon et la convention du 11 avril qui forma la base de la négociation principale : elle fut explicitement articulée dans le préambule du traité de Paris. La nation française, en supposant même qu'elle soit parfaitement libre et unie, ne peut se soustraire à cette condition fondamentale sans renverser le traité de Paris et tous ses rapports actuels avec le système européen. La base, la condition essentielle du traité de Paris étoit l'abolition du pouvoir de Buonaparte; or, Buonaparte venant rétablir ce pouvoir, renverse le fondement du traité; il se replace volontairement, et replace la France qui le souffre, dans la situation politique antérieure au 31 mars 1814. Or, le consentement formel de la nation française au retour de Buonaparte sur le trône équivaudroit à une déclaration de guerre contre l'Europe.

» Tout en proclamant qu'il n'y a rien de changé, tout en offrant de sanctionner le traité de Paris, Buonaparte et ses conseillers conçoivent et sentent eux-mêmes que tout est changé autour d'eux. S'agit-il seulement de

maintenir le traité de Paris ? Non ! il faudroit le *refaire*. L'homme qui, offrant aujourd'hui de sanctionner ce traité, prétend substituer sa garantie à celle d'un souverain dont la loyauté étoit sans tache, et la bienveillance sans mesure, n'est-il pas le même qui a ravagé et bouleversé la terre quinze ans ? n'a-t-il pas sacrifié des millions de victimes et le bonheur d'une génération entière à un système de conquêtes que des trêves peu dignes du nom de paix n'ont rendu que plus accablant et plus odieux ? Ce fut pendant ces perfides intervalles de paix, plus funestes à l'Europe que les guerres dont elle fut tourmentée, que Buonaparte s'empara du Piémont, de Parme, de Gênes, de Lucques, des Etats de Rome, de la Hollande, des pays entre le Rhin et l'Elbe, et qu'il forma successivement ce qu'il appeloit le *grand empire*. Ce fut aussi dans une époque de paix (du moins avec tout le continent) qu'il porta les premiers coups au Portugal et à l'Espagne, croyant achever la conquête de ces pays par la ruse et par l'audace, tandis que le patriotisme et l'énergie des peuples de la péninsule l'entraînoient dans une guerre sanglante, origine de sa chute et du salut de l'Europe.

» Et ce même homme, qui vient d'usurper un trône auquel il avoit renoncé, n'a d'autre ga-

rantie à proposer à l'Europe que sa parole. Après la cruelle expérience de quinze années, qui auroit le courage d'accepter cette garantie? Et si la nation française a réellement embrassé sa cause, qui respecteroit davantage la caution qu'elle pourroit offrir? La paix avec un gouvernement placé dans de telles mains, et composé de tels élémens, ne seroit qu'un état perpétuel d'incertitude, d'anxiété et de danger; un sombre mécontentement planeroit sur tous les pays de l'Europe, et du jour au lendemain l'Europe en alarmes s'attendroit à une nouvelle explosion : une guerre ouverte est préférable. »

Tel fut en substance le rapport de la commission du congrès. Les plénipotentiaires réunis, considérant que la déclaration du 13 mars avoit été dictée par des motifs d'une justice si évidente, qu'aucuns des sophismes par lesquels on avoit prétendu l'attaquer, n'avoient pu y porter atteinte, furent d'avis unanimement qu'il seroit inutile d'émettre une autre déclaration. Tous (1) signèrent cette profession de foi politique, comme étant commune aux alliés.

(1) Signature dans l'ordre alphabétique des cours :

Autriche. — Le prince de Metternich, le baron de Wessemberg. *Espagne.* — P. Gomez Labrador. *France.* — Le prince de Talleyrand, le duc d'Alberg, le comte Alexis de Noailles.

Le cabinet de Londres, voulant appuyer les efforts des puissances continentales, se hâta de régler leurs subsides, qui s'élevèrent pour un an à la somme de cinq millions sterling (125 millions de France), dont la répartition ne regardoit que la Russie, la Prusse et l'Autriche, indépendamment d'une autre somme de deux millions et demi (62 millions 500 mille fr.) destinée aux petits Etats d'Allemagne. Jamais, à aucune époque, le gouvernement anglais ne s'étoit soumis à des engagemens aussi onéreux; mais aussi faisoit-il marcher un million d'hommes. Il en devoit fournir pour sa part cent cinquante mille, ou payer l'équivalent de ce qui manqueroit au complet; ainsi, outre les sommes exorbitantes affectées aux subsides, outre l'obligation contractée par l'Angleterre de tenir

---

Grande-Bretagne. — Lords Clancarty, Cathcart, Stewart. *Portugal.* — Le comte de Palmella, Saldanha, Lobo. *Prusse.* — Le prince de Hardenberg, le baron de Humboldt. *Russie.* — Le comte Rasoumowsky, le comte de Stackelberg, le comte de Nesselrode. *Suede.* — Le comte Lowenhielm. Approuvés et signés par les plénipotentiaires de *Bavière.* — Le comte de Rechberg; de *Danemarck.* — Le comte de Barnstorff, J. Bernstorff; de *Hanovre.* — Le comte de Munster, le comte de Hardenberg; des *Pays-Bas.* — Le baron de Spaen, le baron de Gagern; de *Sardaigne.* — Le marquis de Saint-Marsan, le comte Rossi; de *Saxe.* — Le comte de Schulembourg; des *Siciles* (*Deux*) — Le commandeur Ruffo; de *Wurtemberg.* — Le comte de Wintzingerode, le baron de Linden.

sur pied cinquante mille hommes de troupes nationales, elle fournissoit les fonds nécessaires pour l'entretien séparé de cent mille Russes ou Allemands, ce qui élevoit son contingent à cent cinquante mille hommes effectifs. Les alliés ne crurent pas nécessaire d'appeler la Suède sur le champ de bataille, par des motifs qui furent attribués à l'économie et aux embarras intérieurs où se trouvoit ce royaume. Le souverain du Portugal, étant au Brésil, ne pouvoit pas être prêt non plus à entrer en campagne. L'Espagne refusa de signer, uniquement par un point d'étiquette, n'ayant pas été considérée comme puissance principale dans le traité du 25 mars. Mais son manifeste du 2 mai, par lequel S. M. C. faisoit connoître les motifs de son adhésion à la déclaration du 13 mars, ne laissoit aucun doute sur ses intentions; l'Espagne se déclaroit prête à concourir avec les autres puissances, et à former deux armées vers les Pyrénées.

Tout se disposoit à la guerre, et Londres étoit dans l'attente du message annonçant aux deux chambres la ratification des traités contre la France. Le 22 mai, le comte de Liverpool, premier lord de la trésorerie, et le vicomte Castlereagh, ministre des affaires étrangères, présentèrent l'un à la chambre des pairs, l'autre

à la chambre des communes, ce message hostile avec la convention qui régloit les subsides. Le prince régent s'exprimoit à peu près dans les mêmes termes que dans sa premiere communication du 5 avril, motivant tous les préparatifs d'agression sur les événemens survenus récemment en France en contravention au traité de Paris. Une discussion libre et solennelle sur la question de la paix ou de la guerre s'engagea le lendemain dans les deux chambres, et on peut dire que dans cette occasion mémorable, le parlement britannique devint l'aréopage de l'univers.

Les débats s'ouvrirent d'abord à la chambre haute, en présence des pairs du royaume-uni. Là, lord Liverpool se leva, et fit connoître à la chambre que jamais question plus importante n'avoit été soumise à sa considération. Elle offroit l'alternative de la paix ou de la guerre, alternative toujours terrible, mais qui l'étoit encore plus dans les circonstances où se trouvoit l'Angleterre. La chambre devoit délibérer sur cette question décisive, sans préjugés comme sans passion. Le noble lord établit d'abord que l'Angleterre et l'Europe avoient un juste sujet de guerre contre la France. « Peut-il y avoir » aucun espoir raisonnable de paix, dit-il,

» tant qu'on verra Buonaparte à la tête du » gouvernement français ? N'est-il pas évi- » dent qu'aucun traité, aucun revers de » fortune (car il en a aussi essuyé ce superbe » dominateur), n'ont jamais pu le faire désister » de ses vastes projets, son ambition ne pou- » vant être satisfaite que de l'empire universel. »

Ici le ministre de la trésorerie fit un tableau animé de l'ambition de Buonaparte; examinant ensuite les causes du 20 mars, il les trouva dans les dispositions d'une armée mécontente de n'être plus commandée par un chef militaire. « Et pourquoi vouloit-elle un gouver- » nement militaire ? Parce que le principe » fondamental d'un tel gouvernement est la » guerre et la conquête, principe incompa- » tible avec la paix et l'indépendance des » autres nations. Mais la France a maintenant, » dit-on, un gouvernement limité qui met » un frein à l'ambition de Buonaparte. Certes, » de toutes les suppositions, s'écria lord Li- » verpool, celle-ci paroit la plus complé- » tement extravagante. Une constitution libre » n'exista jamais où le chef du gouvernement » est un chef militaire qui tient son pou- » voir de l'épée, et s'appuie sur elle. » Le ministre insistant sur la nécessité de la guerre :

« Une question de la plus grande impor-
» tance se présente, dit-il : Quelles sont les
» chances de succès ? Mais je le demande, pour-
» roit-on espérer, à aucune époque future,
» de voir une confédération plus forte, plus
» unie, plus zélée, plus puissante que celle
» qui s'est formée contre l'ennemi commun ?
» L'issue des batailles est dans les mains de la
» Providence ; mais, autant qu'on peut compter
» sur des moyens humains, tout annonce un
» succès complet et décisif. Tout ce que dé-
» sirent les puissances, c'est de voir exister en
» France un gouvernement qui offre sûreté à
» l'Europe ; sous ce point de vue, la restaura-
» tion de Louis XVIII sur son trône est un
» objet cher à tous les cœurs ; c'est aussi le
» vœu de la grande majorité des Français. Ne
» refusons donc pas de nous joindre au reste
» de l'Europe, pour faire disparoître un des
» plus grands maux qui aient menacé le
» Monde. Plaçons notre espoir dans cette Pro-
» vidence, dont les bontés nous permettront
» de rétablir le repos des Etats sur des fonde-
» mens solides, et d'assurer aux nations leurs
» droits, leur liberté, et la paix. » Le noble lord finit par demander qu'il fût présenté une humble adresse au prince régent pour le remercier de son gracieux message.

Lord Grey se leva et prononça une harangue dans un sens opposé. Il examina d'abord, en ces termes, le droit d'interposition : « Quel » est donc l'espèce de danger contre lequel » nous sommes appelés à nous tenir en garde? » C'est, dit-on, un danger qui provient du » caractère personnel et de l'existence personnelle d'un homme. L'histoire entière des » guerres modernes, toutes chargées qu'elles » sont de faux prétextes, de vues les plus ra» paces masquées sous l'affectation de prin» cipes libéraux et d'amour de l'indépendance, » n'offre pas un seul exemple qu'on ait exclu » du pouvoir suprême un seul individu à cause » de ses qualités personnelles. La seule exis» tence d'un souverain guerrier et d'un carac» tère ambitieux ne peut donner le droit de » lui faire la guerre. Ici, d'ailleurs, ne trou» vons-nous pas notre ennemi aussi borné en » puissance et en étendue de territoire qu'on a » jamais désiré qu'il le fût pour l'intérêt de » l'Europe? La France nous a-t-elle menacés? » A-t-elle commis quelqu'acte d'agression? » Nous a-t-elle refusé la réparation de quelque » tort? Sur quoi donc peut être fondé le droit » de lui déclarer la guerre? Sur la contraven» tion du traité de Fontainebleau? On ne peut

» contester que les alliés n'aient eux-mêmes » violé une partie des clauses du traité, ce qui » justifie la conduite de Buonaparte. Ses pen- » sions n'ont jamais été payées; ses propriétés » ont été confisquées; les droits de son fils ont » été compromis, en le privant des duchés de » Parme, Plaisance et Guastalla. » Après avoir blâmé la déclaration du 13 mars, que lord Grey qualifie de méchante et d'imprudente, il ajoute: « A quoi tendent et cette déclaration et le traité » du 25? A annoncer que la guerre est dé- » clarée, et qu'elle ne doit cesser qu'à la mort » ou au triomphe complet de Buonaparte. Con- » sidérez à quelle alternative cette mesure » réduit notre pays, en exaspérant un homme » qui se trouve à la tête d'une nation aussi » puissante et agitée par des passions aussi » dangereuses que celles qu'on lui suppose. » Après avoir énuméré les forces et les res- sources de Napoléon, lord Grey les compare à celles des alliés : « Peut-on compter, dit- » il, qu'elles apporteront le même degré » d'énergie avec lequel on les a vues dé- » fendre, l'année dernière, la cause de la » coalition? Après ce qui s'est passé en Saxe, » à Gènes, en Pologne, les confédérés peuvent- » ils prendre part au conflit avec le même

» courage et la même confiance qu'à cette
» époque? La nature même des choses ne per-
» met pas de l'espérer. La Russie a la Pologne
» à craindre et à surveiller; l'Autriche est dans
» le même cas envers l'Italie. Les puissances,
» d'ailleurs, ne peuvent marcher à la con-
» quête de la France sans éprouver entr'elles
» des craintes et des inquiétudes au sujet l'une
» de l'autre. Je désapprouve, autant que
» personne, la carrière que Buonaparte a
» suivie; je déteste cordialement son ambi-
» tion; je reconnois que son gouvernement
» est pervers et injuste; mais qui pourra nous
» dire que tout changement dans le caractère
» de cet homme est une chose impossible?
» L'histoire nous offre des exemples d'hommes
» aussi souillés de crimes que Buonaparte, qui
» ont vécu ensuite dans la retraite en simples
» particuliers. N'a-t-il pas eu, pendant une
» année d'exil, d'amples occasions de réfléchir
» sur ses erreurs et sur ses excès? n'est-il pas
» possible qu'il ait été convaincu de la néces-
» sité d'abandonner un système qui a déjà
» occasionné sa ruine? »

Le lord Grey passe au résultat probable de la guerre : « Nous mettrons-nous en » campagne, ajoute-t-il, pour anéantir

» Buonaparte, ou pour détruire le système » militaire de la France? Si c'est le dernier » parti auquel nous devons nous arrêter, nous » ne réussirons dans nos projets que par l'ex- » termination entière de l'armée française..... » Le noble lord propose, comme amendement, que la chambre témoigne à S. A. R. le prince régent, qu'elle ne croit pas devoir approuver les résolutions du congrès, ni la déclaration de guerre au *régulateur* actuel de la France.

Le comte Bathurst prenant la parole établit que l'alliance de 1815 a été concertée sur le principe que Buonaparte ne seroit pas à la tête du gouvernement français : si l'on se départoit de ce principe, dit-il, on romproit par le fait l'alliance. « Buonaparte ne voulant » pas reconnoître son abdication, et les Fran- » çais faisant cause commune avec lui, nous » sommes encore en guerre avec la France. » Peut-on éviter la guerre? Non, il n'est pas » possible de l'éviter; il suffit de penser à » Buonaparte et à son système. Si son armée » est si redoutable qu'on la dépeint, elle sera » encore plus formidable l'année prochaine. » L'orateur après avoir établi le droit d'intervention, vote pour la guerre.

Dans un discours étendu et plein d'énergie,

lord Grenville soutient qu'aucun traité ne peut lier Buonaparte, et que la France étoit liée par le traité de Paris, dont les puissances ont le droit d'exiger la stricte exécution. « L'Europe ; » dit-il, ne doit point tolérer ce principe qu'on » peut anéantir des traités solennellement con- » sentis. Ce n'est pas une chose de peu d'impor- » tance, après 25 ans de troubles, et à la fin » d'une guerre, que de retrouver en France » cette passion dominante qui a occasionné » les premières calamités. S'il reste quelque » espoir de maintenir la paix en Europe contre » cette puissance, elle ne peut être fondée » que sur la détermination qu'elle y sera con- » trainte par la force. La France renonce à son » contrat, par une des pièces les plus insul- » tantes qui soient jamais sorties de la diplo- » matie, et qui est nommée par Caulaincourt » une proposition de paix; et sur quoi est-elle » fondée? Sur ce point que la France peut se » dispenser de l'exécution de tous ses traités. » Ainsi, la France se glorifie de violer ses con- » ventions, elle les déchire et les livre aux » vents; il faut donc trouver pour elle d'autres » sûretés que celles des remontrances. Aucune » expression, rien de ce que les pages de l'his- » toire ont conservé, ne paroît propre à impri-

» mer dans l'âme une idée de la situation dans » laquelle se trouve placée l'Europe aujour- » d'hui. Qu'avons-nous vu? Un monarque » déposé comme pour un crime, à cause de » sa modération et de son caractère pacifique! » Oui, Louis XVIII a été sacrifié à sa bonne » foi; il a été la victime de la paix; il a souffert, » non comme son infortuné frère Louis XVI, » non d'après les griefs qui ont été allégués » contre lui, mais parce qu'il étoit ami de la » paix, et qu'il vouloit vivre en paix avec les » autres pays de l'Europe. Et nous serions » appelés à sanctionner ce triomphe d'une sol- » datesque accoutumée à la rapine, élevée par » son ancien chef aux dignités et à la puis- » sance, aux dépens des droits légitimes des » autres nations! Mais non! tant de honte n'est » point réservée à l'Angleterre. L'état de paix » n'existe point et ne peut exister entre l'Angle- » terre et Buonaparte. » Les voix ayant été recueillies, la chambre des pairs vota pour la guerre, à une majorité de 156 voix contre 44.

Le lendemain, 24 mai, la même question fut agitée dans la chambre des communes. Lord Castlereagh, ouvrant la discussion, justifia d'abord les arrangemens de Vienne; et établit qu'ils avoient été basés sur les vues de M. Pitt.

Puis passant aux motifs de la guerre : « La ques-
» tion, dit-il, n'est pas si nous la ferons ou si nous
» resterons en paix, mais si nous entamerons des
» négociations avec le dominateur actuel de la
» France, et si nous abandonnerons nos alliés.
» Il y a une cause égale de guerre contre la
» France, soit qu'elle soutienne Buonaparte,
» au mépris de ce que nous avons fait avec elle,
» soit que Buonaparte se trouve à la tête de
» la nation comme son chef. Toute l'Europe re-
» connoît déjà qu'elle est en guerre et non en
» paix. » Faisant ensuite le tableau de l'ambition de Buonaparte : « Cet homme, dit lord Castle-
» reagh, tient dans ses mains toute la puissance
» de l'armée française, qui veut en revenir à
» ses jours d'éclat et de rapine; il ne cherche,
» en demandant la paix, qu'à se tirer des diffi-
» cultés au milieu desquelles il se trouve; il n'y
» a pas de fraude qu'il ne soit disposé à com-
» mettre, uniquement pour gagner du temps et
» pouvoir respirer, afin de recommencer la
» guerre. » Le noble lord examine ensuite si les alliés ont une perspective raisonnable de succès contre la France, et il soutient l'affirmative, en soumettant les motifs sur lesquels cette perspective est fondée. « Il est faux de prétendre, dit-il,
» que les moyens de la France sont aussi éten-

» dus, maintenant qu'elle est obligée d'agir » avec ses seules ressources, que lorsqu'elle » s'alimentoit des dépouilles des autres pays. » On doit la regarder aujourd'hui, non-seule- » ment comme privée de ses ressources exté- » rieures, levier principal de son gouvernement » révolutionnaire, mais comme courant la » chance de voir ses ressources intérieures affoi- » blies et circonscrites par l'invasion de ses pro- » vinces. Il doit y avoir en effet assez de forces » dans l'Europe réunie pour occuper une » grande portion de la France; et même il y » a lieu de s'attendre qu'il se trouvera quelques » départemens qui seront paralysés, et ne don- » neront aucun secours au gouvernement usur- » pateur. Comparons maintenant la force de la » confédération avec ce qu'elle étoit à aucune » des époques précédentes. Jamais les souve- » rains et leurs sujets n'ont été plus convaincus » de la nécessité de la lutte, et plus préparés à » la soutenir par les plus grands sacrifices. La » France est la seule puissance qui s'est mise » presque sur le pied de paix, tandis que les » alliés consolidoient la force de leurs armées » sur un plan plus vaste, en complétant leur » système de défense intérieure par l'organi- » sation de la *landsturm;* de sorte que, si la

» lutte présente n'obtient pas de succès de leur
» part, l'Europe n'en sera pas moins placée
» sous un point de vue défensif, hors de l'in-
» fluence d'une réaction. Ainsi; tant par rap-
» port aux convenances politiques, que sous
» le point de vue de la justice et de la néces-
» sité, le moment présent est extrêmement
» favorable à la guerre. Nous entrons en cam-
» pagne à une époque où toutes les troupes de
» l'Europe forment une ligue contre la puis-
» sance désolatrice qui menace son repos, et
» où nous pouvons compter sur l'assistance
» d'une partie de la France elle-même. Quelque
» imposante que soit la crise, nous avons des
» motifs raisonnables pour nous armer de cou-
» rage et de vigueur. Nous avons à protéger
» cette honorable paix que notre armée a con-
» quise; et après la conduite dont les alliés ont
» donné l'exemple à Paris en 1814, il n'y a pas
» de raison de supposer que le renouvellement
» de la guerre provienne du désir de harceler
» la France et de démembrer son territoire. Je
» ne puis pas supposer non plus qu'au moment
» de cette crise la chambre veuille se séparer de
» la cause du continent par le vote qu'elle va
» donner ce soir.... » Lord Castlereagh termina
son discours en proposant une adresse au

prince régent, à l'effet d'assurer S. A. R. du soutien cordial du parlement dans les mesures que le gouvernement pourra prendre de concert avec les alliés contre l'ennemi commun.

Plusieurs orateurs de l'opposition prirent successivement la parole, votèrent contre l'adresse et pour la paix. Lord Georges Cavendich refusa d'appuyer une motion qui tendoit à envelopper l'Angleterre dans une guerre ruineuse, dans la seule vue de retirer à la France le chef qu'elle s'étoit choisie pour lui en donner un autre.

M. Lard ne vit dans la guerre que le projet de rétablir les Bourbons dans l'intérêt des dynasties légitimes : c'étoit, suivant lui, une réaction contre les principes de liberté. M. Tierney dit que l'histoire ne présentoit aucun exemple d'une guerre entreprise uniquement pour se débarrasser d'un homme.

Selon M. Ponsomby, le traité du 25 mars n'avoit pour but que de faire une guerre qui garantit les opérations du congrès. « Où est la » puissance, dit-il, qui a le droit de reprocher » à Napoléon une infraction des traités? en » est-il aucune qui n'en ait rompu quelqu'un, » suivant sa convenance? l'Angleterre elle-» même peut-elle justifier son attaque sur

» Copenhague, et son concours à la réunion » de la Finlande à la Russie, de la Norwège » à la Suède? La guerre qu'on prépare n'est » pas plus juste. Comment croire à la possi- » bilité de la soutenir, quand on voit que si » les alliés ne vivent pas en partie sur le ter- » ritoire de France, il faudra que l'Angleterre » paie tous les frais de la guerre, et soit tou- » jours agitée par la crainte de voir les alliés » à la suite de quelque défaite traiter séparé- » ment comme par le passé?... »

M. John Smith opposa, aux argumens des partisans de la guerre, les ressources immenses de la France, dont la population avoit toujours rempli les rangs de ses armées. « On se plaint, » dit-il, du caractère militaire qui domine dans » cette nation; mais ce n'est pas en lui faisant » la guerre qu'on parviendra à l'éteindre. Dans » l'énumération des forces dont Napoléon peut » disposer, on ne compte pas cent mille pri- » sonniers, rentrés de Russie, de Prusse, d'An- » gleterre, tous animés de la haine la plus » profonde contre les étrangers qui ont sub- » jugué leur pays..... »

Sir Francis Burdett ne vit dans cette guerre ni justice ni convenance. « Elle n'a pour » objet, dit-il, que de rétablir sur le trône » une famille qui en a été expulsée deux fois;

» Les Etats qui s'arment aujourd'hui contre
» Buonaparte, ont-ils toujours été religieuse-
» ment fidèles à leurs traités? n'ont-ils jamais
» rompu leurs engagemens avec lui, avec
» les autres pays, avec l'Angleterre même?
» ne se sont-ils pas tous unis à lui contre nous?
» N'est-ce pas ceux qui accusent Napoléon
» d'avoir violé les traités qui se sont partagé
» la Pologne? et n'en auroient-ils pas fait au-
» tant de la France, si leur pouvoir eût été
» égal à leur cupidité? La destruction de la
» puissance française a été opérée par des
» causes presqu'étrangères aux efforts qu'on
» faits pour atteindre ce but. C'est Napo-
» léon qui a compromis par trop de préci-
» pitation cette grandeur de la France contre
» laquelle le reste de l'Europe avoit déployé
» en vain toutes ses forces. Mais quand
» la fortune l'a abandonné, qui a consommé
» sa ruine? c'est la violation des traités de
» la part de tous ses alliés. Dira-t-on que
» leur conduite étoit excusable, parce que
» ces traités leur avoient été imposés par une
» force supérieure et contre leur volonté?
» Mais le traité en vertu duquel Buonaparte
» se retira dans l'île d'Elbe, étoit-il davan-
» tage un acte volontaire de sa part? avoit-il
» plus de raison pour le respecter que l'Au-

» triche, la Prusse, la Bavière n'en ont eu
» pour respecter ceux qui les lioient avec lui,
» et qu'elles ont toujours violé sans remords
» comme sans prétexte ? quelle différence y
» a-t-il donc entre Napoléon et ces puissances?
» Rappelons-nous la conduite des alliés lorsque,
» pour employer leur phrase favorite, ils
» eurent délivré l'Europe. Ils ont coupé, tran-
» ché suivant leur bon plaisir; ils ont effacé
» des Etats de la carte du Monde; ils ont
» donné à des nations des chefs qu'elles abhor-
» rent, sans respecter les opinions des peuples,
» ni même ce qu'on appelle la légitimité des
» rois; et c'est dans cet état de désorganisa-
» tion de l'Europe que nous allons entrer
» dans une nouvelle lutte contre un homme,
» parce que, dit-on, nous ne pouvons nous
» fier à lui. Mais si cet homme a l'esprit re-
» muant, qu'on ne cesse de lui attribuer pour-
» quoi lui fournir l'occasion de rétablir son
» énorme puissance ? En rendant la guerre
» nécessaire à la France, nous en faisons pour
» elle une guerre juste. Si le principe d'inter-
» venir dans les affaires intérieures des gou-
» vernemens étrangers est une fois admis,
» les guerres seront éternelles; le pouvoir in-
» tervenant étant seul juge de ses motifs, on

» verra les gouvernemens despotiques atta-
» quer les Etats libres, et tous ceux qui au-
» ront entr'eux des principes opposés, se
» mettre en guerre les uns contre les autres.... »
Sir Burdett, ne trouvant la guerre ni néces-
saire, ni juste, vota contre l'adresse.

M. Plunkett, M. Grattan, et lord Milton, imitent lord Grenville (à la grande surprise de l'opposition), et préfèrent aux intérêts de leur parti la cause de la tranquillité et de la sûreté de l'Europe; tous trois votent pour la guerre. Dans un discours souvent applaudi, M. Grattan répond en ces termes à ceux qui avoient proposé M. Fox pour modèle. « Il n'y a
» pas de doute que M. Fox ne fût un habile
» homme d'Etat, et presqu'un prophète en
» politique; mais les circonstances sont
» bien différentes de celles où il conseilloit de
» faire la paix avec la France. Aurons-nous
» une paix sans sécurité, ou une guerre sans
» alliés, telle est aujourd'hui la seule alterna-
» tive qui nous reste. » L'orateur examine ensuite la nature de l'ambition de Buonaparte, qui, après avoir soumis à sa puissance tout le continent de l'Europe, étoit parvenu à mettre l'Angleterre entre deux feux, c'est-à-dire entre un continent européen, alors entre les mains

de la France, et un continent américain, grand rival de l'Angleterre pour la palme de la grandeur commerciale, cherchant à effectuer ainsi l'entière destruction de la Grande-Bretagne. « On le vit ensuite, poursuit l'orateur, quand l'empereur du vaste empire de » Russie n'adhéra point aux prohibitions qu'il » lui dictoit, on le vit manifester l'intention » de le précipiter lui et son peuple dans la » mer glaciale. N'a-t-il pas aussi avoué l'intention, après avoir reçu les faveurs les plus » signalées du roi de Prusse, de le rayer de la » liste des têtes couronnées? Pourtant, après » tous ces actes d'une inimitié féroce, les alliés, » lorsqu'ils arrivèrent aux portes de Paris, firent » une action qui les couvre de gloire; une » action que la postérité ne pourra jamais oublier: ils accordèrent avec la plus grande » magnanimité la paix à la France, et à Buonaparte la vie et l'île d'Elbe. Ils procurèrent » aux Français une constitution infiniment » meilleure que toutes celles qu'ils eussent jamais reçues des futiles inventions et des subtilités ingénieuses des révolutionnaires qui » avoient tour à tour exercé leurs talens dans » cette manufacture politique, jusqu'à ce que » la déesse de la liberté se fût changée en

» furie, et la déesse de la raison en fré-
» nésie.

» La France goûtoit l'avantage et les bien-
» faits de la paix, lorque Buonaparte, violant
» tout à coup le traité de Fontainebleau, vint
» modestement vous demander si vous vouliez
» encore vous fier à lui, sans doute, pour
» avoir foulé aux pieds les obligations de tous
» les sermens, pour avoir honteusement avoué
» à la face de l'Europe et de l'Univers, que
» son abdication n'étoit qu'un acte de pure
» convenance qui ne l'engageoit à rien, puis-
» qu'il n'avoit pas l'assentiment du peuple.

» Supposer que nous ne sommes pas en
» état de nous engager dans une telle guerre,
» c'est admettre que l'Europe entière ne
» peut résister aux Français. » Ici M. Grattan compara les forces de la coalition avec l'état d'affoiblissement où se trouvoit la France, dont la population, qui s'élevoit à cent millions d'âmes, quand elle possédoit toutes les annexes de Buonaparte, n'étoit plus au 20 mars que de vingt-cinq millions. « Buonaparte, ajoute
» M. Grattan, n'est plus en état de faire des
» rois ni de les déposer; il n'a plus le pouvoir
» d'éblouir ni d'intimider les nations par la
» marche imposante de ses armées avec le

» gouvernement à leur tête ; il n'a ni argent
» ni crédit ; il a, il est vrai, l'affection de
» l'armée ; mais la nation française ne se lè-
» vera pas en faveur d'un conquérant déchu,
» devenu l'oppresseur de la France. On a dit
» qu'il étoit le champion de la liberté ; mais
» partout où il a porté ses pas, il l'a gardée
» pour lui-même. Il ne se montre nullement
» disposé à donner aux Français d'autre li-
» berté que celle qui cadre avec sa conve-
» nance actuelle. Il vit aujourd'hui en parfaite
» sécurité avec la race des révolutionnaires,
» et il présente à l'Univers la curieuse ano-
» malie d'un homme incapable de souffrir la
» liberté, lié avec un parti incapable de
» souffrir un gouvernement.

» Si un gouvernement se montroit constam-
» ment ennemi de la paix du monde ; si la
» partie fondamentale de la constitution d'un
» Etat présentoit un plan ou un système gé-
» néral d'empire universel, les autres Etats
» auroient le droit d'intervenir dans un pareil
» gouvernement qui conspireroit contre ses
» voisins. Tel est aujourd'hui l'état de la
» question : reportez vos regards sur les actes
» de sagesse qui distinguèrent nos conseils sous
» le règne du roi Guillaume, et qui sauvèrent

» l'Europe. Parce que nous blâmons le plan » de partage des alliés, en plaignant le sort » de Gênes, de Venise, de la Saxe et d'autres » contrées, s'ensuit-il que nous devions permettre les entreprises d'un homme qui menace de s'emparer de toute l'Europe, et qui » se présente prêt à exécuter cette menace, » couvert du sang de plusieurs millions d'individus, et armé de tous les moyens propres » à seconder ses efforts gigantesques ?

» Buonaparte, à la tête du pouvoir, est » l'homme le plus propre à produire ces effets » terribles. Il a dans son caractère une sorte » de grandeur théâtrale; il a été le plus grand » acteur dans la sanglante tragédie de l'Europe » moderne. Le feu de son génie embrasoit » l'Univers : c'étoit un héros militaire pour la » France, et une calamité publique pour l'Europe; et quoique son ambition pût encore châtier la France, elle tourmenteroit encore l'Europe. Il y a dans son gouvernement renouvelé une sorte de duplicité qui n'annonce » rien de ce qui est vrai, et qui dit tout ce » qui n'est pas : tout l'Etat est corrompu. Je » demande si l'on voudroit confirmer par un » traité, dans le cœur de l'Europe, une domination militaire ayant pour base l'anéan-

» tissement de tous les droits civils, et qui a
» fait l'expérience de gouverner une grande
» nation sans religion. Si l'on veut étonner les
» alliés par une pareille sanction, l'Europe
» n'aura-t-elle pas le droit de se récrier contre
» nous, en disant : Vous aviez généreusement
» contribué à notre délivrance, et dans le
» moment le plus critique vous vous éloignez
» de nous. C'est en vain que vous avez résisté
» à *l'heureux triomphateur* de l'Univers; c'est
» en vain que vous avez arraché les aigles des
» mains de cet audacieux ; c'est en vain que
» vous avez enlevé aux drapeaux de l'ennemi
» le titre de drapeaux invincibles. Aujour-
» d'hui que l'Europe est prête à marcher, se-
» rez-vous les premiers à donner l'exemple de
» la désertion, vous qui naguère étiez à la
» tête des assaillans ?

» Tel seroit le langage de nos alliés. Ne re-
» gardons point à l'argent que nous a coûté la
» guerre, mais aux fortunes que nous avons
» sauvées. Certes nos ressources ne sont pas
» inépuisables, mais nous avons encore de
» plus grandes ressources que les autres na-
» tions. Rappelez-vous que l'argent n'est qu'une
» partie de la puissance; le nom que nous
» avons acquis, le rôle que nous avons joué;

» ne nous permettent plus de tenir le second
» rang. Quand nous cesserons d'être les pre-
» miers, nous serons nécessairement les der-
» niers; quand nous descendrons de notre
» rang élevé, nous serons réduits au néant... »

Des applaudissemens nombreux, trois fois réitérés, accompagnèrent cet élan oratoire qui couronna la harangue de M. Grattan. La chambre, électrisée en quelque sorte, vota la guerre à une majorité de cent cinquante-neuf voix contre quatre-vingt-douze.

La guerre résolue, lord Castlereagh, à la séance du 26 mai, passa à la question des subsides que le parlement auroit à voter pour les alliés, et il en fit connoître le montant. « On auroit
» pu penser, dit-il, que les puissances se seroient
» contentées d'exécuter les stipulations du
» traité de Chaumont, par lequel chacune des
» parties s'est engagée d'entretenir une force
» effective de cent cinquante mille hommes;
» mais dans cette nouvelle guerre, aucune des
» puissances n'est disposée à limiter ses efforts
» selon la stricte teneur des traités. Déjà l'Au-
» triche a son contingent de cent cinquante
» mille hommes employés en Italie, indépen-
» damment d'une armée égale sur le Haut-
» Rhin, ayant ainsi trois cent mille hommes

» qui agissent contre l'ennemi commun. L'em-
» pereur de Russie, avec cette décision et
» cette promptitude qui ont caractérisé ses
» progrès dans son illustre carrière, a déjà
» requis toutes les ressources de son puissant
» empire. Une armée de deux cent vingt mille
» soldats accompagnés d'un grand nombre
» de volontaires, est à la veille d'arriver sur
» le Rhin. Le czar a annoncé lui-même au
» prince régent que, s'il étoit nécessaire, il di-
» rigeroit aussi contre la France une autre ar-
» mée de cent cinquante mille hommes, déjà
» rassemblée sous le commandement du gé-
» néral comte de Wittgenstein. La Prusse ne
» s'en est pas tenue non plus à la lettre des
» traités; elle a maintenant sur pied une ar-
» mée forte de deux cent trente-six mille
» combattans. A l'égard des autres puis-
» sances, la Bavière seule fournit une ar-
» mée de soixante mille hommes, composée
» d'excellentes troupes, et on peut estimer
» à cent cinquante mille la totalité des soldats
» fournis par les petits Etats d'Allemagne,
» y compris la Saxe et le Hanovre. En y
» ajoutant cinquante mille hommes fournis
» par les Pays-Bas, et le même nombre
» par l'Angleterre, il en résulte un total d'un

» million de soldats armés contre la France. » Le noble lord exposa ensuite que les subsides étoient payables à partir du 1er mai, attendu qu'une partie des troupes alliées étoit déjà arrivée sur le Rhin. A l'égard de la durée du subside, il regardoit comme impossible de l'indiquer positivement, observant toutefois qu'il étoit peu vraisemblable que de si grandes dépenses et de si grands sacrifices n'eussent pas un prompt résultat. « La France, ajouta lord » Castlereagh, a recouvré ses prisonniers, il » est vrai; mais cette addition à ses forces n'est » pas à comparer à l'accroissement des moyens » que possèdent les alliés, et aux avantages » de leur situation actuelle. Il y a donc aujourd'hui une plus grande masse de forces » réelles, qui peut pénétrer dans le cœur de » la France, qu'à aucune autre époque précédente. En outre les alliés possèdent Luxembourg, Mayence et les places fortes de la » Belgique, sur lesquels ils pourroient se replier s'ils éprouvoient des revers. Derrière » cette ligne sont Anvers, Berg-op-zoom, » Breda et Mastricht, actuellement dans le » meilleur état. Jamais l'Europe n'est entrée » en guerre avec autant de moyens contre » l'ennemi commun, et il y a tout lieu de

» croire que plus de la moitié de la France » est disposée en faveur des alliés, malgré » tous les efforts qu'on fait journellement pour » la tromper. »

Lord Castlereagh, sans occuper plus long-temps l'attention de la chambre, proposa une résolution portant qu'il seroit accordé une somme de cinq millions sterling, pour être répartie entre les trois grandes puissances. Elle fut adoptée à la majorité de cent soixante voix contre dix-sept, et sanctionna les traités de subsides conclus entre la Russie, l'Autriche, la Prusse et le gouvernement britannique. Tel fut le complément du traité de Vienne.

Ces grands débats, et les résolutions importantes qui en furent la suite, faisoient trop de bruit dans le reste de l'Europe pour qu'ils pussent rester long-temps ignorés en France : ils donnèrent lieu à un second rapport de Caulaincourt à son maître, où la guerre fut enfin présentée comme inévitable. « Les préludes ordinaires se multiplient de » toutes parts, sur tous les points de nos fron- » tières, sur les mers comme sur le continent, » dit le ministre de Napoléon : tous les cabinets » sont ou paroissent contre nous.... Quatre

» grandes puissances nous menacent : l'Angle-
» terre, qui veut détruire le principe de notre
» force continentale et de notre force mari-
» time ; la Russie, qui joue sur le continent le
» rôle que la France a joué pendant quinze
» ans, et qui ne veut pas qu'il existe à l'occi-
» dent de l'Europe un gouvernement assez fort
» pour balancer ou limiter son ascendant sur
» les Etats intermédiaires ; la Prusse, qui ne
» voit d'avenir pour elle que dans la ruine
» de la nation énergique dont l'existence oppose
» un mur d'airain à ses usurpations ; l'Autriche,
» enfin, qui, cédant à l'empire des circons-
» tances, marche contre la France comme
» pour augmenter le triomphe du cabinet de
» Pétersbourg. Ces quatre puissances entraînent
» naturellement avec elles tous les Etats qui
» touchent leur territoire, et qui se trouvent
» sur leur passage. Il n'est pas même certain
» que la Suisse, dominée par une influence
» étrangère, et qui a reçu des alliés une modi-
» fication à son existence, fasse respecter sa
» neutralité.... Pour appuyer ces efforts, la
» trésorerie de Londres se dispose à salarier
» les combattans.....

» Du reste, ajoutoit Caulaincourt, la modi-
» fication apportée par l'Angleterre au traité

» du 25 mars prouve, dans la volonté de sim-
» plifier le but de la guerre, que les puissances
» n'entendent pas imposer à la France un gou-
» vernement particulier; ce qui présente la
» personne de l'empereur comme séparée de
» la cause du peuple français ; et pourtant
» cette déclaration est signée des plénipoten-
» tiaires de Louis XVIII !..... »

Ainsi furent dissipés tous les doutes sur l'armement général de l'Europe contre Napoléon. Le ministère anglais, après avoir reçu les réponses de ses alliés, déclara qu'il regardoit le 25 mars comme ayant constitué l'état d'hostilité entre l'Angleterre et la France, et que le dernier message du prince régent devoit être considéré comme un message de guerre. Mais la ratification des traités de confédérations et de subsides n'amena point des hostilités immédiates. Les ministres attribuèrent le retard du mouvement général d'agression à certaines considérations de *convenances générales*. On en concluoit, avec raison, que les puissances ne différoient l'ouverture de la campagne que pour laisser arriver toutes leurs forces.

Un plan général proposé, dit-on, par le duc de Wellington, discuté et approuvé, le 19 avril, au grand conseil à Vienne, avoit pour base

de ne point agir partiellement, c'est-à-dire avant que toutes les armées fussent réunies sur leurs lignes respectives d'opérations. Mais, jusqu'au moment décisif, un profond mystère alloit couvrir les projets offensifs des alliés, quoique des mouvemens précurseurs se fissent remarquer sur les frontières.

Déjà même la guerre étoit commencée dans la Vendée et en Italie.

LIVRE XXX.

État politique de la Vendée en 1815. — Son organisation insurrectionnelle. — Première conférence des chefs vendéens. — Soulèvement du 15 mai. — Versement d'armes et de munitions par la flotte anglaise. — Débarquement du marquis de Larochejaquelein. — Combat d'Aizenai. — Mesures contre les royalistes. — Formation de l'armée du général Lamarque. — Négociateurs envoyés par Fouché dans la Vendée. — Arrivée des négociateurs. — Dissentions parmi les chefs royalistes. — Second débarquement. — Combat des Mathes. — Mort du marquis de Larochejaquelein. — Continuation de la guerre civile. — Catastrophe de Murat.

POUR comprimer tout-à-fait la Vendée, Napoléon, après le 20 mars, avoit ordonné au général Morand (1) de parcourir les provinces de l'Ouest, et d'intimider les royalistes par l'appareil de la force et de la terreur. Jamais mission ne fut remplie avec plus de zèle. Arrivé à Nantes, ce général adressa aux habitans de l'ouest une proclamation, dont voici les principaux traits : « Notre auguste empereur m'a confié

(1) L'un de ses aides-de-camp.

» le commandement d'une armée nombreuse,
» qui, divisée en plusieurs colonnes, parcourt
» vos villes et vos campagnes pour y assurer la
» tranquillité. En vain essaient-ils de la troubler;
» ces hommes toujours altérés du sang fran-
» çais, et qui, tels que les Démons, sont
» poursuivis par leurs crimes, leurs remords
» et leur désespoir; en vain voudroient-ils
» répandre sur nous tous les maux qui déchirent
» leur cœur. Ne devroient-ils pas être rassasiés
» ces traîtres infâmes qui, depuis quinze ans,
» agitent parmi nous les brandons de la dis-
» corde? Que veulent-ils encore? N'ont-ils pas
» livré nos villes, vendu nos vaisseaux, nos
» arsenaux? N'ont ils pas dépouillé les trésors
» de l'État, outragé notre empereur et notre
» gloire? N'ont-ils pas livré le héros protecteur
» qui nous avoit élevés au plus haut degré de
» puissance, et qui alloit anéantir d'un seul
» coup de massue nos ennemis déjà vaincus
» tant de fois?

» Que veut cette femme qui se prosterne
» dans nos temples?.... » Ici la plume se refuse à retracer les accens du satellite qui, sans être touché par le spectacle des infortunes royales de l'auguste Fille de Louis XVI, osa peindre cette héroïne de la résignation sous les traits

d'une furie demandant à Dieu le pouvoir de se venger.

« Nobles enfans de la victoire, ajoutoit Morand, vous avez vu, et vous en avez frémi, » vous avez vu des traîtres infâmes, des assassins, des voleurs de grands chemins, revêtir » les marques de l'autorité sur vous, pour humilier le peuple, pour l'attacher au joug de quelques nobles avilis! Des nobles! Hé quoi! tous » les Français libres et victorieux ne le sont-ils » pas également? Notre avilissement et de l'or, » voilà ce qu'ils veulent! voilà pourquoi ils » appellent la guerre civile et tous les forfaits. » Mais le retour de celui qu'on ne peut méconnoître pour l'homme de la Providence, » vous sauvera d'une guerre affreuse, de la » honte et de la destruction. »

Précédé de cette proclamation, Morand s'étoit mis à la tête de quelques colonnes, que sembloit multiplier la rapidité de ses marches. Il avoit déjà parcouru les rives de la Loire; il s'étoit porté dans le Poitou, l'Angoumois, et jusque dans le Quercy, marchant sur Montauban comme pour faire expier à cette ville fidèle son amour pour ses princes légitimes; déjà même son avant-garde et ses proclamations y répandoient la terreur, quand

il reçut de Paris, le 16 avril, l'ordre de se porter en hâte vers les frontières de l'Est. La soumission de la Vendée et du Midi paroissoit consommée.

Toutefois les paysans vendéens n'avoient pas perdu l'espoir de défendre la cause royale; ils ne reconnoissoient que le roi, ne vouloient que le roi, refusoient de payer les impôts, de s'enrôler pour l'usurpateur, et sollicitoient leurs anciens chefs de se mettre à leur tête. Ceux-ci, cachés la plupart dans leurs terres, étoient sûrs qu'au moindre signal se formeroit une armée royale; ils savoient que c'étoit vers l'Ouest que se portoient l'attention et l'espoir des royalistes; qu'il falloit enfin prouver à l'Europe que ceux qui vouloient le roi étoient prêts à verser leur sang pour le roi. Cherchant à ranimer leur parti soit dans la Vendée, soit en Bretagne, soit même dans les autres provinces, ils employoient la force d'inertie où ils désespéroient d'opposer la force ouverte. S'ils avoient un but, un objet, un résultat déterminé dans le rétablissement de l'autorité légitime; s'ils l'emportoient sur le parti révolutionnaire sous le rapport moral et politique, celui-ci avoit sur eux un avantage immense, l'unité d'action dans le gouvernement et dans

l'emploi de la force militaire. Les royalistes n'avoient ni régulateur, ni point de réunion, ni chef apparent dans l'intérieur; ils étoient travaillés par cet esprit de discussion, cette variété de projets, d'idées et de prétentions opposées, qui dégénérent en anarchie destructive. Tel étoit l'affligeant spectacle qu'alloient offrir la Vendée, le Maine et la Bretagne dans leurs efforts pour le rétablissement de l'autorité royale. Une fermentation sourde y régnoit, et tout annonçoit, particulièrement dans la Vendée, une explosion prochaine. Les anciens chefs, presque tous à leur poste, entretenoient les paysans dans des dispositions hostiles. Sur plusieurs points on s'armoit, on attaquoit les gendarmes; on rétablissoit le drapeau blanc. Alarmé de ces mouvemens précurseurs, Napoléon, envoie le 15e et le 16e régiment de ligne au lieutenant-général Travot, avec ordre de parcourir la Vendée, et d'y tout employer pour éviter la guerre civile. Cet officier-général, ancien adversaire des Vendéens, avoit une connoissance parfaite de leur pays et de leur manière de combattre. Il entra dans le Bocage par l'Anjou, dissipa quelques attroupemens, tantôt par la persuasion, tantôt par la force; encouragea les révolutionnaires, et crut pouvoir

maintenir la tranquillité. Quant aux chefs, il n'en put surprendre aucun, ni empêcher leur correspondance, quoiqu'il leur fit la chasse avec toute la perfection du limier le mieux exercé. Leur influence, cachée, n'en étoit que plus réelle. M. de Suzannet l'étendoit dans l'ancien domaine de Charette; M. de Sapineau, dans la Vendée centrale; M. d'Autichamp, dans le haut Anjou; M. Auguste de Larochejaquelein, parmi les paysans de Châtillon et de Bressuire, auxquels il rappeloit son illustre frère, qu'ils avoient suivi tant de fois dans les combats. De tous les officiers royalistes, c'étoit lui qu'on regardoit comme le plus décidé. On n'étoit point d'accord sur le moment de la prise d'armes; les uns l'auroient voulu sur-le-champ, au gré de leur impatience; presque tous au 15 de mai, époque à laquelle on assignoit généralement l'ouverture des hostilités aux frontières. Cependant on auroit désiré un ordre positif du roi. Dans cet état de fermentation et d'incertitude, l'héritier d'un nom illustre, le marquis de Larochejaquelein décida la question, et vint se jeter à travers tous les périls, plein de l'ambition de proclamer le premier son roi dans les bocages de la Vendée. Intrépide et loyal, entreprenant et communicatif, doué de toutes les qualités qui donnent à

un chef de parti l'ascendant de l'honneur et du devoir, le marquis de Larochejaquelein brûloit de paroître sur ce théâtre de la fidélité. Au 20 mars il avoit protégé le roi dans sa retraite, comme chef d'un des corps militaires de sa garde; mais le repos momentané qui avoit succédé à une si grande crise ne pouvoit lui convenir; il lui falloit une carrière toujours ouverte aux plus éclatans services. Cédant à l'impulsion d'un sentiment irrésistible, il sollicite et obtient du roi l'autorisation de passer dans la Vendée : il met aussitôt à la voile, et va demander à l'Angleterre des secours qu'elle ne refusa jamais aux royalistes. Il trouve le ministère indécis sur la résolution de rétablir Louis XVIII sur le trône : « Tous les Français, » lui dit-on, sont soumis à l'usurpateur, et dans » aucune partie de la France on ne se déclare » pour les Bourbons. Si les alliés sont décidés à » détruire Buonaparte, ils n'ont cependant au- » cune intention d'imposer aux Français une » forme particulière de gouvernement. » Les ministres protestent toutefois que le prince régent est disposé à seconder les royalistes qui voudroient prendre les armes. Le marquis affirme que la révolte et la perfidie compriment les sentimens des vrais Français; que la même

conspiration qui a replacé l'usurpateur sur le trône a retenu leur élan, et que les Vendéens brûlent tous de combattre. Il accepte avec joie les secours du prince régent, voulant prouver à l'Europe, qu'il suffit de montrer le drapeau blanc sur un point de la côte de France pour le faire aussitôt arborer dans plusienrs provinces. Le marquis en étoit si convaincu, ainsi que du dévouement des Vendéens, qu'à Londres on le qualifioit de royaliste fanatique. Une frégate et deux bricks, ayant à bord deux mille quatre cents fusils et huit cent mille cartouches, furent mis à sa disposition. Un autre convoi devoit suivre, et porter successivement dans la Vendée vingt-quatre mille fusils et vingt-deux pièces de canon. Tourmenté du désir d'arriver à sa destination avant le commencement des hostilités, Larochejaquelein ne se donne même pas le temps de former un corps de volontaires royalistes; vingt-huit Français seulement s'embarquent avec lui sur la frégate *l'Astrée*. Le 1^er^ mai, ils mettent à la voile; mais, contrariés par les vents, ils n'aperçoivent la côte que le septième jour.

L'expédition étoit précédée par deux officiers dévoués. Un seul, M. de Mazin, perce dans

l'intérieur, et fait remettre à M. Auguste de Larochejaquelein les lettres de son frère. D'autres royalistes, jetés aussi sur la côte, tombent au pouvoir de l'ennemi, à l'exception de MM de Fourcaud et de Saint-André, qui, bientôt, s'abouchent avec les principaux chefs, leur annoncent des secours, et les pressent, au nom du marquis de Larochejaquelein, de donner le signal du soulèvement. Une extrême agitation se manifeste bientôt dans toute la Vendée; la croisière anglaise multiplie ses signaux; des conciliabules se forment, et tous les chefs cherchent à se concerter et à s'entendre. Sur l'invitation de M. de Suzannet, MM. d'Autichamp et Auguste de Larochejaquelein ont une entrevue décisive, le 11 mai, à la Chapelle-Basse-Mer. M. Auguste communique d'abord les lettres de son frère, qui lui annoncent l'arrivée des secours en armes, en munitions et en argent; il fait toutefois l'observation qu'on peut engager le marquis à attendre, sur la frégate anglaise le commencement des hostilités dans le Nord, pour peu qu'on soit d'avis de différer encore le mouvement. Mais selon M. de Suzannet, l'ardeur des Vendéens est telle, qu'il faut se lever sans retard, et aller soutenir le débarque-

ment des munitions et des armes. On croit même que l'ordre avoit déjà été expédié dans l'Anjou de se tenir prêts à marcher. L'époque du 15 mai fut choisie, et les trois chefs arrêtèrent de faire sonner le tocsin dans toutes les communes de la Vendée, le même jour et à la même heure. M. de Suzannet se chargea de protéger le débarquement, et MM. d'Autichamp et Auguste offrirent d'agir de concert pour chasser l'ennemi commun.

De même que dans l'ancienne guerre civile, la rive gauche de la Loire se trouvoit partagée en quatre divisions insurrectionnelles. L'une, comprenant la Basse-Vendée ou la Vendée maritime, étoit sous les ordres du comte de Suzannet; on pouvoit y armer sept à huit mille paysans. Dans la division du centre, sous M. de Sapineau, on n'en pouvoit guère lever que quatre mille; et dans celle de M. Auguste de Larochejaquelein, vers le Haut-Poitou, à peu près le même nombre; enfin, dans le Haut-Anjou, M. le comte d'Autichamp pouvoit mettre sur pied huit à dix mille hommes. Ainsi, vingt-cinq mille royalistes étoient prêts à marcher à la voix de leurs chefs. Les deux tiers seulement étoient pourvus d'armes à feu, la plupart même n'avoient que des fusils de

chasse en mauvais état ; mais c'étoient ces mêmes Vendéens qui, pour la même cause, s'étoient insurgés en 1793, avec des bâtons et des fourches. Cette fois il leur étoit plus facile de s'organiser, à l'aide d'un grand nombre de chefs divisionnaires, de capitaines de paroisses de l'ancienne Vendée, d'officiers faisant partie de la maison du roi, et qui accouroient des autres provinces. Un heureux début, le moindre succès auroient porté à quarante mille le nombre des insurgés de la rive gauche. Sur la rive droite de la Loire, en y comprenant la Bretagne, l'Anjou, le Maine, le Blésois et le Vendômois, le parti royaliste pouvoit trouver trente mille hommes en état de porter les armes. M. le chevalier d'Andigné y commandoit au nom du roi, et cherchoit à se concerter avec les généraux vendéens. L'un des départemens de la Bretagne, le plus avancé dans son organisation, et celui qui montroit le plus d'impatience, étoit le Morbihan, sous les ordres immédiats de M. le comte de Sol de Grisolles. M. de Boisguy, arrêté au 20 mars par les agens de Buonaparte, manquoit à l'Ile et Vilaine ; mais en général, jamais autant d'officiers et de chefs ne s'é-

toient montrés disposés à prendre part à l'insurrection.

Les troupes de l'usurpateur se trouvoient réparties de la manière suivante : Chollet étoit occupé par dix-huit cents hommes ; Chemillé en renfermoit huit à neuf cents, et Bourbon-Vendée mille. Quelques détachemens tenoient garnison à Nantes, Angers, Saumur, Parthenay, Niort, Fontenay et les Sables. La totalité de ces forces réunies ne s'élevoit pas à plus de quatre mille hommes, n'ayant pour toute cavalerie que la gendarmerie des quatre départemens de la rive gauche et les dépôts de quelques régimens de hussards. Déjà même ces troupes s'ébranloient pour se rendre aux frontières du Nord et de l'Est quand les généraux de Buonaparte prirent sur eux d'en suspendre la marche, effrayés par les symptômes de guerre civile qui se manifestoient dans la Vendée.

La détermination prise à l'entrevue de la Chapelle-Basse-Mer n'étoit pas restée secrète. Le bruit s'étoit répandu, hors même du pays vendéen, que l'insurrection éclateroit le 15 de mai. Le drapeau tricolore venoit d'être enlevé à Châtillon, sous les yeux même des gendarmes. Ces mouvemens jetoient l'alarme partout. Des femmes épouvantées fuyoient la rive gauche,

traînant avec elles leurs meubles, leurs enfans, leurs bestiaux; les vieillards s'éloignoient pour aller finir leurs jours dans des lieux plus paisibles; les révolutionnaires, en minorité, se retiroient la rage dans le cœur. Ce fut au milieu de ces préludes sinistres que le sieur Moreau, lieutenant-général de police du troisième arrondissement (1), publia, à Nantes, son fameux *arrêté*, par lequel, de son autorité privée, il ordonnoit à toute la noblesse, sans exception, dans une étendue immense de pays, de quitter les lieux de sa résidence et de se transporter partout où il plairoit à l'autorité de la diriger. Cette obligation, il la lui imposoit sous peine de la confiscation des biens, comme étant au service du roi, et avec menace de châtimens plus rigoureux encore. Ainsi, sans un crime, sans une accusation, sans désignation spécifique des coupables, tous ceux qui avoient eu le malheur d'être issus d'une noble origine étoient arrachés en masse à leur domicile, exposés à toutes les calamités, peut-être à la mort, sur la simple décision d'un agent de police. Une extension

(1) Comprenant les départemens de la Loire-Inférieure, Maine et Loire, Vendée, Deux-Sèvres, Indre et Loire, Cher, Indre, Vienne, Charente, Charente-Inférieure et la Creuse.

de pouvoir aussi audacieuse ne pouvoit être que le résultat d'une situation désespérée; elle étoit de nature à accélérer l'insurrection.

Le 15 mai, à midi, à l'issue de la messe, le tocsin sonna dans toutes les paroisses; partout le drapeau blanc fut substitué au drapeau tricolore, et le cri de *vive le roi!* retentit de nouveau dans les bocages de la Vendée. M. de Sapineau, après avoir formé son premier rassemblement, s'empare des Quatre-Chemins, surprend onze gendarmes, et se porte vers Bourbon-Vendée. Là il espère tenir la garnison en échec et opérer sa jonction avec M. de Suzannet, qui rassembloit ses paysans à une lieue des faubourgs de Nantes. Déjà les Poitevins du Marais s'étoient levés pour protéger le débarquement du marquis de Larochejaquelein. MM. de Bessay, de la Lézardière aîné, de Vaugiraud et de Meynard y avoient effectué le premier rassemblement dans la ferme appelée Lilot. Le soir, ils entrent à Saint-Jean de Monts, désarment les douaniers et quatre gendarmes; le lendemain, le chef de la division du Marais, M. Robert, s'empare de Notre-Dame-de-Monts et de la Barre-de-Mont, et se porte ensuite, avec trois cents hommes, à Croix-de-Vie, dont il se rend maître. Le 16

mai ; à sept heures du matin, il est sur l'escadre anglaise. Le marquis de Larochejaquelein apprend avec transport que toute la Vendée se lève, et serre contre son cœur les braves qui viennent lui en ouvrir le chemin. Il débarque, et au moment même commence le versement des armes et des munitions. Deux cents douaniers accourent attaquer les Vendéens, dans l'intention de s'emparer de Croix-de-Vie, et d'empêcher toute communication avec la mer: ils sont repoussés avec perte, et le débarquement continue. Il alloit finir quand, le 17 mai, parut M. de Suzannet avec deux à trois mille Vendéens. Cet officier-général se plaignit de trouver si peu d'armes et de munitions. Le marquis de Larochejaquelein lui annonça un débarquement plus considérable; et fit armer avec des fusils anglais une partie de ses soldats. Le reste des armes et des munitions forma un convoi destiné aux autres divisions royalistes, qui fila vers le Bocage, sous la conduite du chef de division Desabbayes.

Cependant le lieutenant-général Delaborde, gouverneur des divisions militaires de l'Ouest, effrayé des rapports uniformes de toutes les autorités, avoit envoyé avec la plus grande célérité à Nantes, des canonniers de marine;

un bataillon du 65e et cent gendarmes ; qui s'étoient réunis au 43e régiment. A peine le général Travot est-il instruit qu'un débarquement s'effectue sur la côte, qu'il rassemble à la hâte deux mille trois cents hommes en troupes de ligne, gendarmes, douaniers et fédérés ; il se met aussitôt en marche. En route, apprenant la direction que suit le convoi, il vient se placer à une lieue en avant de Saint-Gilles, pour lui barrer le passage, et, le 19 mai, il l'attaque près du bourg de l'Aiguillon. Là, Desabbayes tient ferme, et opère sa retraite après avoir mis le convoi en sûreté : deux caisses d'armes et quelques barils de poudre tombent seulement au pouvoir de Travot.

Tandis que le débarquement s'opéroit, M. Auguste de Larochejaquelein entroit à Bressuire avec un rassemblement formé aux Aubiers. Le lieutenant-général Canuel en faisoit partie : plein de dévouement pour la cause du roi, cet officier général étoit venu servir parmi les royalistes comme simple volontaire.

Avec trois mille hommes environ, Auguste de Larochejaquelein se dirige sur Maulévrier, attaque en route le 26e régiment, le poursuit jusqu'à Châtillon, et empêche sa jonction avec les troupes de Travot ; puis formant un détache-

ment de six cents hommes, il se dirige vers la mer pour recevoir de son frère des armes et des munitions. Il le joint à Cerisais, et y trouve le convoi.

Dans l'intervalle, M. d'Autichamp avoit formé, à Jallais, un rassemblement de quatre à cinq mille Angevins, qui se virent bientôt les maîtres de la presque totalité du Haut-Anjou, par l'évacuation de Chemillé, de Beaupréau et de Saint-Florent. On s'attendoit qu'ils attaqueroient Chollet, et, au début de la guerre, ce succès eût été décisif; mais la garnison étoit nombreuse et retranchée. M. d'Autichamp assura depuis qu'il n'avoit pas attaqué, faute de munitions : Chollet lui fut ensuite abandonné sans coup férir.

Ainsi, toute la Vendée étoit en mouvement; les Vendéens accouroient auprès de leurs chefs pour recevoir des armes et de la poudre. Sur la rive droite de la Loire, l'insurrection éclatoit aussi sur divers points. Le chevalier d'Andigné rassembloit, dans le Craonais, un corps de royalistes, et chargeoit le comte d'Ambrugeac d'arracher la province du Maine aux ennemis du roi. M. de Sol de Grisolles se mettoit à la tête des fidèles Morbihanais; M. de Secillon insurgeoit le pays depuis

Fougères jusqu'à Guerande, et M. de Coislin la rive gauche de la Villaine, vers la Ferté-Bernard. M. de Courson faisoit un appel aux Côtes-du-Nord.

Les premiers avis de ce soulèvement consternèrent l'usurpateur. Il expédia aussitôt dans l'Ouest deux de ses officiers d'ordonnance, chargés de lui rendre compte des mouvemens de la Vendée : l'un, M. de Resigny, se dirigea sur Niort; l'autre, le comte de Lariboissière, prit la route de Nantes. Le premier lui signala, vers la fin de mai, la maison de mesdemoiselles de Larochejaquelein (à Saint-Aubin de Beaubigné) comme ayant été le foyer de l'insurrection (1) : « C'est là, disoit-il, que se sont » tenues les premières conférences et formés les » premiers magasins de munitions et de vivres. » Selon cet officier, la ville de Poitiers avoit contribué à organiser la guerre civile. Du reste, il donnoit à son maître peu de renseignemens, faisant lui-même l'aveu qu'il ne connoissoit rien de positif sur les projets des chefs Vendéens. « Les nobles et les prêtres, » ajoutoit-il, sont ici, comme partout, les

(1) Voyez le troisième cahier du Portefeuille de Buonaparte pris à Charleroi, pag. 106.

» plus grands ennemis du gouvernement et de » votre majesté. » Les rapports du comte de Lariboissière à la fois plus précis et plus alarmans étoient accompagnés d'une note du général Charpentier, commandant la ville de Nantes. Cet officier général annonçoit l'interruption de toute communication entre Nantes et la Bretagne, par l'effet des rassemblemens de la rive droite, et appeloit sur le général Travot, comme très-capable d'étouffer la guerre dans sa naissance, toute la confiance de Napoléon. Il n'y avoit, selon lui, de troupes disponibles que deux mille trois cents hommes, tandis que douze mille soldats étoient indispensables pour faire rentrer le pays dans le devoir. Il insistoit pour qu'on autorisât le général Travot à entrer en arrangement avec les principaux chefs de la Vendée. « Ce général, ajoutoit-il, » pense que les moyens de séduction pour- » roient être employés avec succès. »

Tel étoit aussi l'avis du ministre de la police qui, voyant une crise à exploiter, avoit conçu le projet de paralyser l'élan des royalistes, pour que, dans aucun cas, ils ne pussent décider du sort de la France. Sous ce dernier point de vue, le plan de Fouché rentroit tellement dans les intérêts de l'usurpateur, que lui et son conseil

l'adoptèrent avec confiance. Toutefois Napoléon voulut qu'une force armée suffisante appuyât les négociations. Un renfort d'environ huit mille hommes et de six cents chevaux fut dirigé en toute hâte vers la Loire, pour y former, avec les troupes qui s'y trouvoient déjà, une armée de douze mille combattans, telle que l'avoit demandée le général Travot. Mais ce général n'eut pas la conduite de la guerre; elle fut confiée au général Lamarque, qui s'étoit fait connoître en Italie et en Espagne, sans néanmoins avoir jamais commandé en chef. Il eut Travot pour lieutenant, ainsi que le général Brayer, le même qui avoit ouvert à Buonaparte l'accès de Lyon.

Brayer conduisit à Angers une colonne de la garde impériale. La vigueur de ces mesures indiquoit assez l'importance que Napoléon attachoit à l'extinction de la guerre civile. On forma aussi à Poitiers et à Niort des divisions de réserve, dont le général Delaage fit à Parthenay une armée active pour agir au sud de la Vendée.

A peine eût-on arrêté, dans le cabinet de Napoléon, les bases de ce plan général, que Fouché imagina de transformer en négociateurs des officiers royalistes qui, séduits par des pré-

textes plausibles, ne seroient que les instrumens de ses artifices. Il jete d'abord les yeux sur M. de Malartic, ancien chef d'état-major de l'armée royale du Maine qui, sous le gouvernement impérial, avoit obtenu l'adoucissement des mesures de rigueur dirigées contre des personnes de son parti. Fouché l'attire dans son cabinet, et, après lui avoir fait un tableau détaillé de l'état de la Vendée, il lui représente combien cette insurrection prématurée est nuisible à la cause qu'elle veut servir, en le forçant lui-même, si opposé aux vues de Buonaparte, à consentir à l'arrestation des nobles, et à l'armement des fédérés. Ces mesures violentes et désastreuses dit-il, mettent à sa disposition des forces telles qu'après les avoir tournées contre des royalistes hors d'état de se défendre, il s'en servira à prolonger sa résistance et à ravager la France entière. Pour donner plus de poids à ses assertions, Fouché ajoute que les hostilités ne devant commencer aux frontières que le 15 juin (et il en montre les preuves), la Vendée sera écrasée avant cette époque par les troupes nombreuses dirigées contre elle; qu'on n'y trouve pas de prince dont la présence puisse réprimer l'ambition des divers

chefs ; que la grande question, d'ailleurs, se décidera aux frontières ; que tout fait un devoir d'arrêter l'effusion du sang français et le ravage des provinces, pour conserver à la France des bras capables de la défendre ; et enfin, que le succès d'une mission qui tend à pacifier la Vendée peut seul parer à la mise hors la loi des départemens de l'Ouest, et faire suspendre la marche des troupes, dont une partie seulement vient d'être expédiée en poste. Ces considérations, présentées avec une sorte de candeur par le plus astucieux des hommes, séduisent et entraînent M. de Malartic. Pourtant il n'accepte une négociation si délicate qu'autant que deux autres royalistes (MM. de Flavigny et la Beraudière) consentiront à l'accompagner. Ces messieurs consultent d'anciens serviteurs et agens du roi ; ils mettent ensuite en balance l'intérêt des Vendéens et le degré de confiance que peut inspirer le ministre de la police ; enfin ils se résignent, persuadés que, par des négociations, ils arrêteront la ruine de leur parti, en lui offrant les moyens de temporiser et de se fortifier jusqu'à ce que la guerre soit générale. Des royalistes qui avoient trouvé leur sécurité dans Paris, après le 20 mars, ne pouvoient guère éviter

le piége que Fouché tendoit à leur bonne foi. Le rusé ministre commençoit, d'ailleurs, à leur persuader qu'il avoit embrassé les intérêts de Louis XVIII ; et il en faisoit même passer, dit-on, l'assurance à Gand. S'il démentoit ses sentimens secrets par ses rapports officiels, par des circulaires régicides, c'est, disoit-il, qu'on ne pouvoit se dispenser de donner à l'usurpateur certains gages devenus insignifians à force d'être obligés. N'étoit-il pas le seul ministre qui osât protéger les royalistes, et, récemment, ne venoit-il pas de désapprouver les mesures adoptées contre la noblesse par le lieutenant de police Moreau? Enfin, n'étoit-il pas le seul pilote capable de sauver l'Etat dans cette effroyable tourmente ? Telle étoit généralement l'opinion de la capitale et des provinces sur le compte de Fouché. Comment n'auroit-il pas triomphé de trois hommes qui partageoient une erreur devenue générale? Fouché étoit sûr que, venant de sa part, les négociateurs inspireroient quelque confiance, et seroient au moins écoutés par ceux des chefs de leur parti qui, sous l'oppression impériale, avoient cru lui être redevables de leur sécurité et de leur repos. Son but seroit rempli si l'arrivée seule des négociateurs jetoit dans la Vendée une

nouvelle pomme de discorde ; si les uns alloient insister pour combattre, et les autres pour négocier. Le 20 mai, le ministre voulant donner à M. de Malartic un titre qui constatât la nature de sa mission, lui écrivit officiellement en ces termes : « Je désire, Monsieur, que vous vous rendiez dans l'Ouest » avec MM. de Flavigny et la Berandière, » pour y conférer avec les chefs de l'insurrection. Le rétablissement de la monarchie » ne dépend ni de leurs succès ni de leurs » revers. Tout combat dans l'Ouest est inutile. » Le sang versé est sans fruit pour la royauté ; » c'est dans le Nord que le sort de la France » peut se décider. Je connois votre attachement et votre fidélité pour le roi ; je ne pense » pas que dans aucun temps on puisse vous » reprocher les démarches que vous ferez pour » pacifier l'Ouest. Le roi est trop éclairé pour » ne pas apprécier les sentimens qui vous auront fait agir dans cette circonstance. »

Fouché accréditoit en même temps auprès des généraux et des préfets les trois négociateurs. « Je connois leurs dispositions, mandoit-il ; » je sais quelle est leur influence sur un parti » qu'ils ont autrefois servi, et auquel ils peuvent aujourd'hui donner une direction telle

» que le gouvernement retirera plus d'avantage » de leur intervention que de l'emploi d'une force » militaire plus impérieusement appelée contre » les ennemis du dehors. » Le ministre invitoit ensuite les officiers généraux à se concerter avec les pacificateurs sur les mesures les plus promptes pour étouffer dans sa naissance un soulèvement que des actes de rigueur ne feroient, que rendre plus redoutable.

Les négociateurs partirent de Paris le 26 mai, et prirent la route d'Angers au moment même où l'insurrection, prenant plus de consistance, commençoit à s'étendre sur les deux rives de la Loire. Le marquis de Larochejaquelein, resté à portée de la flotte anglaise, sollicitoit un second débarquement. Il eût désiré rester maître de la côte depuis Noirmoutiers jusqu'aux Sables d'Olonne; mais ni l'attaque des Sables qu'il avoit proposée, ni celle de Noirmoutiers que M. de Suzannet avoit fait prévaloir, ne furent tentées, faute d'ensemble et de concert. Tout restoit incohérent dans les mouvemens de la Vendée. On sentoit combien un général en chef étoit nécessaire pour soumettre toutes les opérations à une seule volonté. Dans une réunion à Palluau, entre MM. de Suzannet, de Sapineau et de Larochejaquelein, ce dernier fut reconnu gé-

néral en chef par *interim*. L'adhésion de M. d'Autichamp ne pouvoit être douteuse : il falloit au marquis, pour traiter avec l'amiral Hotam, un titre généralement reconnu ; d'ailleurs, les Vendéens, qui alloient être aux prises avec un ennemi actif, avoient besoin d'un chef qui eût un caractère tranchant et décidé.

Travot, resté à la tête de sa colonne, fut instruit par ses espions que Larochejaquelein, Sapineau et Suzannet, réunis à Palluau, projettoient de s'emparer de Bourbon-Vendée, et il jugea qu'il n'avoit pas un moment à perdre pour y arriver avant eux. Il se met en marche, apprend que les royalistes viennent d'entrer à Aizenai, et forme à l'instant le dessein de les surprendre à la faveur des ténèbres ; il se fonde principalement sur la répugnance des Vendéens pour les combats nocturnes. Deux coups de fusil tirés par ses espions jettent d'abord l'alarme, et les royalistes, sans se reconnoître, tirent sur leurs propres troupes. Le marquis de Larochejaquelein, au milieu même de la fusillade, se hâte de rétablir l'ordre ; il place dans les jardins, et sur la route, hors du village, la division du jeune Charette ; sur les hauteurs de la Moronière,

les deux corps d'armée de Suzannet et de Sapineau. Mais bientôt les soldats du jeune Charette rentrent dans Aizenai, malgré les instances de ce chef. On se garde mal; Travot survient, faisant porter devant lui le drapeau blanc et pousser le cri de *vive le roi!* Cet artifice réussit; les buonapartistes abordent les royalistes; la fusillade s'engage à bout portant, et bientôt le désordre est tel qu'il est impossible d'y remédier. Au lieu de tourner les troupes de Travot, M. de Suzannet s'égare dans une fausse direction. Cependant Charette, héritier de l'ardeur et du courage de son oncle, se maintenoit à Aizenai, et y soutenoit le feu de l'ennemi : peut-être seroit-il parvenu à lui fermer le passage, si, au milieu de l'action, il n'eût été frappé d'une balle. Cet événement jette la consternation parmi les siens; ils plient, et bientôt se dispersent. Le marquis de Larochejaquelein s'efforce de les rallier et de les soutenir avec une partie de la division Sapineau; mais son cheval est tué sous lui, et après avoir vu tomber mort à ses côtés M. Guery de Beauregard, son beau-frère, il est lui-même forcé de se faire jour à coups de sabre. Les Vendéens ne perdirent qu'une trentaine d'hommes. Travot, long-temps exposé à

leur feu, laissa une cinquantaine de morts, et emporta un plus grand nombre de blessés. Tel fut l'échec, ou plutôt la surprise d'Aizenai.

M. de Larochejaquelein brûloit de le réparer; il méditoit un nouveau plan pour effectuer sous peu de jours le second débarquement, avec succès. D'abord il se rend à Chollet pour conférer avec le comte d'Autichamp, dont le concours devenoit indispensable. Avant de se séparer, les deux chefs conviennent qu'ils agiront de concert. M. d'Autichamp fixe lui-même l'époque du mouvement général, et consent à se ranger sous les ordres du marquis de Larochejaquelein, quoique son inférieur en grade. Tout ayant été réglé sous les dehors de l'amitié et de la franchise, les deux chefs se séparent et mettent leurs troupes en mouvement. Le marquis alloit agir avec la division de son frère qu'il avoit appelée, et qui se dirigeoit en hâte sur la côte.

Cependant l'arrivée des trois pacificateurs venus de Paris, et l'annonce de leur mission, commençoient à arrêter l'élan des royalistes du Maine et de la rive droite de la Loire. Etourdi d'un premier échec éprouvé aux environs de Segré, le chevalier d'Andigné parut accéder un des premiers au système de stagnation. Les trois négociateurs, continuant leur

route sur Angers, s'abouchent d'abord avec le général Delaborde, et conviennent d'une suspension d'armes tacite pendant la durée de leur mission. Mais le commandement en chef passe au général Lamarque qui renverse tout ce plan. Avide de mériter les récompenses de son maître, et dévoré de l'ambition de conduire une guerre active, Lamarque refuse d'arrêter la marche des troupes, et à peine consent-il à laisser pénétrer les envoyés de Fouché dans l'intérieur de la Vendée. Ils arrivent au quartier-général de M. d'Autichamp, et lui font part de leur mission; cet officier-général, refusant de prendre l'initiative d'aucune négociation, engage les pacificateurs à se rendre au quartier-général de MM. de Suzannet et de Sapineau. Ils prennent immédiatement la route de Nantes : c'étoit au moment où le marquis de Larochejaquelein commençoit à mettre à exécution le plan arrêté à Chollet.

L'armée royale de la Vendée formoit alors quatre corps organisés et distincts (1), qui tous

(1) Le premier commandé par M. d'Autichamp, le second par M. de Sapineau, le troisième par M. de Suzannet, et le quatrième par M. Auguste de Larochejaquelein. Le marquis étoit reconnu général en chef, et le lieutenant-général Canuel chef d'état-major-général.

alloient se porter sur la côte. Les trois premiers, commandés par MM. d'Autichamp, de Sapineau et de Suzannet, devoient prendre position autour du point de débarquement, tandis que le quatrième corps l'opéreroit sous la direction immédiate du marquis.

Le 29 mai, les Vendéens conduits par MM. de Sapineau et Auguste de Larochejaquelein, formant environ cinq mille hommes, bivouaquèrent à Soulens. Le lendemain, M. de Suzannet fit sa jonction avec environ quatre mille hommes et trois cents chevaux; il s'établit au château de la Mothe-Fouquerant, à un quart de lieue du bivouac, au moment où les trois envoyés de Fouché arrivoient à son château de la Chardière, près Chavagne. On n'attendoit plus pour agir que les royalistes de l'Anjou, et leur chef M. d'Autichamp. Ils étoient en marche sur Legé, au nombre de six mille hommes, lorsque M. de Suzannet reçut des trois envoyés les premières dépêches, annonçant leur mission pacifique. Ce général fait dire au marquis de Larochejaquelein qu'il a des lettres importantes à lui communiquer. Le marquis arrive en hâte au château de Fouquerant, et après avoir pris connoissance des propositions de M. de Malartic, il les rejette avec une sorte d'indignation.

Il avoit fait vœu de ne jamais se soumettre à Buonaparte, connoissoit d'ailleurs les dispositions des alliés, et savoit combien l'amiral anglais étoit impatient de fournir des secours aux royalistes. Tous ces motifs le décident à repousser toute espèce d'arrangement avec le gouvernement rebelle. Le marquis de Larochejaquelein, fidèle aux anciens preux, ne reconnoissoit que Dieu, le roi et son épée. Toute la nuit se passa en discussions animées entre lui et M. de Suzannet, en présence du comte Gabriel Duchaffault, officier vendéen du deuxième corps (1). M. de Suzannet finit par lire une lettre de Nantes, annonçant l'arrivée d'une colonne ennemie forte de dix mille hommes, dont l'avant-garde étoit réputée à Challans, à trois quarts de lieues du bivouac. Le marquis dépêche aussitôt sept à huit cavaliers en éclaireurs, et il résulte de leur rapport qu'il n'y a aucun ennemi à Challans : c'étoit un faux avis. M. de Suzannet insiste pour qu'on s'éloigne au moins de deux lieues vers Saint-Christophe, afin d'aller, dit-il, au-devant de l'armée de M. d'Autichamp. Larochejaquelein cède,

(1) Voyez la *Relation des événemens qui ont eu lieu dans la Vendée depuis le 27 mai jusqu'au 20 juin* 1815, par M. le général comte Gabriel Duchaffault.

et c'est au milieu des murmures des Vendéens, mécontens de cette marche rétrograde, qu'on arrive, le 31 mai, à Saint-Christophe. Là on ne trouve ni les Angevins, ni M. d'Autichamp. L'armée ne tarde pas à y être en proie à des influences perfides, comme si l'ennemi eût fait jouer à la fois tous les ressorts de sa politique pour désunir la confédération. Il est vrai que le moment étoit décisif pour les deux partis. Si les royalistes évitoient le piége d'une négociation captieuse; si le débarquement réussissoit; si dix-huit mille Vendéens réunis parvenoient à agir de concert avant l'arrivée des colonnes du lieutenant de Buonaparte, qui ne devoit être en ligne que vers le 15 ou le 20 juin, alors la Vendée prenant de la consistance, les provinces de la rive droite pouvoient aussi se confédérer : alors quatre-vingt mille royalistes en armes auroient présenté à la légitimité un point d'appui dans l'intérieur; alors l'insurrection de l'Ouest faisant éclore celle du Midi, toutes deux pouvoient favoriser la rentrée du roi en France sans le secours des armées étrangères. Napoléon avoit jugé combien le danger étoit pressant, et secondé par Fouché, il faisoit avorter les efforts des Vendéens. Au moment où il leur adressoit, par

l'organe de Fouché, des négociateurs, il expédioit, à Nantes, pour présider à toutes les opérations, son aide-de-camp Corbineau, le même qu'il avoit envoyé dans le Midi contre le duc d'Angoulême. La Vendée fut bientôt inondée d'émissaires et d'agens de discorde. L'armée royale est travaillée à Saint-Christophe par des intrigues. Prenant le masque du royalisme, les agens secrets de l'ennemi se mêlent parmi les officiers et les paysans, accréditent de faux bruits et propagent des assertions décourageantes. Les uns répandent des doutes sur les dispositions de l'Angleterre, et assurent que la flotte anglaise n'est point en vue de la côte, et ne doit arriver que dans huit jours; d'autres blâment ouvertement le marquis de Larochejaquelein de conduire l'armée dans le Marais: ils soutiennent qu'on n'y trouvera ni vivres ni secours; d'autres, enfin, parlent d'une prétendue lettre de l'amiral anglais, annonçant qu'il s'éloigne de la côte, la position des Vendéens ne lui inspirant aucune confiance. Comment des hommes crédules ou prévenus n'auroient-ils pas été trompés par tant d'artifices? Toutefois le marquis de Larochejaquelein s'efforce de prémunir ses compagnons d'armes contre

les piéges de l'ennemi, qu'il redoute plus que la force ouverte. Il assure que le débarquement est prêt, et qu'il se rend à la côte après avoir donné l'ordre à tous les généraux de le suivre. Il prend, en effet, les devants, et arrive à Croix-de-Vie, où l'attendoit la division de son frère. Le 1er juin, toutes les dispositions pour le débarquement étant faites, il fixe, par un ordre du jour, les mouvemens des différens corps d'armée. Celui de M. d'Autichamp devoit s'établir militairement à Coex, et occuper le pont de la Chaise-Giraud, seul passage pour arriver des Sables à Croix-de-Vie; celui de M. de Sapineau, maître de Falleron et de Saint-Christophe de Ligneron, se seroit mis en communication avec le premier corps; le troisième, conduit par M. de Suzannet, devoit occuper Soulans par un détachement, et tenir la position de la Mothe-Fouquerand: enfin, M. Auguste de Larochejaquelein, avec le quatrième corps, alloit prendre position à Saint-Hilaire-de-Rié, pour protéger le débarquement qui devoit s'effectuer à Croix-de-Vie. Un ordre du jour prescrivit de plus, à tous les chefs, de faire sonner partout le tocsin, et de réunir tous les paysans en état de porter les armes. La seule exécution de ce plan

suffisoit pour que l'ennemi ne pût venir sur aucun point sans qu'on fût en mesure de le repousser.

Mais déjà, sans attendre les ordres du général en chef, les corps de Sapineau et de Suzannet venoient de rétrograder jusqu'à Falleron : là survint M. d'Autichamp, dont le corps d'armée ne dépassa point Legé. Ces trois chefs se réunissent, en conférence, chez le curé de Falleron, avec quelques officiers, notamment le comte Gabriel Duchaffault. M. d'Autichamp débute par demander de quel droit le marquis de Larochejaquelein se prétend général en chef, et s'il a exhibé les pouvoirs du roi? Personne n'ayant répondu affirmativement, il propose de prendre un arrêté (1). A ces mots les officiers se retirent, et les trois généraux, restés seuls, décident unanimement de ne point se conformer aux ordres du marquis de Larochejaquelein, et de licencier momentanément leurs soldats; ils motivent leur résolution sur le mouvement des troupes de Buonaparte; sur l'accablement des Vendéens, exténués par des marches forcées; sur la pé-

(1) Voyez la *Relation des événemens qui ont eu lieu dans la Vendée depuis le 27 mai jusqu'au 10 juin* 1815, par M. le général comte Gabriel Duchaffault.

nurie des vivres; sur l'impossibilité de rester dans les positions qu'on leur a assignées; enfin, sur ce que les paysans de la Vendée ne peuvent être assimilés à des troupes de ligne, et rester long temps réunis.

M. de Suzannet transmit lui-même cet arrêté au marquis de Larochejaquelein : sa lettre d'envoi déceloit son embarras. Toutefois il engageoit le marquis à rentrer dans l'intérieur de la Vendée, en attendant que les hostilités aux frontières permissent aux royalistes de déployer toutes leurs forces; il s'efforçoit en même temps de lui présenter la mission des négociateurs sous un jour favorable. « Ils sont chargés, » disoit-il, de nous faire connoître que le gou» vernement, pour éviter la guerre civile, » désire traiter avec nous; qu'il propose d'é» vacuer le pays, et ne demande ni hommes » ni argent. Tout le monde est d'avis de faire » une suspension d'armes, qui n'engage à rien, » et qui, par la suite, puisse être utile pour » s'organiser et marcher. »

Le débarquement alloit commencer lorsque cette dépêche arriva le 2 juin à Croix-de-Vie. Le marquis étant à bord de l'amiral anglais, elle fut reçue par le lieutenant-général Canuel, qui la lui fit passer immédiatement avec un

billet conçu en ces termes (1) : « Mon cher » général, le grand œuvre d'iniquité est con- » sommé ; d'Autichamp, Suzannet, ainsi que » Sapineau qu'ils ont entraîné, se retirent et » licencient leur monde. Revenez, nous nous » concerterons ensemble pour parer aux in- » convéniens de cette infâme défection ; il fau- » dra bien que nous fassions à nous seuls ce à » quoi tous auroient dû coopérer. »

Le marquis fut indigné ; lui qu'enflammoit les nobles exemples des Bonchamp, des Lescure et de son illustre frère ; lui qui cherchoit la gloire au prix de son sang, il ne pouvoit concevoir qu'on ne s'insurgeât que pour traiter, et qu'au milieu d'une guerre civile on se montrât plus disposé à négocier qu'à combattre. Jugeant dès lors que jamais il ne pourroit s'entendre avec des chefs qui écoutoient les propositions de l'ennemi quand il s'agissoit d'affermir l'insurrection par une opération décisive, il répondit à l'arrêté de Falleron par un ordre du jour où il destituoit de leur commandement les trois généraux signataires de

(1) Il fut trouvé sur le marquis de Larochejaquelein après sa mort, et rendu public pendant les *cent jours*.

l'arrêté ; il leur reprochoit de s'être retiré au moment où il falloit protéger une expédition d'où dépendoit le salut de l'armée du roi, et d'avoir prêté l'oreille à un accommodement avec le tyran de la France et le dévastateur du monde. Il nommoit M. de Durfort-Civrac à la place de M. d'Autichamp; remplaçoit M. de Suzannet par M. Duchaffault, et M. de Sapineau par M. Duperat; enfin il enjoignoit à ces nouveaux chefs d'exécuter, sans délai, le mouvement prescrit par sa précédente instruction. Comme il attribuoit la désunion déplorable qui éclatoit parmi les Vendéens à l'arrivée des négociateurs de Fouché, il ordonna au chevalier Dulandreau, de se mettre à leur recherche, au château de la Chardière, et de s'assurer de leurs personnes.

Se voyant seul aux prises avec l'ennemi, dont il pressentoit la marche, il expédia un courrier à sa sœur, pour lui demander promptement des renforts ; puis il se hâta de provoquer le débarquement avec le concours de la division du brave Robert, qui l'attendoit dans le Marais. La flotte anglaise fournit ses chaloupes, et le débarquement commença le 2 juin. Mais déjà Travot, fidèlement instruit des dissensions qui régnoient parmi les chefs roya-

listes, s'avançoit avec confiance conduisant une colonne de douze à quinze cents hommes, à travers, pour ainsi dire, les trois corps Vendéens qui abandonnoient leur général en chef. M. d'Autichamp reprenoit la route de l'Anjou; MM. de Sapineau et de Suzannet se portoient à Touvois, où ils furent joints par M. de Malartic qui leur fit verbalement l'ouverture de sa mission pacifique. Les deux divisions royalistes se mirent aussitôt en marche pour rentrer dans leurs cantonnemens. La colonne de M. de Suzannet, dont le comte Duchaffault commandoit l'avant-garde, se dirigeoit vers la forêt de Touvois, par Vieillevigne, quand un cavalier vendéen vint avertir au galop que l'ennemi n'étoit plus qu'à une demi-lieue de la forêt. C'étoit Travot, sortant de Nantes, et qui marchoit sur Legé pour aller combattre le marquis de Larochejaquelein. M. Duchaffault va lui-même à la découverte, reconnoît l'exactitude du rapport, et envoie M. de Marans à M. de Suzannet pour le prévenir que l'ennemi est là; qu'il peut l'attaquer avec des forces supérieures, et l'obliger de mettre bas les armes. « Dites à Duchaffault, répond » M. de Suzannet, en présence des envoyés de » Fouché, que je n'attaquerai pas, et qu'il

» faut prendre une autre route(1). » — « M. Du-
» chaffault, réplique M. de Marans, m'a chargé
» de vous dire que la Providence mettoit cette
» colonne entre vos mains, et qu'il étoit facile
» de l'enlever. » (Travot avoua depuis (2) qu'il ne s'étoit jamais vu dans une position plus critique). Détournant son cheval sans répondre, M. de Suzannet fit prendre une autre direction à ses soldats. M. de Marans rejoint M. Duchaffault, et après lui avoir rendu compte du peu de succès de sa mission, il lui propose d'attaquer. M. Duchaffault, cédant à sa propre impulsion, et à l'élan de toute l'avant-garde, forte seulement de quatre cents hommes, espérant d'ailleurs que la fusillade sera entendue, et qu'on ne le laissera pas seul aux prises avec l'ennemi, fond avec résolution sur l'arrière-garde de Travot, qui s'étoit remise en marche; il la poursuit jusqu'à Legé, et lui met cent hommes hors de combat; il ne se retire que lorsqu'il voit Travot détacher de Legé contre lui une force supé-

(1) Voyez la *Relation des événemens qui ont eu lieu dans la Vendée depuis le 27 mai jusqu'au 10 juin* 1815, par M. le général comte Gabriel Duchaffault.

(2) Le 2 juin, à Chollet, en présence de M. le comte Duchaffault.

rieure, et au moment même où il ne lui restoit plus aucun espoir d'être soutenu. Le lendemain Travot continua sa marche.

Instruit de son approche, le marquis de Larochejaquelein jeta une partie de la division du Marais dans les maisons de Saint-Gilles qui bordent la rivière, et envoya l'ordre à son frère de se retrancher à Saint-Hilaire, de couper le pont de Rié, et d'en défendre le passage si l'ennemi se présentoit sur ce point pour tourner la position. A peine l'avant-garde de Travot, commandée par le général Grosbois, est-elle entrée à Saint-Gilles, que la fusillade commence. Trois cents Vendéens du Marais, commandés par le brave colonel Nicolas, soutiennent l'attaque et défendent le passage de la rivière. Le combat se prolonge dans la nuit du 2 juin, et recommence le lendemain à la pointe du jour. Le général Grosbois, placé dans le clocher de Saint-Gilles, est aperçu et tué par un Vendéen au moment où, avec sa lunette d'approche, il examinoit les mouvemens des royalistes. De Croix-de-Vie le marquis veilloit sur tout. Les précautions étoient si bien prises, que, malgré la fusillade, le débarquement continuoit toujours. C'étoit un spectacle imposant. On voyoit, près de la côte, la flotte anglaise, composée du

Superbe, du fameux *Bellerophon*, et de plusieurs frégates, ayant à bord quinze mille fusils, douze pièces de canon, deux obusiers, des barils de poudre, de l'argent, et toute sorte d'équipages militaires destinés pour les royalistes. Les canots alloient et venoient, tandis que les Vendéens faisoient le coup de fusil, et que les matelots anglais se jetoient à la mer près du rivage, portant sur leur tête les caisses remplies d'armes. Arrivés sur la côte, ils embrassoient les Vendéens et les appeloient *braves Français ! braves royalistes !* M. Griffon, officier intelligent, étoit chargé de mettre à couvert le convoi si l'attaque devenoit générale et faisoit redouter une défaite.

Etonné de la ténacité des troupes de Travot à Saint-Gilles, le marquis soupçonna, avec raison, que la colonne principale se porteroit sur Rié, dans la vue de forcer le passage et de tourner la position de Croix-de-Vie. Il se décide alors à faire cesser le débarquement, et à marcher au-devant de l'ennemi. Le convoi, divisé, file aussitôt dans le Marais, une partie par la route de Saint-Hilaire, l'autre par celle de Saint-Jean-Monts. En soutenant jusqu'à la nuit le feu de l'avant-garde de Travot, à Saint-Gilles,

la division du Marais lui dérobe ce mouvement rétrograde. Le marquis arrive dans la soirée du même jour (3 juin), à Saint-Jean-de-Monts, avec la division de son frère : là il apprend qu'en effet une forte colonne s'avance sur lui pour le combattre; elle étoit commandée par le général Estève, qui, le lendemain, à la pointe du jour, se porte, à la tête de ses troupes, au pont des Mathes. L'ordre est aussitôt donné aux royalistes d'aller l'attaquer; la division du Marais, en queue, après l'avoir tourné, et la division de M. Auguste de Larochejaquelein de front et sur les flancs. On se met en marche. A peine les éclaireurs annoncent que l'ennemi est en vue, que le marquis fait lui-même les dispositions du combat; mais, poussés par une ardeur irrésistible, les Vendéens se portent avec une telle rapidité en avant, que les officiers peuvent à peine les suivre au grand trot. Arrivés à une demi-portée de fusil, les royalistes se retranchent dans les fossés, et le feu s'engage aussitôt avec un acharnement tel que trois fois le général Estève, formant sa colonne d'attaque, fond sur les vendéens la baïonnette au bout du fusil, et trois fois il est repoussé. A leur tour les Vendéens s'avancent de retranchement en retran-

chement; mais, arrivés dans la plaine, à vingt-cinq pas de l'ennemi, au lieu de l'aborder ils continuent seulement leur feu. Le général Estève, s'apercevant qu'il va être tourné et attaqué par la division du Marais, et qu'il n'a pas un moment à perdre, fait un dernier effort et fond sur le centre des royalistes pour s'ouvrir un passage : le centre plie, les ailes faiblissent, et la déroute des Vendéens commence malgré les efforts de leurs chefs. Le marquis de Larochejaquelein, qui vient d'avoir un cheval blessé au milieu du feu, se jette aussitôt sur un autre, et, apercevant au loin les Vendéens du Marais qui arrivoient à son secours, il charge le lieutenant-général Canuel d'arrêter les fuyards près d'un bouquet de bois, tandis que son frère s'efforce de maintenir l'aile gauche; lui, prenant son chapeau à la main, crie à ses soldats de se rallier; que l'ennemi est perdu, que leurs camarades du Marais vont commencer l'attaque. Entraîné par son ardeur, par le désir de rétablir le combat, il va reconnoître lui-même l'ennemi, qui s'avançoit en bon ordre et gagnoit du terrain; il pousse son cheval et se place sur un tertre, à si peu de distance, qu'il est reconnu. Le lieutenant Lupin, à la tête des gendarmes de Paris,

commande et dirige aussitôt sur lui le feu de sa troupe. A la première décharge le cheval du marquis est tué, et lui-même, atteint d'une balle dans la poitrine, tombe, fait sa prière et expire. Les buonapartistes courent sur lui, le dépouillent et enlèvent ses papiers. A ses côtés venoit aussi d'être frappé à mort le jeune Digne, à peine âgé de quinze ans, qui l'avoit constamment suivi au milieu du feu. Enfin, son frère Auguste fut blessé à quinze pas de l'ennemi dans le même combat, après avoir perdu son cheval. Quelques minutes de plus et la diversion des paysans du Marais eût tout sauvé. Ceux-ci, prenant à revers l'ennemi vainqueur, l'attaquent à leur tour avec intrépidité. Un nouveau combat recommence sur ce même champ de bataille : deux fois le général Estève prend position, et deux fois il en est chassé; il s'éloigne enfin, toujours harcelé par les royalistes, jusqu'à Saint-Hilaire de Riez, n'ayant pu s'emparer que de deux voitures qui faisoient partie du convoi de débarquement. On fit monter les pertes de sa colonne à quatre cents hommes hors de combat. Les Vendéens eurent peu de morts, mais un assez grand nombre de blessés.

Tel fut le combat des Mathes où finit, à

trente-huit ans, le frère du héros de la Vendée, digne comme lui d'y figurer pour la même cause, et comme lui victime de trop de témérité. Absorbés dans la douleur la plus profonde, ses officiers et ses soldats avoient repris la route du Bocage, ne voulant plus rester dans le Marais; tantôt se reprochant à eux-mêmes la mort de leur général, tantôt l'imputant à ses compagnons d'armes, qui l'avoient abandonné. Mais une si belle cause n'étoit pas universellement délaissée : des secours arrivoient de deux côtés différens. M. le comte Duchaffault, répondant à l'appel du marquis, avoit rassemblé à la hâte trois mille hommes, et marchant de Vieillevigne à Saint-Christophe, se faisoit précéder par un courrier annonçant qu'un renfort alloit soutenir le débarquement. Le courrier étoit à peine parti, qu'une vingtaine de Vendéens blessés viennent attester leur déroute, leur retraite et la mort du général. Un autre secours, plus touchant, arrivoit du Poitou, conduit par M^lle^ Lucie de Larochejaquelein. Informée, par les lettres de ses frères, qu'ils étoient abandonnés à eux-mêmes, M^lle^ de Larochejaquelein étoit montée à cheval, avoit parcouru les paroisses de son arrondissement et rassemblé deux mille hommes,

qu'elle avoit animés par cette courte harangue : « Mes amis, ma famille ne vous a jamais trom- » pés; mon frère Henri est mort en combattant » pour vous ; aujourd'hui que mon frère Louis » est à votre tête, l'abandonnerez-vous ? » — » Allons, s'étoient écriés ces braves Poitevins » émus jusqu'aux larmes, allons sauver notre » général; » et ils s'étoient mis en route, se dirigeant sur les Herbiers. Bientôt les éclai- reurs rencontrent le brave Duperat, détaché avant la mort du marquis au-devant du ren- fort, pour presser sa marche. Cet officier de- mande aux Vendéens où ils vont. « Nous allons » au secours de nos frères, disent-ils, avec notre » général, mademoiselle Lucie de Larocheja- » quelein. » En effet, la colonne s'avançoit. M. Duperat aperçoit l'héroïne à cheval, à la tête des braves qu'elle avoit elle-même rassemblés. Elle veut lui céder le comman- dement : « Non, non, répond Duperat, » dans l'admiration, je vous suis, et vous » obéirai. » On marchoit à grands pas. En arrivant aux Herbiers, M^lle de Larochejaque- lein apprend que l'armée de son frère a quitté le Marais pour rentrer dans ses canton- nemens ; la nouvelle de cette marche rétro- grade fait sur elle une impression terrible ; elle

en est accablée, ne doutant plus du malheur de sa famille. Un courrier survient et lui apprend la mort du marquis : tout le monde s'arrête pour donner un libre cours à la plus profonde douleur. Peu d'heures après parut M. Auguste de Larochejaquelein, avec les débris de son corps d'armée. On rentre à Saint-Aubin de Beaubigné, où les gémissemens se mêlent aux chants lugubres. Les regrets étoient universels; on déploroit à la fois et une infortune particulière et un désastre public. Quel malheur, disoit-on, que la colonne de Travot n'ait pas subi à Legé la destinée que sembloit lui avoir préparée la France royaliste; le débarquement se seroit effectué sans obstacle ; le corps d'armée de Larochejaquelein n'auroit pas été enfoncé; enfin, à dix-huit mille Vendéens déjà réunis dans le Bas-Poitou par une marche combinée, se seroient joints tous ceux qui couvroient alors les routes pour venir se ranger sous leurs drapeaux. Un tel élan, des cris de victoire, eussent donné à la Vendée, à l'ouverture de la campagne, une consistance telle que la cause du roi ne se bornant point à un triomphe d'opinion, eût au moins balancé dans l'intérieur, par la force des armes, la cause de l'usurpateur.

Au contraire, les défiances, les récriminations, les accusations réciproques, aigrirent et divisèrent la Vendée au moment où cette noble confédération étoit si nécessaire aux intérêts de la monarchie. « Quoi ! s'écrioient les partisans de la » légitimité, l'esprit d'indépendance a donc ga- » gné aussi les royalistes comme les révolution- » naires ! O Vendéens ! le parti que vous avez à » combattre se proclame *un et indivisible*, et » il est vrai de dire que c'est dans cette unité » qu'il a trouvé sa force; il faut donc lui en » opposer un qui soit *indivisible* aussi. Mais si » vous rivalisez de prétentions; si vous ne vous » montrez pas animés de ce généreux oubli de » soi-même qui enfanta les prodiges qui illus- » trèrent la première Vendée; si vous ne ban- » nissez pas de vos cœurs jusqu'à l'ombre » même de la jalousie; si vous êtes accessibles » aux fatales intrigues qui amènent la désunion » et provoquent la discorde, alors jamais vous » n'aiderez à relever l'édifice de la monarchie. » Quelques prodiges de courage que vous fas- » siez éclater, si vous vous laissez entamer par » l'intrigue, tous vos efforts ne serviront qu'à » hâter le moment où vous viendrez grossir la » foule des esclaves de cet homme à qui le défaut » d'union et la foiblesse de ses adversaires auront » remis le sceptre de l'Europe dévastée. »

Telles étoient les amères réflexions que faisoient naître les dissensions et les infructueux efforts des Vendéens.

Paralysée dans son début, amortie dans ses résultats, la guerre civile de l'Ouest n'étoit pourtant pas éteinte; elle attestoit au moins que l'usurpateur étoit aux prises contre un parti royaliste armé : cette lutte laissoit l'opinion indécise sur la solidité de l'usurpation. Déjà même un événement plus éclatant, plus décisif, un coup plus sensible, préludoit à une grande et prochaine catastrophe : Buonaparte venoit d'être vaincu dans Murat.

L'entreprise de ce soldat couronné, sur toute la haute Italie, avoit fait naître parmi les révolutionnaires de folles espérances; tous l'avoient considérée comme l'heureux présage de leur soudain triomphe dans toutes les parties de l'Europe, ne doutant plus que l'embrasement qu'ils venoient d'allumer n'entraînât la ruine prochaine des anciennes dynasties, et des vieilles institutions. « Puissent les rois être frap-» pés, disoient-ils, des dispositions des peuples » et de l'état moral de l'Europe! Les esprits et » les intérêts y sont partout divisés; deux partis » y sont partout en présence : l'un défend les » maximes gothiques, les races royales et les

» anciennes possessions; l'autre, plus entrepre-
» nant, plus énergique, proclame l'entière li-
» berté des nations, et veut le maintien des
» possessions récentes, acquises par la valeur,
» consacrées par des lois et des traités. Mille in-
» dices déposent que cet arbre de liberté, plein
» de sève et de jeunesse, a poussé dans toute
» l'étendue de l'Europe de profondes racines.
» Déjà au bruit d'une lutte générale, la Saxe
» disloquée frémit, et la Pologne s'indigne de
» porter des chaînes. Les militaires saxons,
» belges et hollandais se rappellent, avec en-
» thousiasme, qu'ils ont servi glorieusement
» sous les drapeaux de Napoléon, dont ils
» célèbrent le retour. Les habitans de la rive
» gauche du Rhin se munissent de cocardes
» françaises. En Prusse, comme en Allemagne,
» les idées généreuses dominent; on y désire
» une constitution libérale. L'opinion même
» du peuple anglais est tout-à-fait contraire à
» une guerre offensive dirigée contre la liberté
» des nations. Si nous portons nos regards au-
» delà des Pyrénées, nous verrons le parti des
» libéraux opprimé, et prêt à confondre ses
» intérêts dans ceux des peuples libres. Que
» dirons-nous de l'Italie, appelée à l'indépen-
» dance par un prince dont les plus graves

» motifs viennent d'armer le bras? Reconnu » comme l'égal des rois de l'Europe, tant que » les rois ont eu besoin de son armée, Joachim » Napoléon n'a été regardé depuis que comme » un intrus, un roi roturier, dont l'existence » menaçoit toutes les couronnes : il s'aperçoit » enfin qu'il ne peut trouver de salut que dans » son épée et dans la liberté de l'Italie. »

En effet, arborant le premier l'étendard de la guerre, Murat s'étoit présenté pour envahir la haute Italie au moment même où Napoléon se ressaisissoit de la France, tant les deux entreprises se confondoient dans un intérêt commun! Les premiers événemens du 20 mars, faisant naître au-delà des Alpes des sentimens de crainte ou d'espérance, on vit Murat voiler encore ses desseins, et se borner à faire occuper l'Etat pontifical par deux divisions de son armée. Rome fut subjuguée de nouveau, et Pie VII, en proie à de nouvelles vicissitudes, courut se réfugier au milieu des troupes anglaises. Jetant bientôt le masque, Joachim, dès le 14 mars, annonce emphatiquement que l'armée napolitaine va remplir de *grandes destinées*. Il ordonne la mise en activité des gardes nationales; nomme régente la reine son épouse; diminue d'un tiers les impôts, et quit-

tant Naples, arrive, le 19 mars, à Ancône pour presser ses préparatifs; il y établit son quartier-général. Réglant sa conduite sur les progrès de Buonaparte, il reprend le surnom de Napoléon dès que la trahison de Ney lui est connue, et fait répandre dans son armée la proclamation du golfe Juan. A peine est-il instruit que Paris est au pouvoir de son beau-frère que, sans déclaration préalable, il commence les hostilités contre les postes autrichiens dans la légation. Le lendemain (1) il publie, à Rimini, un manifeste qui appelle les Italiens à l'indépendance. « Vous avez été jadis les » maîtres du Monde, leur dit-il, et vous avez » expié cette gloire dangereuse par vingt siècles » d'oppression. Mettez désormais votre ambi- » tion à n'avoir plus de maître. Des mers, des » montagnes inaccessibles, voilà vos limites. Il » s'agit de décider si l'Italie sera libre, ou si » vous parlerez encore long-temps le langage » de la servitude : je somme tous les braves de » venir combattre à mes côtés..... »

En faisant retentir au milieu des Italiens le cri séducteur de l'*indépendance*, Murat se flattoit que les mécontens de la Lombardie, de

(1) 31 mars.

Gênes et du Piémont viendroient se ranger sous ses drapeaux ; qu'ils lui ouvriroient l'accès de la Haute-Italie, et le mettroient en communication directe avec les troupes dont Napoléon lui avoit promis le concours. Se mettant lui-même à la tête de son armée, forte de quarante mille hommes d'infanterie et de huit mille chevaux, Murat la divise en cinq colonnes, menace à la fois Modène, Reggio, Ferrare, Plaisance et toute la ligne du Pô, tandis qu'une de ses divisions filoit en Toscane par les Apennins. Attaquée à l'improviste, et n'ayant point encore ses renforts, l'armée de l'empereur d'Autriche se mit d'abord en défense; elle occupa les positions voisines du fleuve, manœuvrant pour couvrir Plaisance et Ferrare. Déjà l'armée Napolitaine étoit entrée à Bologne, et marchoit sur la route de Modène. Le 4 avril, elle emporta, après une vive attaque, la position sur les bords du Panaro, qui couvroit la ville, et força le corps autrichien sous les ordres du général Bianchi de battre en retraite : le même jour, Murat fit en pompe son entrée publique à Modène, et le surlendemain un autre corps de son armée pénétra à Florence.

Au bruit de ces avantages remportés au nom de la liberté, les révolutionnaires d'Italie s'é-

murent; ceux de Bologne firent éclater un grand enthousiasme. Partout on signoit et on propageoit des adresses brûlantes de civisme, qui se terminoient par ces cris de ralliement: *Vive l'indépendance italienne! Vive Joachim l'Italique!* Maître de Rome, de Bologne, de Modène, de Reggio et de Florence, Murat s'occupe immédiatement de l'organisation politique de ses nouvelles conquêtes, et s'efforce de soulever l'Italie septentrionale. Plusieurs villes au-delà du Pô étoient dans une agitation extrême : Brescia se prononçoit pour l'indépendance, tandis que Bologne envoyoit partout des députations pour former un pacte fédératif.

Les souverains alliés parurent redouter d'abord ce soulèvement : l'Autriche même expédia un négociateur habile chargé de porter à Murat la promesse de le maintenir dans sa possession s'il vouloit entrer franchement dans la ligue européenne; mais en même temps elle pressoit la marche de ses renforts. L'imprudent Joachim, qui déjà se croyoit l'arbitre de l'Italie, répondit: « Il est trop tard; l'Italie » veut être libre; elle le sera. » François II, plein de confiance dans le nombre de ses troupes, et dans son étroite union avec les puis-

sances de l'Europe, fit déclarer à Murat, par une notification du 10 avril, « qu'il abandon-» noit désormais la décision de cette guerre » à la seule force des armes. » Bientôt les hostilités prirent une nouvelle face.

Les opérations de Joachim du côté du Tarô n'étoient que simulées. Tandis que des têtes de colonnes faisoient une fausse attaque sur Crémone et sur Casal-Maggiore, une partie de l'armée napolitaine se dirigeoit sur Ferrare. Ce plan étoit habilement conçu : il consistoit à se rendre maître du bas Pô, à couper les communications de l'armée autrichienne, et à provoquer à l'insurrection les peuples de la Lombardie et du pays vénitien. Mais une sage Providence en avoit décidé autrement. La précision des manœuvres du général Bianchi fit échouer tous les plans de Murat.

Il avoit trop étendu sa ligne d'opérations, et ne put réunir autour de Ferrare une masse de forces suffisante. Le 19 avril, les Autrichiens, prenant l'offensive, furent vainqueurs à Occhio-Bello. Les Napolitains, menacés alors sur leurs flancs, repassèrent en hâte la Secchia, et se replièrent sur Bologne. Le mouvement rétrograde de Murat s'effectua sur toute sa ligne, et son armée, qu'une exaltation factice ne pouvoit plus soutenir contre un premier échec,

rentra précipitamment dans les Marches. La division du général Neipperg la suivit de près, tandis que le général Bianchi, avec les troupes d'élite, se portoit de Bologne sur Foligno, pour barrer au roi de Naples la route de sa capitale. Arrivé deux jours plutôt sous les murs de Ferrare, Joachim eût passé le Pô, et l'Italie entière eût été en feu; des places fortes, des armées, peut-être, lui eussent été livrées. Napoléon, s'appuyant sur cette diversion puissante, se seroit dirigé vers les Alpes, d'où il eût donné la main à Murat; peut-être même se seroit-il emparé de la Suisse devenue la clef de la France; enfin l'Autriche, forcée de porter son attention sur ce vaste incendie, n'eût plus offert à la coalition que des secours foibles et douteux. La promptitude de ses armemens suffit pour anéantir de si vastes projets. Ses troupes arrivoient en poste, inondoient l'Italie, et ses généraux déployoient une vigueur et des talens dignes d'une lutte si décisive. Voyant ses hautes espérances évanouies, Joachim abandonné par Napoléon, qui, au lieu de soldats, lui envoyoit un ambassadeur (1), expédia un parlementaire au général Neipperg, pour lui demander un armistice.

(1) Le lieutenant-général Belliard.

La réponse du général autrichien fut un refus positif d'interrompre le cours de ses opérations.

Déjà les têtes de colonnes du corps d'armée du général Bianchi, parties de Foligno, harcelaient les Napolitains dans toutes les directions. La division Carascosa, poussée par l'avant-garde autrichienne, s'étoit retirée sous les murs d'Ancône, que les Autrichiens bloquèrent presque aussitôt. Murat accélèra sur-le-champ sa marche, pour combattre séparément le général Bianchi. Les deux armées se rencontrèrent, le 2 mai, près de Tolentino. Deux batailles, ou plutôt deux tentatives de batailles, l'une à Tolentino, l'autre à Macerata, décidèrent du sort de Murat: aucune de ses attaques ne put réussir, ses soldats refusant d'aborder les positions des Autrichiens: ni son exemple, ni l'opiniâtreté de son courage, ni l'excès de son désespoir, ne purent les décider. Le général Bianchi manœuvrant avec habileté, prit lui-même l'offensive, et les Napolitains furent mis dans une déroute complète. Mais, soit à Tolentino, soit à Macerata, les deux partis n'eurent point à regretter une perte d'hommes proportionnée aux suites de ces deux journées. Les Napolitains ne tirent plus nulle part; des corps entiers mirent bas les armes ou se

dispersèrent dans les montagnes. Au milieu de l'affreux désordre qu'entraîne une armée qui se dissout dans sa fuite, Murat perdit son artillerie, ses caissons, ses munitions, sa caisse militaire et sa propre voiture : tout devint la proie des Autrichiens. Le Roi, pressé et débordé par des forces supérieures, s'enfuit le long des côtes de l'Abruzze avec une poignée de Français, de Lombards et de Corses. Les Autrichiens, déjà maîtres de Rome, mirent le pied sur le territoire de Naples, résolus de ne point traiter avec Murat. Un de ses négociateurs venoit d'être renvoyé de Trieste sans réponse, et l'armistice proposé de nouveau en son nom par le général Millet de Villeneuve, fut rejeté. Un traité d'alliance, offensive et défensive, étoit signé entre les cours de Vienne et de Palerme. Ainsi tout étoit perdu pour Murat : Naples alloit lui échapper. Poursuivi des rives du Pô jusqu'aux portes de Capoue, il arriva le 19 mai, à la chute du jour, dans sa capitale, ne ramenant, de toute une armée si brillante, que quatre lanciers de son escorte. La terreur étoit dans le palais, et le tumulte dans la ville. Murat, pâle et défait, se présente à la reine, et ne lui dit que ces mots : *Madame, je n'ai pu mourir.* L'ennemi vainqueur arrivoit aux portes de

Naples, refusant de comprendre la personne de Murat dans les négociations entamées pour la reddition de tout le royaume à Ferdinand IV, souverain légitime. Le lendemain 20 mai, Murat coupe ses cheveux, qu'il avoit coutume de porter longs et bouclés; il se revêt d'un habit gris, sans décoration, et gagne furtivement le rivage; une barque de pêcheur le passe à l'île d'Ischia, d'où il aborde un navire marchand qui l'attendoit à quelques lieues en mer. Sa femme, pour sauver ses richesses, se met sous la protection de la flotte anglaise, et obtient de s'embarquer avec sa suite, moyennant qu'elle livrera l'arsenal et les bâtimens de guerre. Son départ fut le signal, pour la populace de Naples, d'un redoublement de fureur, à laquelle la présence seule des Autrichiens put mettre un terme. Cependant l'idée d'une contre-révolution entière avoit porté l'épouvante dans l'âme des anciens partisans des Français. Une amnistie pleine et entière de la cour de Palerme rassura les esprits. Le vainqueur de Murat promit, dans une proclamation spéciale, l'irrévocabilité de la vente des biens nationaux, la conservation de l'ancienne et de la nouvelle noblesse; et il garantit le maintien de tous les emplois, de tous les appoin-

temens militaires et civils. Le prince Léopold, fils du roi, fit son entrée dans Naples, et l'ex-reine, Caroline Napoléon, put voir, de son vaisseau encore à l'ancre, les feux de joie qui signaloient la chute de son pouvoir. Tout le royaume, grâce aux efforts de l'Angleterre et de l'Autriche, rentra sous la domination de son légitime souverain.

Telle fut la catastrophe de Murat; en un clin d'œil il disparut de cette Italie où il avoit aussi convoqué son Champ-de-Mai. Il s'étoit fait illusion sur sa puissance; voulant garder sa couronne malgré tous les rois de l'Europe, il avoit fait la paix lorsqu'il auroit dû continuer la guerre, et fait la guerre lorsque tout lui prescrivoit la paix: aussi vit-il son armée se dissoudre dans un simulacre de bataille, et son trône foudroyé par le canon de l'Autriche, sans avoir pu mourir, comme si sa destinée eût voulu le rendre témoin de la ruine entière de celui qui l'avoit fait roi. N'ayant plus ni couronne, ni armée, ni appui, Murat, après quatre jours de traversée, aborda (1) sur cette même plage de Cannes où quelques semaines auparavant Napoléon avoit lui-même débarqué. A peine fut-il

(1) Le 25 mai.

descendu à terre, avec une suite de trente personnes, qu'il se hâta d'expédier un courrier à Paris, où sa cause étoit déjà regardée comme perdue. Napoléon, frappé d'un si triste présage, et enfoncé alors dans se propre crise, interdit à Murat l'accès de sa capitale, ne pouvant se consoler d'avoir perdu en un moment toutes ses espérances sur l'Italie. Ainsi, les Alpes, du haut desquelles, secondé par Murat, son unique allié, il s'étoit flatté de menacer les rois ses ennemis, devenoient la partie la plus foible de ses frontières. Ces événemens auroient paru tenir du prodige s'il ne nous eût été réservé d'en voir de plus mémorables encore.

LIVRE XXXI.

Champ-de-Mai. — Ouverture des Chambres de Buonaparte. — Fortifications de Lyon et de Paris. — *Cri d'alarme.* — Organisation et répartition des armées françaises. — Concentration de l'armée du Nord. — Marche et position des armées alliées. — Plan de campagne de Buonaparte. — *Adresse des Chambres.* — Réponse de Buonaparte. — *Départ de sa garde.* — Formation du conseil des ministres. — *Déclaration de guerre à l'Europe*, présentée par Caulaincourt.

La Providence sembloit préluder à la catastrophe de Napoléon par celle de Murat. Les hommes du 20 mars dévoroient leurs inquiétudes, pour ne pas jeter l'alarme dans leur parti aux approches du Champ-de-Mai. Cette représentation théâtrale étoit renvoyée au 1^er^ de juin, malgré la diligence et le zèle de ses régulateurs. Toute la famille Buonaparte, fuyant l'Italie, sembloit s'y être donné rendez-vous. La dame Lætitia, le cardinal Fesch et l'ex-roi Jérôme, avoient précédé Murat de trois jours aux rivages de Cannes. A l'imitation de son

frère Lucien, qui s'étoit installé au Palais-Royal, l'ex-roi Joseph venoit de s'établir au Luxembourg, tant cette famille s'étoit accoutumée aux demeures des rois et des princes! Le seul Louis Buonaparte, insensible aux honneurs qui l'appeloient à Paris, ne daigna pas quitter son exil volontaire. Quant à Murat, un ordre formel l'enchaînoit dans sa retraite de Toulon; sa présence au Champ-de-Mai eût été d'un trop sinistre augure.

Quel étoit donc ce Champ-de-Mai? faisoit-il revivre ces assemblées féodales où le monarque, entouré des grands vassaux de sa couronne et des chefs du clergé, délibéroit sur les affaires de l'Etat? Une réunion d'électeurs obscurs, qu'il plaisoit à Napoléon de considérer comme les représentans des Français, offroit-elle quelque analogie avec ce concours imposant de feudataires qui, dans les premiers temps de la monarchie, venoient discuter leurs droits en présence de leur suzerain? Il étoit au moins bizarre d'emprunter au régime féodal, contre lequel on s'efforçoit d'inspirer au peuple une haine féroce, l'une de ses formes les plus solennelles. Ainsi, à la faveur d'une dénomination empruntée, Napoléon alloit offrir aux Parisiens un nouveau spectacle où l'on ne s'occuperoit de rien moins

que d'une organisation politique. Il lui étoit facile d'entourer le despotisme militaire d'un simulacre de représentation nationale; d'entasser à ce bivouac de Mai une tourbe de soldats, de matelots, de fédérés, de régicides, de juges prévaricateurs, de prêtres parjures qui, par son ordre, alloient usurper le nom sacré de nation comme il avoit usurpé le titre auguste d'empereur, sans daigner attendre aucun suffrage. L'objet spécial de l'assemblée extraordinaire du Champ-de-Mai consistoit à accepter *par acclamation* l'acte additionnel. Cette représentation théâtrale devoit produire de l'effet, en présentant l'étalage d'une grandeur artificielle, savamment calculée pour frapper les sens et enflammer l'imagination. Déjà les députés des colléges électoraux, restés presque déserts pendant les élections, accouroient de leurs départemens pour y assister. Chaque députation trouvoit dans Paris un local qui lui étoit assigné; et toutes étoient successivement réunies chez le ministre de l'intérieur, dans des dîners splendides où rien n'étoit oublié pour faire naître l'enthousiasme en faveur de Napoléon. Une assemblée centrale des électeurs, établie au Palais Bourbon, procéda au prétendu recensement général des votes, et moyennant des

calculs faits d'avance par les commis du ministre, elle trouva que l'acte additionnel avoit été accepté à une immense majorité.

Déjà le théâtre étoit monté au Champ-de-Mars, le dais suspendu et le trône dressé pour l'usurpation, comme l'autel pour le sacrilége. Une enceinte semi-circulaire et couverte, où dix-huit mille personnes pouvoient rester assises, faisoit face au trône adossé au grand balcon de l'Ecole Militaire : vis-à-vis s'élevoit un autel. L'entablement de la rotonde offroit les noms des quatre-vingt-sept départemens, entremêlés d'aigles impériales et entrelacés de guirlandes tricolores. Le 1er juin, le son des cloches et le bruit des tambours annoncèrent la cérémonie. Cinquante mille hommes, de toutes armes, couvrirent l'intérieur du Champ-de-Mars, et deux cent mille spectateurs vinrent inonder les tertres circulaires qui le limitent. Les électeurs se placèrent dans l'enceinte, aux bancs qui leur étoient assignés. Le cortége impérial s'étoit mis en marche, au bruit du canon et des fanfares, et Napoléon, vêtu d'une tunique et d'un manteau de velours nacarat, se dirigeoit, avec tout l'appareil de son ancienne puissance, vers l'Ecole Militaire. C'est là que l'attendoient les acteurs de la cérémonie, dans la

plus magnifique tenue, spectateurs et soldats, rangés comme un orchestre pour exécuter le chœur d'acclamations et la prestation du serment. Les ministres, les grands, les maréchaux du nouvel empire, parmi lesquels se faisoient remarquer Masséna, Ney, Soult, Lefebvre, Kellermann, Moncey, Serrurier, vinrent couvrir les marches du trône, tandis qu'un plus petit nombre de prélats se rangeoit sur les marches de l'autel. Buonaparte apparut, avec ses trois frères qui étoient vêtus d'une tunique et d'un manteau de velours blanc, parsemés d'abeilles d'or. Des pages, des chambellans, des officiers d'ordonnance et des aides-de-camp, suivoient et complétoient le cortége. A la fois l'auteur et le principal acteur de la scène qu'il avoit disposé, de son cabinet, Buonaparte alloit faire parler tous les interlocuteurs. A peine est-il assis, que la cérémonie s'ouvre par une invocation au Tout-Puissant pour qu'il bénisse et fasse prospérer l'œuvre de l'imposture et de la trahison. Un homme, remplissant les fonctions vénérables d'archevêque (M. de Barral, archevêque de Tours), n'hésite pas de rompre un serment de foi et hommage à son souverain légitime, en priant publiquement pour l'usurpateur. Après cette

profanation du ministère ecclésiastique, le grand-maître des cérémonies amène au pied du trône la commission centrale des colléges électoraux. L'orateur, le sieur Dubois, d'Angers, chargé de porter la parole, avoit été choisi à cause de la force de ses poumons. Organe des électeurs, et se disant l'interprète de la nation entière, le sieur Dubois adresse à Buonaparte et à l'Europe une harangue respirant l'insulte et la menace aux puissances alliées.... « Nous ne voulons point, dit-il en » substance, nous ne voulons point du chef » que veulent pour nous nos ennemis, et nous » voulons celui qu'ils ne veulent pas..... La » haine de nos ennemis ajoute à notre amour » pour vous.... La nation tout entière se lève » pour la guerre : elle est prête à vous dégager » des efforts trop modérés, peut-être, que » vous avez faits pour épargner à l'Europe » un nouveau bouleversement. » L'assemblée applaudit, et les cris de *vive la nation ! vive l'empereur !* se firent entendre.

Peut-être quelques passages de cette harangue, relevés par les mots de *patrie*, de *territoire*, *d'indépendance nationale*, se seroient-ils fait jour à travers les partis les plus opposés, pour arriver à tous les cœurs français et à

toutes les âmes nobles, si on avoit pu croire l'intégrité de la France et son indépendance menacées; mais il étoit visible que le seul intérêt de Buonaparte et de ses complices engageoit la nation dans une lutte inégale. Ainsi, le Champ-de-Mai ne laissoit plus aucune voie ouverte à la conciliation, et ne justifioit que trop, de la part de l'Europe, son recours aux armes. L'archi-chancelier Cambacérès, ayant proclamé le résultat des votes, Napoléon ordonna au chef des hérauts d'armes d'annoncer que l'acte additionnel étoit accepté par le peuple. Le prince Joseph, en qualité de grand électeur, présenta l'acte à Napoléon, qui prit alors la parole : « Empereur, soldat, consul, je tiens tout » du peuple, dit-il. » Puis il parla de son dévouement pour la France, et, se comparant à Codrus, ajouta qu'il s'étoit sacrifié pour son peuple comme ce roi d'Athènes, et qu'il opposoit à la rage impuissante de ses ennemis l'amour des Français..... Un prélat, officiant à l'autel (M. Fallot de Beaumont (1), archevêque de Bourges), vint lui présenter, à ge-

(1) Successivement évêque de Gand et de Plaisance, pair de France à la suite de Buonaparte, et son premier aumônier, faisant fonction de grand aumônier, ainsi qu'il est qualifié dans le procès-verbal du Champ-de-Mai.

noux, le livre des Evangiles, sur lequel il déposa un parjure de plus (1). Quittant son manteau, il s'avança vers une estrade au milieu du Champ-de-Mars, distribua des aigles dorées à la garde nationale, aux troupes de ligne; et fit défiler devant lui les pères de famille, les époux, et les jeunes gens qu'il envoyoit au carnage pour soutenir son usurpation.

Tel fut le Champ-de-Mai. Napoléon y parut distrait, contraint, soucieux, avec un maintien sans dignité et un regard plein d'inquiétude. On l'avoit vu rester constamment la tête couverte en présence de ceux qu'il qualifioit de représentans de la nation, de même lorsqu'il avoit prêté son serment, comme s'il eût voulu braver à la fois le ciel et la terre. Cette cérémonie laissa dans tous les cœurs une impression de tristesse et d'alarme.

« Quoi! c'est là ce qu'on appelle un Champ-» de Mai! Ce n'étoit pas la peine d'en faire un si » grand bruit pour ne nous donner que cela. » Telles étoient les paroles qui s'échappoient de la bouche du peuple qui se reportoit vers Paris.

(1) Il prêta sur les saints Evangiles le serment d'*observer et de faire observer les constitutions de l'empire*.

On étoit las de représentations théâtrales et de déclamations; le peuple vouloit attendre désormais les événemens au lieu de les provoquer.

Les ennemis de Napoléon, s'élevant avec force contre cette profanation politique, attaquèrent les résultats du scrutin. L'homme qui se vantoit d'avoir été nommé empereur par quatre millions de citoyens, ne pouvoit plus présenter cette fois qu'un million de votes, abstraction faite de ceux de ses soldats qui étoient radicalement nuls. Mais qui avoit présidé à la formation du scrutin général ? qui en avoit fait le dépouillement ? qui avoit compté les voix et les avoit proclamées ? Cambacérès, ce scrutateur universel, si connu par tous les genres de dextérité. Ainsi, malgré tous les moyens d'intrigue et de corruption; malgré le mouvement frénétique donné aux passions de toute espèce, qu'avoit-on constaté ? Que sur dix-neuf mille électeurs, un tiers s'étoit déclaré pour Napoléon, et que sur huit millions de Français appelés à voter, un million seulement avoit donné son acceptation formelle, y compris les employés et les fonctionnaires; ceux-ci n'avoient envie que de conserver leurs places. Il restoit onze départemens dont on n'avoit pas le relevé; et on osoit promulguer, comme loi

consentie par tous, un acte sur lequel on avouoit que onze départemens, c'est-à-dire le huitième de la France, n'avoient encore adressé ni un seul mot ni un seul vote.

Sous un point de vue plus grave, la cérémonie du Champ-de-Mai étoit de nature à attirer sur la France tous les maux de la guerre en la montrant complice de la violation des traités, et en forçant l'Europe de ne voir en elle qu'une ennemie incurable. Si, au lieu de proclamer de nouveau Napoléon que l'Europe entière réprouvoit, les hommes qui venoient s'offrir comme les représentans de la nation eussent contraint l'usurpateur à descendre du trône, peut-être eussent-ils préservé la France.

Si l'on en croit un écrit sur les événemens de cette époque (1), les chefs du parti révolutionnaire firent insinuer à Napoléon que son Champ-de-Mai pouvoit devenir l'occasion d'un sacrifice sublime; s'il se décidoit à signer devant les représentans de la nation française une abdication volontaire qui, dans tous les âges, seroit pour lui la source d'une gloire immortelle; qu'autrement sa couronne et sa vie deviendroient le prix de la paix.

(1) Relation de miss Williams.

Mais cette assertion est trop vague pour qu'on puisse y ajouter foi; elle contredit d'ailleurs l'aveuglement et la perversité des adhérens de Buonaparte qui étoient loin d'admettre la nécessité d'un pareil sacrifice; et lui-même eût été incapable de s'y prêter avant d'avoir tenté le sort des armes. Pressé par l'Europe entière, et presque sans espérance, pour peu qu'il comparât ses forces à celles de tant d'ennemis conjurés contre son pouvoir, il n'en persista pas moins à régner et à se défendre. Il lui restoit à mettre en action sa nouvelle forme de gouvernement. Quelles en étaient les bases? Une chambre des pairs créée par lui, et une chambre des représentans élue au milieu du tumulte et d'une guerre civile. Jamais il n'exista d'amalgame plus déplorable. Dans le système d'égalité proclamé par Napoléon, la création d'une chambre des pairs héréditaires étoit, aux yeux des républicains et des démocrates, une inconséquence révoltante. Substituer au nom de *sénat*, hautement réprouvé, celui de *chambre des pairs*, création toute royale, ne suffisoit pas pour relever la chambre haute de l'usurpateur. C'étoit toujours son ancien sénat sous un autre nom; c'étoient les mêmes hommes qui avoient proclamé tour à tour la déchéance du

tyran et son retour de l'île d'Elbe, les constitutions de l'empire et celle du roi, les douceurs de l'égalité et les priviléges de la noblesse; qui, toujours prêts à encenser le vainqueur et à accuser le vaincu, osoient invoquer la nécessité pour justifier leurs honteuses désertions. Sur les cent seize pairs de la création de Buonaparte, on comptoit quarante-deux militaires qui, presque tous, avoient figuré au 20 mars; on y voyoit associés à l'usurpation des royalistes de l'ancienne monarchie, des grands seigneurs de la cour de Louis XVI, mécontens de la cour de Louis XVIII, siégeant à côté de ces fameux régicides qui les avoient proscrits jadis ainsi que leurs familles; qui avoient fait périr leurs pères et confisqué leurs biens. En un mot, la pairie conférée par Napoléon fut regardée généralement comme le prix du dévouement absolu à sa personne. Le corps entier des pairs étoit tout prêt, disoit-on, à suspendre, à anéantir au besoin l'acte additionnel, et à paralyser les efforts de la chambre des représentans, qui, n'ayant pas dans son sein une majorité de courtisans et de soldats, devoit se montrer moins docile aux volontés d'un maître. A d'autres égards, sa composition n'en étoit pas plus rassurante: nommée par la minorité des

corps électoraux, et à un seul degré d'élection, elle étoit toute démocratique. On y voyoit figurer d'anciens révolutionnaires décriés, des agens de la police, des hommes nouveaux qui cherchoient l'anarchie pour sortir de l'obscurité; mais aussi quelques républicains honnêtes, et plusieurs citoyens qui, s'appuyant sur une considération acquise par une vie pure et des talens distingués, se flattoient de lutter contre les maux qu'on préparoit à la France. Qu'espérer toutefois d'une chambre qui ne comptoit, dans la totalité de ses membres, qu'un douzième de propriétaires de terres; elle ne pouvoit manquer de se montrer ennemie irréconciliable de la légitimité, et commencer le combat entre l'empire et la démocratie.

Ce fut sous ces auspices que, le 8 juin, l'usurpateur faisant l'ouverture de la session, dit aux deux chambres assemblées qu'il venoit commencer la monarchie constitutionnelle; qu'à l'égard des puissances, il ne vouloit que les stipulations du traité de Paris et la paix avec le monde entier..... Puis, exhortant les pairs et les représentans à ne pas survivre au déshonneur, il leur recommande d'être décidés à mourir, et d'assurer par leur mort le triomphe de ce qu'il appelle la cause sainte de la patrie.

On s'aperçut qu'en perdant le ton et l'esprit de commandement, il étoit tombé au-dessous de lui-même, et que son langage se plioit trop servilement à ses revers de fortune. « C'est » donc là, disoient la plupart des spectateurs, » cet homme jadis si fier et si superbe, qui » maintenant fait l'aveu manifeste de sa ty- » rannie précédente, et dont les paroles, hu- » miliées, sinistres, contrastent avec la harangue » hachée et sauvage par laquelle, en janvier » 1814, il avoit exprimé aux membres de » l'ancien corps législatif tout le délire de son » despotisme ! »

Les premières séances de la chambre des représentans furent consacrées à sonder le terrain, et à de légères escarmouches contre l'autorité impériale. Le choix du président, M. Lanjuinais, qui, dans un sénat avili, avoit conservé son intégrité et ses opinions républicaines, annonça l'indépendance absolue de la chambre. Des sorties vives, de véhémentes apostrophes se succèdèrent. Les uns proposent de supprimer tous les titres qu'une subtilité a distingués des dénominations féodales, et qu'elle leur a substitués; d'autres essaient de donner plus de latitude au droit de pétition, et moins d'entraves encore à la liberté

de la presse ; d'autres, enfin, proposent malicieusement de donner à Buonaparte le titre de héros, de père, de sauveur de la patrie, qu'on lui avoit prodigué tant de fois, voulant avoir occasion de le lui refuser *jusqu'au moment où il l'auroit mérité.* Dans le début de ses communications avec la chambre, Napoléon essaya de la traiter avec la même légèreté qu'il avoit employée à l'égard des chambres précédentes. Les députés s'y refusèrent avec indignation, forçant le despote à prendre un ton plus décent et plus convenable. Jusque dans leur adresse, sorte de formule banale, ils laissèrent entrevoir leurs desseins sans les compromettre, insinuant qu'ils seconderoient de toute leur puissance les mesures de l'empereur pour la défense de la patrie, s'il *protégeoit de toute son autorité les lois dont ils étoient les organes.*

C'est ainsi que, placé dans une position fausse, Napoléon voyoit contre lui toute la France royaliste ; et autour de lui des hommes qui aspiroient à la république, mais qui ne pouvoient se passer de lui, et dont il ne pouvoit se passer. Carnot, avouant cette position singulière, ne put se défendre de la signaler publiquement dans un rapport qu'il lut à la

chambre des représentans (1). « Si l'empereur » dit-il, étoit moins sûr de la force de son » caractère et de la pureté de ses résolutions, » il pourroit se regarder comme placé entre » deux écueils, les partisans de la dynastie » dépossédée et ceux du système républicain; » mais les premiers, n'ayant pas su conserver » ce qu'ils tenoient, sauront encore bien moins » le ressaisir; les autres, désabusés par une » longue expérience, et liés par gratitude au » prince qui les a délivrés, en sont devenus les » plus zélés défenseurs; leur franchise, aussi » connue que le fut leur exaltation philanthro- » pique, environne le trône occupé par l'au- » guste fondateur d'une dynastie nouvelle, qui » se fait gloire d'être sorti de nos rangs popu- » laires. » Carnot voiloit le danger avec des phrases. Plus la guerre étoit imminente, et plus les complices de l'usurpateur affectoient des motifs de sécurité, cherchant à resserrer le bandeau qui couvroit les yeux de la multitude. Ils s'efforçoient même de tromper les royalistes, en faisant annoncer à plusieurs reprises l'abdication de Louis XVIII en faveur de son frère Charles X, genre d'imposture absurde dans

(1) Le 13 juin.

une monarchie essentiellement héréditaire. D'autres faux bruits, répandus avec art, exagéroient nos forces et atténuoient celles de la coalition.

La Prusse faisoit-elle marcher jusqu'au dernier homme, on diminuoit ses armées de moitié; les armées russes étoient-elles en pleine marche, on les disoit forcées de rester en Pologne à la suite du massacre de quinze mille gentilshommes. C'étoit toujours sur l'Autriche que se portoient les dernières espérances : presque chaque jour on annonçoit un courrier venant de Vienne, et presque chaque jour se renouveloit le bruit de l'arrivée de l'archiduchesse Marie-Louise, qui devint, pour les crédules habitans des provinces de l'Est, ce qu'est le Messie pour les Juifs. On voyoit accourir en foule au bord des routes, à jour et heure fixes, les paysans bourguignons et champenois, pour voir passer Marie-Louise et son fils allant se faire couronner à Paris.

L'opinion de la multitude étoit tout aussi erronée sur les chances probables de la guerre. Il étoit si facile d'abuser une nation sensible à la gloire des armes et à l'honneur national; passions si généreuses et si nobles dans leurs principes! Aussi, depuis trois mois,

non-seulement les militaires, mais la presque totalité des habitans des pays envahis en 1814, répétoient avec Napoléon : *Nous n'avons pas été vaincus, mais nous avons été trahis!* Le peuple étoit persuadé que les alliés trouveroient cette fois une résistance invincible ; car, disoient les adhérens de Napoléon, nos forces régulières sont doublées, et toute la nation est sous les armes. Carnot, dans le rapport déjà cité, sur la situation de l'empire, perpétua, par ses exagérations coupables, cette fatale erreur devant les deux chambres, en portant les troupes de ligne à cinq cent mille hommes, et le total de l'armée à huit cent cinquante mille. Cette fourberie de la part d'un homme qui, ministre et militaire, savoit qu'il mentoit effrontément, tendoit à engager dans une lutte inégale une nation crédule et valeureuse, et à consommer sa ruine : sous ce point de vue, c'est un des plus grands crimes politiques que l'histoire ait à reprocher à Carnot.

Cependant les *cent jours* infligés par la Providence alloient expirer ; la France ne retentissoit déjà plus que du bruit des armes, du fracas des convois militaires, de la marche des troupes et des cris de *vive l'empereur!* Les routes se

couvroient de malheureux paysans arrachés à leurs familles, à leurs travaux. Toute activité avoit cessé dans les ports, et le marin, comme le laboureur, étoit en proie au démon de la guerre, qui transformoit en soldats la population des villes et des campagnes. Forcé toutefois de renoncer à l'Italie, Buonaparte voyoit avec douleur le théâtre de son usurpation resserré dans l'enceinte de la France; il y étoit enfermé, réduit à une guerre défensive, opposée à ses habitudes et à son génie, à moins qu'un téméraire effort ne lui fît retrouver sa fortune au risque d'accélérer sa chute, car il ne lui étoit pas possible de couvrir l'immense étendue de ses frontières. Vainement donnoit-il à son système de défense vers la Moselle, le Rhin et les Alpes, tout le développement dont il étoit susceptible. Les régimens de ligne, rassemblés à Metz et à Saarbrouck, venoient de partir pour Mézières, où se formoit une armée des Ardennes, sous le commandement du général Vandamme. Ils étoient remplacés par dix à douze mille hommes des gardes nationales de la Meurthe, des Vosges et de la Moselle. Quelques troupes de ligne, en petit nombre, encore disponibles, formèrent le noyau d'une armée de

la Moselle, sous les ordres du lieutenant-général Gérard, qui prit position en avant de Thionville et de Longwi, se liant à l'armée du Rhin par Bitche. Celle-ci se composoit de tous les corps stationnés en Alsace, et répartis en trois divisions d'infanterie et deux divisions de cavalerie, sous le commandement du lieutenant-général Rapp, ayant sous ses ordres plusieurs lieutenans-généraux. Cette armée, forte à peine de dix mille hommes de troupes régulières, étoit renforcée par les gardes nationales des Haut et Bas-Rhin, sous les ordres du général Molitor. Elle prit position aux lignes de la Lauter et à celles de Weissembourg, s'appuyant à Spire, le long du Rhin, jusqu'à Huningue, et se liant par sa droite au corps d'observation du Jura, commandé par le lieutenant-général Lecourbe, dont le quartier-général étoit à Béfort. Des divisions de réserve devoient se réunir à Vesoul et à Besançon, et se lier à un camp établi au fort l'Ecluse, formant la gauche de l'armée des Alpes. Celle-ci s'organisoit à Chambéri, sous les ordres du maréchal duc d'Albufera, chargé de défendre toute cette frontière avec huit mille soldats de troupes de ligne contre quatre-vingt mille autrichiens en

marche pour déboucher de l'Italie par le Simplon. Des amis du maréchal ayant représenté à Buonaparte combien étoit foible une armée de huit mille soldats dans les mains d'un si habile capitaine, qui avoit un si grand objet à remplir: « C'en est assez pour ce qu'il veut faire, » répondit l'usurpateur, qui se défioit du maréchal. Avec une si petite armée il eut d'abord à couvrir la vallée de l'Isère, et à étendre sa gauche par Genève jusqu'au Jura, c'est-à-dire, à plus de trente-cinq lieues de son quartier-général, ce qui donne une idée de la foiblesse de sa ligne. Quoique renforcée successivement par les gardes nationales mobiles du Rhône, de l'Isère, de la Drôme, du Mont-Blanc, des Hautes-Alpes, de la Haute-Loire et du Cantal, l'armée des Alpes s'éleva à peine à vingt-cinq mille combattans, y compris quatorze bataillons de gardes nationales répartis dans les places fortes. Sa destination ne se borna plus alors à garnir tous les cols du Dauphiné, et à couvrir une ligne de soixante lieues. Les premières instructions du maréchal portoient expressément d'occuper les débouchés du Mont-Blanc, du Simplon, du Mont-Genèvre, et la frontière du pays de Gex. On lui confia de plus la défense de la Saône, depuis Châlons jusqu'à

Lyon. Quoique cette ville ne fût qu'en seconde ligne de l'armée des Alpes, Napoléon prétendit en faire un boulevard de son empire. Le général du génie Montfort y fut envoyé pour diriger les travaux; il fit d'abord tracer des lignes de circonvallation en terre, destinées à en couvrir les approches; puis faisant armer l'enceinte entre la Saône et le Rhône, les têtes de pont de la Guillotière et des Brotteaux, il hérissa de redoutes et de batteries les hauteurs qui dominent le quartier Saint-Jean et celles de Pierre-en-Scise. Trois mille ouvriers sont d'abord employés à élever ces innombrables redoutes; on appelle ensuite la garde nationale, et successivement les citoyens de tout âge et de tout état; enfin, les campagnes accoururent, pressées par les menaces et par la terreur. Les chemins, les rues se couvrent d'artisans enlevés aux ateliers, et de cultivateurs arrachés aux travaux de la moisson. Aux réquisitions et aux corvées, se mêlent les taxes arbitraires. Mais quand les émissaires de l'usurpateur cherchent à exciter la garde nationale à fournir des bataillons mobiles, les citoyens déclarent, avec énergie, qu'institués pour défendre leurs foyers, ils ne sont point tenus de prendre rang dans l'armée active, et ils

persistent, malgré les efforts de l'autorité, dans un refus formel d'entrer en campagne hors des murs de Lyon.

Paris étoit destiné comme Lyon à devenir une position militaire formidable, un des boulevards de la puissance de Buonaparte. Un essaim d'ingénieurs y avoient ouvert des lignes par son ordre, et élevé une multitude de redoutes qui se lioient à Vincennes, et venoient aboutir à Chaillot; elles avoient pour centre le canal de l'Ourcq; pour première ligne de défense les travaux de Saint-Denis, d'Aubervilliers, et la digue du canal de l'Ourcq, qui joint Saint-Denis à la Villette; en arrière étoit le mamelon de Montmartre qui les protégeoit. Ces ouvrages se prolongeoient sur une ligne de trois lieues, et enveloppoient les derrières du faubourg Saint-Honoré, en même temps qu'ils hérissoient de fortifications Mousseaux, Montmartre, les hauteurs de Belleville, de Mesnil-Montant et la Butte Saint-Chaumont, sites disposés naturellement à recevoir tous les efforts de l'art. Mais le flanc méridional de Paris, qui n'a pour abord que la plaine de Montrouge, restoit à découvert; et ce fut précisément ce côté foible que Napoléon refusa de garantir, persuadé, malgré les observations de

Carnot, que jamais l'ennemi n'attaqueroit par là. Deux cent quarante pièces de canon de la marine, venues à grands frais des côtes de l'Ouest, armoient toutes ces hauteurs.

N'osant compter sur la garde urbaine pour la défense militaire de Paris, Napoléon faisoit réunir en tirailleurs les compagnies franches et les fédérés, rassemblés par la Police, et organisés par des officiers de la ligne. Cette force publique, prise dans les plus basses classes de la société, et composée d'hommes qui, n'ayant rien à perdre, n'aspiroient qu'au désordre et à l'anarchie, avoit surtout pour objet de maîtriser la garde nationale et de frapper de terreur les royalistes. Ainsi, Napoléon se montroit résolu à défendre Paris, à tout risques, lui qui, cinq ans auparavant, s'étoit exprimé en ces termes sur un prince généreux (l'archiduc Ferdinand), dont le courage s'obstinoit à résister dans Vienne : « Il n'y a qu'un barbare qui puisse » vouloir défendre la capitale d'un empire, et » en pareil cas les sujets sont déliés du serment » de fidélité. »

Ces mesures de désespoir et un appareil si effrayant, jetoient l'alarme dans toute la ville ; on croyoit voir Paris sur le penchant

de sa ruine, en proie à toutes les calamités de la guerre, à toutes les fureurs de la soldatesque et d'une populace déchaînée. De zélés royalistes se dévouèrent, en propageant un écrit intitulé *le Cri d'alarme* (1). « Français, disoient-ils, contre qui élève-t-on » ces fortifications sur les hauteurs qui dominent » la capitale? Que prétend cet homme qui vous » cause tant de maux, et qui vous en prépare » de bien plus grands encore? Seriez-vous » abusés par ce vain prestige de défense? N'est-» il qu'un chemin pour entrer dans la capitale? » Est-ce pour livrer six cent mille âmes à toutes » les horreurs de la famine qu'on veut enfer-» mer Paris dans son enceinte? Quels sont » donc les projets de Napoléon? Que veut-il? » Ce qu'il veut? rien autre chose que vous » asservir. Trois cents bouches à feu sont pla-» cées sur les hauteurs de Montmartre, et au » premier signal Paris est en cendres. Et vous » le souffririez, gardes nationales parisiennes!

(1) MM. Bocquet et le Normant fils, arrêtés pour la distribution de cet écrit provocateur, et traduits pendant les cent jours devant les tribunaux, furent défendus avec autant de talent que de zèle par M. Couture, avocat distingué; ils n'en auroient pas moins péri victimes de leurs sentimens royalistes, sans la bataille de Waterloo! Le jour même que ce désastre fut connu ils furent absous et mis en liberté.

» Vous verriez sous vos yeux un affreux des-
» potisme préparer ses chaînes les plus pe-
» santes, et vous garderiez le silence !..... Et
» vos bras ne se lèvent pas pour détruire les
» bastions du plus impitoyable des tyrans !
» Votre existence va donc dépendre du ca-
» price du plus sanguinaire des hommes? Il
» l'a juré, il tiendra son serment : *S'il tombe,*
» *vous tomberez avec lui.* Il a creusé notre
» abîme; il veut nous y tous précipiter avec
» lui. Quoi ! Parisiens, vos cœurs sont-ils sans
» énergie? vos bras restent-ils sans forces?
» Pour sauver vos femmes, vos enfans, vos
» fortunes, il n'est plus que la ressource des
» âmes libres : la mort du tyran. N'entendez-
» vous pas la voix lamentable de la patrie, qui
» vous crie : *Sauvez Paris! sauvez la France!*
» Le sort du monde est dans vos mains; plus
» d'hésitation; un instant de courage, et Paris
» et la France sont sauvés! »

L'explosion de ces sentimens n'étoit pas même contenue par la présence des suppôts de l'autorité militaire; partout la vérité se faisoit jour, et préparoit la nation à rejeter l'usurpateur. C'étoit dans le cœur des femmes, surtout, que se conservoit et plus vif et plus pur le feu sacré de l'amour de nos rois. Du reste, ces

grands préparatifs de défense n'étoient rien moins que terminés ; ils se ressentoient du trouble et de la précipitation inséparables d'une pareille crise.

Tout étoit mis en œuvre pour grossir l'armée ; une multitude de recrues et d'anciens militaires rappelés couvroient les routes. La gendarmerie, la marine, les vétérans, les gardes-côtes, les douaniers, offroient quelques ressources ; mais la moitié de toutes ces forces étoit employée à réprimer ou à contenir les deux tiers de la France, tacitement d'accord avec le reste de l'Europe. La Normandie se refusoit aux levées d'hommes ; la Bretagne voyoit ses paysans s'insurger, et ne fournissoit pas un soldat à l'armée active. La Vendée, le Maine, l'Anjou, une partie de la Basse-Bretagne, occupoient contre eux des forces régulières ; enfin les meilleures troupes de Buonaparte opprimoient la Guienne, le Languedoc, et surtout la Provence qui les bravoit avec un courage au-dessus de ses forces. A la vérité la plupart des départemens de l'Est, qui, précédemment envahis, avoient vu dans leur sein le théâtre de la guerre, manifestoient hautement l'intention de se lever en masse à l'approche de l'ennemi, et redoubloient de

zèle pour multiplier les obstacles sur leur territoire.

Mais c'étoit vers la Belgique que le danger étoit le plus imminent, et Napoléon y portoit toute son attention et ses principales forces. Aussi, de toutes ses armées actives, la seule qui fût réellement formidable, étoit celle du Nord, qu'il se proposoit de commander en personne; et encore il fallut, pour la grossir, dégarnir toute la frontière de la Meuse et de la Sarre. Disposée en échelons, cette armée s'étendoit vers la Flandre, et occupoit, au commencement de juin, des cantonnemens dans les départemens du Nord, de l'Aisne et des Ardennes. Elle comptoit cinq corps d'infanterie, dont le premier, commandé par Drouet-d'Erlon, avoit son quartier-général à Valenciennes; le second à Maubeuge, sous les ordres du comte Reille; le troisième, conduit par le général Vandamme, couvroit le pays entre Marienbourg et Chimey; le quatrième, qu'avoit formé sous le nom d'armée de la Moselle, le général Gérard, étoit établi à Rocroi; enfin, le sixième corps étoit réuni à Avesnes sous le commandement de Mouton-Lobau. La cavalerie, commandée en chef par le maréchal Grouchy, étoit partagée en quatre corps, et

répartie sur divers points, sous les ordres des généraux Pajol, Excelmans, Milhaud et Kellermann.

Après avoir reçu tous ses renforts, cette armée s'élevoit, y compris la garde impériale qui alloit se mettre en marche, à quatre-vingt-dix mille hommes d'infanterie sous les armes, et à vingt mille chevaux ; son parc de campagne se composoit de deux cent soixante-dix pièces de canon.

Les corps francs, les bataillons de fédérés et de gardes nationales d'élite, étoient comme en seconde ligne pour soutenir et recruter cette armée, pleine d'enthousiasme, et annonçant l'intention de se sacrifier pour un chef qui étoit tout pour elle, et avec lequel le soldat se croyoit encore invincible. Les officiers, tout aussi animés que les soldats, se montroient tout aussi dévoués à l'usurpateur, à qui la plupart devoient leur fortune militaire.

Pleins du sentiment de leur bravoure et de leur expérience; pleins de confiance et de présomption, fiers du rassemblement de cent vingt mille vieux soldats sur un seul point, la plupart s'aveugloient sur leur position et sur leurs adversaires; ils croyoient fermement que ni les Anglais ni les Prussiens n'oseroient attendre

leur choc. L'état réel de la France étant trop peu connu, ils ignoroient que le reste de la frontière étoit ouvert à l'invasion d'autres armées plus formidables encore que celles qu'ils avoient à combattre.

Si beaucoup d'officiers-généraux manifestoient une confiance aveugle, d'autres apprécioient la foiblesse de nos moyens et le danger de notre position ; plusieurs ne servoient qu'à regret dans une armée rebelle ; mais entraînés par la force des circonstances, et voulant se dissimuler leur parjure, tous cherchoient à se faire illusion sur les causes de la guerre, pour n'en considérer que le but apparent : ils ne vouloient, disoient-ils, que s'opposer à l'invasion du territoire.

Le grand quartier-général étoit fixé à Laon, et déjà on se demandoit qui seroit le major-général de Napoléon dans cette fameuse campagne. Ce témoignage de haute confiance sembloit ambitionné par tous les maréchaux qui s'étoient déclarés hautement pour sa cause. Il l'accorda, sans hésiter, à ce même maréchal qui, dans la succession de ses différens rôles, avoit fondé le monument de Quiberon, et protégé le 20 mars, qui, après avoir célébré les obsèques de Louis XVI, avoit célébré au

Champ-de-Mai la résurrection de Buonaparte ; qui, ministre de Louis XVIII quand Buonaparte et ses adhérens conspiroient, devenoit tout-à-coup major-général de Buonaparte quand Louis XVIII étoit trahi. Dans son ordre du jour, daté du 1er juin, le maréchal Soult affirmoit : Que tous les efforts d'une ligue impie ne pourroient plus séparer le grand peuple du héros que les plus brillans triomphes avoient fait admirer de l'Univers ; que les engagemens arrachés par la violence étoient détruits par la fuite des Bourbons, et par le vœu unanime de la nation française. « Les ennemis sont nombreux, ajoutoit-il ; mais que nous importe ! » il sera plus glorieux de les vaincre..... Aux » armes ! bientôt le signal des combats sera » donné.... »

Les partisans de la légitimité ne voyoient pas, sans inquiétude, tant de préparatifs pour soutenir la plus violente usurpation ; ils pensoient généralement que Buonaparte auroit l'avantage dans le premier choc, tant ses troupes se montroient pleines d'ardeur et d'animosité surtout contre les Prussiens. On savoit que plusieurs corps avoient arboré le drapeau noir en signe d'extermination ; mais on croyoit aussi pouvoir se reposer sur les forces réunies de

l'Europe, soit pour consommer l'objet des traités, soit pour rouvrir à Louis XVIII le chemin d'un trône dont la perfidie l'avoit expulsé.

Toutefois chaque jour de délai voyoit augmenter les forces de Buonaparte, et donnoit à son titre usurpé une sorte de cours légal; chaque jour sembloit permettre à ses complots de mûrir, et le préparoit lui-même à la lutte dans laquelle il s'étoit engagé. C'étoit le cri général dans toutes les parties du continent, qu'il n'y avoit pas un moment à perdre pour réunir toutes les forces et frapper des coups décisifs. On savoit que d'immenses colonnes de troupes couvroient l'Allemagne et l'Italie, se dirigeant vers le Rhin et les Alpes.

Mais si les alliés, dans le développement de leurs moyens hostiles, n'éprouvoient ni entraves ni obstacles, il étoit impossible pourtant que les armées russes et allemandes qui avoient à parcourir un espace immense, arrivassent assez tôt sur le champ de bataille pour prendre part aux premiers combats.

On étoit dans cette attente pénible où l'imagination, n'apercevant plus rien que de redoutable, se représentoit cette quantité prodigieuse de soldats et ces immenses préparatifs de destruction qui s'accumuloient depuis l'Escaut jusqu'au

Var. Selon le plan primitif des alliés, trois armées devoient pénétrer en France séparément, mais d'une manière concentrique; celle du Haut-Rhin, sous le feld-maréchal prince de Schwartzenberg; celle du Bas-Rhin, commandée par le prince Blucher, et celle des Pays-Bas, sous le commandement du duc de Wellington. Une seconde ligne de Russes arrivés plus tard, devoit former une immense réserve; et l'armée autrichienne d'Italie, après en avoir achevé la conquête, alloit pénétrer comme auxiliaire dans le midi de la France.

On divisoit toutes ces forces, au commencement de juin, en armées en marches et en troupes stationnaires. Dans cette dernière catégorie, étoient compris les Anglo-Prussiens, cantonnés dans les Pays-Bas, et tenant toute la ligne depuis Trèves jusqu'à Ostende. L'armée anglaise y étoit répartie de la manière suivante: Enghien, Braines-le-Comte, Nivelles et Soignes, se trouvoient occupés par le premier corps, sous le commandement du jeune prince d'Orange; Ath, Grammont et Oudenarde par le deuxième corps, sous les ordres de lord Hill. Le gros de la cavalerie étoit cantonné entre Grammont et Ninove. Gand et d'autres villes circonvoisines servoient de dépôt aux réserves et à une nombreuse artillerie. Cette

armée s'élevoit à quatre-vingt-dix mille combattans, et couvroit les frontières de Flandre, depuis la mer jusqu'aux environs de Mons et de Charleroi.

Le reste de la Belgique, jusqu'au Rhin, étoit couvert par les troupes prussiennes, qui, placées entre Charleroi et Trèves, s'appuyoit sur Fleurus, Namur et Ciney au nombre de cent mille hommes. Ces deux armées combinées devoient agir de concert, sans toutefois qu'un des deux généraux en chef fût subordonné à l'autre. A l'aile gauche des Prussiens, alloit se joindre l'armée du prince de Schwartzenberg, bordant les frontières de l'Est, depuis Mayence jusqu'en Suisse : elle se composoit de plusieurs corps d'armée conduits par le prince de Wrede, le comte Colloredo, le prince royal de Wurtemberg, l'archiduc Ferdinand, et le prince Hohenzollern. Ce dernier corps, porté à cinquante mille hommes, s'étoit rassemblé sur le revers des Montagnes Noires, entre le lac de Constance et le Rhin.

La Suisse, désormais sous l'influence de la coalition, avoit augmenté ses troupes fédérales, en déclarant qu'elle entroit dans le système européen. Son armée s'élevoit à trente mille hommes et garnissoit les frontières du côté de la France.

L'armée bavaroise, forte de cinquante mille combattans, et l'une des premières en ligne, étoit à la veille de passer le Rhin, pour se porter de là sur la Sarre, tandis que le corps d'armée du prince royal de Wurtemberg se dirigeroit vers l'Alsace. Mais toutes ces troupes, notamment les Russes, sous les ordres du maréchal Barclay de Tolly, qui débouchoient par les routes d'Egra et d'Erfurt, ne pouvoient prendre part aux opérations que vers la fin de juin. Tant de nations étoient-elles animées du même esprit? Que de chefs! que de prétentions diverses! quelle variété de mœurs, de langage, d'intérêt et de vues! Quel étoit le génie puissant capable de donner à tant d'armées différentes une même impulsion et une volonté unique? Du côté de la France un seul chef commandoit; il étoit enflammé par une passion dévorante, l'ambition de dominer et le besoin de s'assurer une vaste domination. Cet homme se vantoit d'avoir des auxiliaires parmi les peuples qu'on armoit contre lui. Nul doute que ses agens secrets ne fomentassent les dissensions et le désordre. Déjà des dispositions alarmantes s'étoient manifestées dans l'armée prussienne par la révolte à main armée de

quelques militaires saxons contre le prince Blucher. Tout venoit d'être apaisé, il est vrai, par une vigueur salutaire et par le désarmement des mutins. Mais quoique exagéré par l'esprit de parti, le fait n'en étoit pas moins réel : d'une part, il excitoit la défiance ; de l'autre, l'espoir d'une grande défection. A la vérité si quelques Belges, si quelques Saxons étoient insubordonnés, les adhérens de Napoléon assuroient que toute la Belgique, toute la Saxe, à la veille de s'insurger, l'appeloient par des vœux exprimés sans détour. Ainsi chaque jour, chaque heure, chaque moment voyoit naître un événement remarquable, une résolution importante, ou un résultat imprévu. L'Europe présentoit le spectacle d'un immense soulèvement. L'attention la plus soutenue suffisoit à peine pour saisir l'ensemble des incidens qui se précipitoient vers le dénoûment du drame.

C'étoit dans les plaines de la Belgique, ouvertes, fertiles et populeuses, qui semblent avoir toujours appelé la guerre, et que la guerre a toujours enrichies, qu'étoient cantonnées les deux armées devenues l'avant-garde de l'Europe. Là, sur les frontières de Flandre, on voyoit trois armées formidables se former en silence, l'une devant l'autre, presque

à la portée de leurs armes et dans un état équivoque, qui n'étoit ni la guerre ni la paix.

Les premiers mouvemens de concentration de l'armée française n'échappèrent point à lord Wellington, et décelèrent de sa part l'appréhension d'être attaqué avant que les armées alliées ne fussent toutes en ligne. Ses dépêches aux souverains confédérés accélérèrent le départ de l'empereur Alexandre. Ce monarque déclara qu'il se rendoit directement à l'armée; et, comme en 1814, les ministres se disposèrent à suivre leurs souverains respectifs. Organisée sur une ligne de trois cents lieues, la coalition européenne étoit à la veille de s'ébranler sur tous les points.

Napoléon alloit-il attendre la réunion de toutes ces forces, et se borner à une guerre défensive; ou bien prendroit-il l'initiative des opérations, pour troubler le concert de ses ennemis, et leur porter de grands coups avant qu'ils ne fussent tous en ligne dans le dessein de l'accabler? De sages lenteurs s'accordoient mal avec son génie fougueux. Lui qui étoit resté inactif, quand les Anglo-Prussiens n'étoient pas encore rassemblés, ne put se résoudre à attendre les phalanges autrichiennes et russes. Pourquoi, d'ailleurs,

ne pas tenter ce qui lui avoit réussi dans les champs de Marengo, d'Ulm, d'Austerlitz et d'Jéna? La lettre d'une femme acheva, dit-on, de le déterminer : « Mon très-adoré, » lui écrivit Hortense de Saint-Leu, atten» dras-tu qu'ils soient cinq contre un? (1) » S'il avoit pu compter sur l'appui de la nation entière, une résistance combinée et méthodique eût été, sans doute, préférable; mais n'ayant d'espoir que dans le courage de son armée, il voulut prendre brusquement l'offensive pour écraser séparément les Prussiens et les Anglais; par là il comptoit frapper les coalisés d'une salutaire terreur, et les déterminer à rompre leur alliance; mais il n'y avoit pas un instant à perdre. Dans la situation désespérée où étoit Buonaparte, prévenir l'ennemi étoit le seul parti auquel il dût s'arrêter; c'étoit même le seul qui offrît quelques probabilités de succès, les Russes n'étant pas encore sur le Rhin, ni l'armée autrichienne d'Italie en deçà du Simplon. D'ailleurs cet homme n'avoit jamais su qu'attaquer; sûr du courage des Fran-

(1) *Trois mois de Napoléon*, p. 55.

çais, son système fut toujours d'aller en avant, sans compter les sacrifices ; se replier, se retirer à propos, ménager ses troupes, étoit un art qu'il avoit toujours ignoré.

Au moment d'agir il réunit au palais de l'Elysée ceux des généraux les plus dévoués à sa personne et au triomphe de sa cause. Là il délibère avec eux sur son plan de campagne. Les deux systèmes contraires de l'offensive et de la défensive sont balancés. Celui-ci, présenté et soutenu, dit-on, par le maréchal Soult, consistoit à se retirer devant l'ennemi, mais en le harcelant sans relâche ; à le laisser ainsi s'engager sur tous les points, dans l'intérieur de la France, jusqu'au moment où, affoibli par des marches et des combats successifs, séparé de ses ressources par les opérations des corps de partisans formés sur ses derrières, on pût l'accabler enfin sous le poids de la population exaspérée par une guerre à mort. Napoléon rejette ce plan, et déclare à ses vieux compagnons d'armes que la fortune semble lui sourire de nouveau ; qu'il sait positivement que Wellington est à Bruxelles dans une aveugle sécurité, et retenu même dans son lit par une chute de cheval ; que les Prussiens s'attendent peu à être attaqués ; enfin, que l'heure de la

vengeance a sonné pour les braves ; qu'il s'agit d'anéantir les Prussiens par une vigoureuse agression, avant que Wellington et Bulow, trop éloignés du point d'attaque, puissent accourir au secours de Blücher. Tous ses généraux approuvent un plan si énergique.

Après l'avoir mûri, Napoléon s'arrête aux opérations suivantes : Franchir inopinément la Sambre ; diriger l'irruption sur Charleroi ; séparer, par une trouée, les Anglais des Prussiens, surpris dans leurs cantonnemens ; y jeter le désordre ; soulever les Belges ; tailler en pièces l'armée prussienne, si elle parvient à se réunir pour livrer bataille ; rejeter ensuite les Anglais et les Hollandais entre l'Escaut et la mer ; se défaire ainsi de deux armées redoutables avant l'arrivée des Autrichiens et des Russes ; et envahir tout jusqu'au Rhin, ou se couvrir de la Meuse contre eux, si le succès ne répond point à l'attente et aux efforts de l'armée. Ce projet audacieux étoit conforme à la situation et au génie de Napoléon. Rejetant l'avis de son major-général, il en revint à son système favori de suppléer au nombre par la vitesse, d'accabler isolément ses adversaires, et de commencer, sans magasins ; et aux dépens des pays conquis, une guerre terrible.

D'autres considérations, puisées dans l'état politique où se trouvoit la France et la capitale, le décidèrent aussi à dédaigner la guerre lente et défensive. Il ne pouvoit se flatter en effet de faire supporter à la nation française, dominée par deux partis contraires, toutes les calamités d'une guerre d'invasion, qui l'obligeroit de disputer pied à pied le territoire contre des forces immenses. L'exemple de la campagne de 1814 n'étoit pas d'un augure favorable. Napoléon ne ignoroit pas, d'ailleurs, que l'idée dominante dans Paris étoit que, s'il éprouvoit un grand revers, ses associés et ses complices disposeroient aussitôt de lui, et entameroient pour leur propre compte des négociations avec les alliés; il savoit aussi que ces mêmes hommes, accoutumés au triomphe de leur intérêt et de leurs passions, apercevoient déjà la possibilité d'autres complots et d'un nouvel ordre de choses dans un autre avenir; enfin, il avoit la certitude que des révolutionnaires ardens formoient, dans leur comité secret, le plan d'une nouvelle assemblée nationale, au moyen de laquelle ils espéroient éluder pour eux l'arrêt prononcé contre ses adhérens, et s'assurer, dans toutes les chances, les honneurs, les places et la fortune. Des

hommes qui se croyoient habiles à percer les mystères d'Etat, alloient même jusqu'à prétendre que certains chefs révolutionnaires avoient fait la proposition de livrer Buonaparte. « Nous n'ajouterons que très-peu de foi » aux relations répétées d'un pareil complot, » disoient à cette époque les journalistes, or- » ganes du ministère anglais. *Le temps n'est* » *pas encore mûr pour de tels événemens*, » et l'Europe ne gagneroit pas beaucoup, » d'ailleurs, au passage pur et simple du pou- » voir révolutionnaire des mains de Buona- » parte dans celles d'un Carnot ou d'un Fouché. » Elle y perdroit à quelques égards; la haine » universelle qui s'attache au nom de Buona- » parte vient à présent au secours de l'aversion » qu'inspirent les mesures révolutionnaires, » tandis qu'il est des hommes assez simples » pour croire que le jacobinisme perdroit tout » son venin s'il étoit dirigé par la froide per- » versité d'un Carnot, ou les artifices insidieux » d'un Fouché. »

Ces insinuations, plus ou moins répandues, faisoient naître des défiances entre deux partis mal unis, que le moindre orage ne pouvoit manquer de diviser. On supposoit plus que jamais à Fouché le complot formé de fonder

sa puissance sur la destruction de Buonaparte. Persévérant dans son système de le contenir par la peur, il lui fit, sur la situation politique de l'intérieur, au moment même où la campagne alloit s'ouvrir, un rapport tendant à établir que les deux tiers de la France étoient royalistes. Que devoit-on en conclure, sinon que celui qui faisoit un tel aveu songeoit déjà à se ranger dans le parti qu'il croyoit à la veille d'être le plus fort?

Les buonapartistes, alarmés, chargèrent Bassano et Thibaudeau de le surveiller et d'épier, sous les dehors de l'intimité et de la confiance, les démarches ultérieures de Fouché et de son parti. Tout fut réglé ensuite pour que, dans l'absence de Napoléon, le pouvoir restât dans les mains de ses affidés les plus intimes. On forma un conseil des ministres, ou directoire gouvernant, dont les membres furent au nombre de quatorze. Joseph Buonaparte le présidoit; Lucien, les huit ministres à portefeuille, et les quatre ministres d'Etat, Boulay, Merlin, Regnault et Defermont, tous membres de la chambre des représentans, en faisoient partie. Ces derniers étoient spécialement chargés de diriger et de dominer la Chambre, pour que les républicains n'y prissent pas

trop d'ascendant. Regnault, comme agent direct et principal explorateur de Napoléon, obtint de lui, en secret, une augmentation de 72,000 fr. de traitement, payables par douzième chaque mois (1).

A la veille de son départ, Buonaparte reçut les adresses des deux chambres, long-temps méditées, et d'une rédaction qui parut laborieuse. Sa réponse ne dissimula point le péril : « Les circonstances sont graves, dit-il ; la crise » est forte ; la lutte est sérieuse ; l'entraînement » de la prospérité n'est pas le danger qui nous » menace. »

Ainsi, on ne voyoit plus dans ses discours l'indice de cette fierté insolente que la confiance du succès lui avoit jadis inspirée si souvent. Napoléon ne se vantoit plus comme lorsqu'il s'étoit mis en route pour l'Espagne; il ne prenoit plus le ton prophétique qu'il avoit affecté quand il s'étoit emparé de la Hollande et des villes Anséatiques ; enfin, il ne parloit plus en oracle comme lorsqu'il avoit attaqué l'empire russe.

Toutefois rendant aux députés les leçons que ceux-ci ne lui avoient point épargnées

(1) Voyez le portefeuille de Buonaparte pris à Charleroi.

« La constitution, leur dit il, doit être notre » étoile polaire dans ces momens d'orage. » N'imitons pas l'exemple du Bas-Empire, » qui, pressé de tous côtés par les Barbares, » se rendit la risée de la postérité en s'occu- » pant de discussions abstraites au moment où » le bélier brisoit les portes de la ville. » Il lui tardoit de tenir et d'entendre un autre langage; d'avoir un auditoire plus soumis et moins raisonneur.

Ses résolutions une fois mûries et arrêtées, il presse le départ de sa garde, qui se met aussitôt en marche pour se porter sur la frontière du Nord, et y renforcer l'armée active. Jusque là on n'avoit eu, sur le commencement des hostilités, que des doutes, les mouvemens effectués sur la ligne de défense n'ayant eu pour objet que d'observer l'ennemi, ou d'agir avec promptitude dans le cas d'une agression subite. Mais le départ de la garde annonçoit celui de Napoléon, et la prochaine ouverture de la campagne.

Cependant, les retranchemens nombreux dont on hérissoit la France; les coupures des ponts et des routes, les fortifications des points militaires capables d'arrêter l'ennemi, persuadoient aux observateurs superficiels que Napoléon ne songeoit qu'à une vaste et vigoureuse

défensive. D'autres, et c'étoit le plus grand nombre, ne voyoient plus en lui qu'un guerrier malheureux accablé sous le poids de l'adversité, n'ayant plus ni la même vigueur de caractère, ni la même promptitude à prendre un parti, ni la même confiance en sa fortune, à laquelle il avoit dû peut-être ses autres qualités. En un mot, devenu une sorte de fantôme qui s'étoit laissé approcher et abattre, Buonaparte ne faisoit plus trembler l'Europe. Les généraux appelés à le combattre sembloient peu le redouter; ils refusoient même de croire à une attaque prochaine et vive de sa part, et négligeoient de se mettre sur leur garde.

Avant de quitter Paris, Napoléon arrêta, en conseil des ministres, les communications qui seroient faites aux chambres, pour leur annoncer l'ouverture de la campagne ; et il fit rédiger le rapport suivant, destiné à justifier son irruption :

« Croire à la possibilité de maintenir la paix, » dit Caulaincourt, seroit aujourd'hui un » dangereux aveuglement. Si cette espérance » à laquelle il faut entièrement renoncer; si » l'assemblée du Champ-de-Mai, et l'ouverture » des chambres ont dû retenir V. M. dans la » capitale, ces motifs de délai n'existent plus :

» la guerre nous entoure de toutes parts. Ce » n'est plus que sur le champ de bataille que la » France peut reconquérir la paix. Lorsque » l'étranger n'a suspendu ses coups que pour » nous frapper plus sûrement, l'intérêt natio- » nal ordonne de les prévenir au lieu de les » attendre. Les Anglais, les Prussiens, les Au- » trichiens, sont en pleine marche : la tête de » leurs premières colonnes a passé Nuremberg » le 19 mai, et se trouve sur les bords du » Rhin. L'empereur de Russie et le roi de » Prusse ont quitté Vienne le 26 mai, et l'em- » pereur d'Autriche le 27 : ces souverains sont » maintenant à la tête de leurs armées, et V. M. » est encore à Paris.... Sire, toute hésitation » compromettroit les intérêts de la patrie.... » Telle qu'un coup de théâtre, cette publication devoit annoncer, concurremment, avec les salves d'artillerie, dans la capitale, les premières victoires remportées sur l'ennemi.

Ainsi le rideau de la guerre étoit levé; Napoléon alloit donner le signal du carnage. Pouvoit-il rester insensible à l'orgueil, s'il jetoit les yeux sur le prodigieux appareil militaire de la ligue formée pour le déposséder? Un million de combattans se portoient contre lui et contre son armée. Fière de sa révolte, cette

armée marchoit avec autant d'intrépidité que de confiance sur le champ de bataille où sa destinée devoit s'accomplir. La lutte devoit être terrible; la France en étoit effrayée : « Les » citoyens alarmés tournoient les yeux vers le » roi, et l'appeloient à leur secours; ce silence, » se joignant à celui du monde civilisé, sem- » bloit annoncer quelque grande catastrophe. » Dans ce silence effrayant, on n'entendoit » retentir que les pas d'un million d'ennemis » qui s'avançoient de toutes parts vers les » frontières de la France (1). »

(1) Rapport sur l'état de la France au 12 mai, par le vicomte de Chateaubriand.

LIVRE XXXII.

Départ de Napoléon pour envahir la Belgique — Il passe son armée en revue. — Sa proclamation à ses soldats. — Ouverture de la campagne — Les Prussiens sont surpris. — L'armée française force la Sambre — Prise de Charleroi, de Marchiennes et de Gosselies. — Bataille de Ligny. — Combat des Quatre-Bras. — Retraite des Prussiens sur Wavres. — Arrivée de Wellington aux Quatre-Bras. — Napoléon s'avance pour lui livrer bataille. — Retraite de Wellington sur Waterloo. — Bataille de Waterloo. — Fuite de Napoléon. — Dispersion de son armée. — Considérations sur la bataille de Waterloo.

Etonné de l'audace de son entreprise, Napoléon surveilloit toutes les branches de la guerre, et pressoit lui-même ses préparatifs. Sa sollicitude se portoit sur l'armement de Paris et des frontières de l'Est. Il interroge son ministre Davoust, et veut avoir de lui l'assurance que du 11 au 15 juin les gardes nationaux de l'Alsace, du Dauphiné et de la Lorraine seront armés, et équipés. Il insiste pour que Paris soit complètement armé au plus tard le 25, voulant rester sans inquiétude sur sa capitale. Enfin, il sent la nécessité de renforcer son armée en cavalerie, et la division des cuirassiers du général Letort, cantonnée en Alsace,

reçoit l'ordre inopiné de se rendre à Philippeville ; elle y arrive à marche forcée et en très-peu de jours : hommes et chevaux étoient exténués.

Napoléon n'alloit employer activement à l'armée qu'il vouloit commander en personne, que trois maréchaux de son empire : Soult, déjà nommé major-général ; Grouchy, qu'il avoit mis à la tête de toute sa cavalerie, et Ney, qu'il fit mander par son ministre de la guerre. Depuis sa mission dans les départemens du Nord, Ney s'étoit retiré mécontent dans ses terres, soit qu'il fût en disgrâce pour avoir provoqué le rétablissement du régime républicain, soit qu'il fût rongé du dépit de n'avoir point obtenu de faveurs proportionnées à l'importance de sa défection. Mais à peine est-il rappelé, qu'il se rend en poste à l'armée du Nord.

Le 12 juin, Napoléon quitte Paris (1), pénétré

(1) *Suite de Buonaparte, à son départ de Paris, pour envahir la Belgique.*

Le grand-maréchal Bertrand.

Officiers d'ordonnance.

Colonel Gourgaut.
Saint-Yon.
Dumoulin.
Saint-Jacques.
Lariboissière.
Planat.
Lannoy.
Résigny.
Régnaut.
Montesquiou (Alfred).
Autru.
Amillet.
Chiappe.

de l'idée qu'il est à la veille d'être enveloppé par quatorze puissances toutes d'accord pour la prémière fois; qu'il n'est pas moins pressé par ses ennemis de l'intérieur; et que ses amis mêmes, peu unis entr'eux, lui sont contraires : mais il est convaincu en même temps que de grands succès dans la Belgique rallieroient ceux-ci, et dispersoient tous les autres. Il tient surtout à humilier Wellington dont la gloire, incompatible avec la sienne, le désole, et dont tout le mérite, selon lui, consiste à savoir temporiser. Aigrir le parti de l'opposition en Angleterre contre ce redoutable antagoniste, lui paroît un coup d'Etat indispensable pour vaincre de nouveau l'Europe. Enfin, il va commencer le dernier acte de sa tragédie politique; il passe par Soissons, Laon et Avesnes; en route il écrit à son ministre de la guerre de lui envoyer des fusils pour armer les paysans belges

---

Les gén. Drouot, Corbineaux, Flahaut, Labedoyère, Letort, Bussy, } aides de camp.

Chambellan : M. de Turenne.

Maréc. des logis : M. Guerchy.

1er écuyer : le gén. Foulert.

Bernard, aide de camp, } cabinet.
Fain, Authéry, Fleury, } secrét.

Marchand, 1er valet de chamb.

Saint-Denis Halix, 1er chasseur, Hovéra, 2e chass., } chambre.

Ecuyers { baron Mesgrigny. baron Canisy.

Deux pages.

et liégeois. « Remettez-moi, lui dit-il, l'état des » officiers belges qui sont ici, et envoyez un » officier supérieur belge à la suite du major » général. » Une dépêche télégraphique ordonne au maréchal duc d'Albufera de commencer les hostilités le 14 juin du côté des Alpes, de s'emparer de Montmélian, et de s'y fortifier. Napoléon insiste pour que dix mille fusils soient expédiés à la garde nationale de Lyon, et toujours inquiet pour la frontière de l'Est, il recommande au général Rapp de défendre l'Alsace à outrance. Tant de détails, tant d'affaires l'absorbent et l'accablent; jamais il n'a écrit avec tant de précipitation. Arrivé à Beaumont le 13 juin, il y établit son quartier-général, et trouve son armée prête à envahir la Belgique, et concentrée dans les positions suivantes: Drouet-d'Erlon occupoit Solre-sur-Sambre avec le premier corps; Reille, Ham-sur-Heure avec le second; Vandamme, à la tête du troisième, étoit placé à la droite de Beaumont. Gérard se trouvoit à Philippeville avec le quatrième corps; et Lobau étoit cantonné à Beaumont, avec le sixième et la garde impériale. Le 14 juin (anniversaire de Marengo et de Friedland), Napoléon passe en revue son armée; il lui révèle ses desseins dans une proclamation qui rappelle

d'abord, comme un heureux présage, ce double anniversaire, et les époques d'Austerlitz, et de Wagram. « Nous fûmes alors trop généreux, » dit-il à ses soldats, nous crûmes aux protes- » tations et aux sermens des princes que nous » laissâmes sur le trône. » Puis, apostrophant les alliés, « Insensés ! un moment de prospérité » vous aveugle !.. Enfin, la lutte va s'engager, » et le moment est venu de vaincre ou de » mourir. » De bruyantes acclamations et des transports de joie accueillirent cette proclamation qui se ressentoit de l'ivresse des anciennes prospérités.

Le lendemain, l'armée tout entière s'ébranla vers la Sambre au bruit d'une musique guerrière, et forte de cent quinze à cent vingt mille combattans, dont vingt mille hommes de cavalerie, et quinze mille hommes de la garde; elle traînoit avec elle près de trois cents bouches à feu, et un matériel en bon ordre. L'ardeur et la confiance animoient ces vieilles troupes, qui, échappées la plupart aux désastres des dernières campagnes, brûloient de laver leurs affronts dans le sang des ennemis. L'animosité contre les Prussiens étoit telle, que les soldats demandoient à grands cris : *Des cartouches et des Prussiens.*

Napoléon vouloit se placer brusquement au milieu des deux armées ennemies, entre Bruxelles et Namur, pour empêcher leur réunion, et tomber sur leurs troupes éparses avec sa cavalerie qu'il avoit formée à cet effet en un seul corps de vingt mille chevaux. De la seule rapidité de ses mouvemens alloit dépendre le succès. Porter en un jour toute l'armée jusqu'à Fleurus par une marche forcée de huit à dix lieues, pousser même l'avant-garde jusqu'à Sombref, sur la route de Bruxelles à Namur, telle devoit être sa première opération; le moindre obstacle, le plus mince délai pouvoient la faire échouer.

Couverts par la Sambre, les Prussiens n'avoient sur la rive droite que deux bataillons du corps d'armée du général Ziethen, qui défendoit, avec trente mille hommes cette partie de la frontière belgique; son quartier-général étoit à Charleroi.

Le 15 juin, ses avant-postes sont attaqués à Thuin et à Lobbes-sur-Sambre par l'avant-garde du général Reille, dont le corps d'armée se dirigeoit sur Marchiennes. L'ennemi surpris, sans aucun avis de ce mouvement, ne cherche plus son salut que dans une prompte retraite. En vain le bataillon can-

tonné à Thiun veut d'abord tenir. La cavalerie l'attaque avec une ardeur telle qu'en un instant il est forcé de se replier, en désordre, sur Marchiennes. En avant de cette ville, il essaie de se former en carré ; mais les lanciers, soutenus par les tirailleurs, lui en laissent à peine le temps. Le bataillon rompu de nouveau, la Sambre forcée sur ce point, tout fut pris, blessé ou tué, hors deux cents hommes qui se replièrent vers Bruxelles.

Tandis que le deuxième corps, où se trouvoit Jérôme Buonaparte, poursuivoit l'ennemi dans cette direction, la cavalerie légère du centre, aux ordres du général Pajol, marchoit vers Charleroi, balayant par plusieurs charges les avant-postes ennemis jusque sur la Sambre. Là, toute l'avant-garde de Ziethen prit position pour disputer le passage, et les approches du pont, recevant les Français sous le feu de la mousqueterie qui arrêta l'impétuosité de leur marche. Mais les attaques se renouvellent ; et bientôt les Prussiens, pressés vivement, et désolés par le feu des batteries, abandonnent le pont sans avoir eu le temps de le faire sauter. Les marins et les sapeurs de la garde s'y portent et en assurent le passage. L'ennemi s'éloigne précipitamment de Char-

leroi, et gagne les hauteurs ; la cavalerie légère le serre de près, et vers midi elle prend possession de la ville.

Déjà le deuxième corps, après avoir passé la Sambre à Marchiennes, s'avançoit sur le flanc droit des Prussiens vers Gosselies, sur la route de Bruxelles, dans le dessein de séparer l'armée anglaise de la colonne forcée à Charleroi, et de rejeter celle-ci sur Fleurus et Namur. D'autres colonnes d'attaque étoient détachées en même temps pour enlever aux Prussiens les hauteurs qui dominent Charleroi, tandis que le général Pajol, avec la cavalerie légère, s'avançoit jusqu'à Gilly sur la route même de Namur. Le général Ziethen fut chassé de tous les points où il essaya de tenir. Rien ne pouvoit modérer l'ardeur des assaillans ; ils s'élançoient au pas de course sur l'ennemi dès qu'il l'apercevoit, et l'enfonçoit à la baïonnette dès qu'ils pouvoient l'atteindre. Le général Letort, aide-de-camp de Napoléon, et colonel des dragons de sa garde, victime de sa témérité, fut blessé mortellement au moment même où, avec deux escadrons, il sabroit deux carrés d'infanterie, soutenus par de l'artillerie légère : les trois quarts de ses compagnons d'armes y périrent. L'aile gauche n'entra

à Gosselies qu'à cinq heures du soir, après avoir essuyé un feu de mousqueterie qui renversa une centaine d'hommes. Pendant la fusillade, les troupes prussiennes, cantonnées à Fontaine-l'Evêque, filoient dans le meilleur ordre derrière Gosselies, se dirigeant sur Fleurus, où Ziethen, mené battant sur les deux routes, prit enfin position. A six heures du soir, Ney, accompagné du général Reille, établit à Gosselies son quartier-général, tandis que Vendamme, à la tête du troisième corps, débouchoit de Charleroi suivi par Grouchy, qui arrivoit avec la cavalerie d'Excelmans : toutes ces troupes se portoient en hâte sur Fleurus.

Tranquilles dans ses cantonnemens, le maréchal Blücher n'apprit à son quartier-général de Namur la marche des Français que par l'enlèvement de ses avant-postes culbutés les uns sur les autres, sans pouvoir se reconnoître. Au premier avis de cette irruption subite, il dirige avec célérité les corps d'armée de Pirch et de Tielmann sur Sombref, pressant aussi la marche du corps de Bulow, plus éloigné vers Liége. Il expédie en même temps courrier sur courrier au duc de Wellington, qui, au sein d'une sécurité trompeuse, tenoit

disséminées ses troupes, soit en arrière soit en avant de Bruxelles.

Napoléon cependant trouvoit près de Fleurus le général Ziethen faisant mine de s'y maintenir. Vers le soir, l'arrivée de plusieurs colonnes permit de presser les attaques. Napoléon tourna rapidement, avec le troisième corps, la position des Prussiens, qu'il rejeta sur l'armée de Blücher dans le voisinage de Sombref. Le désordre devint tel dans leurs rangs, que des bataillons entiers de la Landwer se débandèrent.

Tandis que l'aile droite de l'armée française occupoit Charleroi, chassoit les Prussiens de Fleurus, et faisoit un millier de prisonniers, l'aile gauche, composée des premier et deuxième corps, poursuivoit aussi ses avantages en repoussant sur la route de Bruxelles une brigade de l'armée des Pays-Bas, commandée par le prince de Weimar; elle formoit l'avant-garde de Wellington, et couvroit Frasnes, au-dessus de Gosselies. Ces troupes s'étoient défendues d'abord avec intrépidité; mais, cédant à la vivacité du feu de l'artillerie légère, elles avoient fini par se replier sur la ferme des Quatre-Bras. Alors Ney occupa Frasnes. Cependant le prince d'Orange renforçoit à la

hâte la brigade du prince de Weimar, voulant rester maître de la double communication entre Nivelle et Bruxelles, et entre sa position et celle du maréchal Blücher. La nuit avoit déjà suspendu les attaques, et Napoléon quittant les lignes avancées, venoit de rétrograder vers Charleroi, où se trouvoient encore sa garde et la réserve. Presque toute la grosse cavalerie, répandue dans les villages voisins, bivouaquoit sur les deux rives de la Sambre.

Le pays que venoit de traverser l'armée étoit couvert de riches moissons qui, en peu d'instans, disparurent sous les pieds des chevaux, sous le poids de l'infanterie, sous le tranchant de la faucille, soit pour la nourriture de la cavalerie, soit pour la construction des baraques. Avide de butin, le soldat, courant de maison en maison, de ferme en ferme, ne revenoit au camp que chargé de dépouilles. Si des officiers, pénétrés du sentiment de leur devoir, cherchoient, par la sévérité, par leur exemple, à réprimer ces désordres, d'autres les toléroient en objectant que les magasins manquoient, et qu'il falloit bien que le soldat vécût : ainsi l'armée laissoit des traces de dévastations presque partout sur ses pas. A peine prenoit-elle une position qu'on voyoit les

soldats se déborder comme un torrent sur les habitations offertes à leur rapacité : tout disparoissoit en un clin-d'œil. Le village où l'on avoit campé ne présentoit plus le lendemain qu'un amas de ruines. Les plaines, tout-à-l'heure, couvertes de moissons abondantes, sembloient avoir été abîmées par un déluge de grêle, et de riantes prairies, que venoient de noircir les feux de bivouacs, ne présentoient plus à l'œil qu'un vaste champ couvert de litière, et qu'on eût dit ravagé par la foudre. L'indiscipline minoit sourdement l'armée ; nul accord ne régnoit entre les officiers et les généraux ; point de fraternité entre les régimens : les différentes armes se détestoient. La cavalerie insultoit l'infanterie, qui se targuoit de son importance dans les combats ; la garde impériale étoit un objet d'envie pour les autres corps, de jalousie et même de haine. Moins formidable en réalité qu'en apparence, cette armée présentoit un aspect plus brillant que solide ; elle n'étoit mue que par le sentiment d'une extrême bravoure, par l'ancienne renommée du chef, et par l'espoir de la vengeance.

Cependant les paysans belges, étourdis de l'apparition des Français, alors qu'ils les croyoient occupés à garnir leurs frontières,

affectoient une sorte de joie; ils maudissoient les Prussiens, et recevoient les troupes de Napoléon aux cris de *vive l'empereur!* dans l'espoir d'éviter le pillage. Cet accueil ajouta aux illusions dont se berçoit l'armée, ne doutant plus qu'une seule victoire ne devînt, dans toute la Belgique, le signal d'une révolution en sa faveur. Le début de l'invasion exaltoit le soldat et enivroit les chefs. L'ennemi, surpris, selon ces derniers, alloit se trouver dans l'impossibilité d'opérer sa concentration; ses corps, séparés et poursuivis avec vigueur, ne pourroient résister que foiblement. Déconcerté par une irruption qu'il étoit loin de prévoir, Wellington, en perdant l'initiative d'après laquelle il avoit tout calculé, verroit bientôt son plan de campagne anéanti. Rien de plus admirable que les combinaisons de Buonaparte: destruction des Anglais, ou leur rembarquement subit, arrivée prochaine de l'armée sur le Rhin aux acclamations universelles des Belges, telle étoit la perspective qu'elle apercevoit devant elle. Fière de camper sur le terrain qu'elle avoit conquis, l'armée se livroit aux illusions de l'espérance. Napoléon les partageoit; il attendoit impatiemment le jour pour recommencer à poursuivre les Prussiens, encore incertain lui-même s'ils recevroient la bataille.

Tout Bruxelles reposoit dans la sécurité et les plaisirs, quand le duc de Wellington reçut dans la nuit, au milieu d'une fête que lui donnoit la duchesse de Richemont, le premier courrier du prince Blücher. A peine en croit-il ce message, qui, annonçant les hostilités, contenoit la demande de prompts secours. Il en reçoit un second plus pressant. « L'attaque étoit devenue sérieuse ; Napoléon » avançoit avec une armée immense; il ve» noit de forcer la Sambre; il s'étoit rendu » maître, en un seul jour, de Thuin, de Marchiennes, de Lobbes, de Charleroi et de » Gosselies. » Ces nouvelles jetent partout la consternation; et au milieu même du bal, des femmes s'évanouissent. Wellington, sans différer, répond à Blücher qu'il met en marche, pour le soutenir, une forte division de l'armée anglaise, et toute sa réserve.

Ici les contemporains accusent d'imprévoyance les deux généraux alliés, pour n'avoir pas reçu en commun la bataille. C'est une impérieuse nécessité, dit-on, qui les avoit contraint de distribuer leurs forces selon les moyens de subsistance. En les concentrant sur un seul point, ils auroient d'ailleurs laissé à découvert la presque totalité de la Belgique! Mais étoit-il

donc impossible d'être prévenu vingt-quatre heures plus tôt des mouvemens de Napoléon ? Ce court intervalle eût suffi pour opérer la jonction complète des Anglo-Prussiens ; et alors rien n'étoit livré au hasard ni au caprice de la fortune. Au contraire, tranquilles dans leurs cantonnemens, Blücher et Wellington sont assaillis à l'improviste et sans déclaration préalable. Quinze années d'épreuves et de désastres avoient assez fait connoître le système de guerre de Napoléon, et ses moyens favoris d'attaque. Personne en France n'ignoroit, huit jours avant son départ, qu'il étoit à la veille d'envahir la Belgique. Les généraux alliés sembloient seuls ne pas croire à une telle agression, soit qu'ils fussent trompés par de faux avis, soit qu'ils eussent perdu de vue la situation désespérée de leur adversaire. Ils ne le croyoient point assez hardi pour se porter contre les Prussiens en s'exposant à être attaqué par les Anglais, ou à marcher contre l'armée anglaise, en laissant son flanc droit ouvert aux Prussiens. Wellington exposé ainsi à recevoir séparément le choc d'un ennemi audacieux, dit à cette occasion ; « Quand » d'autres généraux commettent une faute, » leur armée est perdue, ils sont sûrs d'être

» défaits; mais lorsque je me trouve en péril, » mon salut est dans mon armée. » Averti de l'approche du danger, il apporta une activité extrême à réunir ses forces, et à les mettre en mouvement pour soutenir les Prussiens. Le calme le plus profond régnoit dans Bruxelles, quand tout à coup et au milieu de la nuit, le son guerrier des trompettes et le roulement des tambours réveillèrent en sursaut les habitans : la générale battoit. La ville, remplie de soldats, fut bientôt dans le tumulte. La place Royale se garnissoit de troupes; partout on entendoit le hennissement des chevaux, le bruit des armes, des chariots, des trains, des ambulances. Le jour paroissoit à peine, que déjà, du sein de cette confusion, sortoient l'ordre et un ensemble militaire. Les régimens, formés avec régularité, se mettoient aussitôt en marche. Les montagnards écossais, précédés de leurs cornemuses, traversèrent la ville avec cet air martial qui les distingue, et se félicitant d'aller combattre. A dix heures du matin, l'armée anglaise étoit tout entière hors de Bruxelles. Le duc de Wellington et un grand nombre de généraux ne tardèrent pas à la suivre. Le duc, suivi par les acclamations du peuple, promit que la lutte seroit bientôt ter-

minée. Les rues, qui s'étoient remplies d'une foule immense et curieuse, devinrent silencieuses et désertes après le départ de l'armée ; chacun se retira plein d'inquiétude, et attendit avec anxiété l'événement qui laissoit en suspens les intérêts de tant de peuples.

Ainsi, l'alarme étoit donnée sur toute la ligne ennemie, tandis que Napoléon, au lieu de pousser le gros de ses forces pour s'interposer entre les Anglo-Prussiens avant qu'ils pussent se reconnoître, passoit la nuit à Charleroi, comme s'il eût désespéré de faire mouvoir cent mille combattans avec plus de célérité et de précision.

Décidé à porter ses premiers coups sur les Prussiens, il achève avant le jour de faire passer la Sambre à son armée, qu'il met en mouvement sur trois colonnes. Celle de gauche, dont le maréchal Ney a pris le commandement, suit la route de Bruxelles; le centre, que Napoléon veut conduire en personne, se porte dans la direction de Fleurus, et l'aile droite, sous les ordres de Grouchy, marche sur Sombref, à une demi-lieue, sur la droite de Fleurus. De fortes reconnoissances, poussées en avant, trouvent l'armée prussienne couronnant les hauteurs dites du *moulin de Bussi*, ayant devant elle les villages de Ligny et de

Saint-Amaud; sa gauche appuyée sur ce dernier village, sa droite sur Sombref, et presque tout son front couvert par le ruisseau escarpé de la Ligne. Tel étoit le terrain que Blücher avoit choisi pour recevoir la bataille, n'ayant pu rallier que trois corps de son armée, formant à peu près quatre-vingt mille hommes. Là il est résolu d'arrêter Buonaparte dans sa course. Il avoit employé la nuit entière à garnir sa position, et à se préparer au combat, occupant en force les villages de Saint-Amand et de Ligny, ce dernier surtout qui, mieux adapté à la défense, couvroit le centre de son armée. Là, chaque maison, chaque ferme, étoit devenue un simulacre de forteresse.

Tandis que le centre et l'aile droite de l'armée française manœuvrent pour avoir un front parallèle et d'une égale étendue à celui des Prussiens, le 6e corps et la garde marchent avec rapidité sur Fleurus, pour se joindre au gros de l'armée. Livrée à elle-même, l'aile gauche, s'éloignant des forces principales, étoit destinée à agir isolément, à trois lieues à l'est du champ de bataille, contre les premières colonnes de l'armée anglaise. Elles marchoient pour soutenir les Prussiens, et débouchoient sur Frasnes, par la ferme des Quatre-Bras,

nœud de jonction des routes de Charleroi et de Namur à Bruxelles. Les divisions anglo-belges arrivoient successivement aux Quatre-Bras, et prenoient position sur la lisière ou en avant du bois de Bossu.

Impatient d'achever ses dispositions d'attaque, Napoléon met en réserve, derrière le corps de Girard, placé au centre en face de Ligny, le 6e corps, toute sa garde, et plusieurs régimens de cuirassiers, concentrant sur ce point ses principales forces. Il met en réserve également tout le premier corps, ainsi que deux divisions de cavalerie, en arrière du village de Frasnes, à peu près au milieu de l'intervalle qui sépare les Quatre-Bras du village de Saint-Amand, où son extrême gauche se trouve opposée à la droite des Prussiens. Cette seconde réserve pouvoit ainsi se porter avec la même facilité vers Saint-Amand ou vers Frasnes, c'est-à-dire appuyer Ney, ou l'armée principale. Quant à l'aile droite, Napoléon donne à Grouchy, qui la commande, l'ordre de tenir seulement en échec la gauche de l'ennemi, sans chercher à la forcer, voulant laisser libre à Blücher la retraite sur Namur, où il se flatte de le rejeter, pour le séparer entièrement de Wellington.

Ces dispositions faites, il vient reconnoître lui-même la position des Prussiens, dont les fortes colonnes d'infanterie et de cavalerie se développoient en amphithéâtre, avec de nombreuses batteries placées en avant et dans les intervalles des masses. Malgré son impatience de commencer la bataille, il ne peut achever ses préparatifs que vers trois heures après midi, ne voulant rien hasarder qu'avec ses forces toutes réunies. Alors il donne l'ordre d'engager l'action, et se place à la réserve avec son état-major, pour surveiller toutes les attaques.

Le corps de Vendamme s'avance aussitôt contre Saint-Amand; celui de Gerard se porte sur Ligny, et Grouchy marche sur Sombref. Un feu vif de mousqueterie part de la gauche, se propage rapidement par les approches successives des diverses colonnes d'attaque, et devient bientôt général sur toute la ligne.

La division du général Lefol, faisant partie du corps de Vandamme, pénètre avec impétuosité dans Saint-Amand, où s'appuyoit la droite des Prussiens qui, revenant à la charge, restent maîtres d'une partie du village : il devient le théâtre de combats acharnés. Ney conseilloit à Napoléon d'y diriger sa principale

attaque; par là, évitant une partie des difficultés du terrain, et se rapprochant du maréchal Ney, engagé contre l'avant-garde de Wellington, il auroit pu lui porter des secours ou en recevoir, séparer les Prussiens des Anglais, et forcer les premiers de se retirer vers Namur. Mais, emporté par le désir d'exterminer l'armée prussienne, Napoléon lui livre une bataille générale. Déjà le combat s'anime de plus en plus vers le centre, contre le village de Ligny, le corps de Gérard renouvelant ses attaques pour s'en emparer. Là les vergers, les enclos, les jardins étoient couverts de tirailleurs, et un feu destructeur de mousqueterie partoit des maisons, des granges, des étables, percées de *meurtrières*, et remplies de soldats prussiens.

Chaque parti étoit soutenu par une artillerie formidable, dont les détonations imitoient la foudre; et ces attaques terribles s'alimentoient, pour ainsi dire, par un mouvement de fluctuation alternatif entre les deux armées, revenant sans cesse à la charge. Les forces agissantes avoient derrière elles de grandes masses, qui recevoient du renfort des hauteurs voisines. Près de deux cents bouches à feu étoient pointées contre le village de Ligny, par deux armées qui s'en disputoient la possession; c'étoit la clef

de la position de Blücher; tout l'effort de la bataille se portoit sur ce village, et s'étendoit par intervalle sur le front des deux armées. Ligny fut pris et repris trois fois, au milieu de scènes de carnage horribles : il parut bientôt tout en feu. La division du lieutenant-général Girard y marcha de Saint-Amand, pour renforcer l'attaque, et s'avança contre une forte colonne de Prussiens, à vingt pas de distance, l'arme au bras, sans tirer. Un feu épouvantable de mousqueterie s'engage, et l'intrépide Girard est atteint de plusieurs balles au moment même où son cheval, blessé à la tête, bondit avec fureur et le jette à terre avec violence (1). L'acharnement redoubloit, et la plus aveugle fureur animoit les soldats des deux partis; on ne vouloit faire aucun quartier. Le massacre continuoit autour de Ligny; on n'y combattoit que sur des monceaux de cadavres et de ruines. A la fin les Français avec leurs obusiers mettent le feu aux fermes de l'extrémité supérieure du village ; mais les Prussiens conservent le terrain à l'extrémité inférieure. Les horreurs de l'incendie ajoutent à celles du carnage; des

(1) Cet officier-général mourut de ses blessures, à Paris, après la bataille de Waterloo.

tourbillons de flammes s'élèvent au milieu d'une épaisse fumée, qui dérobe les combattans aux regards les uns des autres.

Sur la gauche, la possession de Saint-Amand étoit tout aussi disputée. Le maréchal Blücher, donnant aux Prussiens une nouvelle énergie, marche à la tête de quelques bataillons et reprend le village. Les Français plient à leur tour; leur succès se trouve compromis sur ce point; et Napoléon, qui n'ose dégarnir son centre, rappelle en hâte le premier corps formant la réserve de Ney, auquel il laisse ignorer ce mouvement.

Ney toutefois n'avoit engagé l'action qu'avec trois divisions du deuxième corps. Dès le matin, suivi d'une artillerie formidable, il s'étoit avancé contre les Anglo-Belges sur les hauteurs en avant de Frasnes, en face la ferme des Quatre-Bras et du bois de Bossu. Une division belge avoit commencé le combat sous la conduite immédiate du prince d'Orange. Les divisions Foi et Bachelu s'étant présentées les premières, avoient été accueillies par un feu de mousqueterie bien dirigé. Une surface inégale, en avant du bois de Bossu, devint le théâtre de cette bataille partielle. Là, les Français revenoient sans cesse à la charge,

pour forcer la position de l'ennemi ; longtemps exposé au carnage, il se replia dans le bois, où l'artillerie fit pleuvoir une grêle de mitraille, d'obus et de boulets. Cependant, sir Thomas Picton arrivoit de Bruxelles avec la cinquième division anglaise, et le corps d'armée du duc de Brunswick, soutenu bientôt par la division des gardes et par celle du lieutenant-général Alten. Mais, faute d'artillerie et de cavalerie, ces secours suffirent à peine pour arrêter les Français. Les alliés pourtant s'efforcent de prendre l'offensive, animé par la présence du prince d'Orange et du duc de Brunswick : ils longent la lisière du bois, et couvrent les plateaux de leurs carrés. Repoussés à leur tour, les tirailleurs français forcent leur ligne de bataille à un mouvement rétrograde. A la vue des renforts qui arrivent à l'ennemi, le maréchal Ney songe à se faire appuyer par le premier corps qu'il savoit en réserve; son dépit égale sa surprise quand il apprend que Napoléon vient d'en disposer sans l'en prévenir. Réduit à ses seules forces, Ney, au lieu de séparer Wellington de Blücher, ne peut plus contenir les Anglais. Il renouvelle pourtant ses attaques, et ordonne aux cuirassiers de donner ; plusieurs de leurs charges viennent expirer

devant le feu d'un carré de *Brunswickois noirs*, tandis que le 1er régiment des gardes anglaises se glissoit à la droite du bois, le long des fossés, et reprenoit avec vigueur l'offensive. Les cuirassiers font volte-face, et portent le désordre dans les rangs de l'infanterie. Une multitude de soldats blessés sèment aussi l'épouvante, et entraînent tout ce qu'ils rencontrent à travers champs ou sur la route de Charleroi, encombrée d'ambulances et d'équipages. Mais l'infanterie se reforme en bon ordre sur les hauteurs de Frasnes, et opposant aux Anglais une résistance invincible, arrête les premières colonnes de Wellington.

Ainsi Napoléon livroit deux batailles en un jour, à trois lieues de distance l'une de l'autre, sacrifiant, à la nécessité de battre les Prussiens, l'attaque accessoire de Ney contre une partie de l'armée anglaise. C'étoit à Ligny qu'il lui falloit arracher la victoire. Il se disposoit à y frapper des coups décisifs, au moment où Blücher n'avoit déjà plus d'espoir d'être renforcé par son quatrième corps, ni par les Anglo-Belges qu'il savoit aux prises avec le maréchal Ney. Blücher persiste toutefois à disputer le terrain à Napoléon, et l'épée à la main il conduit au feu des troupes fraîches.

Mais le jour baissoit, et, malgré une résistance désespérée, les Prussiens étoient chassés de tous les villages qui couvroient leur ligne. Toutefois le gros de leur armée conservoit les plateaux adjacens au moulin de Bussi. Là, placés en amphithéâtre, les carrés prussiens se présentoient, pour ainsi dire, à découvert au feu des batteries françaises, qui tonnoient contre eux. Napoléon juge alors que le gain de la bataille va dépendre d'un dernier effort, soit pour enfoncer le centre de l'ennemi, soit pour accabler son aile droite dont il médite la destruction. Dans ce dessein, il fait avancer, avec ses réserves, huit bataillons de la garde, les grenadiers à cheval, et les cuirassiers des généraux Delort et Milhaud.

Cette redoutable colonne s'ébranle au pas de charge, traverse les décombres du village de Ligny, et se précipite la baïonnette en avant sur les carrés prussiens, qui commencent à fléchir; l'exemple des chefs les retient encore. Le feu qu'on avoit vu se rallentir se ranime, et les charges de cavalerie viennent augmenter l'horreur de la mêlée. Enfin, par une évolution rapide, les cuirassiers se faisant jour entre Ligny et Saint-Amand, prennent l'infanterie ennemie à dos, la déconcertent par

plusieurs charges, et l'enfoncent sur plusieurs points. Les Prussiens abandonnent alors le champ de bataille, couvert de morts, de blessés et de prisonniers, et laissent aux vainqueurs quinze à vingt pièces de canon; mais, tout en se retirant, ils ne cessent de se défendre, évitant ainsi une déroute complète. Le maréchal Blücher se met lui-même à la tête de sa cavalerie de réserve, et veut repousser les cuirassiers; mais un coup de feu perce son cheval, qui, sans en être arrêté dans sa course, s'emporte avec plus de fureur, jusqu'à ce qu'il tombe mort. Etourdi par cette chute violente, Blücher reste engagé sous son coursier pendant que les cuirassiers de Napoléon s'avancent. Dans ce péril extrême, son aide-de-camp (le seul qui lui restât) met pied à terre, et veut partager son sort. Déjà les derniers escadrons prussiens ont dépassé leur général; mais la nuit le protége de son ombre. Les cuirassiers continuant leur charge, passent brusquement près de lui sans le reconnoître : une nouvelle charge de sa cavalerie les ayant repoussés à leur tour, ils repassent avec la même précipitation, et s'éloignent de même. Blücher, dégagé non sans peine, remonte sur le cheval d'un simple dragon, et suit le mouvement de retraite.

Le centre de son armée l'effectuoit sur Tilly, dans la direction de Bruxelles, tandis que la droite, encore aux prises avec le troisième corps, s'apercevant que le centre plioit, suivit son mouvement rétrograde, évitant ainsi d'être enveloppé. Dès lors l'armée prussienne, dont la retraite étoit décidée, ne se battit plus que pour soutenir la marche précipitée de ses colonnes. Sa perte étoit immense; elle s'élevoit à vingt-cinq mille hommes, tant tués que blessés, prisonniers ou fuyards. Les généraux Holzendorf et de Furgoss étoient au nombre des blessés; mais aucun officier de marque n'avoit péri, à l'exception du fils unique du général Yorck, encore à la fleur de l'âge.

Les Prussiens étoient, sinon en déroute, du moins dans un grand désordre. L'infanterie de ligne avoit tenu, il est vrai, jusqu'à la fin; la cavalerie, souvent repoussée, étoit revenue souvent à la charge: mais un grand nombre de soldats de la landwer, récemment levés, s'étoient dispersés, en jetant partout l'alarme, vers Liége, Aix-la-Chapelle, Bruxelles même, tandis que les bagages filoient précipitamment vers Namur, Louvain et Mastricht, comme après une défaite. Heureusement pour l'ennemi que le corps d'armée de Bulow, composé de troupes

fraîches, et marchant pour joindre Blücher, forma, vers Gembloux, à deux lieues du champ de bataille, une forte ligne de réserve, derrière laquelle les brigades en retraite purent se rallier. Vers la gauche, non-seulement le corps d'armée de Thielmann se maintint à Sombref, mais encore le village de Bray resta occupé la nuit entière par les Prussiens.

L'armée française, accablée, épuisée, hors d'état de poursuivre l'ennemi, étoit restée sur le champ de bataille qu'elle avoit conquis par des prodiges de valeur; mais cette victoire peu décisive lui coûtoit quinze mille hommes, y compris les pertes éprouvées aux Quatre-Bras. Ney venoit encore de soutenir, vers le soir, sur les hauteurs de Frasnes, un combat très-animé contre les Anglo-Belges, qui reprenant l'offensive, avoient conservé leur position à force de sacrifices. Le plateau en avant du bois de Bossu, où ils avoient arrêté les charges, le front du bois et le chemin creux qui en borde la lisière, étoient jonchés de morts. Là, les Français avoient perdu plus de quatre mille hommes, et les alliés cinq mille; mais ces derniers avoient de plus à regretter le duc de Brunswick (1), prince

(1) S'étant laissé entraîner par son ardeur au milieu du feu de la mousqueterie, une balle lui perça la main, le ventre et la

intrépide, qui avoit habillé ses troupes en noir pour leur rappeler le trépas de son père, et l'insulte faite par Buonaparte à son tombeau; il termina aux Quatre-Bras sa glorieuse carrière en chargeant les Français à la tête de ses hussards. Ce combat, si distinct de la bataille générale, fut comme une victoire défensive pour les deux partis. Si les Français y arrêtèrent les Anglais, qui marchoient au secours de l'armée prussienne, ces derniers, par leur résistance opiniâtre, firent échouer le projet de Buonaparte, tendant à séparer les armées de Wellington et de Blücher, et à presser Bruxelles où ses émissaires répandoient l'alarme. Une grande ville ouverte si près de deux armées aux prises, ne pouvoit manquer d'être livrée à l'inquiétude. La consternation s'y étoit répandue au moment où la canonnade s'étoit fait entendre dans la direction des Quatre-Bras. Cent rapports différens, détruits l'un par l'autre, avoient ajouté à l'anxiété générale. La canonnade ayant continué jusqu'au soir,

---

foie : le duc tomba de son cheval, et dix minutes après il rendit le dernier soupir. Ce prince toujours en état d'hostilité contre Buonaparte qui avoit dépouillé sa famille, s'étoit signalé en 1809 en traversant l'Allemagne avec une poignée d'hommes après la défaite des Autrichiens à Wagram.

terreur avoit redoublé. Tout à coup des hommes apostés annoncent l'approche des Français, et la défaite totale de l'armée anglaise; des groupes de cavaliers belges galopent à travers la ville, comme si l'ennemi eût été à leurs trousses. A l'instant même charriots et gros bagages partent au grand trot de la Place Royale qui, en un clin d'œil, reste libre et déserte. Tout ceux qui, dans la ville, ont des chevaux et des moyens de transport, s'éloignent avec une étonnante célérité. Les familles anglaises prenoient l'une après l'autre la route d'Anvers. Ces honteuses frayeurs servoient les émissaires de Napoléon, qui répandoient partout le bruit que Wellington étoit défait. On le crut à Anvers, à la Haye, à Bruxelles, où l'arrivée d'un aide-de-camp mit enfin un terme à ces fausses alarmes. Il annonça qu'une partie de l'armée après avoir seule combattu, et repoussé les Français, étoit restée maîtresse du champ de bataille. Mais la défaite des Prussiens ne pouvoit rester long-temps cachée, ni le triste spectacle de chariots remplis de blessés, transportés dans Bruxelles, ni la vue du cadavre du duc de Brunswick. Tout ce qu'on put démêler, c'est que l'armée prussienne étoit en pleine retraite, mais que rien n'étoit décidé encore à l'égard de l'armée qui couvroit Bruxelles.

Les vainqueurs avoient passé une nuit plus calme sur le champ de bataille de Ligny. Les blessés y furent soignés, et on en dirigea le transport vers Charleroi. L'inspection seule du terrain, jonché de cadavres, suffisoit pour faire apprécier combien l'ennemi avoit souffert. Les Français en concluoient que les résultats de la bataille étoient immenses : officiers et soldats s'attendoient à trouver le lendemain, sous les remparts de Namur, l'armée prussienne tout en désordre et en fuite. Napoléon se montroit satisfait de l'heureux début de la campagne. Après avoir reçu les félicitations de ses généraux, il expédia des courriers à Paris, pour annoncer sa victoire, espérant faire naître dans la capitale l'exaltation et la confiance. Impatient d'aller en avant, il fit prendre les armes au point du jour à toute son armée, chargeant Grouchy de suivre et d'observer les Prussiens avec un détachement de trente mille hommes. Ce général prit avec lui les corps de Vandamme et de Gérard, et la cavalerie du général Pajol ; il poussa d'abord jusqu'à deux lieues de Namur un corps prussien posté comme pour lui donner le change, et revient ensuite sur le gros de l'armée ennemie, qui s'étoit porté vers le défilé du Mont-

Saint-Guibert, dans la direction de Wavres, pour se rapprocher de l'armée anglaise. Grouchy resta incertain sur la force et la position des différens corps qui lui étoient opposés.

Cependant Buonaparte, résolu de chercher les Anglais, et de les combattre, se portoit en avant, dans la direction de Bruxelles, avec le gros de sa cavalerie qui marchoit en deux colonnes, précédant le sixième corps et toute sa garde. Au-delà de Frasnes, il trouve le corps d'armée du maréchal Ney sous les armes et prêt à recommencer le combat; il le rallie à ses troupes. Là il attend tout ce qui est resté en arrière, et parcourant la ligne il examine avec attention les mouvemens des Anglais, postés sur le même terrain où ils avoient combattu la veille. Wellington venoit d'y arriver en personne avec toutes ses forces, prêt à recevoir ou à donner la bataille. La cavalerie anglaise étoit rangée derrière l'infanterie. Un changement de front imprévu fit croire à Napoléon que son adversaire alloit accepter le combat, auquel lui-même se préparoit avec ardeur : mais tout le sixième corps et toute sa garde, marchant de Ligny, se trouvoient retardés par le mauvais état des chemins de traverse que les pluies avoient défoncés. L'artillerie

s'embourboit à chaque pas dans ce terrain fangeux. Enfin, l'armée s'étant toute réunie, Napoléon s'avança en ligne sur les hauteurs, et se mit en devoir de commencer la bataille. Mais déjà Wellington, instruit du revers de l'armée prussienne, et combinant sa marche sur ses mouvemens, avoit ordonné la retraite, d'abord sur Gennape, et de là sur Waterloo. Elle s'opéroit par colonnes, et à mesure que l'infanterie se retiroit, la cavalerie se replioit graduellement sur ses traces, attentive aux mouvemens de Napoléon. Il ne tarde pas à s'apercevoir que les évolutions des Anglais n'ont pour objet que de masquer leur départ. Déjà sur les plateaux, à l'entrée du bois de Bossu et sur la route, on ne voyoit plus qu'une forte arrière-garde de cavalerie. Napoléon tremble que l'ennemi ne se dérobe à sa poursuite; il porte en avant ses lanciers, ses cuirassiers, et marche sur les traces de Wellington. Toute l'armée le suit, et accélère son mouvement sur Bruxelles. Comme lui, ses troupes brûlent d'ardeur, et frémissent d'impatience; elles voient dans la retraite des Anglais une déroute qui ne doit s'arrêter qu'à leur rembarquement, Bruxelles conquise, et les Belges, épiant l'instant propice de passer sous les drapeaux français. L'armée

s'étonne qu'ils n'arrivent point en foule au-devant d'elle. Abusé aussi par cet espoir de défection, Napoléon étoit lui-même dans l'attente; il ignoroit que le prince d'Orange, soit par son propre exemple, soit par la confiance qu'il avoit témoignée aux Belges, avoit excité en eux des sentimens d'émulation et d'honneur; en un mot, qu'ils venoient de combattre aux Quatre-Bras, où ils avoient fait leur devoir.

L'armée s'avançoit avec rapidité sur un terrain bourbeux et glissant; la cavalerie la suivoit à travers les moissons. La marche en étoit rallentie; elle devenoit pénible pour l'artillerie et les équipages. On traversa le champ de bataille des Quatre-Bras, couvert encore de débris et de monceaux de cadavres. Les lanciers et les cuirassiers, toujours en avant, atteignirent enfin, au village de Gennape, la cavalerie anglaise. Lord Uxbridge la commandoit; il fait d'abord deux charges à la tête de la cavalerie légère, au moment où les cuirassiers débouchoient de Gennape. Repoussé, il en fait une troisième, à la tête du premier régiment des gardes-du-corps du roi d'Angleterre, qui, pour la première fois, combattoient sur le con-

tinent. L'impétuosité de cette cavalerie d'élite et la force de ses chevaux furent irrésistibles. Les lanciers et les cuirassiers une fois dispersés, Wellington effectua librement sa retraite rapide dans le meilleur ordre, amenant ainsi son adversaire sur le terrain où il désiroit le combattre et déployer sa cavalerie. Napoléon voyant les Anglais lui échapper, avoua que c'étoit un jour de fausses manœuvres. Les troupes anglaises de toute arme arrivoient successivement dans les diverses positions qui leur étoient assignées, en avant de Waterloo et de la forêt de Soignes. Cette forêt, plantée de hautes futaies, traversée du nord au sud par la grande route, et coupée de ruisseaux et d'étangs, couvre Bruxelles vers la France, dans une profondeur de quatre lieues. Elle offroit à l'armée anglaise un point d'appui tel, que Napoléon, pour la tourner, ne pouvoit employer contre l'une ou l'autre de ses ailes sa manœuvre favorite. Le village de Waterloo, placé au sortir de la forêt, se lie à celui de Mont-Saint-Jean, où viennent se croiser les routes de Charleroi et de Nivelles. Là, le terrain s'ouvre et présente aux regards de vastes plaines, parsemées de monticules. C'étoit ce champ de bataille que Wellington avoit

choisi après l'avoir étudié d'avance. On assure que, dans l'été de 1814, allant de Paris à Bruxelles, il avoit dit, en examinant cette position sous le rapport militaire, qu'il ne balanceroit pas à l'occuper si un jour il avoit à défendre la capitale des Pays-Bas. Il forma sa ligne en face de Waterloo, sur un rideau d'une pente douce qui couvre Mont-Saint-Jean; son aile droite appuyée à un ravin près de Merck-Braine; et sa gauche couverte aussi par un ravin près la ferme de Ter-la-Haie. Cette ligne, d'un accès facile, n'avoit devant elle pour point d'appui que deux ou trois grosses fermes et des bois sur ses flancs; mais elle étoit favorable aux manœuvres de la cavalerie et au jeu d'une artillerie nombreuse.

Cependant Napoléon, qui avoit suivi de près Wellington, commençoit à former son armée sur un rideau opposé à la position de Mont-Saint-Jean. Il établit à la ferme de Caillou, près Planchenois, son quartier-général, et fit camper aux environs ses masses principales. On se préparoit des deux côtés à une terrible bataille; mais bientôt un violent orage vint fondre sur la position des deux armées.

Les malheureux habitans abandonnoient leurs maisons, livrées à tous les ravages, et

fuyoient de toutes parts, soit la colère du ciel, soit les excès du soldat. Le tonnerre, les éclairs et un déluge de pluie, s'opposoient à ce qu'on attaquât de suite les Anglais, comme si la Providence eût voulu renvoyer au lendemain la décision de cette grande lutte. Le temps ne redevint clair que vers le soir, et montra l'armée française en bataille occupant toute la position de Planchenois. Une canonnade s'engagea aussitôt; mais l'approche de la nuit ne permettant plus une affaire générale, le feu cessa de part et d'autre. Les deux armées restèrent dans leurs bivouacs au milieu de la boue, et exposées aux averses, n'ayant eu le temps de se construire aucun abri. Le village de Waterloo fut occupé par le duc de Wellington, par le prince d'Orange, et par les principaux officiers de l'armée anglaise. La nuit fut désolante; une pluie continuelle tomba par torrens. Buonaparte et ses soldats sembloient craindre que les Anglais, protégés par les ténèbres et par l'orage, ne fissent leur retraite vers la mer. A l'aube du jour, le ciel reprenant quelque sérénité, l'armée française se remit sous les armes, et témoigna sa surprise de voir les Anglais dans leur position de la veille. Napoléon ne put contenir sa joie, et,

allant les reconnoître, dit à son état-major, groupé autour de lui : « Enfin, je les tiens ces Anglais ! » Il presse, avec impatience, les préparatifs de l'attaque, et néglige de s'assurer si l'armée prussienne est réellement contenue par le corps d'armée de Grouchy.

Sa ligne de bataille se forma aussitôt, de manière à présenter un front parallèle à celui des Anglais. Le corps de d'Erlon (1) occupa le centre, et s'établit sur le tertre élevé au-delà de Planchenois, sa gauche appuyée sur la route de Bruxelles, sa droite vis-à-vis Ter-la-Haye. Le corps de Reille (2) fut établi à l'aile gauche. Destiné à marcher contre la droite de l'armée anglaise, il remplit tout l'espace qui sépare les deux routes de Bruxelles et de Nivelles, communiquant par sa droite avec d'Erlon. Le 6e corps, sous Lobau, forma l'aile droite; et termina la ligne; une partie resta en arrière pour observer les Prussiens s'ils venoient à déboucher par Saint-Lambert, car déjà les coureurs annonçoient que Bulow sembloit prendre cette direction. La cavalerie occupa plus particulièrement les deux ailes, et la

(1) 1er corps.
(2) 2e corps.

garde impériale resta en réserve sur les hauteurs de Planchenois.

Instruit à huit heures du matin que Napoléon fait des dispositions d'attaque, Wellington forme aussi son ordre de bataille dans les mêmes lignes où il avoit pris position la veille. Son centre se compose du corps d'armée du prince d'Orange. L'aile droite, sous les ordres de lord Hill, est rangée presque à angles droits avec le centre. Sir Thomas Picton commande l'aile gauche, dont les Brunswickois faisoient partie. Cette aile assuroit la communication des Anglais avec les Prussiens, soit par l'extrême gauche qui dépassoit Ter-la-Haye, soit par des patrouilles poussées sur Ohein, dans la direction de Wavres. L'armée anglaise se trouvoit ainsi à cheval sur les routes de Bruxelles et de Nivelles, son centre couronnant le plateau de Mont-Saint-Jean (la clef de sa position), et ses ailes couvertes, soit par des ravins, soit par les fermes d'Hougoumont et de la Haye-Sainte, toutes deux garnies de troupes légères. Sur toute l'étendue de son front régnoit une pente douce qui formoit sur plusieurs points un glacis parfait. Dans cette position, elle figuroit presque un quart de cercle, tel qu'un éventail ouvert.

Déterminé à recevoir la bataille, lord Wellington avoit demandé par écrit au maréchal Blücher sa coopération, c'est-à-dire un ou deux de ses corps d'armée. L'officier anglais porteur de sa lettre trouva le général prussien un peu remis de sa chute de cheval. Mais à peine apprend-il qu'une bataille décisive va se donner, qu'il se fait porter sur un cheval frais, et se dispose à marcher avec le gros de ses forces; il rappelle à l'officier anglais ce qu'il a dit en 1814 aux souverains coalisés : « Vous » laissez échapper Buonaparte, hé bien, vous » serez forcés de revenir encore une fois à la » chasse. » Blücher répond sur-le-champ à Wellington, que le général Bulow est en marche, et qu'à une heure après midi il seroit rendu sur le terrain.

A neuf heures du matin, Napoléon achevoit de mettre son armée en bataille, se portant sur différens points de sa ligne, accompagné de son état-major, et examinant avec attention les positions de l'armée anglaise. Il aperçut tout l'espace compris depuis le plateau du Mont-Saint-Jean jusqu'à la Haye-Sainte, couvert d'infanterie, dont les masses serrées réfléchissoient une couleur rouge, mais lugubre par l'idée du sang qu'elle faisoit naître. C'étoit le centre

de l'armée ennemie. Les plateaux masquoient le reste du terrain jusqu'à la forêt, espace occupé par la cavalerie et les réserves. A l'aile droite on distinguoit de fortes colonnes en échelon depuis le plateau jusqu'à la ferme d'Hougoumont, couverte par un bois et plusieurs ravins. Des deux côtés, des décharges confuses et irrégulières de mousqueterie se faisoient entendre, car chacun préparoit et essayoit ses armes, dans l'attente prochaine du combat. Les troupes françaises n'attendoient plus que le signal, et sembloient emprunter une nouvelle énergie à la vue d'un ennemi qu'elles se croyoient sûres de vaincre. La confiance des deux armées sembloit égale dans la victoire; l'une tiroit toute sa force de sa discipline, de son énergie, et de l'appui du continent; l'autre, de sa valeur, de son audace, et du souvenir de ses triomphes. Toutes deux sentoient le besoin de vaincre, l'une afin de préserver l'Europe, l'autre pour son propre salut; car la destinée de celle-ci étoit liée à celle de son chef. Elle avoit remporté deux jours auparavant une victoire signalée; et le sort du monde sembloit dépendre pour elle d'un succès de plus. Toutefois les forces et la réputation des deux généraux se balançoient;

tous deux, par des moyens différens, s'étoient fait une arme puissante de l'amour et de la confiance du soldat. Si les Français reconnoissoient dans Napoléon le général impétueux, terrible, habile à profiter de la moindre faute, exerçant au milieu même du carnage l'ascendant d'un coup d'œil sûr, les ennemis voyoient dans Wellington un capitaine éminemment doué du sang froid qui s'empare des occasions, et du génie qui sait les créer, ne laissant rien à la fortune de ce qu'il peut lui ravir par la prudence. Mais il alloit se mesurer avec Napoléon et la fleur de ses guerriers qui poursuivoient ce même système de guerre avec lequel ils avoient triomphé dans presque toutes les parties de l'Europe. De son côté, Napoléon ne pouvoit plus fonder ses espérances sur des manœuvres inopinées, propres à déconcerter un ennemi irrésolu; il ne s'agissoit plus de tourner des ailes, de frapper de terreur une armée novice, de vaincre par surprise ou par fraude: il falloit combattre de front et corps à corps un rival heureux et une armée endurcie toute prête à soutenir la lutte la plus acharnée.

A onze heures du matin, les premiers coups de canon partent de sa ligne de bataille, et de nombreux tirailleurs s'en détachent pour en-

tamer l'action. La division de Jérôme Buonaparte se porte la première en avant ; elle assaillit la ferme et le château d'Hougoumont, dont les murs étoient crénelés. Des bataillons et des escadrons s'avancent contre les carrés de l'ennemi, placés en échelons derrière la ferme. A l'aile droite l'action se décide avec la même ardeur, de même que vers le centre et aux deux ailes. Un feu soutenu ne tarde pas à s'allumer sur toute la ligne : les décharges de part et d'autre se convertissent en une mousqueterie régulière, que renforcent les détonations de l'artillerie. Le ciel, orageux d'abord, s'éclaircit, et la vue devient magnifique et terrible : la vallée tout entière paroît en feu. Placé sur un mamelon en avant de Planchenois, près la ferme de la Belle-Alliance, Buonaparte, entouré de ses officiers, observe de là tous les progrès de la bataille ; il fait remarquer à ses généraux avec quelle précision les régimens anglais se mettent en ligne. De son côté, Wellington à cheval, entouré de son état-major, se place au centre, sur la route de Bruxelles ; de là il domine sur les deux armées, ayant à ses côtés, outre ses aides-de-camp, le général russe Pozzo-di-Borgo ; le général autrichien baron de Vincent ; le général prussien

baron Muffling, et le général espagnol Miguel Alava.

Le bois d'Hougoumont, long-temps disputé, fut enfin emporté et occupé par les troupes de Reille; mais la ferme, entourée de murs et de haies qui formoient enceinte, opposa une résistance opiniâtre. Ce fut là que Napoléon sembla porter tous ses efforts; les colonnes d'attaque s'y succédèrent. Lord Hill fit avancer sous les éclats des boulets et des obus, le général Bing, avec la deuxième brigade des gardes anglaises. Là s'engagea un combat sanglant; mais ces attaques sur les ailes n'avoient pour objet que d'occuper l'attention de l'ennemi. Napoléon ne vouloit pas laisser échapper des momens si précieux; c'étoit vers le centre qu'il alloit porter des coups décisifs dans la vue de s'emparer de la position sur la grande route, de couper, à l'aile droite des Anglais, sa retraite sur Bruxelles, de rejeter du côté des Prussiens l'aile gauche, ou de les forcer l'une et l'autre à battre en retraite à travers les chemins creux et presqu'impraticables de la forêt de Soignes. C'est donc vers le Mont-Saint-Jean qu'il va diriger ses attaques; mais il faut avant qu'il se rende maître des deux fermes qui couvrent la ligne de l'ennemi, et qui en-

sont comme les boulevards. A mesure que les Anglais cèdent un peu de terrain, l'armée française resserre ses approches, et l'artillerie se porte en avant, suivie par de nombreuses colonnes. La ferme de la Haie-Sainte, entre la gauche et le centre de Wellington, est vivement assaillie; mais la mitraille et les boulets anglais jouent en plein sur les colonnes d'attaque. Les Français n'en avancent pas moins l'arme au bras, comblant leurs brèches, reformant leurs rangs avec une constance admirable. Là aussi, des régimens écossais font des pertes énormes, sans que rien ôte aux deux partis de leur contenance martiale.

Tandis que l'attaque vers le centre commence à devenir sérieuse, la lutte vers Hougoumont continue à être acharnée. En vain les troupes de Jérôme et de Reille pénètrent avec audace dans l'intérieur des cours; elles en sont chassées chaque fois à la baïonnette. C'est par le feu des obus que les assaillans vont emporter la position. Bientôt la ferme, les granges, les écuries, tout devient la proie des flammes, jusqu'aux malheureux blessés qui, au lieu de secours qu'il n'est plus possible de leur porter, trouvent une mort affreuse. Les hauteurs d'Hougoumont néanmoins restèrent à l'ennemi qui en

connoissoit l'importance; de là Napoléon eût aisément foudroyé toute la ligne anglaise. Ainsi partout la défense étoit aussi opiniâtre que l'attaque étoit impétueuse. Les moindres enfoncemens, les plus petits mamelons étoient pris et repris. Les détonations continuelles de plus de cinq cents bouches à feu vomissant la mort de part et d'autre; la mousqueterie des bataillons et des tirailleurs; le sifflement des balles et des boulets; l'explosion des caissons, que faisoient sauter le feu des obus; le tumulte des charges, et les cris des combattans, complétoient cette scène de carnage d'autant plus effroyable, qu'elle étoit resserrée sur une surface d'une lieue et demie.

Long-temps attaquée en vain, la ferme de la Haie-Sainte étoit pressée sans relâche dans tous les sens par le feu des projectiles. Les régimens écossais chargés de la défendre n'avoient déjà plus de cartouches, et tomboient sous les coups d'un adversaire devenu plus furieux par l'opiniâtreté de la résistance. Ils cèdent enfin, et la Haie-Sainte, qui n'est déjà plus qu'un monceau de ruines, tombe au pouvoir des Français. Ce n'est là que le prélude d'attaques nouvelles sur tout le front de l'ennemi. Mais dès que Napoléon obtient un avantage,

Wellington arrive sur les lieux mêmes avec des renforts pour le lui disputer. On le voit diriger en personne chaque évolution particulière, sans perdre de vue l'ensemble de la bataille.

Plus les colonnes d'attaque s'approchent de ses positions, et plus elles sont foudroyées par son artillerie, dont les projectiles traversent la première ligne des assaillans. L'artillerie française y répond, mais sans exercer autant de ravages sur un ennemi dont les masses sont presque toutes masquées par la disposition du terrain.

Cependant quelques points de la ligne étant enlevés, Napoléon veut attaquer de front la position de l'armée anglaise; il insiste pour qu'on s'élance la baïonnette en avant sur le Mont-Saint-Jean, tandis que la cavalerie des ailes chargera et enlèvera les batteries, qui lui paroissent peu soutenues. Tel étoit aussi le sentiment du maréchal Ney. Placé sur la grande route, il dirigeoit les mouvemens du 1er et du 2e corps, suivant les circonstances. Il dit au général Drouot qui lui porte les ordres de Napoléon, qu'il va faire un grand effort sur le centre, et lui répète plusieurs fois que l'armée va remporter une grande victoire.

Tout le corps d'armée du comte d'Erlon,

qui avoit déjà beaucoup souffert par le feu des batteries, reçoit l'ordre de faire une attaque générale pour les enlever. Napoléon attend avec impatience l'issue de ce mouvement décisif. Seul, en avant de son état-major groupé derrière lui, il se montre dans un état continuel d'agitation et d'anxiété, tantôt se promenant les bras croisés derrière le dos ou sur la poitrine, tantôt immobile, l'œil appliqué sur son télescope.

Sous la protection de deux cents bouches à feu, se fit du centre à la droite l'attaque générale. Le corps de d'Erlon s'ébranla en masse par régimens, sur un front très-étendu, en avançant sur les Anglais avec une grande résolution, et aux cris de *vive l'empereur!* Les Anglais y répondent par de terribles *hurras*. Wellington s'apercevant que Buonaparte fait attaquer par bataillon en colonnes serrées, juge cette manœuvre vicieuse, l'infanterie ne pouvant se déployer qu'avec peine; il recommande à lord Uxbridge de charger à temps avec la cavalerie. En effet, au lieu d'accélérer graduellement leur marche, les troupes de d'Erlon, infanterie et cavalerie, s'élancent au pas de course sous le feu le plus meurtrier. Sir Thomas Picton placé avec sa division sur

la route de Bruxelles à Charleroi, avance à la baïonnette pour recevoir les Français, et supporte presque tout le fardeau de cette furieuse attaque. Il est frappé d'une balle qui lui traverse la tempe droite, au moment où il rallioit quelques Belges. Ainsi périt cet officier célèbre, qui s'étoit fait connoître en Espagne sous le nom de bras droit de Wellington. Sa division recule, ne pouvant résister aux forces supérieures qui fondent sur elle de toutes parts. Déjà une ou deux colonnes françaises avoient atteint le sommet de la position; quelques pièces de canon étoient enlevées, et tout paroissoit perdu. Mais le plus grand désordre régnoit dans l'attaque; les colonnes flottoient et avoient perdu leur ensemble; elles donnent le temps à la seconde ligne de l'infanterie ennemie de se reconnoître, et de repousser l'attaque par un feu meurtrier. La confusion redouble parmi les assaillans; le commandement des officiers n'est plus entendu; les cris de *vive l'empereur!* couvrent leurs voix. Les Français se bornent à faire leur feu, et se retirent. La cavalerie anglaise, attentive, fond aussitôt sur les bataillons en retraite. Les gardes-du-corps anglais, les Ecossais gris, les dragons royaux les chargent avec tout l'avantage que leur

donnent la vitesse et la vigueur de leurs chevaux. On vit alors ces mêmes soldats qui venoient d'affronter les balles et la mitraille, se défendre à peine, se jeter les uns sur les autres pour échapper au fer de la cavalerie. Les 49e et 105e régimens perdent leurs aigles, et deux mille hommes sont faits prisonniers; le reste regagne en désordre sa première position. Mais une immense colonne de cavalerie française, précédée par les cuirassiers, voloit au secours de d'Erlon. Elle vint fondre sur les gardes-du-corps anglais, et sauva l'infanterie. Alors s'engagea le combat de cavalerie le plus sanglant qui se soit peut-être jamais livré. Napoléon, au désespoir d'avoir manqué sa principale attaque, et jugeant enfin qu'il doit ménager son infanterie, détache ses nombreux escadrons, et leur ordonne de fondre sur les batteries ennemies pour les enlever, et sur les carrés anglais pour les rompre; car toute la ligne de Wellington étoit formée en carrés solides. Il savoit, d'ailleurs, que les meilleures troupes de son adversaire étoient en Canada, et s'étoit figuré qu'il ne lui restoit sous la main que des soldats peu aguerris. Les charges commencent aux cris de *vive l'empereur!* Tantôt cette redoutable cavalerie fond sur la cavalerie ennemie,

et par le choc le plus furieux, ébranle les escadrons qui lui sont opposés; tantôt elle se glisse derrière les carrés d'infanterie, et les force à des manœuvres précipitées et incertaines; tantôt, enfin, elle s'élance sur les plateaux, pour les escalader et pour enlever les pièces. On eût dit que Buonaparte s'efforçoit, avec ses innombrables escadrons, de prendre d'assaut l'armée anglaise qui se défendoit sur la brèche. Mais, sortant des sinuosités où elles étoient cachées, les masses de la cavalerie ennemie chargeoient à leur tour les assaillans dès qu'elles les voyoient rompus par l'ardeur même de leur attaque. Sir Williams Ponsomby conduisit sa brigade contre les lanciers polonais, et vint s'opposer à leurs charges destructives contre l'infanterie anglaise. Il s'écarte un peu de sa troupe avec un seul aide-de-camp, et entre dans un champ nouvellement labouré, où la terre étoit excessivement molle: là son cheval s'abat et ne peut se relever. Un escadron de lanciers fond sur lui à toute bride, et le perce de sept coups de lance: son aide-de-camp partage son sort. A chaque instant se détachoient des deux armées de nouveaux escadrons, qui se précipitoient les uns sur les autres. Entraîné par son ardeur, au milieu de

l'action, le prince d'Orange se voit entouré par la cavalerie française; le septième bataillon belge vole à son secours, et parvient à le dégager. Le prince prend la décoration de son ordre, et la jette au milieu du bataillon : « Mes » enfans, s'écrie-t-il, vous l'avez tous mé» ritée. » Les Belges l'attachent à leur drapeau sur le champ de bataille, aux cris répétés de *vive le prince héréditaire!*

Cependant la cavalerie de Napoléon ne cessoit de revenir à la charge, d'attaquer les carrés d'infanterie, échelon par échelon, brigade par brigade; ceux-ci restoient inébranlables; souvent même ils étoient exposés au ravage des boulets et aux éclats des obus, sans répondre par un seul coup de fusil. Au milieu du carnage, le duc de Wellington, sa lunette d'approche à la main, épioit les manœuvres de son adversaire, donnoit ses ordres avec sang-froid, tandis que les boulets et les obus pleuvoient autour de lui, que ses aides-de-camp tomboient blessés ou frappés à mort à ses côtés.

A la faveur de leur armure, les cuirassiers français, bravant la mousqueterie, venoient jusqu'à la bouche du canon, et s'élançoient même sur les baïonnettes pour sabrer les carrés

anglais. En vain les tirailleurs les plus exercés cherchoient à les abattre ; la balle ne pouvoit rien sur des cuirasses d'acier, où venoit aussi s'émousser l'arme blanche. Wellington fait aussitôt passer dans les rangs l'ordre à sa cavalerie de sabrer au défaut de la cuirasse et du casque, en un mot de couper les têtes ; et à l'infanterie de tuer les chevaux à coups de baïonnettes ou de fusil. On vit alors les vigoureux montagnards d'Ecosse se glisser sous les pieds des chevaux, leur couper les jarrets ou les percer sous le ventre ; on vit un de leurs bataillons charger et enfoncer à la baïonnette un régiment de cuirassiers, trait dont les annales de la guerre offrent peu d'exemples.

Pendant près de trois heures la cavalerie des deux armées renouvela ces terribles charges. Les escadrons s'élançoient avec fureur, cherchant à s'écraser, à s'anéantir mutuellement : ils ne cessoient leurs chocs meurtriers que lorsqu'ils étoient presque détruits. Tout le plateau de Mont-Saint-Jean et les pentes qui y conduisent étoient couverts d'une mêlée confuse de combattans acharnés : des milliers d'hommes et de chevaux tomboient frappés par le fer et par le feu ; les blessés étoient indistinctement foulés aux pieds, et les vides étoient remplis aussitôt par de nouveaux combattans.

Napoléon ne voit pas sans étonnement les brèches faites par son artillerie dans les escadrons anglais réparées aussitôt, et les carrés d'infanterie rester fermes quoiqu'entamés; il s'écrie à plusieurs reprises : « Quelles braves troupes! » comme elles *travaillent !* Ces Anglais se » battent bien; mais ils ne tarderont pas à » fuir. » Sur quoi il demanda l'avis de son major-général, et en reçut, dit-on, la réponse qu'on les tailleroit plutôt en pièces. Cependant il témoignoit sa confiance dans la victoire, remarquant, vers quatre heures, qu'il pourroit arriver assez tôt à Bruxelles pour y souper.

Cet acharnement dans l'attaque commençoit à inquiéter Wellington; il voyoit le jour déjà avancé, et n'apercevoit aucun Prussien. Il détacha au-devant d'eux le major Stavely, pour savoir si l'on en pouvoit en espérer quelques secours.

Le maréchal Grouchy avoit suivi l'armée prussienne jusqu'à Wavres, et il y étoit alors aux prises avec le corps d'armée de Thielmann, tandis que le maréchal Blücher, avec le gros de son armée et une nombreuse cavalerie, manœuvroit par Ohein sur la ligne d'opération de l'armée anglaise : le corps de Bulow le

précédoit, se dirigeant par Saint-Lambert sur Frischemont.

Tous ces mouvemens s'effectuoient à l'insu de Grouchy, arrêté par les difficultés d'un terrain montueux, entrecoupé de bois et de ravins, ce qui permit à Thielmann de lui disputer le passage de la Dyle. La constance seule de Wellington à défendre ses positions pouvoit donner le temps aux Prussiens d'accomplir la manœuvre combinée d'où dépendoit le succès de la bataille.

Le major Stavely les trouva au moment de déboucher sur le flanc droit de l'armée française, mais faisant alors une halte. Parvenu jusqu'au maréchal Blücher, il reçut de lui la promesse formelle qu'il attaqueroit dès qu'on auroit pu former les régimens, harassés par les fatigues d'une longue marche. Le passage du défilé de Saint-Lambert avoit présenté des difficultés excessives; de là le retard de Bulow. Deux de ses brigades seulement venoient d'arriver à la position couverte qui leur étoit assignée. Il n'y avoit pas un moment à perdre. Les généraux prussiens résolurent de commencer sur-le-champ l'attaque. Bulow à la tête de son avant-garde, avança avec rapidité, dirigé par un paysan belge, qui lui servoit de guide. Evitant de

déboucher par le bois de Frischemont, le Belge descendit dans la vallée, voulant pénétrer dans la plaine par le village de Planchenois, sur les derrières des Français. « Par ce » moyen, dit-il, nous les prendrons tous. » Les Prussiens arrivoient au moment où Wellington étoit menacé de supporter tout le poids d'une attaque furieuse. Napoléon alloit mettre en mouvement toutes ses réserves pour enfoncer le centre des Anglais. Il se disposoit, comme à Ligny, à tenter ce dernier effort pour arracher enfin la victoire trop long-temps disputée par un ennemi qu'il croyoit à moitié vaincu; il donnoit ses ordres à cet effet, lorsque des décharges répétées se firent entendre à l'extrême droite, et semèrent dans l'armée une surprise mêlée d'inquiétude. C'étoit l'infanterie légère de Bulow, ouvrant la fusillade le long de la lisière du bois, et commençant à s'engager avec les tirailleurs du corps d'armée de Lobau. On vient en hâte annoncer à Napoléon que les Prussiens débouchent sur l'aile droite; il s'obstine à n'ajouter aucune foi à ce rapport; il répond qu'on a mal observé, que ces prétendus Prussiens ne sont autre chose que les troupes de Grouchy, et il renvoie avec humeur plusieurs aides-de-camp qui se

succèdent pour l'informer de l'arrivée subite des Prussiens. Toutefois, de la hauteur où il est placé, il dirige vers l'endroit d'où part la fusillade sa lunette d'approche; il la donne ensuite à un de ses officiers, pour qu'il examine à son tour, et il attend, avec anxiété, sa réponse. « Ce sont, lui dit-il, les drapeaux des » Prussiens. » A ces mots le visage de Napoléon se couvrit d'une pâleur mortelle, comme si l'ombre de la reine de Prusse que ses persécutions avoient conduite au tombeau lui eût apparu (1).

Il fallut se hâter de repousser les Prussiens dont l'attaque alloit se prolonger perpendiculairement sur le flanc droit de l'armée. Le corps de Lobau, placé à l'extrémité de la ligne, s'étoit déjà formé en potence pour soutenir ce nouveau choc. Napoléon lui envoie pour renfort le général Duchesne avec une partie de la jeune garde et plusieurs batteries de réserve. Bulow, d'abord contenu et même repoussé, attend que l'arrivée de toutes ses

(1) Il paroît cependant que la marche de Bulow ne lui étoit pas inconnue, le major-général ayant expédié, dans la matinée, l'ordre à Grouchy de se porter en hâte sur Saint-Lambert, pour y attaquer les Prussiens; mais Grouchy reçut trop tard la dépêche, et sa coopération devint impossible.

forces lui permette de prendre avec succès l'offensive.

Napoléon s'aperçoit alors qu'il a perdu, sans aucun fruit, plus de cinq heures, et qu'il ne lui reste plus d'autre ressource, avant que son aile ne soit tournée par les Prussiens, que d'attaquer en désespéré la partie foible de la position de Wellington. Il ordonne sur le centre et sur la gauche de la ligne ennemie, une nouvelle attaque avec tout son corps de bataille, composé d'infanterie et d'artillerie, flanqué des débris de ses cuirassiers et de ses dragons. En vain on lui représente que les carrés anglais, rangés avec beaucoup d'art, masquent des batteries chargées à mitraille; cette observation est confirmée par le télescope; mais Napoléon s'en irrite: « Vous êtes » des lâches! s'écrie-t-il, chargez. » Ses ordonnances et ses aides-de-camp partent à l'instant même. Bientôt une immense colonne d'attaque se déploie, et montre derrière elle en réserve toute la garde impériale, couvrant un plateau circulaire, et offrant l'aspect le plus imposant.

Tout s'ébranle, tout se précipite au milieu du danger, bataillons sur bataillons, escadrons sur escadrons, avec une intrépidité digne des guerriers naguère vainqueurs de toute l'Eu-

rope. L'aile droite ne tarde pas à passer le ravin qui couvre la gauche de l'ennemi; tandis que de fortes masses s'avancent sur le Mont-Saint-Jean. Les carrés anglais s'ouvrent, et laissent voir de la cavalerie derrière qui s'ouvre également et démasque de nouvelles batteries qui vomissent la mort. C'en étoit fait de l'armée anglaise si elle se laissoit entamer, si Napoléon, se faisant jour jusqu'à la forêt, se rendoit maître de la grande route, seul débouché pour opérer la retraite en bon ordre. Déjà les équipages rétrogradoient vers Bruxelles au milieu d'une grande confusion; les conducteurs, dans leur trouble, se frayoient un chemin parmi tous les obstacles, avec une énergie qu'ils devoient à la peur. C'étoit à qui traverseroit le plus rapidement tous les lieux voisins du champ de bataille. Une longue file de blessés qu'on eût pris pour une armée en colonne de marche, couvroit la route, tandis que les fermes et les enclos voisins étoient encombrés de morts et de mourans. L'alarme avoit gagné Bruxelles en proie à une inquiétude prolongée, à des mouvemens convulsifs qui redoubloient à chaque coup de canon qui se faisoit entendre. Située à quatre lieues du champ de bataille,

cette ville passoit tour à tour de l'espoir au doute et à la crainte.

Cependant l'armée anglaise, assaillie avec une nouvelle fureur, tenoit ferme, et dans les momens les plus critiques, Wellington se portoit au milieu du feu, pour se montrer aux soldats et les rassurer par sa présence. L'attaque devenant plus sérieuse, il fit avancer le troisième régiment des gardes formé en carré, auquel il donna le mot de commandement. A peine les têtes de colonnes d'attaque se trouvent-elles à portée, que les flancs du carré, pivotant sur le centre, se convertissent en une ligne étendue de quatre hommes de profondeur, dont le feu, prompt et régulier, ne tarda pas à écarter les assaillans. En vain font-ils des efforts désespérés, en vain une colonne pousse l'autre en avant, et des masses de troupes fraîches surviennent. Le canon et la mousqueterie portent le ravage dans les rangs. Toute cette partie du champ de bataille étoit couverte d'hommes et de chevaux morts ou mutilés. A la vue de cette énorme destruction et de l'hésitation de son infanterie, Buonaparte ordonne une charge de toute la cavalerie de sa garde. Elle s'élance sur le plateau, et parvient à rompre quelques - uns des

carrés d'infanterie ; un corps d'élite se fraya même un passage jusqu'à la seconde ligne ; Wellington voyant ses carrés chancelans, charge lui-même à la tête du 95e régiment, et repousse l'attaque ; mais d'autres corps de la garde à cheval venoient de s'emparer de quelques pièces de canon que la cavalerie anglaise n'avoit pu leur enlever. Ce fut alors que Wellington s'avançant contre cette cavalerie d'élite à la tête de six bataillons moitié anglais et moitié brunswickois, força la garde à cheval d'abandonner les pièces.

Rebutée par cette résistance invincible, l'armée française commençoit à montrer de l'irrésolution. Toutes les troupes, hors l'infanterie de la garde, étoient engagées sous le feu le plus meurtrier. Des batteries démontées se retiroient ; et de nombreux blessés se détachant des colonnes, répandoient de l'incertitude sur l'issue de la bataille. Du plateau où Napoléon s'étoit placé, il contemploit avec un regard inhumain le spectacle d'une si horrible boucherie. Plus il trouvoit d'obstacles, plus il s'obstinoit dans le dessein d'arracher la victoire, ne cessant d'envoyer des troupes fraîches, de donner l'ordre de marcher en avant, de charger à la baïonnette, d'enlever les batte-

ries. Venoit-on lui annoncer que les troupes étoient ébranlées, *en avant*, répondoit-il, *en avant*, intimement persuadé que la victoire reste au plus opiniâtre.

Une lutte toujours soutenue avec de nouvelles troupes, étoit seule capable de triompher de tant d'obstination et de valeur. Des milliers d'hommes et de chevaux tomboient frappés par le fer et par le feu, et les vides faits dans les rangs étoient aussitôt remplis. Au milieu de cette épouvantable mêlée, un aide-de-camp vint dire à Wellington que la 5e division anglaise, après avoir supporté presque tout le fardeau de la bataille, étoit réduite de 4000 hommes à 400, et que les efforts de ces braves pour conserver leur position alloient être sans effet : « Je ne peux les » secourir, dit Wellington ; il faut qu'ils res- » tent avec moi sur le terrain jusqu'au dernier » homme. Plût à Dieu que la nuit ou Blücher » arrivât enfin. »

Il étoit près de sept heures, et l'issue de la bataille étoit incertaine. Mais les Prussiens arrivoient ; tout le corps d'armée de Bulow et une partie de celui du général Pirch s'engageoient successivement contre le corps de Lobau, tandis que Napoléon et Wellington se

battoient en désespérés. On apercevoit toujours de l'incertitude dans les mouvemens de l'un et de l'autre; plusieurs pièces de canon étoient en retraite dans les deux armées. Presque toutes les réserves de Wellington avoient pris part à l'action, tant il s'étoit vu fortement pressé, et on distinguoit dans ses lignes quelques-uns de ses régimens désorganisés ou presque détruits. A la vérité, un plus grand nombre tenoit ferme, et les charges vigoureuses de sa cavalerie venoient enfin de déblayer le devant de sa ligne, et de repousser les dernières attaques. Mais c'étoit le moment où Buonaparte alloit décider avec sa garde du sort de la journée.

Il n'avoit pas un instant à perdre, car tout favorisoit les progrès des Prussiens; le terrain par lequel ils débouchoient se trouvoit en amphithéâtre, de sorte que leur artillerie pouvoit déployer librement son feu de dessus des hauteurs graduellement disposées les unes au-dessus des autres. Formée par brigade et dans le plus grand ordre, ils descendoient dans la plaine, tandis que de nouveaux corps se mettoient immédiatement en ligne en sortant du bois de Frischemont.

Poussé alors par un excès de désespoir,

Buonaparte apercevant sur sa droite les brigades prussiennes, choisit ce moment pour tenter son dernier et son plus terrible effort. Il forme une quatrième colonne d'attaque, composée presqu'entièrement de sa garde, infanterie et cavalerie, et de tout ce qui reste d'autre cavalerie sous sa main. Cette réserve formidable reçoit pour instruction de se porter au pas de charge sur Mont-Saint-Jean, de se jeter avec impétuosité sur les positions de l'ennemi, et d'enlever à la baïonnette tout ce qui osera lui résister. Napoléon expédie en même temps des officiers d'ordonnance à tous ses généraux pour qu'ils aient à seconder ce mouvement d'où va dépendre la victoire, et il leur fait annoncer que Grouchy arrivé sur la droite attaque de concert la gauche des Anglais et des Prussiens réunis. Détaché un des premiers, en toute hâte, Labedoyère donne cette nouvelle comme certaine au maréchal Ney. Il parcourt les rangs, la fait circuler parmi les soldats, et bientôt des cris de joie se font entendre sur toute la ligne. Les troupes reprennent vigueur, accablées par huit heures de combat, et se montrent disposées à renouveler le carnage. Napoléon lui-même prend un air d'assurance, pour ranimer les officiers qui l'entourent. A la manière dont

il donne ses ordres, on lui croit l'intention de marcher à la tête de sa réserve. Il quitte la colline qui lui a servi d'observatoire, et s'avance avec les officiers, de sa suite, en criant : *Tout le monde en arrière.* Ce mouvement à peine exécuté, il devance pendant dix minutes la redoutable colonne qui lui restoit pour dernière espérance. Arrivé à deux cents toises du plateau occupé par trois carrés anglais, et défendu par une artillerie formidable, il s'arrête tout à coup dans le pli d'un ravin, à couvert des boulets, par une pente légère, ayant autour de lui son frère Jérôme, les généraux Bertrand, Drouot, Labedoyère, Bernard et Boubers. C'est de là qu'il ordonne au maréchal Ney, et au lieutenant-général Friant de marcher à la tête de quatre régimens de sa moyenne garde, pour enfoncer le centre de l'ennemi. Généraux, officiers, soldats, tous montrent une rare intrépidité : la colonne s'avance majestueusement. Disposés par échelons, les bataillons de la garde se suivent de près. A mesure qu'ils passent, Napoléon les accueille d'un sourire ; il leur montre un air calme, un visage serein ; il leur adresse des paroles de confiance et d'encouragement. La marche de ces vieux guerriers

étoit ferme, et avoit quelque chose de solennel; leur figure étoit sévère; un silence farouche régnoit dans leurs rangs. On démêloit dans leurs regards une sorte de mécontentement et de surprise, qui naissoit de la rencontre imprévue de Buonaparte, qu'ils croyoient à la tête de la colonne. Bientôt rangés en bataille au bas du monticule, ils s'élancent vers les carrés ennemis qui en occupoient la plateforme. L'artillerie anglaise plonge sur eux, et les écrase par masses; mais cette brave élite rétablit ses rangs, aborde avec audace les carrés formés par la première brigade des gardes et par une brigade hollandaise. Le feu de mousqueterie le plus meurtrier s'engage. L'armée française semble se ranimer tout entière, et le combat se rallume sur toute la ligne: la colline de Mont-Saint-Jean est assaillie avec une sorte de rage. Près de là le prince d'Orange qui voit ses troupes plier, se met à leur tête, les encourage au milieu du feu, et reçoit au bras gauche une balle qui se glisse dans l'épaule: on le transporte hors du champ de bataille. L'attaque des Français redouble; ils sont arrêtés par un échelon continuel de carrés anglais, dont le feu croisé les foudroie. Wellington démêle bientôt pourquoi la garde impériale

est ainsi conduite au sacrifice; il voit que Napoléon ne combat plus pour la victoire, mais par désespoir. Partout sa garde rencontre un mur de feu et d'airain aussi terrible qu'impénétrable. En proie aux ravages de la mousqueterie, écrasés par une artillerie foudroyante, ces intrépides guerriers essaient en vain de resserrer leurs rangs. Frappés de toutes parts, eux qui n'avoient jamais reculé devant l'ennemi, hésitent, chancèlent, sont prêts à se rompre. Presque tous leurs chefs sont mis hors de combat. Le général Friant est frappé d'une balle à côté du maréchal Ney, qui lui-même a son cheval tué sous lui. Renversé il se relève, et on le voit alors l'épée à la main au milieu du feu; d'autres officiers, renversés comme lui, sont foulés aux pieds. Les blessés en foule se retirent sur les derrières, et font passer dans toutes les âmes l'abattement dont ils sont eux-mêmes saisis. Témoin de cette scène de carnage, Napoléon feignoit de vouloir marcher en avant pour rallier et ranimer sa garde; mais alors Bertrand et Drouot se jetoient à la tête de son cheval, et s'écrioient: « Sire, qu'allez-vous » faire? Songez que le salut de la France et » de l'armée est en vous seul: tout est perdu » s'il vous arrive malheur; » et il cédoit aussitôt. Alors, dit-on, son frère Jérôme

s'approcha d'un officier-général, et lui dit à voix basse : « Est-il possible qu'il ne cherche » pas la mort ici ? Jamais il ne trouvera une » aussi belle sépulture. » Soupçonnant son frère, Napoléon éloigne cet observateur importun, et l'envoie à plusieurs reprises sous la mitraille. On touchoit à la crise finale. Blücher apparoissoit, et les premières colonnes du corps d'armée de Zicthen, dont le mouvement étoit combiné avec celui des corps de Bulow et de Pirch, arrivoient à leur point d'attaque, près du village de Smouheu, sur le flanc droit de l'armée française. Le voile se déchiroit devant cette malheureuse armée, sacrifiée par la barbare opiniâtreté de son chef. Une foule de généraux s'indignoient qu'on eût annoncé la coopération de Grouchy, tandis qu'on avoit à combattre cinquante mille ennemis de plus qui déjà faisoient plier l'aile droite ; ils s'exhaloient en imprécations, et crioient tout haut : « Mais cet homme n'y est plus ! Que veut-il ? » Il perd la tête. » Le moral de l'armée étoit ébranlé sans retour. Tant de blessés qui se détachoient des colonnes d'attaque, faisoient pressentir que la garde même étoit en déroute. Une terreur secrète se communiqua aux bataillons qui étoient le plus près du carnage.

Déjà Wellington avoit fait avancer les 42e et 95e régimens ; ils prirent la garde en flanc, et la poursuivirent. Quand les chasseurs à cheval de Napoléon eurent tourné le dos, tout sembla perdu, et un flottement se fit remarquer sur toute la ligne. Il ne peut échapper à Wellington, qui juge le moment venu d'être agresseur à son tour. Il ordonne à toute son armée déjà électrisée par l'arrivée des Prussiens, de marcher en avant. Les régimens anglais, jusqu'alors immobiles, infanterie, artillerie, cavalerie, tout s'ébranle pour une charge générale. Ce mouvement est pour Wellington le signal de la victoire.

Les Français abandonnent leurs rangs, et refluent en désordre vers leurs premières positions. En vain les généraux s'efforcent de les ramener à l'ennemi ; instances, prières, menaces, tout est inutile. Déjà la cavalerie anglaise est lâchée dans la plaine, et se précipite contre les phalanges de Napoléon avec autant de vigueur que si l'action commençoit. Les brigades de cavalerie des majors-généraux Vandeleur et Vivian traversent l'infanterie, chargent et défont les corps de la cavalerie française qui se trouvoient encore au centre et sur la gauche. Il ne reste plus alors aucun es-

pour d'arrêter le torrent. Témoin de sa catastrophe, Napoléon s'écrie : « Tout est perdu ! » et ne songeant plus qu'à fuir, il charge les officiers qui l'environnent de porter divers ordres ; il parle même d'aller se mettre à la tête de sa garde pour la ranimer. Resté presque seul avec Bertrand, il galope avec rapidité hors du champ de bataille, abandonnant ses escadrons de service, culbutés et rompus par les flots tumultueux des fuyards.

Déjà la brigade de cavalerie anglaise du général Vivian faisoit jouer son artillerie légère, et dispersoit tous les escadrons qui essayoient de résister encore. L'armée ennemie croyoit la bataille gagnée sans retour, quand, à sa grande surprise, douze carrés de la vieille garde impériale paroissent et s'avancent sans se déployer ni tirer un seul coup de fusil : c'étoient douze bataillons qui n'avoient pas encore donné, et qui, par leur contenance ferme, soutinrent ce grand caractère que la garde avoit acquis pendant tant d'années de combats et de triomphes. Rien toutefois ne put arrêter la marche de toute une armée qui se dirigeoit contre elle. Cette imposante et dernière réserve, entraînée par la masse des fuyards, suivit bientôt, mais en ordre, le

mouvement général de retraite qui, de l'aile droite et du centre, se communiquoit au reste de la ligne. Enfoncée de trois côtés, l'aile droite avoit aussi abandonné ses positions; les Prussiens s'élançoient sur elle au pas de charge, tandis que toute l'armée anglaise se portoit en avant. On étoit à l'entrée de la nuit, et le maréchal Blücher s'avançoit sur Planchenois pour déboucher sur la route qui du champ de bataille conduit à la Sambre. En vain quelques généraux français essaient encore, avec les bataillons les moins désorganisés, d'arrêter vers le centre les progrès de l'ennemi. Les 52e et 71e régimens anglais de la brigade du général Adams, mirent bientôt en fuite les bataillons qui s'efforçoient de tenir encore sur la grande route, et les charges de la cavalerie dispersèrent tout ce qui cherchoit à se rallier. Selon quelques relations, le cri fatal de *sauve qui peut* retentit de rang en rang dès que les Prussiens eurent enfoncé l'aile droite; mais ce fait allégué par Napoléon et ses adhérens, qui attribuent le désastre de Waterloo à une terreur panique, est généralement contesté. Tout fut perdu quand le village de Planchenois, que l'armée avoit à dos, et que défendoit une partie de la garde impériale, fut pris

d'assaut par les Prussiens après plusieurs attaques. Alors l'armée entière, en proie à un sentiment fatal d'épouvante, apercevant la garde repoussée, éparse, réduite à un petit nombre, quitta ses dernières lignes, se déborda comme un torrent, et ne forma bientôt plus qu'une masse confuse où tous les corps, toutes les armes étoient confondus.

A la vue de ce bouleversement total de l'armée française, Wellington détacha de nouveaux corps de cavalerie à sa poursuite. Ils trouvent le champ de bataille couvert de cadavres pendant plus d'une lieue, des pelotons épars de grenadiers de la garde qui refusent de se rendre ; d'autres qui se fusillent entr'eux, pour ne pas mourir de la main de l'ennemi. Toute l'armée se précipitoit en désordre, loin du danger ; aucun point de direction ne lui étoit donné dans sa fuite : il n'y avoit plus, de commandement. Le major-général l'avoit aussi abandonnée à l'exemple de Napoléon. Les autres généraux, perdus dans la foule, entraînés par elle, étoient séparés de leurs troupes. La garde même, si long-temps la terreur de l'ennemi, se trouvoit dispersée avec la multitude, chacun se sauvant au hasard. Des régimens entiers jetoient leurs

armes et leurs havresacs; une foule de chevaux et d'équipages suivoient ce mouvement de retraite avec précipitation, encombrant les routes et augmentant le désordre. Ici les canonniers abandonnent leurs pièces; là, les soldats du train coupant les traits de leurs chevaux, fuient vers Charleroi à travers champs. C'est à qui devancera celui qui le précède; la nuit qui survient, augmente le trouble et l'effroi. Dans ce moment d'horrible confusion, le 1er régiment de la vieille garde, commandé par le général Petit, soutient seul la retraite contre la cavalerie anglaise, et fait encore des feux de file; mais l'ardeur des Anglais redouble en voyant le concours de leurs alliés. Pendant que des escadrons, lancés sur la route, tombent à l'improviste sur les ambulances, et s'en emparent, des colonnes formidables s'avancent sur les flancs de l'armée en fuite. La poursuite devint bientôt si vive, que canons, munitions, bagages, et une partie des fuyards tombent successivement dans les mains de l'ennemi.

Cette masse confuse d'armée en déroute se précipitoit vers Gennape, pour de là gagner la Sambre et le pont de Charleroi, toujours poursuivie par les Anglo-Prussiens qui opéroient leur jonction sur la même route. Il étoit neuf heures et

démie quand Wellington et Blücher, à la tête de leurs troupes, se rencontrèrent, sans aucune préméditation, à la ferme de la *Belle-Alliance*, qui, située sur une hauteur, et s'apercevant de tous côtés, servoit comme de direction aux brigades prussiennes. L'entrevue fut touchante. Les deux chefs se saluèrent mutuellement comme vainqueurs, et s'embrassèrent en présence des officiers de leur état-major qui versoient des larmes. « Mes soldats, dit Welling-» ton au maréchal Blücher, ont soutenu depuis » dix heures du matin un rude combat; je » voudrois les épargner; ce sont mes enfans; » ils ont fait des miracles. » Prenant la main du général anglais, Blücher répond qu'il va poursuivre lui-même les Français, et commander, dans ce dessein, jusqu'au dernier homme et au dernier cheval. Il assemble aussitôt ses officiers supérieurs, et donne l'ordre de mettre en mouvement toute l'infanterie et toute la cavalerie. « Mes enfans, dit-il à ses soldats, il » nous faut cette nuit même aller à la chasse » de l'ennemi, pour que demain il ne puisse » plus nous faire de mal. » Ainsi, l'armée anglaise, après douze heures de combats, laissa aux troupes fraîches de Blücher, venues à temps pour décider le succès de la journée le

soin de chasser devant elle les débris de l'armée de Napoléon. Arrêtant ses soldats, épuisés de fatigue, Wellington leur fit pousser trois acclamations avant de faire halte. Déjà plus de cent pièces de canon et près de six mille prisonniers étoient en son pouvoir; parmi lesquels se trouvoient Cambrone blessé grièvement, et Mouton-Lobau. La cavalerie légère des prussiens, accélérant sa marche, n'étoit arrêtée que par les canons abandonnés, les caissons, les bagages, les armes et les débris de toute espèce; qui, semés sur la chaussée, offroient l'aspect d'un immense naufrage : le clair de lune favorisoit la poursuite.

Ne la croyant ni si prompte ni si vive; les Français cherchoient à tenir dans les villages sur la route ; mais à peine entendoient-ils le bruit de la caisse ou le son de la trompette, qu'ils s'éloignoient de nouveau, ou se jetoient dans les maisons. Ceux-ci étoient presque toujours sabrés par les Prussiens. Ainsi pressée, la masse des fuyards franchit rapidement l'espace de deux lieues qui sépare Genappe du champ de bataille. Pendant cette fuite désastreuse, les soldats s'inquiétoient encore de la destinée de Napoléon; les uns soutenoient qu'il avoit péri dans la mêlée; d'autres,

que les Anglais l'avoient fait prisonnier au moment où il chargeoit à la tête de sa garde; enfin, selon le plus grand nombre, il venoit de dépasser l'armée, et on l'avoit reconnu à son cheval pommelé et à sa redingotte grise. En effet, cédant au sentiment de la frayeur, Napoléon s'étoit glissé furtivement à travers ses soldats; et cette nuit funeste à tant de braves, tombés sous les coups de la cavalerie prussienne, le déroboit aux dangers dont il étoit environné. Bientôt la foule l'entraîne, malgré lui, vers Gennape, bourg ouvert et sans défense; une multitude de bagages accumulés obstruoient son étroite enceinte. Arrivé des premiers, et arrêté par l'immense file des voitures, Napoléon fut reconnu par ses soldats, et le bruit de sa mort commença à se dissiper. *Voilà l'empereur! voilà l'empereur!* se disoient-ils à voix basse, et ces mots devenant pour lui un cri d'alarme, il se hâte de percer la foule, et de s'éloigner précipitamment. Des sentimens divers éclatoient parmi ses soldats: « Encore s'il étoit tué, » s'écrioient les uns. « L'empereur n'est pas mort, » se disoient les autres; ceux-ci se roidissant à l'idée d'une défaite irrémédiable. Le désordre de la retraite fut à son comble à Gennape par l'inattention ou l'ignorance d'un fermier qui servoit

de guide à l'état-major. Il y conduisit toute l'armée : cavalerie, infanterie, canons, bagages furent obligés de passer sur un seul pont, tandis qu'à un quart de lieue, le village de Wey en avoit un autre sur la Dyle. L'armée ne put se frayer qu'avec peine un passage. Un grand nombre de soldats crut même pouvoir s'arrêter, et passer la nuit à Gennape. Là, ils essaient d'opposer des obstacles à la poursuite des vainqueurs. Quelques pièces de canon sont placées en batteries; des bivouacs s'établissent; on élève des barricades à l'entrée de la rue principale, on y renverse des chariots. Les soldats, rassurés, se répandent dans les maisons, cherchant de la nourriture et un asile. A peine jouissent-ils d'un instant de repos, que les Prussiens surviennent. L'alarme est donnée; presque tout fuit; un petit nombre se met en défense, et accueille les Prussiens par un feu de mousqueterie. L'ennemi riposte par une volée de coups de canon, tirée sur la cavalerie, qui débouche; elle tourne bride aussitôt. Le camp est levé avec précipitation; soixante pièces de canon sont abandonnées, et la retraite désordonnée recommence avec plus de trouble et de confusion. Gennape forcée, les traîneurs se laissent égorger sans opposer de

résistance. Resté à l'arrière-garde, le général Duhesme est sabré par un hussard brunswickois. « Notre duc est mort hier en et combattant, lui » dit-il, et tu mordras aujourd'hui la pous- » sière. » La voiture de Napoléon, chargée d'ornemens et de richesses, resta au pouvoir d'un peloton de soldats du général Ziethen. Napoléon n'eut, dit-on, que le temps de remonter à cheval, pour échapper à l'ennemi, laissant dans sa voiture son épée et son chapeau de commandement (1).

L'armée, assaillie ainsi à chaque instant, et désorganisée de plus en plus, fut chassée de bivouacs en bivouacs, sans en pouvoir tenir aucun. Sa marche jusqu'à Charleroi ne fut qu'une seule et même déroute. De sa nombreuse artillerie, elle ne ramenoit que cinquante pièces de canon. A peine quarante mille hommes, dans un état déplorable, s'efforcent-ils de gagner les bords de la Sambre. Arrivé des premiers à Charleroi, Napoléon trouve la ville remplie de blessés et dans le plus affreux désordre. A une demi-lieue au-

(1) On y trouva également la décoration de l'Aigle Noir de Prusse, qui a pour légende : *Suum quique* (chacun son bien), et une proclamation révolutionnaire adressée aux Belges, datée d'avance du palais de Lacken.

delà, il s'arrête et se fait apporter quelques rafraîchissemens, car, depuis quatorze heures, il n'avoit pris, dit-on, aucune nourriture. Il ne fut tiré de son abattement, que par la foule croissante des fuyards qui se précipitoient sur le pont, dans l'espérance de mettre la Sambre entr'eux et l'ennemi. Il se hâte d'y faire placer un bataillon, la baïonnette en avant, pour maintenir l'ordre; mais cette foible barrière est bientôt renversée; il devient impossible désormais d'opposer aucune digue au torrent. Ce fut dans cette courte halte, que Napoléon après avoir délibéré avec les officiers de sa suite sur le parti qu'il lui restoit à prendre, se fixa à la résolution de rentrer immédiatement dans Paris. Ce parti eut des contradicteurs, et Labedoyère, à qui des officiers de l'armée reprochèrent depuis de l'avoir conseillé, affirma qu'il l'avoit vivement combattu. Napoléon fut entraîné par la juste crainte d'une explosion contre son autorité, au sein même de la capitale dont la situation lui étoit connue; il cherchoit d'ailleurs à se dérober à l'indignation de la plupart de ses généraux qui, livrés au plus cruel désespoir, vomissoient contre lui des imprécations, et lui reprochoient le désastre qui frappoit l'armée. « Cet in-» sensé, disoient-ils, n'est jamais rassasié de sang

» humain; il est usé, il n'est plus digne de nous » commander. » De son côté, Napoléon accusoit les généraux, tandis que ses soldats imputoient leur défaite à la trahison. Après avoir fui du champ de bataille, il ne songea plus qu'à mettre en sûreté sa personne et son pouvoir, et poursuivit à cheval sa route vers les places fortes.

Ne donnant aucun relâche aux débris de l'armée française, la cavalerie prussienne leur faisoit une chasse continuelle, soit dans les blés, soit dans les maisons, soit sur la grande route. Au point du jour, les fuyards atteignirent les uns Charleroi, les autres Marchiennes; ils y furent arrêtés par les équipages qui s'étoient entassés près des ponts de la Sambre. Cette armée, naguère si fière, si brillante, qui, trois jours auparavant, avoit passé ces mêmes ponts avec tous les signes de la victoire, offroit alors un aspect d'autant plus misérable, qu'un grand nombre de blessés, pâles et couverts de lambeaux sanglans, la suivoient, soit à pied, soit sur des chevaux de traits, au milieu des nombreuses colonnes qui couvroient la largeur de la route. En deçà de la Sambre tous ces corps désorganisés commencèrent à former des bivouacs sans attendre

aucun ordre, sans en recevoir, sans chercher à couper les ponts, soit qu'on voulût laisser passer les équipages, soit par l'effet du désordre général. Bientôt la cavalerie ennemie paroît sur la rive droite. Frappés d'épouvante, les conducteurs des équipages coupent les traits de leurs chevaux, se précipitent vers les ponts, le long de la Sambre, pour y chercher un passage, suivis par tout ce qui les entoure, et ils viennent apporter dans les bivouacs la confusion et la terreur auxquels ils sont en proie. Vingt-neuf pièces de canon seulement repassèrent le pont de Charleroi, où plus de cent caissons chargés de munitions, de provisions et d'argent furent livrés au pillage. L'armée, renouvelant sa fuite en désordre au-delà de la Sambre, parvint au partage des deux routes d'Avesnes et de Philippeville. Là, n'ayant aucune direction, ne voyant aucun de ses chefs, elle se divisa; le plus grand nombre suivit le chemin d'Avesnes; le reste prit à gauche, se dirigeant sur Philippeville. C'étoit par cette dernière route que fuyoit Buonaparte, sans faire ni tentative, ni aucun effort pour rallier ses soldats qui, livrés à eux-mêmes, se dispersoient en grande partie dans les forêts, pour de là regagner l'intérieur, croyant tout perdu sans ressources.

Tandis que les hussards prussiens poursuivoient avec acharnement ces malheureux débris, tandis que les Anglais, dans leurs bivouacs, près de Nivelle, faisoient entendre des chants de triomphe, un silence lugubre régnoit sur le champ de bataille de Waterloo. Tout le terrain étoit couvert de morts et de mourans, d'armes et de débris de toute espèce, de chevaux groupés avec leurs cavaliers mordant la poussière. Là Français et Anglais gisoient à côté les uns des autres. Plusieurs milliers de blessés étoient abandonnés, sans secours, au milieu d'une nuit froide succédant à une journée de feu et de sang. Des bagages épars, des chariots brisés, encombroient la route de Waterloo à Bruxelles, qui traverse les épais ombrages de la forêt de Soignes; elle étoit bordée par une foule de blessés qui s'y étoient traînés du champ de bataille. Ceux que le poids de leurs souffrances accabloient, se laissoient tomber à terre pour mourir; ceux qui pouvoient encore se traîner cherchoient partout un asile. Chaque village, chaque hameau, le pays entier en étoit couvert; ils se succédoient en foule à Bruxelles, où les chariots de bagage, les trains d'artillerie, avoient filé avec précipitation, pendant que la bataille étoit encore

indécise. On commençoit à la considérer comme perdue ; le doute se changeoit en désespoir, et l'attente en un véritable tourment. A peine, au milieu de la nuit, le bruit d'une grande victoire vient-il à se répandre, que des hommes et des femmes, également insensibles, épiant l'issue de cette lutte terrible, foulant aux pieds tout sentiment de la nature, accourent sur le champ de bataille, où, de toutes parts, le râle de la mort se faisoit entendre. Loin de compatir aux souffrances de tant de guerriers expirans, les plus effrenés de ces misérables parcourent tout le terrain, vont heurtant les têtes de ceux qui gisent sans mouvement pour les dépouiller, amis ou ennemis. A la pâle lueur de la lune, ils arrachent aux uns leurs épaulettes, à d'autres leurs décorations, à ceux-ci des galons ensanglantés. Ils courent de cadavre en cadavre, sans être arrêtés par l'aspect de ces figures trempées de sueur et de sang, et qui semblent encore respirer la menace. A mesure que ces brigands devenoient plus nombreux, tels que les corbeaux qui s'attachent aux morts, leurs recherches étoient plus actives et plus rapaces. Quand le jour vint à éclairer ce hideux spectacle, on vit cette tourbe inhumaine porter le dernier coup aux mourans pour leur arracher

jusqu'au moindre lambeau. La mort se présentoit sur cet immense champ de bataille sous mille formes différentes. Vainqueurs et vaincus, Anglais et Allemands; Ecossais, Irlandais et Hanovriens; Belges, Français et Prussiens, étoient entassés pêle-mêle, naguère remplis d'animosité et de la soif du carnage, alors silencieux comme la tombe.

Tel étoit l'aspect des champs de Waterloo le 19 juin; il devint plus horrible lorsque les cadavres commencèrent à se noircir et à se putréfier: trente-cinq mille y furent, dit-on, enterrés. Cette immense boucherie d'hommes réveilla dans toute la Belgique des sentimens d'humanité: aux regrets et aux larmes qui se firent jour dans toutes les classes, on eût dit que la fleur de la race humaine venoit d'être moissonnée, laissant sur la terre des amis inconsolables. Bruxelles fut transformée en un vaste hôpital, où les blessés des deux partis reçurent des secours généreux. Les femmes, toujours plus compatissantes, leur prodiguoient les soins les plus charitables.

Le bruit de la journée de Waterloo retentit bientôt dans toute l'Europe. Si les pertes d'hommes y furent balancées, l'action principale n'en fut pas moins une des plus décisives dont fassent mention les annales de la guerre.

L'acharnement des deux partis jusqu'à huit heures du soir, s'étoit montré si égal, si soutenu, que le moindre poids eût fait pencher la balance où se pesoit alors le sort du Monde. Jamais Wellington n'eût tant de peine à arracher la victoire, et jamais, de son propre aveu, il ne fut plus près d'être vaincu. Quel témoignage de sa modestie, que la lettre particulière (1) où il parle avec admiration de l'activité que déploya Buonaparte dans cette journée sanglante ! « Je n'exalte pas mon » adversaire, dit-il, par un adroit calcul de » vanité; car ce n'est pas moi qui ai vaincu, » c'est la vigueur des troupes anglaises, et » leur constance invincible. » Il déclara de plus dans son rapport officiel, que l'opération du général Bulow contre le flanc de l'armée française détermina le succès de la bataille; en effet, s'il n'eût pas lui-même exécuté l'attaque finale, les Prussiens auroient forcé Napoléon à la retraite, pour peu que sa tentative eût échoué, ou bien ils l'auroient empêché d'en tirer avantage si malheureusement elle avoit réussi. Le vainqueur ne dissimulant point la grandeur des sacrifices, les déplora dans

(1) Adressée à sa mère lady Mornington.

les termes suivans, car ici l'histoire doit le citer encore, « Mon cœur, dit-il, est brisé par » la terrible perte que j'ai faite de mes anciens » amis et compagnons d'armes, ainsi que de mes » pauvres soldats, et je ne serai content de » cette journée, toute glorieuse qu'elle est, » que si elle anéantit Buonaparte..... »

Sur vingt-quatre généraux anglais, onze venoient d'être tués ou blessés, tandis que, par un singulier contraste, il ne périt pas un seul général français de marque sur le champ de bataille. Mais ce furent moins les pertes subies par l'armée française que sa dissolution après le combat, qui rendirent sa retraite si fatale. Des hommes ramenés sous l'empire du prestige militaire, et se croyant invincibles avec Napoléon, ne purent soutenir l'idée d'avoir été vaincus après tant d'efforts. On eût dit que la fortune les avoit enivrés le 16 juin, pour les faire chanceler le 18. De là cette terreur panique, cette désorganisation inouïe, cette perte immense du matériel. Parmi les alliés, que voit-on? Les Prussiens, battus à Ligny, restent organisés dans leur retraite, et l'armée anglo-belge résiste pendant neuf heures aux attaques les plus formidables et les plus impétueuses. La victoire de Waterloo ne fut donc

pas un caprice de la fortune; elle remonte à des causes morales. Toutefois l'indignation ou la haine ont exagéré les fautes de Napoléon; elles furent inhérentes à sa position désespérée. Tout lui faisoit une loi, par exemple, de livrer un jour plus tôt bataille aux Anglais; mais la nature elle-même conspira contre lui le 17, et malgré sa fougueuse impatience, il ne put réunir à temps toutes ses masses, ni prévenir la retraite de son adversaire. Mais pourquoi, dira-t-on, s'est-il séparé de Grouchy, et ne l'a-t-il pas rappelé à Waterloo? Cette accusation n'est pas plus fondée. Les Prussiens n'étoient ni désorganisés, ni même en fuite, après la journée du 16, et leur retraite devenoit suspecte : or, trente mille hommes n'étoient pas une trop grande force pour observer ou contenir quatre-vingt mille ennemis prêts à recommencer le combat. Grouchy pouvoit-il figurer à Waterloo avant les Prussiens, ou du moins sans en être suivi immédiatement? De Wavres au champ de bataille, la distance étoit égale pour les deux partis, et l'armée prussienne avoit l'avantage d'avoir conservé des communications directes avec les Anglais; aucune hésitation ne ralentit ses manœuvres. Ainsi l'addition de trente mille hommes

pour Buonaparte eût été nulle en comparaison du renfort double qui eût maintenu la balance en faveur des alliés. D'ailleurs Napoléon eut sept heures pour vaincre. Reste l'accusation plus directe d'avoir sacrifié sans fruit presque toute sa cavalerie par des attaques intempestives. Mais Napoléon s'étant imposé la loi d'enfoncer l'armée anglaise, ne devoit-il pas tout employer, soit pour l'entamer, soit pour enlever ses batteries qui vomissoient la mort dans les rangs de son infanterie, dont les premières attaques avoient échoué? Devoit-il laisser exterminer sa première ligne, et prodiguer ses réserves avant d'avoir recours à sa cavalerie? Ce fut par des charges impétueuses qu'il essaya de fatiguer et d'entamer les carrés anglais, qui résistoient à tous les chocs. Enfin, dira-t-on pourquoi s'acharner à obtenir la victoire, que les Prussiens venoient lui arracher sans retour, et ne pas faire retraite à sept heures du soir pour sauver l'armée? Ici on perd encore de vue le caractère et la position de Buonaparte. Il s'inquiétoit peu de sauver l'armée, si sa personne et son pouvoir restoient compromis. Pour lui, c'étoit l'équivalent d'une défaite que d'être forcé de reculer devant des ennemis qu'il étoit venu attaquer avec une sorte de rage.

Exposé à être enveloppé et accablé par toutes les forces de l'Europe, il aperçut le parti qui, dans l'intérieur, s'apprêtoit à le sacrifier, et il s'acharna au carnage : de là cette obstination cruelle, qui lui fit immoler l'armée, et rendit sa défaite irréparable. L'idée de se ménager une retraite personnelle l'induisit à n'employer sa garde qu'avec parcimonie dans la dernière crise. Si les douze bataillons qu'il laissa en arrière pour sa propre sûreté eussent marché quand il envoya Ney sur la brèche, peut-être l'armée anglaise eût-elle été enfoncée ; mais, il étoit trop tard dans tous les cas, pour qu'il pût tirer d'un tel effort un avantage réel, et on l'eût vu cerné par les Prussiens tout en battant devant lui les Anglais.

Quand on remonte ensuite aux causes immédiates de cette grande défaite, on les trouve dans la pluie de trente heures qui, la veille de la bataille, rendit les routes et les campagnes impraticables ; dans la différence des chevaux de la cavalerie et des trains, tout à l'avantage des Anglais ; une partie de la cavalerie française ne pouvant soutenir le choc des vigoureux coursiers de l'ennemi ; enfin, dans l'arrivée inopinée du corps de Bulow, auquel Napoléon fut obligé d'opposer sa réserve.

Dès quatre heures du soir, son armée, et surtout sa cavalerie, avoient fait des pertes énormes; celles de l'armée anglaise n'étoient pas moindres, il est vrai; mais le courage et l'acharnement étant égaux de part et d'autre, tout ce qu'on peut admettre, c'est que les deux partis auroient passé la nuit sur le terrain. Dès lors toutes les chances redevenoient contraires à Napoléon, les Anglais ayant encore une réserve, et toute l'armée prussienne étant prête à livrer une seconde bataille.

Quant aux objections fondées sur la supériorité numérique, on trouve que les deux armées, jusqu'à cinq heures du soir, furent à peu près d'égale force, à dix mille hommes près. Napoléon commença l'attaque avec soixante-dix mille hommes contre soixante mille. Toute la tactique de son adversaire se réduisit à cette seule règle, résister avec énergie et constance.

Enfin, dira-t-on, il auroit pu vaincre avant l'arrivée des Prussiens, et alors la nation française, enivrée de nouveau de ce qu'elle appelle la gloire nationale, se seroit levée en masse pour faire de nouveaux prodiges. Ce rêve brillant s'évanouit au moindre examen. D'abord, la nation, divisée, indignée, affoi-

blie, ne se seroit point levée tout entière. En supposant même que l'élan de la victoire eût procuré à Napoléon quelques renforts, il n'en auroit pas moins eu à combattre, dans un très-court intervalle, huit cent mille étrangers aguerris, qu'aucune défaite n'auroit découragés; témoin les revers partiels qu'ils avoient éprouvés en 1814. Renversant toutes les barrières du Rhin avant même que Napoléon eût été à portée de leur livrer bataille, les Austro-Russes l'eussent obligé de revenir défendre l'intérieur de la France. Qu'auroit-il opposé à toutes ces masses? Des paysans levés à la hâte, des retranchemens ébauchés, une nation désunie; en un mot, il n'eût retiré, de quelques succès trompeurs, que le triste avantage de faire dévaster la France d'un bout à l'autre.

Tite-Live, parlant d'Alexandre, observe que s'il eût osé pénétrer en Italie, une seule bataille perdue l'eût mis hors de combat; il en fut de même de César, passant le Rubicon, et de Napoléon franchissant la Sambre. Vaincus une seule fois, ces deux conquérans devoient rester sans ressources. César fut plus heureux que prudent; mais au moins connoissoit-il le caractère du parti et du chef qui lui étoient opposés; la célérité de son entreprise

étoit pour lui un gage presque certain de la victoire. Napoléon ne fut que téméraire, et il le fut trois mois trop tard. Préférant la vie à tout quand il pouvoit finir avec gloire, il abandonna et trahit ceux qui mouroient pour lui; et mettant sa personne en sûreté après avoir enterré dans un champ de carnage la fleur et l'élite de ses soldats, il se trouva seul, comme à Leipsick, fugitif sans espoir, et détrôné par une seule bataille. Jamais, depuis la journée de Pharsale, le sort d'un puissant empire ne fut décidé d'une manière si terrible et si irrévocable.

LIVRE XXXIII.

Retraite du maréchal Grouchy vers la frontière. — Arrivée de Napoléon à l'Elysée. — Fermentation dans Paris. — Attitude vigoureuse de la chambre des représentans. — Napoléon y est attaqué. — Comité secret. — Formation d'une commission de salut public. — Seconde abdication de Napoléon. — Tentative infructueuse de son parti pour obtenir la régence. — Formation d'un gouvernement provisoire. — Vues de Fouché. — Marche de Blücher et de Wellington sur Paris. — Invasion du territoire par les armées austro-russes et allemandes. — Marche rapide des Bavarois. — La Lorraine et les frontières de l'Est sont envahies. — Combats sous Strasbourg et sous Béfort. — L'armée française se rallie sous les murs de Paris. — Attaque de Paris par les armées combinées. — Envoi de plénipotentiaires aux souverains alliés. — Négociations. — Passage de la Seine par l'armée prussienne. — Combats de Versailles. — Attaque et prise de Sèvres, de Meudon et d'Issy. — Investissement de Paris. — Conseil de guerre des généraux français. — Préparatifs pour une grande bataille. — Négociation de Saint-Cloud. — Capitulation de Paris. — Retraite de l'armée française vers la Loire. — Occupation de Paris par les Anglo-Prussiens.

Après avoir repassé la Sambre précipitamment, Napoléon, confus et moins rassuré que ses propres soldats, chercha la protection d'une place de guerre. Ni le soin de sa renommée, ni le besoin de rallier tant de braves qui erroient à l'aventure, rien ne put l'arrêter dans sa fuite.

Il poursuivit sa route à cheval jusqu'à Philippeville où, le lendemain de sa défaite, il arriva dans un état de fatigue et d'abattement qui en faisoit presqu'un objet de pitié. Là, il paroît en suppliant pour demander l'entrée de la place : une première garde l'interroge, et il supporte l'humiliation de décliner sa qualité d'empereur pour se faire reconnoître : le gouverneur lui-même vient constater l'identité. A peine est-il dans Philippeville, que les barrières se referment sur lui. Bientôt des fuyards, attirés par le bruit que leur empereur est enfin retrouvé, se groupent autour des remparts, et regardent comme un devoir d'y établir leur camp. Mais Napoléon s'en inquiète; il craint que ce rassemblement n'attire l'ennemi, et il fait donner l'ordre aux soldats de continuer leur route.

Usant de stratagème, ses émissaires sèment à dessein l'épouvante; ils annoncent que les Prussiens arrivent, et à ce cri d'alarme tout disparoît à l'instant. De là le bruit répandu par les fuyards, que Napoléon étoit bloqué, bruit qui se propagea rapidement sur les routes de Laon et de Mézières.

Ce fut de Philippeville qu'il expédia à son major-général des instructions pour rallier

l'armée à Avesnes; mais lui seul en auroit eu le pouvoir. De toute cette armée qui, six jours auparavant, s'étoit élancée, fière et pleine d'ardeur, au-delà de la Sambre, presque tout étoit dispersé, et il ne restoit plus intact qu'un seul corps, celui que le maréchal Grouchy avoit sous ses ordres. Il se disposoit à marcher sur Bruxelles, quand le 19 au matin, Grouchy apprit, en avant de Rozierne, la perte de la bataille. Renonçant dès-lors à l'espoir dont il s'étoit bercé, de faire sa jonction avec Napoléon dans la capitale des Pays-Bas, il hésitoit sur ses dispositions de retraite, quand ses coureurs vinrent l'avertir que l'ennemi déjà maître de Charleroi, avoit forcé la Sambre. Abandonné par Napoléon, et ne trouvant plus de ressources qu'en lui-même, Grouchy se replia sur Namur à la tête de vingt-cinq mille hommes. Il eut à soutenir, près de cette ville, le choc de la cavalerie du corps d'armée de Thielmann qui s'étoit mis à sa poursuite; mais ce fut sans être entamé.

Après avoir pénétré dans Namur, il remonta la rive gauche de la Meuse, et gagna la route de Dinan, laissant à Vandamme le soin de couvrir, avec une forte arrière-garde, son mouvement de retraite. Vandamme barricade

les ponts, et garnit les remparts d'artillerie. Les Prussiens qui s'avancent à découvert, reçoivent le feu des batteries, et perdent plusieurs centaines d'hommes. L'évacuation faite, ils poursuivent de nouveau les Français à travers la ville, essayant même de les devancer en passant subitement la Sambre; mais ils n'atteignent que les traîneurs, et se voient de nouveau arrêtés par des barricades établies sur le pont, et par un grand feu allumé à la porte même, par où Grouchy et Vandamme effectuèrent leur retraite jusqu'à la frontière. Les généraux des deux partis, soit dans l'attaque, soit dans la défense, avoient cherché à ménager Namur. C'est ainsi que Grouchy parvint à éviter de tomber dans les deux armées alliées. Sans doute Blücher pouvoit lui barrer le passage, tandis que les Anglais auroient menacé son flanc droit; mais le général prussien étoit décidé, ainsi que Wellington, à marcher droit sur Paris, sans s'inquiéter de Grouchy ni des places fortes.

Cependant Napoléon ne donnant que peu d'heures au repos, sortit de Philippeville avant la chute du jour, le 19 juin; passa sous les murs de Rocroi, qu'il perdit bientôt de vue,

et, sans être arrêté par les ténèbres, s'enfonça dans une partie de la forêt des Ardennes pour gagner Mézières. Là, fuyant tous les regards, il se jette dans une chaise de poste, et, tantôt assiégé de terreur, tantôt soutenu par une lueur d'espoir, il reprend la route de Paris.

Un mouvement extraordinaire s'y étoit fait remarquer le lendemain de son départ pour Charleroi. Des officiers à demi-solde, des fédérés y avoient formé des rassemblemens où la destruction des royalistes étoit mise en délibération, avec un ensemble et une frénésie qui répandoient partout l'effroi. Tous les lieux publics retentissoient des mêmes menaces. Il étoit ouvertement question, dans des réunions nocturnes, d'un grand coup de main, d'un massacre général. Un bruit sourd s'étoit déjà répandu que les fédérés devoient assaillir les corps-de-garde, et donner le signal de la destruction par le désarmement de la garde nationale. Tels étoient les premiers indices des efforts que vouloit tenter le parti militaire pour s'emparer exclusivement du pouvoir, en effrayant toutes les classes de citoyens. Mais l'attente des grands événemens qui se préparoient sur la Sambre, avoit fait ajourner jus-

qu'au 21 juin l'exécution du complot. Ce délai sauva peut-être Paris. Bientôt le bruit d'une grande victoire y fit retentir des accens de triomphe; et, sur la foi de cent un coups de canon, tirés aux Invalides, nul ne douta que Napoléon ne fût resté vainqueur. Les physionomies, selon la différence des opinions, respiroient la joie ou le désespoir. Un premier bulletin, réservé et modeste, annonça la continuation du combat. Le lendemain la foule impatiente se précipite au ministère de la guerre; là on apprend que l'armée française s'est encore immortalisée aux champs de Fleurus; que Blücher, en déroute, fuit vers Namur, tandis que Wellington cherche à gagner Bruxelles avec les débris de son armée. Un bulletin de Soult, major-général, paroît plus tard, et fait un récit pompeux autant que mensonger de la bataille. « Nous étions un contre trois, disoit-» il; Wellington et Blücher ont eu peine à » se sauver; le noble lord est confondu. C'étoit » comme un effet de théâtre. » Alors les journaux n'hésitent pas d'annoncer que « nous » sommes maîtres de la Belgique; que notre » avant-garde est à Anvers; que les Anglais » vont s'embarquer. » Toutefois une inquiétude sourde, un malaise général, tourmentoient les esprits.

Les journaux du lendemain renchérirent sur les versions précédentes : « Il y avoit huit ennemis pour un Français sur le champ de bataille. » La perte des Prussiens étoit de cinquante » mille hommes, et leur déroute si complète, » qu'on ramassoit les fuyards par bandes. Quant » aux Anglais, on verra aujourd'hui, ajoutoient » les journalistes, ce qu'ils deviendront ; l'em- » pereur est là. »

En effet, il apportoit lui-même aux Parisiens la nouvelle d'un désastre dont les fastes militaires n'offroient point d'exemple. Arrivé dans la nuit, avec la rapidité de l'éclair, il s'étoit enfoncé, sans proférer une parole, dans les appartemens de l'Elysée, où avoient régné presqu'aussitôt la consternation et un murmure sourd. Les mots, *tout est perdu!* avoient volé tout bas de bouche en bouche. On croit qu'avant d'entrer à l'Elysée, Napoléon alla descendre chez son frère Lucien, qui, ébranlé un instant par le récit de la catastrophe, reprit néanmoins son énergie accoutumée, cherchant à la communiquer à son frère pour lutter contre l'événement. Il est certain qu'il blâma Napoléon d'avoir abandonné ses soldats; qu'il lui conseilla de ne pas se montrer dans Paris, et de retourner sur ses pas pour rallier les débris de son armée.

Ce fut en vain ; Napoléon n'étoit déjà plus susceptible d'aucune résolution énergique. Hortense de Saint-Leu, accourant une des premières à l'Elysée, vint, arroser de ses larmes les genoux et les mains de son beau-père ; le conjura de ne pas se laisser abattre, lui représenta que la France avoit d'immenses ressources, et que le sort d'une seule journée ne pouvoit décider de celui d'un grand homme. Selon d'autres, à ses gestes supplians, à ses regards mouillés de larmes et à quelques sanglots, un secrétaire crut démêler qu'elle dissuadoit Napoléon de continuer la guerre, et le pressoit de chercher un refuge dans la paix. Quoi qu'il en soit, à Hortense succédèrent Bassano et Regnault. Alors s'engagea ce colloque dans le cabinet impérial, entre Bassano, dont le maintien étoit glacé, Regnault corrigeant un manuscrit, et Napoléon mordant ses lèvres, et montrant une vive impatience. « Eh bien, dit-il » tout à coup, où est ce bulletin ? — Le voilà » corrigé, » répond Regnault, qui en commence aussitôt la lecture. Arrivé aux deux tiers du récit de la bataille, Napoléon, frappant du pied, s'écrie : *Elle étoit gagnée !* La lecture faite, il ajoute en soupirant : « *Elle est* » *perdue*, et ma gloire avec elle ! — Non,

» Sire, réplique Regnault, vous avez cinquante » victoires à opposer à une défaite. — L'em- » pereur a raison, elle est décisive » reprend Bassano. On discute alors la possibilité de rallier l'armée, et d'obtenir des levées d'hommes et d'argent. « Les chambres, » s'écrie Bassano, vont parler d'économiser l'eau » et les pompes quand le feu est à la maison. — » Les chambres, ajoute Regnault, vont en » venir à leur stupide reproche de dictature ; » et c'est à présent qu'une dictature peut tout » sauver. — Point de dictature, dit Bassano, » qui se défioit du courtisan ; mais défendons- » nous. »

Napoléon convoque les ministres, et reçoit dans son cabinet, Cambacérès, Decrès, Caulaincourt, Carnot, et Fouché qui affectoit de se montrer sensible et prévenant. On vit arriver successivement à l'Elysée les conseillers et les affidés de Napoléon. La pâleur étoit sur leur front, et le désordre dans leurs discours. C'étoit à leur tour de trembler. Une sourde agitation, une rumeur extraordinaire, parcouroient déjà la capitale, et s'insinuoient dans tous les rangs de la société. Tandis que les uns parlent encore d'une victoire décisive et de la prise de Bruxelles, d'autres se confient, à voix

basse, la nouvelle d'un grand revers et du retour inattendu de Buonaparte. Des groupes se forment et se dispersent, se reforment sans cesse sur les places, dans les promenades, sur les quais, sur les ponts, sur les boulevards. La peur, l'abattement, ou une joie mal déguisée, s'y décèlent. On se regarde avec défiance. On s'aborde, on s'interroge avec inquiétude. Nul n'ose dire ce qu'il craint, ce qu'il espére, ce qu'il pense, ce qu'il vient d'apprendre. Une sage réserve règne dans les discours des royalistes, qui redoutent les excès auxquels le désespoir peut porter les satellites de l'usurpateur. Des larmes de joie, des embrassemens silencieux, des actions de grâces adressées au ciel, tels étoient les signes visibles des sentimens qui agitoient une grande partie des citoyens. Seroit-il vrai? serions-nous, enfin délivrés! disoient des milliers de voix. Bientôt on répéta de tous côtés: *L'empereur est ici.* Ces mots disoient tout; il n'étoit pas besoin d'autre confirmation de sa défaite.

Le retour de cet homme, déserteur de son armée pour la cinquième fois, aggravoit les craintes publiques. L'indignation s'emparoit de toutes les classes, de tous les états. Au milieu des bruits sinistres qui agitoient Paris, les dé-

putés s'étoient rendus à leur poste, en plus grand nombre et plus tôt qu'à l'ordinaire. Une sourde agitation se manifesta dans leur salle, avant l'ouverture de la séance. Rien n'étoit ignoré; la colère, le dépit et le courage inspiroient les résolutions les plus vigoureuses. Le désir de renverser Buonaparte réunit tous les partis qui divisoient l'assemblée.

Ces dispositions menaçantes, prévues par l'usurpateur, faisoient l'objet de ses délibérations secrètes; il ne se déguisoit plus le grand nombre de ses ennemis, ni le petit nombre de ses amis. C'étoit sa chambre des représentans, c'étoit son ministre de la police qu'il redoutoit le plus. Le cabinet de Fouché devenoit le quartier-général de la puissance révolutionnaire qui abandonnoit le camp de Napoléon. Les créatures, les émissaires de Fouché s'emparoient de tous les organes et de tous les ressorts de l'opinion publique. « Onze cent mille combattans, disoient-ils, s'avancent en bon ordre » contre cent mille soldats débandés; toute » tentative de résistance seroit une folie insigne. » Il n'est donc plus question de chercher à » sauver un homme qui s'est perdu lui-même » sans ressources, mais de veiller à notre » propre salut. »

Lucien toutefois cherchoit à rassurer les esprits, soit dans le palais, soit dans le conseil. « Au fait, disoit-il, ce n'est là » que la perte d'une bataille : vingt ou trente » mille hommes hors de combat ne décident » point du salut de la France. Ne peut-on » pas réunir, aux débris de l'armée du Nord, » une partie de celle du Rhin, qui n'est point » encore engagée? Opposons, à une invasion » imminente, notre courage, et une nouvelle » armée recrutée par les fédérés. »

Mais l'effroi étoit dans l'âme des hommes du 20 mars. Vainement Lucien s'efforce de ranimer leur ancienne énergie. Aux uns il retrace les dangers d'une lâche défection ; aux autres il rappelle ce qu'ils ont promis à son frère huit jours avant la bataille : « Des revers, sire, n'affoi- » bliroient pas notre courage et redoubleroient » notre attachement pour vous! » Parmi les ministres, Lucien ne trouvoit que dans Carnot un ferme appui du gouvernement impérial. Sûr du parti militaire, il parloit ouvertement de maintenir par la force l'autorité de Napoléon. Aiguillonné par son frère, Napoléon sentoit qu'il falloit tenter une action d'éclat qui fît diversion à la crise. On prétend qu'après plusieurs délibérations il imagina que l'impres-

sion de ses revers et de sa fuite seroit effacée s'il se rendoit à l'assemblée des représentans et des pairs réunis, pour se faire proclamer dictateur; que Lucien soutenoit cet avis; mais que les ministres, et entr'autres Fouché, s'élevèrent contre un coup d'Etat, qu'ils regardoient comme impraticable, et comme une atteinte portée à la liberté publique. Une telle discussion ne pouvoit rester secrète dans le mouvement d'agitation et d'inquiétude où se trouvoient alors les partis.

Fut-il réellement question, dans un conseil privé, de dissoudre les chambres, si elles opposoient une résistance invincible? Armé de la constitution, Napoléon le pouvoit. Son caractère connu, quelques mots qui lui étoient échappés, faisoient craindre qu'il ne puisât dans ce grand revers quelques moyens de ressaisir la verge du despotisme. Soit que tel fût son plan, soit que ses affidés délibérassent sur la possibilité de le réaliser, il est sûr que Fouché et son parti semèrent partout l'alarme sur le projet d'une dictature et sur la dissolution des chambres. « Calculez, disoient-ils, jus-» qu'où peut aller une telle entreprise, par » l'énergie et le désespoir du chef, par la » docilité de ses instrumens pris parmi la popu-» lace et la soldatesque; enfin, par la gran-

» deur et la fatalité des circonstances ! Tout » périroit dans cet affreux bouleversement ; » tout seroit livré, d'une part, à la rage et à la » dévastation d'un furieux ; et, de l'autre, au » fer et à la haine de l'étranger : tout périroit, » l'indépendance nationale, la révolution, et » les intérêts nés de la révolution ! » Les émissaires de Fouché parloient ensuite de la division qui se manifestoit au sein même du gouvernement ; de la fermeté du ministre de la police, de son influence sur la plupart de ses collègues ; ils affirmoient qu'on avoit déjà fait pressentir à Buonaparte la nécessité d'une nouvelle abdication, mais qu'il résistoit avec obstination et avec des vues sinistres.

Deux députés se présentent à l'Elysée, pour sonder ses projets, en lui révélant le secret des chambres. « Je suis en mesure » de leur résister, dit-il. — Non, sire, ré- » pond un des députés ; l'opinion est tout » entière pour les chambres. — L'opinion, ré- » plique-t-il ; je sais que tôt ou tard elle me » renversera ; mais j'ai encore toute ma puis- » sance, et j'en userai. »

De retour parmi leurs collègues, les deux députés ne dissimulent ni leur démarche, ni les sentimens de Napoléon. La séance publique

s'ouvre au milieu de la fermentation des esprits. M. de la Fayette monte le premier à la tribune; le plus profond silence règne dans l'assemblée, qui s'attend à une proposition grave de la part d'un personnage mûri par la funeste expérience d'une révolution dont il a été l'un des premiers apôtres et longtemps la victime.

« Représentans, dit-il, lorsque, pour la » première fois depuis vingt-cinq ans, j'élève » la voix, que les vrais amis de la liberté » reconnoissent encore, je me sens pressé de » vous parler des dangers de la patrie. De si- » nistres nouvelles se sont confirmées..... Per- » mettez à un vétéran d'une cause sacrée, » toujours étranger à l'esprit de faction, de » vous soumettre une proposition commandée » par le sentiment des dangers publics, par » l'amour de la patrie, et dont chacun de vous » sentira la nécessité. » A la suite de cette courte harangue, M. de la Fayette propose de déclarer que l'indépendance de la nation est menacée; que l'assemblée se constitue en permanence; qu'elle considère comme crime de haute trahison toute tentative pour la dissoudre, et qu'elle appelle les ministres dans son sein. « Aux voix! appuyé! appuyé! », s'écrie-t-on

de toutes parts. La majorité étoit décidée, et plusieurs membres tenoient toutes prêtes des propositions semblables. Elles furent soutenues par les députés Flaugergues, Dupin, Manuel, Sébastiani, Dubois (de la Seine), et adoptées unanimement avec de légères modifications. L'assemblée nomma aussitôt une commission administrative, et chercha à s'entourer de la garde nationale. L'ébranlement étoit donné; la foule du peuple assiégeoit la salle, et sembloit tout attendre des résolutions de la chambre. Bientôt une lumière affreuse vint dissiper toutes les obscurités qui cachoient encore le désastre de Waterloo. Le *Moniteur* en révéla toute l'étendue, et en fit pressentir toutes les conséquences. Les détails surpassoient l'idée qu'on s'étoit formée de ce grand revers. Les révolutionnaires, les buonapartistes eux-mêmes, étoient indignés. « Voilà donc, di-» soient-ils, le résultat de tant de préparatifs! » voilà comment le prétendu héros sait tenir ses » promesses! Son armée, selon lui, a été frap-» pée d'une terreur panique! Est-ce ainsi qu'il » croit faire oublier sa lâcheté personnelle, » par une atroce calomnie contre les victimes » de son ineptie et de ses extravagances! Son » armée a bravement succombé dans des

» attaques auxquelles la témérité du chef l'a » exposée. Tandis que la plupart des généraux » ennemis étoient tués ou blessés pour disputer » la victoire; tandis que Wellington lui-même » voyoit de près la mort, Napoléon s'éloignoit » du danger. Témoin de sa défaite, il fuyoit » vers la capitale, pour y porter la nouvelle » de sa propre honte. » Telles étoient les sanglantes accusations qui s'exhaloient de toutes les bouches.

On délibéroit encore au palais de l'Elysée, quand on y eut connoissance de la résolution que venoit d'adopter la chambre des représentans. A l'instant même toute discussion cesse, et on s'occupe de l'objet le plus pressant : il n'est plus question d'attaquer, mais de se défendre. Paris, d'ailleurs, étoit dénué de soldats. L'attitude ferme et imposante que prenoit l'assemblée, rendoit toute chance de succès improbable. On eut recours aux négociations. Les ministres, retenus au palais de l'Elysée, ayant reçu un second message qui les sommoit de se rendre au sein de la chambre, y sont enfin autorisés. Lucien Buonaparte les accompagne, en qualité de commissaire impérial, et requiert, au nom de Napoléon, que la chambre se forme en comité secret, pour recevoir des communications importantes.

Le public évacue à l'instant les tribunes, et la séance, devenue secrète, Lucien lit un message de son frère, contenant un récit étudié du désastre qui vient d'accabler l'armée à Waterloo, sans en dissimuler toutefois les suites. Napoléon recommandoit aux représentans l'union et la concorde, et annonçoit la formation d'une commission, composée de Carnot, Fouché et Caulaincourt, pour traiter de la paix avec les alliés. La conclusion de ce message causa une surprise universelle, mêlée d'un sentiment d'indignation et de terreur. Etonnée de la grandeur de l'objet qu'elle veut traiter, l'assemblée garde pendant quelques minutes un silence solennel. Il est rompu par le député Henri Lacoste. Après quelques réflexions douloureuses sur les désastres publics, il s'attache à prouver l'insuffisance de la mesure proposée par Napoléon. Il demande si, n'ayant pu se faire reconnoître lorsqu'il avoit sous sa main toutes les forces de la France, lorsqu'il étoit secondé en Italie par son beau-frère Murat, il pourra faire respecter l'indépendance de la nation, aujourd'hui que sa plus belle armée est détruite; que le roi de Naples est en fuite et détrôné, et que le sein de la France est déchiré par

la guerre civile ? S'adressant à Caulaincourt : « Vous parlez de paix, lui dit-il : quel nouveau » moyen avez-vous de communiquer avec les » alliés ? quelles bases nouvelles donnerez-vous » à vos négociations? L'Europe a déclaré la » guerre à Buonaparte ; séparerez-vous désor- » mais le chef de la nation? Pour moi, je le » déclare, je n'entends plus aujourd'hui que » la voix de la patrie en pleurs ; je ne vois plus » qu'un homme entre nous et la paix. Au nom » du salut public, dévoilez-nous vos nouvelles » ressources, ou montrez-nous toute la pro- » fondeur de l'abîme : peut-être trouverons- » nous dans notre courage des moyens de sau- » ver la patrie. » Des signes d'approbation ne laissèrent plus aucun doute sur les sentimens de la chambre.

Lucien, reprenant la parole, essaya de justifier son frère, et, cherchant à diminuer l'étendue de nos désastres, présenta la France comme pouvant les réparer. « L'empereur a » plusieurs armées sur pied, ajouta-t-il, et tout » n'est pas perdu. » Un murmure général l'avertit que l'assemblée ne partage pas sa confiance. Alors, il déploie toutes les ressources de l'art oratoire ; il invoque jusqu'à la générosité publique et la foi due aux sermens ; il termine

son discours en insistant pour qu'on évite surtout le reproche de légèreté adressé si souvent à la nation française. A ces mots l'indignation de l'assemblée éclate ; M. de la Fayette se précipite à la tribune, et témoigne son étonnement qu'on ose ainsi accuser la nation de légèreté. S'adressant à Lucien, autant par ses gestes que par ses paroles : « N'avons-» nous pas, lui dit-il, suivi votre frère » à travers les sables de l'Afrique et les » déserts de la Russie? Les ossemens de nos » malheureux compatriotes qui blanchissent » les plaines de presque toute l'Europe, sont » des témoins authentiques de notre patience » et de notre fidélité. Si nous devons encourir » de justes reproches, c'est d'avoir montré » trop de persévérance; c'est d'avoir sacrifié » vainement trois millions de Français. Dites à » votre frère que la nation ne veut plus avoir » confiance en lui, et que nous entreprendrons » nous-mêmes le salut de la patrie qu'il a li-» vrée au courroux de l'Europe. »

D'autres orateurs, tels que MM. Dupin et Manuel, déplorant aussi les maux de la France, indiquèrent le même remède. Le député Giraud (de l'Ain) fit la proposition formelle de nommer une commission, qui,

dans la nuit même, prendroit des mesures de salut public. A ces mots, l'assemblée se montre impatiente d'aller aux voix. Lucien et les ministres se retirent; la séance redevient publique, et une commission de salut public est votée à l'unanimité, pour se concerter avec une semblable commission prise dans le sein de la chambre des pairs. Enfin l'assemblée décide que M. Lanjuinais, son président, le lieutenant-général Grenier MM. la Fayette, Flaugergue et Dupont (de l'Eure), ses vices-présidens, composeront sa commission extraordinaire.

Moins ardens, ou plus attachés à Napoléon, les pairs tergiversèrent; mais entraînés enfin par les discours des comtes Pontécoulant et Boissy-d'Anglas, ils se déclarèrent aussi en permanence, et nommèrent leur commission de salut public, où la majorité (1) resta au parti buonapartiste.

Ainsi, plus de constitution impériale, plus de puissance reconnue dans Buonaparte, trois jours après sa défaite de Waterloo. Les deux chambres, en se déclarant en permanence, en mandant les ministres dans leur sein, détrui-

(1) Cette commission étoit composée de MM. Boissy-d'Anglas, Drouot, Dejean, Andreossy et Thibaudeau.

soient ses prérogatives les plus essentielles. Ces mêmes pairs, ces mêmes députés qui, huit jours auparavant, avoient juré fidélité inviolable à Napoléon et à sa famille; qui, ne se bornant pas à la formule de *je le jure*, l'avoient prononcée avec énergie, même avec enthousiasme, se montroient disposés à lancer contre lui le décret de déchéance, parce qu'il étoit abandonné par la fortune.

Le trouble et l'alarme régnoient au palais de l'Élysée; les courtisans y étoient éperdus. Les uns conjuroient Napoléon de résigner l'autorité; le plus grand nombre insistoit pour qu'il restât maître de l'Etat. Ceux-ci l'emportoient; ceux-là ne faisoient que sonder le terrain. On vit depuis Regnault et le lieutenant-général Solignac (1) se disputer l'honneur d'avoir les premiers conseillé à Buonaparte de déposer une seconde fois la couronne. Gagné par Fouché, Regnault agit avec dextérité, colorant ses instances d'un faux zèle. On opposoit l'astuce à Lucien, qui ne cessoit de venir à la charge pour réveiller l'énergie de son frère. « Où est donc votre fermeté, lui dit-il

(1) L'un dans la chambre même des représentans, l'autre dans une lettre rendue publique.

» en l'entraînant dans une allée sombre de » l'Elysée ? Quittez vos irrésolutions ; vous » savez ce qu'il en coûte pour ne pas oser. — » Je n'ai que trop osé. — Trop et trop peu : » osez une dernière fois. — C'est un 18 bru- » maire que vous voulez ? — Point du tout : » un décret constitutionnel ; la constitution vous » donne le droit de dissoudre les chambres. — » Elles ne respecteroient pas la constitution, et » s'opposeroient au décret. — Les voilà rebelles » et mieux dissoutes encore. — Un 18 bru- » maire manqué seroit un arrêt de mort. » — Vous délibérez quand il faut agir : » ils agissent et ne délibèrent pas. — Que » peuvent-ils faire ? — L'opinion est pour eux : » ils oseront tout si vous n'osez rien, et la » déchéance sera prononcée. — Voyons Da- » voust..... — C'est un homme perdu, s'écria » Lucien, fatigué de l'hésitation de son frère, » la fumée du Mont-Saint-Jean lui a porté à » la tête. » Le parti impérial n'avoit déjà plus d'espoir que dans les résolutions du ministre de la guerre. Mais ce ministre alloit-il se rendre responsable de la dispersion[1] des chambres, quand Buonaparte abandonné se montroit irrésolu ? De tous côtés on assuroit que le maréchal Davoust mettoit des troupes en mouve-

ment pour cerner l'assemblée ; mais soit que le maréchal n'en eût point l'intention, soit qu'il fallût dissimuler encore, il vint démentir dans le sein même de la chambre les bruits dont il étoit l'objet : « Il est vrai, ajouta-t-il, que je fais » évacuer les dépôts de la Somme sur la » Seine ; mais les circonstances rendent ces » dispositions nécessaires. » C'étoit avouer que des troupes marchoient sur Paris. Le parti de l'abdication redoubla d'activité et de vigilance.

Dans la nuit il y eut aux Tuileries un grand conseil où Napoléon s'abstint de paroître. Les ministres, les quatre conseillers ministres d'Etat (1), et les commissions des deux chambres y assistèrent. Cambacérès présida. Les soupçons et la défiance régnèrent dans cette assemblée nocturne, où les amis de Napoléon dominoient par le nombre. On y fit diverses propositions sur la défense de la patrie, sur la nécessité de trouver des ressources ou de recourir à la paix. L'objet principal de la conférence sembloit oublié ou éludé, quand M. de la Fayette fit observer qu'il restoit un moyen sûr de sauver la France, dans l'abdication volontaire de Napoléon. Cette

(1) Boulay de la Meurthe, Merlin, Défermon et Regnault (Saint-Jean-d'Angely).

mesure seule, dit-il, procurera infailliblement la paix; et si les ministres de l'empereur ne la lui conseilloient pas, sa grande âme le lui révèleroit. Il fit alors la proposition formelle de se rendre immédiatement, et en corps, auprès de Napoléon, pour lui faire à ce sujet les représentations les plus pressantes. Cette conclusion excita quelques murmures, et ne fut point adoptée. Après plusieurs débats, le conseil, à la majorité de seize voix contre cinq, décida qu'une commission des deux chambres, autorisée par Napoléon, seroit chargée de négocier directement avec les puissances alliées, aux conditions de respecter, avec l'indépendance et l'intégrité du territoire, le droit qu'a tout peuple de se donner une constitution. A trois heures du matin, le conseil leva sa séance. Une partie de ceux qui venoient d'y assister se rendit au palais de l'Elysée, les uns pour fortifier Napoléon dans sa résistance, les autres pour le décider à fléchir.

Tout annonçoit que la journée du 22 juin seroit décisive. Les troupes des dépôts commençoient à pénétrer dans Paris, et, en occupant les casernes qui avoisinent le palais Bourbon, elles faisoient entendre les cris forcenés de *vive l'empereur!* Les affidés et les satellites

prenoient courage, et Napoléon lui-même, qui attendoit de nouvelles troupes, conservoit quelques lueurs d'espoir.

Le ministère, le conseil d'Etat, la chambre des pairs, tout le gouvernement se trouvoit divisé en révolutionnaires qui rejetoient Buonaparte, sans rien déceler encore de leurs desseins; et en buonapartistes, qui vouloient conserver tout le système impérial. Fouché parloit ouvertement de la nécessité de résigner la couronne, et faisoit suggérer à Buonaparte la pensée d'abdiquer en faveur de son fils. Les ministres s'étant réunis en conseil, la proposition d'inviter Buonaparte à céder le trône fut mise aux voix et adoptée, sauf l'opposition de Carnot, qui resta d'un avis contraire. Ainsi, la majorité du gouvernement se déclaroit pour l'abdication. En voyant Buonaparte persister dans son refus, Regnault lui dit sans déguisement, que l'opinion étoit pour les chambres, qui exigeoient ce sacrifice, et que si l'abdication ne leur étoit pas envoyée dans le jour, M. de la Fayette feroit la motion de la déchéance.

L'obstination du parti impérial paroissoit invincible, soit qu'il redoutât d'être sacrifié avec son chef, soit qu'il se crût en état de

lutter encore en se jetant dans les bras des soldats et des fédérés. Ce parti vouloit des garanties, et se flattoit de les obtenir les armes à la main. Alors Fouché, pour vaincre toute résistance, imagine de montrer une fausse lettre du prince de Metternich, dans laquelle le renversement personnel de Napoléon étoit présenté comme une mesure voulue impérieusement par toute l'Europe, et la régence, non seulement comme agréable à l'Autriche, mais ayant encore pour elle d'autres cabinets. Fouché, qui voit Napoléon ébranlé par cette fraude, s'attache à le convaincre, par une foule d'argumens, que l'intérêt de sa famille sera suffisamment garanti par son abdication conditionnelle, et qu'il doit s'empresser de bonne grâce à se soustraire à la flétrissure d'une déchéance. « La proclamation du prince im-» périal, dit-il, entraîne une régence, laquelle » en supposant l'exclusion positive du père, » admet pour tuteurs les oncles paternels et » maternels du jeune prince; or, dans cette » hypothèse, le système impérial n'est que » modifié. » C'étoit renouveler le rêve de Fontainebleau avec des apparences plus plausibles. Bassano, Thibaudeau et Bertrand regardèrent une abdication simulée comme

préférable à la déchéance. Lucien lui-même fût entraîné par l'appât que lui offroit la régence; il se crut appelé à la tête du gouvernement. C'est ainsi que Fouché, en plaçant Napoléon et ses affidés entre la crainte et l'espoir, alloit finir par rester maître de disposer de la France.

Tandis qu'à l'Elysée l'abdication étoit résolue, la chambre des représentans ouvroit sa séance. Tout Paris étoit dans l'agitation. La foule se presse autour de la salle et dans les corridors. Les députés demandent de toutes parts le rapport de la commission extraordinaire. « On ajourne, s'écrie Henri Lacoste, le » moment de satisfaire au vœu de la chambre; » c'est un temps perdu pour les intérêts de la » patrie. » Enfin le lieutenant-général Grenier, rapporteur de la commission, est annoncé; il monte à la tribune, et s'exprime en ces termes: « Je conçois la vive impatience que » montre l'assemblée de connoître ce que nous » avons fait depuis hier pour remplir la tâche » importante qu'elle nous a confiée. » Après avoir exposé les résultats de la délibération prise en commun avec les ministres pour négocier la paix, le rapporteur ajoute: « Cet » article me paroît insuffisant; il ne rempliroit

» pas le but que se propose la chambre, parce » qu'il pourroit arriver que votre députation » ne fût point admise. Mais il se présente un » moyen d'en faciliter le succès ; j'ai des rai- » sons de croire que vous recevrez bientôt un » message, par lequel l'empereur doit déclarer » que, vu les circonstances fâcheuses où se » trouve la France, et les dispositions des puis- » sances alliées, il sera prêt à faire le sacrifice » qui lui seroit demandé, si lui seul étoit un » obstacle invincible à ce que la nation fût » admise à traiter de son indépendance. »

A ces mots une sorte d'impatience, une vive agitation se répand dans l'assemblée. Le président cherche lui-même à la calmer en donnant les mêmes assurances. « Nous n'avons » qu'un parti à prendre, s'écrie le député Du- » chesne, c'est d'engager l'empereur, au nom » du salut public, au nom d'une patrie qui » souffre, à déclarer son abdication. » L'assem- blée se montroit disposée à l'arracher si on la lui faisoit trop attendre; et ce ne fut qu'à force d'instance que le lieutenant-général Solignac obtint qu'elle accorderoit une heure de délai. Dans l'intervalle, le maréchal Davoust vint affirmer et garantir, sur son honneur, que l'armée se rallioit; que le maréchal Grouchy

avoit battu, le 18, *les restes de l'armée prussienne;* que nous avions encore une armée de soixante mille hommes vers la frontière du Nord, à laquelle on envoyoit dix mille hommes de renfort, avec de la cavalerie et deux cents pièces de canon. Mais aucune hyperbole ne pouvoit faire diversion à la vive attente de l'assemblée. Enfin, à midi, on introduit les ministres qui font la lecture d'une déclaration au peuple français, par laquelle Napoléon annonçoit la fin de sa vie politique; il s'offroit, disoit-il, en sacrifice à la haine des ennemis de la France, et proclamoit son fils empereur des Français, sous le nom de Napoléon II. « Les » ministres actuels, ajoutoit-il, formeront pro- » visoirement le conseil de gouvernement. » L'intérêt que je porte à mon fils m'engage à » inviter la chambre à organiser, sans délai, » une régence par une loi. »

Telle fut l'abdication conditionnelle que la chambre accepta par acclamation, sans daigner nommer une commission, aux termes des réglemens; sans réfléchir aux suites de ce nouvel ordre de choses, tant elle se montroit impatiente de déposséder l'homme à qui elle devoit son existence.

Porteur de l'acte d'abdication, Fouché dit

aux députés que c'étoit pour eux le moment de se montrer les représentans de la nation; de se conduire avec fermeté en présence du peuple français et de l'Europe; de consacrer les principes et les lois pour lesquels le peuple avoit versé son sang. Il leur recommanda de ne pas abandonner à la malveillance celui qui avoit présidé si long-temps aux destinées de la nation, et de stipuler ses intérêts dans les négociations qui alloient s'ouvrir, affectant cette bienveillance hypocrite au moment même où il ourdissoit toutes ses trames pour se débarrasser de Napoléon.

M. Dupin, jeune avocat, prit la parole après le ministre, et, à la suite d'un discours qui ouvrit les cœurs à l'espérance, proposa à la chambre de se déclarer assemblée nationale; d'envoyer aux alliées cinq commissaires pacificateurs; de créer une commission exécutive, composée de cinq membres pris dans le sein des deux chambres; de nommer un généralissime; et, enfin, une commission chargée de poser les bases d'une constitution nouvelle. Ce dernier article tendoit à déclarer le trône vacant; et le projet en général à substituer, au conseil de régence que vouloit Buonaparte, une commission exécutive choisie dans les

chambres mêmes. Un autre député, M. Scipion Mourgues, succédant à M. Dupin, qu'on venoit d'entendre avec intérêt, tout en présentant les mêmes vues, proposa sans aucun détour, après un court préambule, de déclarer le trône vacant; de se former en assemblée constituante, et de porter à la tête de la force armée les maréchaux Macdonald et Oudinot, et le général la Fayette. Les révolutionnaires, alarmés, crurent apercevoir l'intention d'arriver, par ces intermédiaires, au souverain légitime, et à l'instant le régicide Garreau courut à la tribune, et, pour toute harangue, lut l'article 67 de l'acte additionnel, ordonnant à jamais l'expulsion des Bourbons. Regnault, prenant ensuite la parole, combattit l'idée de transformer la chambre en assemblée nationale; il insista sur la nécessité de conserver la forme existante du gouvernement, au lieu de se livrer, dit-il, à une création entière d'élémens nouveaux. Laissant de côté la question délicate de la vacance du trône, et déclinant la proposition d'envoyer une ambassade directe aux alliés, il conclut à la formation d'une commission exécutive de cinq membres nommés, non plus dans les deux chambres, mais par leur concours. Il parvint ainsi à écarter du

pouvoir exécutif les personnes dont l'introduction au gouvernement auroit contrarié les vues de Fouché, qui ne vouloit ni des royalistes, ni de tout autre parti qui ne seroit pas le sien.

La chambre, appelée à donner son suffrage, proclama Carnot, Fouché et le lieutenant-général Grenier membres de la commission exécutive. Cette nomination faisoit avorter tous les plans d'une régence.

Dans cette séance mémorable, qui s'étoit prolongée jusqu'à dix heures du soir, le nom de Napoléon II n'avoit pas été prononcé; rien même n'avoit été préjugé sur la succession de Napoléon Ier, dont l'abdication, acceptée au nom du peuple français, sembloit l'avoir été purement et simplement, sans aucun égard à sa clause conditionnelle.

Trompé par Fouché, et repoussé de la chambre des communes, le parti buonapartiste, plein de ressentiment et de dépit, alla se retrancher au Luxembourg dans la chambre des pairs; là, vers dix heures du soir, il essaya d'emporter d'assaut la régence.

Le président, Cambacérès, rappelle d'abord à l'assemblée que Napoléon n'a abdiqué qu'en faveur de son fils. Lucien paroît à la tribune; « Il s'agit de savoir, dit-il, si la France

» est une nation indépendante, une nation libre. » Politiquement, l'empereur est mort : *Vive* » *l'empereur !* L'empereur a abdiqué : *Vive* » *l'empereur !* Telle est la maxime sur laquelle » repose une monarchie constitutionnelle. » Lucien demande que les pairs, qui ont juré fidélité à l'empereur et aux constitutions de l'empire, qui les ont proclamés au Champ-de-Mai à la face de la France et de l'Europe, déclarent, sans délibération et par un mouvement spontané, devant le peuple français et les étrangers, qu'ils reconnoissent Napoléon II pour empereur. Plusieurs voix appuient sa proposition. « Si j'ai bien entendu, dit le comte » de Pontécoulant, on veut nous faire adopter » une proposition sans délibération aucune ; » mais, je le demande au prince Lucien, à quel » titre parle-t-il dans cette chambre ? est-il » Français ? Je ne le reconnois pas comme tel. » Lui, qui invoque la constitution, n'a point » de titre constitutionnel. Il est prince romain, » et Rome ne fait plus partie du territoire » français. » Lucien veut répliquer, et les débats s'animent. « N'est-ce point assez de la » guerre étrangère, s'écrie le comte Boissy- » d'Anglas, veut-on nous donner la guerre » civile ? Ne nous divisons point. »

On vit alors deux hommes, Ney et Labedoyère, après avoir servi la même cause avec un zèle égal, tenir un tout autre langage. Tous deux avoient ouvert les voies à Buonaparte; tous deux lui avoient livré les troupes destinées à l'arrêter; tous deux avoient reçu le prix de leur trahison; tous deux, après avoir combattu à Waterloo, avoient échappé au carnage; tous deux enfin siégeoient à la chambre des pairs. Mais l'un, mesurant l'abîme où sa propre trahison avoit précipité la patrie, venoit d'exprimer, le jour même, en présence de ses collègues, des regrets tardifs, déclarant que tout étoit perdu; que dans huit jours les ennemis seroient sous les murs de la capitale, sans qu'aucun obstacle pût leur être opposé, et qu'il ne restoit plus que la voie des négociations.

L'autre, au contraire, veut persévérer dans les sentimens qui, aux portes de Grenoble, l'ont conduit aux pieds de l'usurpateur; il fait entendre des accens pleins de rage; et tournant son indignation, non contre Buonaparte, mais contre ceux qui l'abandonnent, il apostrophe en ces termes les pairs ses collègues : « J'ai entendu autour du trône du souverain » heureux des voix qui s'en éloignent aujour-

» d'hui parce qu'il est dans le malheur. Ces » hommes qui ne veulent pas reconnoître Na- » poléon II, sont prêts à recevoir la loi de » l'étranger à qui ils donnent le nom d'*alliés*. » Mais s'ils rejettent Napoléon II, l'empereur » doit tirer l'épée de nouveau, et s'entourer de » l'armée.... Hé quoi ! nous forçons à l'abdica- » tion celui que nous avons juré de défendre, » même dans les revers ; car il n'est pas un de » nous qui n'ait ajouté ce serment à ceux qu'il » a faits à l'empereur, et nous ne respecterions » pas même sa dernière volonté ! Napoléon » seroit lâchement abandonné par de vils géné- » raux qui l'ont déjà trahi. Mais si l'on déclare » que tout Français, déserteur de son drapeau, » sera couvert d'infamie, que sa maison sera » rasée, et sa famille proscrite, alors plus de » ces manœuvres qui ont occasionné les der- » nières catastrophes, et dont peut-être quelques » auteurs siégent ici..... » A ces mots le plus grand tumulte éclate dans l'assemblée : « *A* » *l'ordre ! à l'ordre !* » crie-t-on de toutes parts à Labedoyère. Il continue à parler dans le tumulte : « Il est donc dit, ajoute-t-il, qu'on » n'entendra jamais dans cette enceinte que » des voix basses..... » Le tumulte redouble, et la voix de Labedoyère est couverte par de

violentes exclamations... Le président se couvre, et peu à peu le calme se rétablit.

« Le voile est déchiré, reprend le comte de » Ségur; il n'y a plus de tempéramens à gar- » der; l'abdication de Napoléon est nulle, si » nous ne proclamons pas son fils. » Bassano parle dans le même sens, et demande la création d'un conseil de régence. Rœderer veut aussi qu'on reconnoisse Napoléon II. « Proposer, » dit-il, de mettre le gouvernement sous le » nom de l'héritier de la couronne, est une » motion amie de la paix. A l'intérieur elle est » agréable à l'armée, en plaçant devant elle le » nom de Napoléon, talisman nécessaire qui » doublera ses forces. Voyez l'Alsace, la » Franche-Comté, la Lorraine, les Trois- » Evêchés, la Bourgogne, la Champagne. A » qui ces provinces prodiguent-elles de nou- » veau leur sang et leur fortune, si ce n'est à » Napoléon II? A l'extérieur elle nous rattache » à l'Autriche. Cette puissance pourroit-elle » voir en nous un ennemi, quand nous adop- » terons pour souverain l'enfant issu de son » sang? Je conclus que rien ne seroit plus » utile, dans les circonstances, qu'une autorité » provisoire gouvernant au nom de Napo- » léon II.

« Si l'empereur avoit été tué, dit le comte » Flahaut, son fils lui succéderoit de droit; il a » abdiqué, il est mort politiquement; pour- » quoi son fils ne lui succéderoit-il pas? » — Le comte Decrès s'écrie avec véhémence : « Est-ce le moment de s'occuper des per- » sonnes? Avant tout la patrie; elle est en » danger; ne perdons pas un moment pour » prendre les mesures que son salut exige. »

Les pairs, ajournant la proposition de Lucien, procèdent à la nomination des deux membres qui doivent compléter la commission de gouvernement, et portent leurs suffrages sur Caulaincourt et sur le baron Quinette.

Ainsi, une seule bataille suffit pour abattre ce colosse de gouvernement impérial qui défioit l'Europe en armes : tel est le destin des Etats qui ne reposent que sur la fortune d'un seul homme.

Cependant la chambre des représentans qui, deux heures plus tard, auroit prononcé la déchéance de Napoléon, présenta son acte d'abdication comme le sacrifice le plus généreux, lui vota des remercîmens, et chargea neuf membres de l'assemblée, d'aller en son nom lui en offrir l'hommage. La députation se rend au palais de l'Elysée auprès de

l'homme qui avoit armé un million de soldats, dicté des lois à tous les souverains du continent; et qui, maître encore des armées françaises, avoit une garde et des partisans nombreux. Elle lui annonce qu'il n'est plus empereur, et que la nation reprend les rênes du gouvernement. Napoléon, entouré des grands officiers de sa maison, des généraux de sa garde, de toute la pompe convenable à son rang, reçoit la députation avec un air calme. Il dit qu'un grand désastre est arrivé, mais que le territoire se trouve encore intact; il parle du sacrifice qu'il a fait au désir des chambres, aux circonstances et à sa tendresse pour son fils. Le président lui fait observer que l'assemblée dont il vient de lire le décret n'a point encore délibéré sur cette partie de son message. « Je m'y attendois, dit » Napoléon à part à son frère; puis, élevant » la voix : Annoncez à l'assemblée que je lui » recommande mon fils. » La députation se retire après avoir suivi le cérémonial le plus respectueux.

Dans la nuit même, les buonapartistes se concertent pour tenter un dernier effort, non à la chambre des pairs, peu propre à donner l'impulsion, mais à la chambre des représentans, où ils veulent ouvrir les importans débats sur la succession au trône.

De bonne heure, les postes de la garde nationale sont doublés ; on place des piquets de l'autre côté du pont de Louis XVI, et des fédérés sont adjoints aux gardes nationaux de service. Les casernes près du corps-législatif étoient encombrées de soldats qui faisoient retentir les cris de *vive l'empereur !* C'étoient les préludes d'une chaude délibération dans l'assemblée. La séance s'ouvre, et on ne s'occupe d'abord que d'objets secondaires. Le député Béranger (de la Drôme) aborde indirectement la question ; il propose de soumettre à la responsabilité les membres du gouvernement provisoire. « Si ces hommes étoient inviolables, dit-il, » en supposant que l'un d'eux vînt à trahir ses » devoirs, vous n'auriez aucun moyen de le » faire punir. Vous n'avez pas encore institué » la régence, qui seule pourroit jouir de l'ir- » responsabilité. » C'étoit jeter un germe de défiance contre Fouché, et ramener les idées à la nécessité d'une régence. Le ministre d'Etat Defermon, prenant aussitôt la parole, déclare que la nation a un empereur dans la personne de Napoléon II. « Les » ennemis du dehors, dit-il, ne pourront se » jouer de nos efforts lorsqu'ils verront que la » constitution est notre étoile polaire, et qu'elle

» a pour point fixe Napoléon II. » A ces mots éclate un mouvement d'enthousiasme factice dans une partie de la salle, et des cris de *vive l'empereur !* se font entendre; mais cet élan concerté expire sans se propager. « C'est avec » surprise, dit Boulay (de la Meurthe), que je » remarque dans cette enceinte de l'hésitation » et du silence. Il n'est aucun de nous qui ne » professe que Napoléon II est notre empe- » reur; mais il en est qui, hors d'ici, parlent un » tout autre langage.... J'ai les yeux ouverts au » dehors, et je vois que les factieux, les intri- » gans dont nous sommes entourés voudroient » faire déclarer le trône vacant pour y placer » les Bourbons... Je veux aller plus loin, je veux » mettre le doigt sur la plaie. Il existe une » faction d'Orléans; oui, je sais..... On a beau » m'interrompre, je parle d'après des rensei- » gnemens certains; je sais que cette faction » est purement royaliste; je sais que son but » secret est d'entretenir des intelligences même » parmi les patriotes. Au reste, il est douteux » que le duc d'Orléans voulût de la cou- » ronne; ou, s'il l'acceptoit, ce ne seroit que » pour la remettre à Louis XVIII. » Boulay conclut par demander que l'assemblée déclare et proclame qu'elle reconnoît Napoléon II. A

l'instant même la tribune est comme assiégée par la foule des orateurs qui se disputent la parole. Les députés Penières, Maleville, Dupin, Bizanet, Duchesne, s'efforcent tour à tour d'éluder une proposition qu'il eût été impolitique de combattre ouvertement. L'un pense qu'un retard peut être utile, et qu'il est préférable d'attendre l'ouverture des négociations; l'autre craint que le fils de l'empereur n'éprouve, de la part des alliés, tout autant de défaveur que son père. Les députés Regnault, Garat et Mouton-Duvernet insistent pour qu'on proclame clairement Napoléon II : mais la majorité temporise, demande le renvoi à une commission, et la discussion dans les bureaux. Les buonapartistes alloient revenir à la charge, quand le député Manuel (des Basses-Alpes), dans un discours plein de dextérité et d'élégance, concilia les sentimens opposés et les prétentions diverses. « Vous n'avez point détrôné » Napoléon Ier, dit-il; Napoléon a abdiqué » sans qu'on ait prononcé la déchéance; les » choses sont entières; or, par la force des » constitutions encore subsistantes, par la tour- » nure des événemens même, Napoléon II » succède de droit et de fait à Napoléon Ier; » Ainsi, le chef de l'Etat a disparu sans révolu-

» tion, sans secousse. Son héritier légitime est » naturellement son successeur; l'armée con- » serve son attitude et ses espérances, la nation » est rassurée; et nous, au lieu de céder à un » mouvement de révolution, nous déférons à la » marche constitutionnelle. » L'orateur insinua ensuite que le sort de vingt millions d'hommes ne pouvoit être mis en parallèle avec la fortune d'un enfant. « L'intérêt de la pa- » trie, l'empire des circonstances, ajouta- » t-il, nous ont fait faire *hier un grand pas;* » mais si nous n'avons pas atteint le but, *et s'il* » *nous reste encore un pas à faire*, cette » faculté nous sera-t-elle interdite.....? » C'étoit dire, en d'autres termes, nous détrônerons, s'il le faut, Napoléon II, comme nous aurions pu détrôner Napoléon Ier. La dernière partie de cette harangue ne fut ni la moins adroite ni la moins éloquente : elle tendoit à renverser tout projet de régence, et à faire prévaloir le gou- vernement provisoire. M. Manuel représenta la nation tourmentée par des mouvemens divers, en proie à des intérêts opposés, livrée à des souvenirs et à des espérances qui se nuisoient et se croisoient à la fois; tout le monde voulant sauver l'Etat, mais par des moyens contraires et par des routes différentes menant

à un but opposé. « Laisserons-nous chacun s'a-
» giter, dit-il, les alarmes se répandre, les pré-
» tentions s'élever ? voulez-vous qu'ici on ar-
» bore le drapeau des lis, là le drapeau trico-
» lore ? voulez-vous laisser dire à chaque parti :
» Il n'y a pas de gouvernement; on hésite, il
» faut agir ? Vous avez voulu, Messieurs, que
» l'autorité fût confiée à des hommes éprouvés,
» capables de siéger dans un conseil, organe
» de la souveraineté nationale; il faut que ce
» vœu soit rempli; il faut éviter qu'on puisse
» réclamer, relativement à ce conseil, les prin-
» cipes de la constitution, qui appelleroient
» tel ou tel prince à la tutelle du souverain
» mineur, et qui donneroient à sa famille une
» influence immédiate sur le gouvernement. »
Les conclusions de l'orateur furent votées unanimement; et l'assemblée déclara, par un ordre du jour motivé, que Napoléon II étoit empereur par le fait de l'abdication de Napoléon Ier, et que le gouvernement provisoire avoit toute la confiance du peuple. Ainsi se termina, par une distinction subtile, une discussion orageuse, qui tendoit à faire prévaloir les intérêts de la famille de Napoléon.

Mais l'esprit de parti étoit trop exalté pour saisir ces nuances délicates, et pour se contenter

de concessions illusoires. Les adhérens de Buonaparte soutinrent qu'on avoit proclamé Napoléon II; l'armée et le peuple le crurent; l'opinion s'égara de plus en plus, et la France eut le sein déchiré, tandis que huit cent mille étrangers, renversant toutes les barrières, débordoient sur son territoire.

Cependant le pouvoir exécutif provisoire s'installoit sous le titre de Commission de Gouvernement; il occupoit aux Tuileries la place vacante, tandis que Napoléon conservoit sa cour au palais de l'Elysée. Après s'être constituée, le 23 juin, sous la présidence de Fouché, la commission exécutive adressa, selon l'usage, une proclamation aux Français, remarquable seulement par la phrase suivante : « L'empereur s'est offert en sacrifice en abdiquant; » les membres du gouvernement se dévouent » en acceptant les rênes de l'Etat. » Ils ordonnèrent de proclamer les actes publics au nom du peuple français : ce qui déplut au parti qui vouloit Napoléon II. Telle étoit la situation pénible des royalistes, que, dans cette formule républicaine dont ils auroient frémi en tout autre temps, ils trouvèrent quelques motifs d'espoir.

Fouché depuis a retracé lui-même l'état des

partis à cette époque : « On se partageoit, » dit-il (dans sa lettre au duc de Wel- » lington), sur le choix d'un souverain : les » uns vouloient un prince étranger ; d'autres » se déclaroient pour la régence ; quelques-uns » réclamoient la légitimité. Une partie de la » France nommoit le duc d'Orléans : les qua- » lités personnelles de ce prince, les souvenirs » de Jemmapes et de quelques autres victoires, » sous la république, auxquelles il n'avoit » point été étranger, la *possibilité* de faire un » traité *qui concilieroit tous les intérêts ;* ce » nom de Bourbon, *qui pouvoit servir au- » dehors sans qu'on le prononçât au dedans :* » tous ces motifs et d'autres encore offroient » dans ce dernier choix une perspective de » repos et de sécurité, à ceux même qui ne » pouvoient y voir le présage du bonheur. »

Tout est révélé dans cet aveu public du plus hardi des régicides. Il falloit des garanties à l'Europe : elle rejetoit Napoléon ; tout ce qui tenoit à lui inspiroit les mêmes alarmes. Toutefois l'astucieux Fouché se flatte de surmonter les difficultés de cette position en renouant avec plus d'activité les premières trames qui avoient préludé au 20 mars. Maître à lui seul du gouvernement, il croit que tout

est mûr pour une seconde usurpation propre à avilir le nom auguste d'une famille qui commande la confiance et le respect. En faisant ainsi triompher une de ses branches aux dépens du tronc, Fouché croit se ménager le double avantage de rétablir les rapports extérieurs de la France avec les autres puissances de l'Europe, et de maintenir au sein du royaume le système révolutionnaire dans toute sa force; en un mot, Fouché se voit par là principal ministre à perpétuité. Mais ce plan, qui lui paroît si séduisant en théorie, comment le mettra-t-il à exécution au milieu de tant de prétentions diverses, et au mépris des droits incontestables du souverain légitime? Parviendra-t-il à déterminer un prince du sang des Bourbons à abjurer son honneur, sa conscience, le sentiment de sa dignité, son véritable intérêt même, pour se jeter, avec une poignée de désespérés, dans un abîme de périls et d'infamies? Non, sans doute. Mais aucune considération ne peut arrêter Fouché : il n'admet point qu'on refuse une couronne ; il considère comme possible ce qu'il désire avec ardeur. Cette illusion, que sa passion nourrit, prend toutes les apparences, tout le charme de la réalité ; elle réglera désormais sa conduite dans cette grande crise. Si,

contre toute attente, il falloit encore passer par l'intermédiaire du souverain légitime pour arriver à une autre usurpation, Fouché serviroit Louis XVIII provisoirement, sauf à le trahir dans un temps opportun, comme il trahit Buonaparte.

La première opération du gouvernement de Fouché, car lui seul exerçoit réellement le pouvoir, fut la nomination de cinq ministres plénipotentiaires chargés d'aller traiter de la paix au quartier-général des souverains confédérés. Cette importante mission fut confiée à MM. de La Fayette, Laforêt, Pontécoulant, Le Voyer d'Argenson, et Sébastiani (1). Accepter toute espèce de souverain, hormis Louis XVIII, telle étoit l'essence de leurs instructions pacifiques. Le bruit courut aussitôt que leur mission s'étendoit même à offrir, au besoin, la couronne de France à un prince étranger; soit au roi de Saxe, soit à un prince de la maison d'Orange, qui seroit invité à l'accepter des mains des régicides. Il est certain que la faction préféroit un gouvernement monarchique, pourvu

(1) M. Benjamin Constant accompagna les plénipotentiaires en qualité de secrétaire d'ambassade.

que le souverain n'en fût pas légitime. Là, seulement, se trouvoit pour les principaux révolutionnaires, la garantie de l'impunité et du maintien de leur pouvoir usurpé. La saine partie de la nation désavoua une négociation présentée à l'Europe sous de pareils auspices.

Cependant les buonapartistes alloient se grossir de tous les débris de l'armée, qui refluoient vers la capitale. Ce parti pouvoit se relever avec de nouvelles prétentions, de nouvelles forces, et disperser, par un coup de main, la faction triomphante. Ce n'étoit qu'à force de ménagemens et d'adresse que la tempête pouvoit être conjurée. D'abord, pour donner à la garde nationale plus de consistance, pour l'opposer avec plus d'avantage aux fédérés, Fouché en fait déférer le commandement au maréchal Masséna. Au maréchal Davoust sont confiés tous les débris de l'armée de Waterloo, Fouché, détachant ainsi peu à peu des intérêts de Buonaparte les généraux les plus influens qui s'étoient voués à sa fortune. C'est dans ses mains que tombent exclusivement la direction de toutes les affaires et de toutes les intrigues. Il rassure les uns, il captive les autres; il fait entrer dans

ses vues la plupart des généraux ; il fait miner de plus en plus Napoléon dans l'opinion publique. En vain la faction impériale dispute encore le terrain ; c'étoit sur l'armée qu'elle fondoit ses dernières espérances, s'efforçant de la présenter comme redoutable et encore en état de tenir la campagne.

Dès le 21 juin, Carnot avoit fait au sujet de l'armée, des communications rassurantes à la chambre des pairs ; mais il avoit reçu un démenti du maréchal Ney, qui avoit argué de faux tous les documens ministériels. Carnot s'étoit défendu avec humeur, mais sans persuader personne. A la séance du 23, le général Drouot, plus habile, débita un rapport, conçu avec beaucoup d'art, sur la bataille de Waterloo, et sur la situation de l'armée. Son récit, plus remarquable par les réticences que par les faits, avoit surtout pour objet de détruire les assertions franches de Ney, qui venoit de montrer clairement toute l'étendue du désastre. Poussé à bout, Ney publia une lettre adressée à Fouché, où il attaquoit Buonaparte sans détour, imputant à ses *extravagances* la catastrophe de Waterloo, que Buonaparte attribuoit à une terreur panique. Ney repoussoit avec l'accent du désespoir le reproche d'avoir

trahi la cause impériale ; il s'accusoit d'avoir poussé trop loin un amour de la patrie qui l'avoit égaré, et dont il déploroit les suites funestes.

Tout en écartant Buonaparte et ses affidés, le gouvernement provisoire n'en cherchoit pas moins, dans son propre intérêt, à relever l'esprit militaire, à rallier l'armée, et à opposer aux ennemis une force imposante. Il prit toutes les mesures propres à persuader que Paris se défendroit au besoin dans son enceinte même, quoique Fouché n'eût plus d'autre dessein que d'y obtenir une capitulation ; mais il étoit d'avis de ne rien négliger pour réorganiser l'armée.

On l'avoit inutilement tenté à Beaumont et à Avesnes. Jérôme, il est vrai, avoit rétabli quelque ordre dans les débris des corps qui étoient rentrés par Beaumont avec lui. Les généraux Morand et Colbert avoient aussi rassemblé une partie de l'infanterie et de la cavalerie de la garde. Mais Wellington et Blücher, instruits à notre école, ne nous donnèrent cette fois ni trève ni relâche ; ils eurent bientôt contraint l'armée fugitive à dépasser les places fortes, seule défense de nos frontières. Les Russes se dirigeoient, par Char-

leroi et Beaumont, sur Avesnes; les Anglais, par Bavay, sur le Cateau-Cambresis. Les deux armées eurent bientôt franchi nos limites. L'apparition des lanciers prussiens suffit pour disperser les troupes qui avoient essayé de se rallier à Beaumont. L'avant-garde ennemie s'étant présentée devant les remparts d'Avesnes, avant qu'aucune réorganisation y fût achevée, l'ordre fut aussitôt donné aux débris de l'armée de rétrograder jusqu'à Laon. C'étoit le 21 juin que les deux généraux alliés avoient pénétré sur notre territoire, et ce jour-là Wellington, portant son quartier-général à Malplaquet, avoit publié la déclaration suivante : « Je fais savoir aux » Français que j'entre dans leur pays à la tête » d'une armée victorieuse, non en ennemi, » excepté de l'usurpateur avec lequel on ne » peut avoir ni paix ni trève, mais pour les » aider à secouer le joug de l'oppression. Tous » ceux qui se trouveront au service de l'usur- » pateur seront considérés comme ses adhérens » et comme ennemis; leurs propriétés serviront » à la subsistance de l'armée anglaise. »

Le lendemain, l'explosion désastreuse du magasin à poudre d'Avesnes décida la reddition de cette place aux prussiens, qui de là marchèrent sur la Capelle. Voulant éviter d'être

arrêté à Laon, Blücher se dirigea, le 24, sur Guise, dont le château, presque abandonné par la désertion des gardes nationaux, ne soutint qu'un bombardement de trois heures. Aucun point de nos frontières, à l'exception des principales forteresses gardées par des troupes de ligne, ne pouvoit être défendu : les autres barrières tomboient au bruit seul de la défaite irréparable de l'armée de Napoléon. Les malheureux habitans des districts du Nord en étoient d'autant plus attérés, qu'ils avoient appris presque en même temps ses succès et son désastre. Ils se trouvèrent en proie à l'ennemi au moment même où ils se réjouissoient de voir le théâtre de la guerre s'éloigner d'eux. Partout l'effroi étoit augmenté par les soldats isolés, errant à l'aventure, sortant en foule des bois, ou par ceux qui, repoussés des places, qui fermoient précipitamment leurs portes, refluoient dans les campagnes. Les malheureux paysans n'attendoient plus leur salut que du roi, qu'ils invoquoient à grands cris. De Guise l'armée prussienne se dirigea sur Saint-Quentin, qui se rendit sans capitulation. La consternation des uns, l'espoir des autres, favorisoient les progrès de l'ennemi. La marche de Wellington fut

suspendue un jour seulement, au Cateau-Cambresis, pour donner aux pontons et à une partie de son matériel le temps de le joindre. Cette halte, et la prise successive de Cambrai et de Péronne par ses troupes, donnèrent aux Prussiens une marche d'avance sur lui. Ce fut le corps d'armée de sir Charles Coleville qui, le 24 juin, prit Cambrai par escalade. Hors des murs, les habitans présentoient eux-mêmes des échelles aux Anglais; en dedans, les femmes tendoient les mains aux assiégeans pour les aider à gravir le parapet. Le lendemain la citadelle se rendit à la première sommation faite au nom du Roi. Péronne, attaquée le 26, reçut quelques bombes: un boulet, parti des batteries des remparts, faillit emporter lord Wellington qu'il couvrit de terre. La ville ouvrit ses portes, à condition que les troupes qui formoient sa garnison seroient immédiatement licenciées. Sans s'arrêter davantage, Wellington laissant un corps d'armée aux ordres du prince Frédéric des Pays-Bas, pour bloquer les places qu'il laissoit en arrière, se hâta de gagner l'Oise avec le gros de son armée, pour marcher directement sur Paris.

Les armées allemandes et austro-russes envahissoient en même temps la Lorraine et l'Al-

sace, pour se réunir aux Anglais et aux Prussiens sous les murs de la capitale. Elles opéroient leur invasion simultanément, précédées par l'armée bavaroise, forte de cinquante mille hommes, et qui leur servoit comme d'avant-garde. Le plan concerté entre le prince de Schwartzemberg et le général russe Barclay de Tolly, consistoit à se porter directement sur Nanci, par Haguenau et Lunéville. La droite de cette grande marche étant couverte par les Bavarois, et la gauche par le premier corps d'armée sous les ordres du prince royal de Wurtemberg (1), il y avoit sûreté parfaite pour la réunion de toutes les forces à Nanci et aux environs : de là les Austro-Russes devoient marcher en avant, et se trouver tous réunis à Fère-Champenoise, le 14 juillet.

En trois jours l'armée bavaroise franchit l'espace qui sépare les bords du Rhin de ceux de la Sarre. « Soldats, leur dit le prince de » Wrede (2), demain (23 juin), nous » attaquerons l'ennemi; c'est contre Napo» léon et son parti que nous sommes armés : » marchons contre lui et les siens. » Il force

(1) Le même prince qui occupe aujourd'hui le trône de Wurtemberg.

(2) Dans sa proclamation du 22 juin.

en effet le passage de la Sarre, et s'empare de Sarguemines; mais à Sarbrouck le général Mériage lui oppose une résistance opiniâtre; les Bavarois la surmontent, et la ville est prise d'assaut. Le 24 juin, le général Meriage, tout en se repliant, envoya un parlementaire au prince de Wrède, pour lui demander une suspension d'armes. Napoléon, lui dit-il, a renoncé au trône de France, et un gouvernement provisoire l'a remplacé à Paris. Pour toute réponse le prince attaque brusquement les Français près de Courcelles, et les rejette au-delà. Il s'avance en personne jusqu'à Morange, tandis que le prince Charles de Bavière fait tourner le fort Marsal, et culbute, à la tête de la cavalerie, les foibles escadrons qui lui sont opposés. L'avant-garde bavaroise pousse rapidement au-delà de Château-Salins. En vain le général Beliard renouvelle au prince de Wrède la proposition d'un armistice; le prince n'en pousse que plus vivement les opérations. Arrivé aux environs de Nanci le 26, il reçoit une députation, et fait son entrée dans la ville, où il est accueilli aux cris de *vivent les alliés ! vivent les Bourbons !* Toutes les autorités usurpatrices étoient en fuite. La garde nationale arbora aussitôt la cocarde

blanche. Deux divisions bavaroises bivouaquèrent derrière Nanci, ayant la Meuse en front. Toute la Lorraine étoit envahie. Dans cette position qui le rendoit maître des rives de la Meuse et de la Moselle, le prince de Wrède attendit l'arrivée des Austro-Russes, se tenant prêt à barrer le passage aux corps français qui, de l'Alsace et de la Franche-Comté, tenteroient de se replier sur Paris.

Les frontières du Haut-Rhin opposoient une défense plus militaire : les forteresses de Huningue, Béfort, New-Brisack, Schelestadt, Landau, Strasbourg, Phalsbourg, Bitche, Metz et Thionville, les protégeoient, indépendamment du corps d'armée du général Rapp, posté à Weissembourg, et de celui du général Lecourbe, cantonné aux environs de Bâle. Mais soutenus par quelques divisions russes, les Autrichiens et les Wurtembergeois avoient passé le Rhin avec promptitude, devant le général Rapp, le 22 juin, empêchant ainsi tout rassemblement de troupes dans la vallée du Rhin, ou dans les défilés de la Sarre et entre les forteresses. Cette irruption subite renversa tous les projets des partisans de Napoléon pour faire soulever le pays. « L'Europe avoit dit le prince

» de Schwartzemberg (1), en franchissant le » fleuve, l'Europe fait la guerre à l'usurpateur » du trône français. Les armées alliées com- » battent les soldats de Buonaparte; elles trai- » teront en amies les provinces qui se pronon- » ceront contre lui. » En même temps le maréchal russe Barclay de Tolly s'exprimoit en ces termes, au nom du czar son maître : « Français, rejetez l'homme qui, enchaînant » de nouveau à son char toutes vos libertés, » menace l'ordre social, et attire sur le sol de » votre patrie toutes les nations en armes. Soyez » rendus à vous-mêmes, et l'Europe vous » salue en amie, et vous offre la paix. »

Bientôt le troisième corps, sous les ordres du prince royal de Wurtemberg, passe la Quiesche sans résistance, et, le 25 juin, marche sur Weissembourg, pour attaquer le général Rapp. Menacé d'être débordé, ce général se replie sans défendre ses lignes. Le prince royal le suit sur la route de Haguenau, et trouve son arrière-garde postée entre Sulz et Surbourg; il l'attaque et la rejette au-delà de la Surbach, dans la forêt de Haguenau. Rapp se replie sur Strasbourg, et, en route, il écrit au

(1) Dans sa proclamation du 22 juin.

prince royal pour lui annoncer l'abdication de Napoléon, et pour lui proposer une suspension d'armes. La seule réponse que fait le prince est de réitérer l'ordre à ses troupes de pousser l'offensive avec plus de vigueur encore, la garantie de l'armée de Buonaparte et de ses ministres ne pouvant être admise. Décidé à accepter, dans une position en avant de Strasbourg, le combat que lui offroit le prince wurtembergeois, le général Rapp place toutes ses forces, composées de vingt bataillons et de quatre régimens de troupes d'élite, derrière les défilés de la Suffelbach; il occupe tous les villages et les environs de la Ruprechtsau, qui forment un terrain coupé. A trois heures après midi, le 28 juin, le prince royal marche contre lui dans trois directions différentes: les Autrichiens formant l'aile droite, les Wurtembergeois l'aile gauche, et les Hessois le centre. Ces derniers commencent l'attaque. Le combat s'engage avec une grande vivacité au centre et à l'aile gauche, où le général Rapp avoit placé ses meilleures troupes. De part et d'autre on se bat avec animosité et bravoure. La constance et le nombre font triompher les Allemands, mais le champ de bataille reste couvert de leurs morts. Rapp se renferme dans Strasbourg avec

environ vingt-cinq mille hommes. La cavalerie wurtembergeoise s'empare de cinq canons, mais fait peu de prisonniers. Le prince royal établit son quartier-général à Vandenheim, et pousse ses avant-postes jusque sous le canon de Strasbourg.

En même temps Lecourbe étoit pressé et aux prises avec l'archiduc Ferdinand. Ce prince, après avoir passé le Rhin, le 26, près de Bâle et de Rheinfeld, avoit débouché avec le premier et le second corps, suivi de la réserve. Le 27, son avant-garde attaque une partie du corps de Lecourbe, qu'il rejette sur Donnemarie après un assez vif engagement. Le lendemain, Lecourbe réunit en position, près de Chavannes, huit mille hommes d'infanterie et cinq cents chevaux. Assailli avec impétuosité, il cède à des forces supérieures, et se retire, résolu toutefois de disputer encore le terrain. Le 29, le général autrichien Scheither lui enlève les retranchemens de Bourogne et de Montrillard. Lecourbe, revenant à la charge avec une grande intrépidité, attaque les Autrichiens, les culbute, et reprend ses retranchemens. La possession en étoit de la plus haute importance pour cerner de plus près Béfort. Le prince Colloredo vient renforcer, dans la nuit

même, le corps battu, et reprend le lendemain la position tant disputée par Lecourbe. Comment lutter contre des milliers de soldats, sans cesse renforcés par de nouveaux bataillons? Ces premiers succès d'une invasion si formidable, consommèrent la séparation des deux corps d'armée de Lecourbe et de Rapp. Ainsi, toutes les armées de l'Europe, depuis l'Océan jusqu'à Bâle, pénétroient rapidement vers le centre de la France. Dans aucune province, la masse du peuple ne couroit aux armes, malgré les provocations des buonapartistes, frappés à la fois de terreur et de vertige. Partout, il est vrai, les troupes de ligne et les généraux faisoient leur devoir, défendoient bravement le territoire, tout en rejetant Napoléon et en invoquant la paix; mais partout ils succomboient, sans que la nation vînt à leur secours : elle ne prenoit aucune part à la lutte. Les seuls fédérés et les corps francs, espèce de bandits, harceloient l'ennemi sur ses derrières, s'emparoient des convois, égorgeoient les traîneurs, pilloient indistinctement amis et ennemis. Les généraux alliés les menacèrent de les traiter en brigands, et de les fusiller, par représailles des lois de la guerre établies par Napoléon.

Tandis que les armées confédérées du Nord, du Haut et du Bas-Rhin, pénétroient dans le cœur de la France, l'armée autrichienne d'Italie se disposoit à forcer tous les passages des Alpes, et à faire la conquête de Lyon. Sur cette frontière le maréchal duc d'Albufera avoit pris l'offensive avant que les masses autrichiennes fussent arrivées sur le terrain. Dans la nuit du 14 au 15 juin, le maréchal s'étoit emparé de Montmélian malgré le feu des Piémontais. A Maltaverne, la résistance avoit été plus vive. Sur le pont de l'Arve le régiment de Savoie, voulant arrêter les troupes victorieuses, fut chargé à la baïonnette par le 24e régiment, et deux bataillons mirent bas les armes. Au revers des Bauges, douze cents hommes du régiment de Piémont et des chasseurs Robert résistèrent en vain aux attaques du 14e de ligne : on poursuivit l'ennemi jusqu'à l'Hôpital. Plusieurs détachemens se répandirent sur les deux rives de l'Arve et de l'Isère pour observer et garder les issues de la Maurienne; d'autres qui avoient traversé les Bauges, prirent position à l'Hôpital-sous-Conflans, vers le Faussigny et la vallée de Tarantaise; d'autres, enfin, occupèrent le Chablais et Bonneville. Du côté du Jura, le général Desaix, s'approchant de

Genève, prit Carouge, et passa l'Arve. Dans un pays difficile et montueux s'effectuoient tous ces mouvemens avec autant de précision que de vigueur. L'occupation de tous les défilés, et près de sept cents prisonniers, tels en étoient les résultats. Mais à ce moment même expiroit la puissance de Buonaparte; le désastre de Waterloo commençoit à se répercuter sur tous les corps d'armée qui couvroient le Rhin et les Alpes. Sur cette dernière ligne d'ailleurs, les Austro-Sardes arrivoient en force afin de prendre l'offensive sur tous les points. « Ils opéreront par le » Mont-Cénis, par le Simplon et par le Valais, » écrivit le maréchal duc d'Albufera au ministre » de la guerre; ils déboucheront par les deux » rives et sur les deux grandes routes du lac » de Genève, forceront ma gauche facilement, » et me contraindront d'abandonner la posi- » tion de Montmélian et d'Aiguebellette. » Laissant alors la vallée de l'Isère, je » choisirai une seconde ligne, à laquelle je » fais travailler : le centre aux Echelles, » la droite aux montagnes d'Entremont, la » gauche aux défilés du Mont du Chat. »

En effet, toute l'armée autrichienne d'Italie, sous les ordres du baron de Frimont, étoit en

marche depuis le 15 juin, par le Simplon, tandis que le général comte de Bubna s'avançoit par le Mont-Cénis avec un corps austro-sarde. Le 25 juin, il repousse, à Césane, un détachement de l'armée française. Le 29, il trouve le colonel Beugeau, du 14e, avec son régiment, et un bataillon du 20e, en position à la tête du pont d'Arly, près de Conflans. L'attaque est résolue. Tandis que, sur la droite, le général piémontais d'Andezène occupe avec ses troupes l'attention des Français; le général Franck attaque la tête du pont avec le régiment autrichien de Duca. Un combat acharné s'engage. Jamais on ne s'étoit montré si animé de part et d'autre; jamais on ne combattit avec autant d'intrépidité, ou plutôt de fureur. La résistance du brave 14e fut telle, que les Piémontais perdirent trois cents hommes, et les Autrichiens sept à huit cents. Le village resta en leur pouvoir, il est vrai, mais par l'effet de la grande supériorité du nombre, l'ennemi ayant attaqué deux mille hommes avec cinq à six mille.

L'avant-garde du baron de Frimont accéléroit sa marche par le Valais. Repoussé à Meillerie par le général Bogdan, le général Desaix se retire à Carouge. Le 28 juin, le général

Creneville l'attaque et passe l'Arve auprès de Genève. Rien ne peut bientôt plus s'opposer à l'irruption de quatre-vingt mille Autrichiens; aucune force ne peut les arrêter jusqu'à Lyon. Tout tenter pour obtenir une suspension d'armes, tel étoit le sens des instructions adressées aux généraux des frontières de l'Est et des Alpes. Le maréchal duc d'Albufera proposa au baron de Frimont un armistice de vingt-quatre heures, motivé sur l'abdication de Buonaparte; le général autrichien y adhèra dans la seule vue d'obtenir l'évacuation de toute la vallée d'Arve. Le même jour Genève fut occupé par les armées de l'Autriche.

Cependant les deux armées combinées anglo-prussiennes pressoient de plus en plus leur marche sur Paris, pour atteindre les débris de l'armée française. A Laon on s'étoit efforcé de les rallier, et de relever le moral du soldat. La route de Paris étoit couverte d'hommes isolés, de détachemens plus ou moins nombreux. Les généraux les haranguoient au nom de la patrie et de l'honneur; ils les pressoient de retourner à leur poste; ces hommes égarés répondoient : « Il n'y a plus d'empereur, » pourquoi nous battrions-nous? » A Laon, les restes de la garde même voyant qu'on

leur fait former l'arrière-garde comme étant la seule troupe en bon ordre, se figurent, en apprenant l'abdication de Buonaparte, qu'on veut les livrer à l'ennemi. On les rassure avec peine. La plupart veulent prendre la route de Soissons ; leurs officiers les exhortent à se battre : « Pourquoi nous battrions-» nous ici? répondent-ils avec cette sagacité » militaire qui distingue le soldat français. » Tandis que l'ennemi nous occupera de » ce côté, il se portera sur Paris par la route » de Compiègne, qui est la plus courte, et » la capitale sera prise que nous nous bat-» trons encore à Laon. » Après un jour ou deux de halte, tous les régimens, plus ou moins ralliés, se replièrent sur Soissons.

Wellington et Blücher précipitant leur poursuite, espéroient passer sur le corps de ce qu'ils regardoient comme des débris d'armée, voulant surtout gagner assez de terrain pour couper la retraite au maréchal Grouchy; mais, par sa marche habile et prompte sur la ligne de Mézières, Rhétel et Reims, Grouchy alloit mettre à l'abri le seul corps entier échappé au carnage de Waterloo. Quoique les Anglo-Prussiens, en se dirigeant sur Compiègne et Senlis, eussent pris la route la plus

directe, Grouchy, par une marche parallèle, pouvoit encore les éviter. Arrivé le 26 juin à Reims, il reçoit du gouvernement provisoire l'ordre de conduire son armée à Soissons, d'y prendre le commandement de la totalité de l'armée du Nord, et de marcher sur Paris. Grouchy presse encore plus sa marche, et arrive le 27 à Soissons.

Le lendemain l'armée anglaise poussa sa droite derrière Saint-Just, et sa gauche, où le chemin de Roye joint la grande route de Compiègne à Paris. Sa réserve étoit à Roye, marchant sur l'Oise. Le maréchal Blücher se trouvoit encore plus près de la capitale. Débouchant par Chauny et Noyon, il avoit un corps à Crépy, ses éclaireurs à Villers-Coterets, à la Ferté-Milon, et à Senlis. Grouchy ne pouvoit arriver à temps que par la marche la plus rapide, en prêtant le flanc à l'ennemi pendant dix-huit lieues. Il fait filer aussitôt son armée, en la faisant couvrir sur sa gauche par le corps d'armée du comte Reille, qui sortoit de Soissons. Cette disposition alloit le faire arriver dans la capitale sans tirer un coup de fusil. Mais le corps qui couvroit sa marche, donna, le 28, dans l'avant-garde prussienne, à Villers-Coterets, et la fit d'abord replier.

Le gros de l'armée ennemie étant survenu, les Français furent enfoncés avec perte de six pièces de canon et de sept à huit cents prisonniers; il y eut un moment de désordre, et même quelques soldats abandonnèrent leurs rangs. Grouchy toutefois, par une marche de vingt-huit lieues en trente heures, accomplit cette difficile et glorieuse retraite des bords de la Dyle à ceux de la Seine, ramenant vingt mille hommes d'infanterie, cinq mille chevaux, et plus de cent pièces de canon. Pour toute récompense, le ministre de la guerre lui ravit le commandement.

Repoussé à Villers-Coterets, le corps d'armée de Reille avoit pris la route de Meaux; là il fut attaqué par le général Bulow, qui le rejeta au-delà de la Marne, sans pouvoir néanmoins lui couper la retraite sur Paris. Maître de l'Oise, Wellington occupoit Pont Sainte-Maxence, et de là poussoit des colonnes sur Creil et Senlis. Mais Vendamme vint prendre position à Nanteuil, et Reille à Gonesse, où Bulow dirigea aussitôt sa garde avancée.

Si les Anglo-Prussiens avoient mis plus de célérité dans leur poursuite, ils auroient prévenu la jonction de Grouchy, et seroient entrés peut-être pêle-mêle dans Paris, avec les

corps français, à peine ralliés à Laon et à Soissons; mais il fut impossible à leur cavalerie, harassée par des combats et des marches continuelles, de harceler avec plus de chaleur, les restes de l'armée française, dont les pertes réelles, d'ailleurs quoiqu'énormes, étoient au-dessous de l'idée qu'on s'en étoit faite.

Rien ne pouvant plus s'opposer à ce qu'ils prissent position sous les murs de Paris, à portée d'y recevoir des renforts, les deux généraux alliés dépêchèrent un courrier au prince de Schwartzemberg pour lui demander que les Bavarois vinssent opérer rapidement leur jonction avec les deux armées combinées. Le prince de Wrede reçut à Nancy l'ordre de marcher en avant, et de commencer ses opérations sur la Marne, dans la direction de la capitale. A l'instant même il jette des ponts sur la Moselle, à Chancellerai, et se met en mouvement, tandis que le général Czernicheff, qui formoit l'avant-garde russe, avec un corps de cosaques et d'autres troupes légères, passoit la Moselle à la vue de la garnison de Metz. Cet habile partisan s'emparoit de la grande route, et continuant sa marche vers Etain, alloit se diriger sur Sainte-Menehould, pour, de là, se mettre en communication avec les Bavarois

d'une part, et les Prussiens de l'autre. Deux autres corps de cavalerie russe, commandés par les généraux Lambert et Korff, poussoient déjà leurs patrouilles vers Clermont, Dun, Verdun et Montmédi. Toute cette partie de la France alloit être inondée de Russes, qui suivoient de près les Bavarois.

Cependant les commandans de Toul et de Marsal avoient refusé de se rendre sur une simple sommation. Le prince de Wrede porta néanmoins son quartier-général à Ligny. Les places fortes qu'il lui fallut éviter, les mouvemens des corps francs sur ses derrières, qui attaquoient ses équipages; toute sorte d'obstacles, enfin, ralentirent sa marche ou gênèrent ses communications. Il les rétablit par des mesures vigoureuses, en formant des colonnes mobiles pour fouiller les grandes forêts, les pays couverts, et tous les passages des Vosges, où le général Gérard venoit de se jeter à la tête de quelques gendarmes. Le prince de Wrede fit la menace aux corps francs de les traiter en brigands armés, s'exprimant en ces termes, à l'égard de cette milice révolutionnaire : « C'est encore un fléau que Buona-» parte fait peser sur la France (1). » Sa

(1) Proclamation du 24 juin.

marche étant ainsi réglée, il annonça aux maréchaux Blücher et Wellington qu'il établiroit, le 9 juillet, son quartier-général à Meaux.

Ainsi Paris devenoit, comme en 1814, le dernier boulevard de l'empire, et le but de tous les efforts de l'Europe. Les armées confédérées s'en approchoient encore une fois, plus nombreuses et plus formidables. La faction maîtresse du gouvernement, atténuoit le danger, affectoit de parler avec assurance de la réception de ses plénipotentiaires, et comptoit sur une prompte suspension d'armes, ajoutant que l'Autriche se détachoit de la coalition. Quant aux opérations des armées, on ne les connoissoit que par des bulletins mensongers ou insignifians, qui recevoient des démentis publics. C'est ainsi que le gouvernement provisoire ayant présenté le département de la Meurthe, comme seulement exposé à un commencement d'invasion, le préfet de Nancy, Bouvier-Dumolard, témoigna hautement sa surprise, à la chambre des représentans, de ce qu'on feignoit d'ignorer la vérité. Il déclara à ses collègues que la totalité du département de la Meurthe venoit d'être envahi, avec tant de rapidité, que son entière occupation, sur une largeur de trente lieues, n'avoit été que l'ouvrage d'un jour.

Cependant la guerre étoit déclarée nationale; on proposoit des lois sévères contre les cris séditieux, contre la propagation des fausses nouvelles, et les rassemblemens armés; contre les signes que les factions emploient pour se rallier et se reconnoître. Toutes ces mesures avoient en vue de contenir ou d'atteindre les royalistes dans leurs discours et dans leurs démarches. « Quel est donc, » disoient ces derniers, les motifs d'une guerre » appelée *nationale*, quand on ne sait ni » pour qui, ni dans quel objet on la fera? » Quelle est cette terreur nouvelle qu'on veut » établir au sein de la France, et surtout de » la capitale? Repousserons-nous l'ennemi avec » des mesures révolutionnaires? La patrie sera-» t-elle sauvée avec cent mille victimes de » plus? Rien de ce qui se passe ne peut se con-» cilier avec ces députations pacifiques en-» voyées au camp de l'ennemi. L'abdication de » Napoléon, et sa présence à Paris, sont deux » choses incompatibles. Que signifient ces cris » redoublés de *vive l'empereur?* Ne sont-ils pas » aussi séditieux, que les cris de *vive la répu-» blique?* Les conditions exigées par les puis-» sances sont remplies, dit-on, et Napoléon est » encore à Paris, et des ordres militaires » émanent de l'Élysée. Cette fois, son abdi-

» cation est-elle plus libre que celle qu'il » nous donna au palais de Fontainebleau? » S'il a protesté contre celle-ci, qui l'em- » pêchera de protester contre celle-là? S'il » ne s'est pas cru lié par un acte solennel, » souscrit en présence de tous les souverains » de l'Europe, comment pourra-t-il l'être par » un acte équivoque, arraché par la peur, » dicté par la violence, et contrôlé par ses » adhérens? Les alliés demandent un gouver- » nement qui présente des garanties, et on » proclame empereur un enfant prisonnier! » la régente elle-même est captive. Peut-on » se flatter que, sur la simple signification » d'une abdication illusoire, un million de » soldats et huit souverains se retireront en » silence devant une députation de cinq ci- » toyens sans mission légale? »

Paris, étoit tourmenté par trois partis différens; il y régnoit une agitation sourde, toujours prête à éclater. Tout faisoit redouter, de la part des soldats et de la plus abjecte portion du peuple, un mouvement en faveur de Napoléon. Le lendemain de son abdication, il s'étoit montré en public sur la terrasse de l'Elysée, où un grand nombre de fédérés avoit crié *vive l'empereur!* et

demandé des armes. Retenu par la crainte, ou n'ayant point connoissance des dispositions de l'armée, il avoit répondu qu'on ne devoit plus songer à lui, et que le seul cri en France devoit être le cri de *vive la nation!* Mais on avoit vu Bertrand, dépositaire de la pensée de son maître, haranguer les fédérés, Paris se remplir de militaires menaçans, et les restes du parti buonapartiste, irritant les regrets des soldats, tourner leurs espérances, et jusqu'à leur désespoir, du côté de leur empereur. Un intérêt commun lioit ensemble ceux qui lui restoient fidèles. L'armée oublioit la lâche désertion de son chef, et se montroit disposée à le servir encore. Mais le gouvernement provisoire, sondant la cause de tant d'agitation et d'alarmes, invita formellement Napoléon à s'éloigner de la capitale. Il tergiversa d'abord, et après quelques débats avec ses ministres, devenus les arbitres de son sort, il se rendit enfin, avec une suite nombreuse, à sa maison de plaisance de Malmaison, située à quatre lieues de la capitale.

A cette époque, les différens corps de l'armée, reprenant de la consistance et une partie de leur organisation, occupoient les

positions militaires au nord de Paris. L'arrivée de Grouchy, ou plutôt de Vandamme qui le remplaçoit, opéra la réunion de forces assez imposantes pour donner l'idée à la faction révolutionnaire que le sort de la France n'avoit pas été irrévocablement décidé à Waterloo. L'armée s'élevoit encore à soixante mille combattans, y compris les fédérés et les tirailleurs. La faction ne déguisa plus ses espérances ; et le député Garat, dans la Chambre des représentans, prêta même au maréchal Davoust ce langage : « La jonction de Vandamme change notre position du tout au tout; » nous pouvons afficher hautement nos pré» tentions. »

Nommé généralissime, le maréchal venoit d'établir son quartier-général au bourg de la Villette, contigu au faubourg Saint-Martin. De là il régloit toutes les dispositions propres à démontrer aux Parisiens que leur ville devoit être défendue jusqu'à la dernière extrémité. Autour de son enceinte on faisoit des abattis d'arbres, on inondoit les fossés, on multiplioit les obstacles. Mais la marche rapide des Anglais et des Prussiens ne pouvoit déjà plus se cacher. Dans la séance des pairs, du 27 juin, Thibaudeau, pâle et agité, s'étoit écrié avec effroi :

« L'ennemi est à nos portes ! » Dans l'autre chambre, le général Raymond avoit dit à ses collègues de ne pas s'étonner si l'ennemi se portoit en avant, puisqu'il n'y avoit pas une ligne vraiment militaire, depuis les frontières jusqu'à Paris; et que Laon même n'en étoit pas une quand les forteresses étoient dépassées. « Ce n'est que sur la ligne de la Seine, avoit-il » ajouté, que Paris peut être défendu. »

Dans l'espoir de conjurer l'orage, le gouvernement provisoire fit partir pour le quartier-général de l'armée combinée les comtes de Valence, Andreossy et Boissy-d'Anglas, auxquels il adjoignit MM. Flaugergues et la Benardiere, avec la mission expresse d'obtenir un armistice. Ils étoient porteurs d'une lettre du président de la commission exécutive à lord Wellington, lettre dont le député Durbach, selon les vues de Fouché, donna connoissance à la chambre. S'efforçant d'amorcer Wellington par des éloges, Fouché lui disoit qu'auprès des souverains réunis pour fixer les destinées de l'Europe, son influence et son crédit ne pouvoient pas être moindres que sa gloire; que son droit des gens avoit toujours été la justice, comme sa politique avoit toujours été sa conscience. « La nation française, ajoutoit

» Fouché, veut vivre sous un monarque, mais » elle veut que ce monarque vive sous l'em- » pire des lois. Dès que le traité sera signé du » prince appelé à régner sur nous, le souve- » rain recevra le sceptre et la couronne de la » nation. » Ainsi c'étoit Fouché qui offroit le diadème à tel ou tel prince qui consentiroit à vivre sous ses lois.

Un frémissement d'approbation circula dans l'assemblée à la lecture de cette lettre, et le député Durbach, reprenant son discours, dit que rien n'étoit négligé pour donner à la déclaration qu'on venoit d'entendre l'appui d'un développement respectable de nos forces; qu'outre l'armée de Soissons, nous avions à Paris même des dépôts considérables et une foule de citoyens qui avoient des armes, et en demandoient. « Vous comprenéz, toutefois, » ajouta l'orateur, qu'il ne s'agit pas de dé- » fendre Paris dans Paris même, mais d'en » protéger seulement les approches assez long- » temps, pour que nous puissions obtenir un » armistice favorable à la cause du peuple. » Ces demi-révélations, tout ce manége, déceloient le plan de Fouché, dont les émissaires secrets précédoient ou suivoient au quartier-général de Wellington les négociateurs offi-

viels. Des alarmes, des défiances, feintes ou réelles éclatent aussitôt dans les Chambres. « Je pense, dit le général Sorbier, que rien » n'est plus pressant que de donner à l'armée » une garantie qu'elle réclame; il faut lui faire » connoître quel est l'homme qui peut être » appelé à nous gouverner. » A ces mots, des cris *à l'ordre ! à l'ordre !* partent de tous les coins de la salle. Le général veut continuer, et des cris plus unanimes encore l'obligent d'abandonner la tribune. « On a parlé de rappeler Louis XVIII! » s'écrie le député Garrau. Des murmures couvrent aussitôt sa voix; Garrau s'élance à la tribune, et ne peut se faire entendre. Ces débats et le bruit répandu tout à coup que Napoléon partoit enfin, firent fermenter les esprits, et réduisirent au désespoir ses affidés et ses adhérens. Depuis plusieurs jours son départ étoit annoncé, tantôt pour l'Angleterre, tantôt pour l'Amérique; mais Napoléon ne cessoit de temporiser, soit qu'on lui tendît un piége en lui promettant un sauf-conduit, soit que ses partisans dans leur zèle aveugle, le berçassent d'une explosion en sa faveur. Resté à Malmaison avec une espèce de cour, il y recevoit des généraux, des courtisans; il y jouoit le rôle qu'il avoit quitté à

Paris. Tout dépouillé qu'il étoit de la puissance impériale, il distribuoit des titres honorifiques, des grades, des pensions, des places, et d'autres faveurs, accordées libéralement par des centaines de décrets antidatés. Il porta le mépris des bienséances jusqu'à donner une fête, et à la faire annoncer avec ostentation dans les journaux. En même temps il adressoit aux armées, comme s'il n'eût pas cessé d'en être le chef, une proclamation où il rappeloit sa gloire, et leur bravoure, promettant de ne pas les perdre de vue, et de suivre leurs exploits. Enfin, apprenant que les alliés rejettent toute suspension d'armes, il écrit au gouvernement provisoire, et lui demande à être nommé généralissime. Il assure que si on le laisse libre d'agir, il séparera les Anglais des Prussiens, défendra Paris, et sauvera la France. C'est alors que Fouché presse son éloignement, tout délai devenant dangereux ou suspect. Il lui envoie le ministre Decrès et le conseiller Boulay (de la Meurthe), qui parviennent à l'effrayer de l'approche des alliés, et à décider son départ pour Rochefort, où deux frégates l'attendent en rade. Jusqu'à cette destination, la garde de sa personne alloit être confiée au lieutenant-général Becker,

long-temps dans sa disgrâce, et dont le caractère ferme laissoit peu d'espoir d'une évasion furtive.

La nouvelle de son départ fit respirer tout Paris, où l'on redoutoit surtout d'être défendu par un tel homme; mais elle porta le dépit et la rage dans le cœur de ses partisans Ils s'agitèrent; et des signes de fermentation se firent remarquer dans divers quartiers de la capitale. Leur plan consistoit à enlever à la garde nationale tous les postes, pour y placer les fédérés, à expulser Fouché du gouvernement, à donner au sieur Courtin (1) la direction de la police générale, à rappeler Napoléon pour le mettre à la tête de l'armée, et à consolider la nomination fragile de Napoléon II. Cette espèce de conjuration contre la faction dominante avoit été concertée à Malmaison, à l'issue du repas que Napoléon y avoit donné à ses amis. Hortense de Saint-Leu y avoit figuré. Quand cette femme s'étoit aperçue que l'abdication compromettoit son existence et sa fortune, elle étoit tombée dans un état convulsif, brisant des meubles précieux, vomissant mille injures contre les

(1) Procureur impérial près le tribunal civil, compris dans l'ordonnance du 24 juillet.

deux Chambres, vouant à l'exécration des contemporains, Regnault comme un *plat valet*, et Fouché comme un traître. Ce fut elle, dit-on, et le sieur Courtin, sa créature, qui intriguèrent le plus chaudement pour presser l'exécution du complot. On assure même qu'elle répandit 60,000 fr. parmi les fédérés pour les exciter au soulèvement. Il est positif que des hommes ivres et furieux se répandirent dans les rues, dans les places publiques, parlant toujours de la nécessité de se débarrasser des traîtres et des royalistes, et provoquant le signal de la guerre civile. La vigilance de Fouché et du maréchal Masséna fit évanouir ces tentatives; trois fois dans la nuit, le mot d'ordre fut changé; la garde nationale tint ferme, et les fédérés sans appui ne purent s'emparer d'aucun poste.

Cependant les déclamations et les manifestes contre les Bourbons, redoubloient dans les deux Chambres avec un surcroît d'emportement et de fureur. « Nous ne sommes envoyés, s'écria Thi-» baudeau, à la chambre des pairs, qu'en vertu » d'une constitution qui rejette les Bourbons; » je déclare que je ne consentirai jamais à les » reconnoître: je le dirois à la face de l'ennemi; » je le dirois à la face des Bourbons eux-

» mêmes. Si, depuis huit jours, nous eussions » pris cette attitude, la patrie seroit sauvée. » A l'autre chambre, le député Durbach provoqua, dans un discours écrit et médité, une décision pour exclure à jamais le seul souverain légitime et sa famille. « Vous déclarerez, dit-il, » aux puissances étrangères que les Bourbons » sont ennemis du peuple français, qu'ils sont » proscrits de notre territoire; vous déclarerez » aux puissances, comme à tous agens français, » conformément à l'art. 67 de notre dernière » constitution, qu'aucune proposition de paix » ne pourra être faite ni écoutée, si l'exclusion » perpétuelle de ces princes du trône français » n'est adoptée comme préliminaire et comme » condition *sine quâ non* de toute négociation. » Pour tempérer l'effet de ce discours forcené, dont l'assemblée venoit d'ordonner la distribution à six exemplaires, le député Manuel soumit un projet d'adresse au peuple, portant que tout monarque qui accepteroit une constitution seroit reconnu par l'assemblée. « Quelle humiliation ! s'écria le député » Béranger (de la Drôme). Avez-vous ou- » blié notre mandat ? Ne le tenons-nous pas de » la constitution, et nous est-il permis de nous » en écarter ? Or, cette constitution a deux bases

» principales; l'une, l'exclusion des Bourbons; » l'autre, le maintien de la couronne sur la » tête de Napoléon et de sa famille. » Le projet d'adresse fut combattu également par le député Garat. « Tout à l'heure, dit-il, vous avez » donné votre assentiment à un discours dans » lequel est prononcée la proscription irrévo- » cable des Bourbons, et, une heure après, » vous iriez consacrer une phrase qui laisse » des incertitudes sur votre détermination! » Nous avons vu l'armée; l'armée proscrit les » Bourbons : voulez-vous vous trouver en » opposition avec elle ?..... » Non, non, s'écrient plusieurs députés; et l'adresse est renvoyée à une commission, pour en faire un nouveau rapport.

Les communications entre l'assemblée et l'armée étoient fréquentes, au moyen de commissaires affublés d'écharpes et de plumets tricolores ; ils parcouroient les rangs à cheval, soulevoient les passions du soldat contre le souverain légitime, et alloient jusqu'à proclamer Napoléon II dans les camps. Bientôt même une adresse de l'armée, rédigée dans cet esprit, signée du général en chef (1), et de qua-

(1) Le maréchal Davoust l'a désavouée depuis.

torze généraux, fut rendue publique; c'étoit l'ouvrage de la faction alors en proie au vertige et à la fureur. On y disoit que le rappel des Bourbons seroit le testament de l'armée; comme si la force publique pouvoit délibérer sans renverser les bases de l'ordre social! Le lieutenant-général Drouot, qui commandoit les débris de la garde, refusa de signer ce déplorable écrit, et détourna, par son exemple plusieurs officiers-généraux qui auroient pu se laisser entraîner.

Cependant l'armée anglaise avoit achevé de passer l'Oise le 30 juin, marchant sur Paris en bon ordre, par Creil et Senlis, tandis que les Prussiens, débouchant par Gonesse, faisoient les premières approches. L'effroi dans les campagnes étoit moindre qu'en 1814; peu de villages étoient abandonnés, soit qu'on n'eût plus à craindre la présence des cosaques, soit que la discipline des Anglais inspirât plus de confiance. Toutefois, des bandes de fugitifs arrivoient sur les boulevards du nord, à travers une foule immense de curieux. On voyoit aussi çà et là quelques militaires isolés, dont l'attitude étoit menaçante, et qui faisoient encore entendre le cri de *vive l'empereur!* L'un d'eux eut la férocité de

plonger son sabre dans le corps d'un de ses concitoyens qui l'invitoit à crier *vive le Roi!* acclamation dont plus d'un royaliste fut victime.

Cependant l'ennemi continuoit ses approches. L'armée de Wellington avoit pris position, sa droite sur les hauteurs de Richebourg, sa gauche sur la forêt de Bondy. Le 30 juin, à l'aube du jour, le canon anglais commence à gronder dans la plaine de Saint-Denis, autour du village d'Aubervillers, tandis que les Prussiens attaquent Genevillers, près Saint-Ouen. Ces deux postes convroient les premières positions. Bientôt le feu de la mousqueterie se fait entendre, et prélude à de plus vives attaques. Genevillers est enlevé, et Aubervillers, pris et repris, reste aux Anglais, qui se hâtent d'en créneler les maisons. La mousqueterie s'affoiblit et cesse tout-à-fait avant le coucher du soleil. Ces attaques partielles vers les points fortifiés, étoient simulées, n'ayant pour objet que d'occuper les Français dans la plaine de Saint-Denis, pendant que la masse des forces combinées s'étendroit par sa droite, pour effectuer le passage de la Seine.

La faction effrayée, ne voyoit de salut que dans la prompte conclusion de l'armistice qu'elle avoit chargé ses plénipotentiaires de

solliciter. Partis de Paris le 25, et arrivés aux premiers avant-postes, ils avoient cherché à conférer avec les deux généraux des armées combinées du Nord. Le plus avancé dans sa marche, Blücher, avoit exigé qu'on lui livrât non-seulement les forteresses sur son passage, mais encore celles des Ardennes et de la Lorraine. C'étoit un prétexte, afin d'éluder la proposition d'un armistice, car Blücher n'avoit en vue que de profiter de la journée de Waterloo pour se rendre maître de Paris sans retard. Les plénipotentiaires invitèrent le gouvernement provisoire à les faire suivre par d'autres commissaires au camp ennemi, et poursuivirent leur route vers les souverains alliés.

Le maréchal Davoust reprenant la négociation, écrivit à lord Wellington pour lui faire la demande formelle d'une suspension d'armes, motivée sur ce que Napoléon venoit d'abdiquer l'empire : « Je le savois depuis quinze mois, » répond Wellington à la lecture de cette lettre. Il dit au parlementaire qui en étoit porteur (1) qu'il désiroit autant que le maréchal Davoust arrêter l'effusion du sang, mais qu'on

(1) Quelques relations désignent M. le comte de Latour-Maubourg.

ne pouvoit convenir d'un armistice avant qu'il n'eût proposé des bases fixes, et indiqué les positions qu'occuperoit l'armée française. Le maréchal prétendoit que Napoléon ayant renoncé au trône, toute cause de guerre devoit cesser entre la France et l'Europe. Blücher se chargea de répondre à cette partie de sa lettre (1); il objecta que Napoléon n'avoit abdiqué que conditionnellement en faveur de son fils, tandis que le décret des puissances n'excluoit pas du trône Napoléon seul, mais aussi tous les membres de sa famille. Prenant ensuite un ton âpre et sévère : « Nous pour-» suivrons notre victoire, dit-il; Dieu » nous en a donné les moyens et la volonté. » Prenez garde, surtout, à ce que vous allez » faire; ne plongez pas encore une ville dans » la misère et la désolation, car vous savez ce » que le soldat exaspéré se permettroit si votre » capitale étoit prise d'assaut. Voulez-vous » vous charger des malédictions de Paris » comme de celles de Hambourg? A Paris seul » un armistice peut être conclu avec sûreté. » Ainsi, il ne restoit plus que l'alternative

(1) Selon le correspondant de Hambourg qui publia la réponse.

de prolonger la lutte ou de livrer Paris. A la vérité les positions au nord de la ville étoient dans le meilleur état de défense : outre les fortifications de Saint-Denis et des hauteurs de Montmartre, on avoit inondé le terrain au moyen des petites rivières de Rouillon et de la Vieille-Mare ; les bords du canal de l'Ourcq avoient été formés en parapets et en batteries. Tous ces ouvrages ne pouvoient être emportés à moins de sacrifices énormes. Mais, on sembloit s'aveugler sur la facilité qu'auroit l'ennemi de passer la Seine sur un ou plusieurs points de cette large presqu'île appelée *l'entre-deux-rivières.*

Environné d'écueils et de dangers, la faction révolutionnaire ne perdoit rien de son délire et de son audace. L'adresse pour la proscription des Bourbons, qu'on disoit émanée de l'armée, fut lue et applaudie à la chambre des représentans (1). Le canon grondoit autour de Paris, et le colonel Bory de Saint-Vincent renouveloit la demande que Napoléon II fût sur-le-champ proclamé empereur ; il déclaroit que les Bourbons ne pouvoient régner en France, à moins d'une guerre civile éternelle ; il menaçoit

(1) Séance du 1er juillet.

les royalistes de *vendées patriotiques*. D'un autre côté, ces derniers se concertoient, se montroient, se croyoient au moment d'agir. Mais la garde nationale étoit divisée; les faubourgs se montroient opposés à la ville, et les tirailleurs aux chasseurs et aux grenadiers. L'homme paisible qui, au milieu de ces fermens de discorde, essayoit de montrer des sentimens de conciliation, de porter des paroles de paix, ne trouvoit que des esprits exaltés, des cœurs aigris et divisés dans leurs affections les plus intimes. De là une animosité secrète, une fermentation sourde qui éclatoit souvent par des rixes sanglantes. Elles le fussent devenues davantage, sans le calme imperturbable, sans la douce fermeté de la garde nationale. Les citoyens qui en formoient la masse, oubliant leurs intérêts personnels, négligeant même leur famille, opposoient à toutes les passions déchaînées, une discipline exacte, un esprit calme, des procédés concilians; ils préservoient Paris des attentats des fédérés et des buonapartistes qui se montroient décidés à l'exposer aux horreurs d'une prise d'assaut. Déjà toute relation extérieure étoit arrêtée; tout commerce intérieur même étoit suspendu. Les boutiques fermées, les ateliers déserts, tous les domiciles

abandonnés, laissoient refluer dans les lieux publics une population inquiète, remplie d'alarme, d'aigreur et de haine.

Cependant le prince Blücher plaçoit vers Saint-Denis un corps d'observation, et, le 1er juillet, faisoit un mouvement sur sa droite pour tourner la ligne fortifiée du nord. Il se porta avec le gros de ses forces sur Argenteuil, Bezons et Chatou, suivi par divers corps français, qui l'attaquèrent en vain dans sa marche. Il longea la Seine, à mesure que Wellington avançoit pour resserrer sa ligne. La destruction des ponts de Chatou et de Bezons ne fut point un obstacle à la marche des Prussiens; ils s'emparèrent du Pecq, franchirent la Seine à Saint-Germain, et se trouvèrent en possession des hauteurs. Le maréchal Davoust, s'apercevant que les généraux alliés alloient attaquer le côté méridional qui étoit sans défense, détacha à l'instant de nombreux corps de troupes, parmi lesquels étoit celui de Vandamme; ils traversèrent dans tous les sens une ville immense, menacée alors vers les faubourgs Saint-Germain et Saint-Jacques, où l'on apercevoit à peine l'ébauche de quelques lignes. Le général Vandamme se porta en avant, par le chemin de Montrouge, et fit occuper

Meudon, Vanvres et Issy, tandis que le maréchal Blücher, établi à Saint-Germain-en-Laye, envoyoit de fortes reconnoissances sur Ruel, Ville-d'Avray, Chaville et Versailles, dans l'intention de séparer le corps d'armée qui tenoit les hauteurs de celui qui défendoit Montrouge. Les généraux français étoient impatiens de relever le courage et la confiance de l'armée par un coup d'éclat. Instruits que les hussards de Brandebourg et de Poméranie, au nombre de quinze cents chevaux, formant l'avant-garde prussienne, sont entrés dans Versailles, ils conçoivent à l'instant le projet de les enlever par un coup de main. Le général Excelmans se met aussitôt en marche avec un détachement de six mille chevaux, formé de l'élite des dragons et des chasseurs; il envoie s'embusquer près de Roquencourt, pour couper toute retraite aux Prussiens, le général Piré avec deux régimens de chasseurs à cheval et un régiment d'infanterie légère. Trois cents fédérés de Paris le précèdent lui-même, avec l'intention d'assaillir les Prussiens dans Versailles, tandis qu'il y entrera avec le gros de son détachement par trois différens côtés. Arrivé à la hauteur du bois de Verrières, Excelmans trouve les hussards prussiens qui

marchent à sa rencontre. Un combat vigoureux de cavalerie s'engage aussitôt, à coups de carabines, de pistolets et de sabres, vers le petit Montreuil. Les premiers escadrons se chargent à plusieurs reprises à l'entrée de Versailles, dans la rue du Chantier. Tout est en mouvement dans la ville; on ferme les boutiques; la garde nationale prend les armes; les cris de *vive l'empereur! à bas les royalistes!* se font entendre, poussés par les fédérés et leurs adhérens. Ce combat de cavalerie, livré en plein jour, dans une ville remplie de confusion et d'alarmes, eut un grand nombre de témoins, la curiosité l'emportant sur la frayeur. Deux gardes nationaux, excités par les fédérés, font feu sur les Prussiens en déroute sur la place d'armes, et des cris d'égorgement retentissent de toutes parts.

A la tête de sa cavalerie, Excelmans s'arrête devant la garde nationale mise en bataille derrière la grille du château; il l'accuse hautement de royalisme, d'avoir été au-devant des Prussiens; menace de mettre le feu à la ville, de la livrer au pillage, et de passer les habitans au fil de l'épée. La garde nationale tient ferme, et ses chefs n'opposent à l'emportement et à la fureur de cet officier que le langage de la

raison. Cependant les Prussiens sont atteints de nouveau dans la rue du Réservoir, et le combat recommence; ils sont culbutés, sabrés, poursuivis depuis le boulevard du Roi jusqu'à Roquencourt. Quelques-uns sont achevés dans Versailles même, tout en demandant quartier. Les fuyards, près de Roquencourt, tombent dans l'embuscade. Mais bientôt Piré et Excelmans donnent eux-mêmes dans les têtes de colonnes de toute l'armée prussienne, qui, de Saint-Germain et de Marly, débouchoit par les villages de la Bretêche, de Saint-Nom et de Roquencourt. Une vive fusillade s'engage; les troupes de Piré sont repoussées et dispersées. Excelmans, forcé de battre en retraite à la faveur de la nuit, traverse Versailles, moitié en bon ordre, moitié à la débandade, et regagne la plaine de Montrouge, amenant pour trophées un assez bon nombre de chevaux et quelques prisonniers prussiens. Près de douze cents blessés des deux partis, restés sur le champ de bataille, furent transportés, la nuit même, dans les hôpitaux de la ville. Tel fut ce combat sanglant, ou plutôt cette grande reconnoissance, où, en résultat, l'avantage étoit resté à l'ennemi. Cependant, il avoit d'abord été mis

en déroute, et maltraité; circonstance qui parut propre à relever l'éclat des armes françaises. Dans son bulletin officiel, le gouvernement provisoire présenta le combat de Versailles comme un beau fait d'armes, qui avoit amené la destruction de deux régimens prussiens. La faction, transportée de joie, vota à la tribune des remercîmens au corps d'armée d'Excelmans, et même aux gardes nationales de Versailles et des communes rurales, tant on cherchoit à exalter les soldats, et les dernières classes du peuple !

Le jour où la faction obtenoit ce succès de tribune, toute l'avant-garde prussienne reprenoit possession de Versailles. Irrité de l'événement de la veille, le maréchal Blücher faisoit traiter en ennemis les habitans d'une des villes du royaume où règne le plus sincère amour pour le roi. Versailles fut désarmé et frappé d'énormes contributions. Dans la journée près de quarante-cinq mille hommes traversèrent la ville, se dirigeant, soit sur la route du Pont-Colbert, soit sur Meudon. La droite de l'armée prussienne s'appuya au Plessis-Piquet, sa gauche à Saint-Cloud, et sa réserve à Versailles. Le plan des Prussiens consistoit à couronner toute la chaîne de hau-

teurs qui sépare cette ville de Saint-Cloud, Sèvres et Meudon. Le 2 juillet, ils se mirent en mouvement, décidés à emporter toutes les positions sur la rive gauche de la Seine : elles étoient défendues par les troupes de Vandamme. Vers quatre heures, le canon, qui s'étoit fait entendre par intervalles, gronda, et une vive fusillade s'engagea entre les deux partis vers Sèvres, Meudon et Châtillon. Surmontant tous les obstacles, les troupes prussiennes du général Ziethen parvinrent à s'y établir; elles dirigèrent ensuite une attaque sur Jouy, en remontant la Seine, et emportèrent ce village défendu avec opiniâtreté. Les troupes de Vandamme se retirèrent, d'un côté, sur Montrouge, et de l'autre sur le bois de Boulogne, après avoir brûlé une arche du pont de Sèvres, et fait sauter une partie de celui de Saint-Cloud. Les communications entre les deux armées alliées se trouvoient établies par un pont que lord Wellington avoit fait jeter à Argenteuil. Un corps anglais se porta aussitôt sur la gauche de la Seine, vers Neuilly, occupant Asnières, et ses éclaireurs le Mont-Valérien.

Alors Paris se trouva ouvert et menacé de son côté le plus accessible. Le bruit s'y

étoit répandu que les alliés, voulant convertir le siége en blocus, on seroit pris par famine, mais sans avoir rien à redouter du pillage. Tout y devenoit hostile et menaçant, et on n'y étoit pas moins en péril au dedans qu'au dehors. Au milieu de tant de sujets d'alarme, cette ville immense offroit le contraste de tous les dangers et de tous les plaisirs; d'une grande population livrée au désespoir, et à l'espérance; d'une foule d'égoïstes et d'insoucians qui affluoient dans les promenades; d'une nuée de femmes élégantes, qui, sans rien changer à leur parure, remplissoient les belles allées des Tuileries. Là, des groupes d'hommes assis dans les quinconces, se passoient l'un à l'autre les gazettes, et s'entretenoient tout aussi tranquillement des nouvelles du jour que s'il n'eût été question que des débats du parlement d'Angleterre et d'une guerre de l'Inde. Les mêmes scènes se reproduisoient sur les Boulevards, au Palais-Royal, dans les cafés; enfin, au moment même où Paris étoit entouré et pressé par deux armées menaçantes, et que le canon tonnoit autour de son enceinte, les petits spectacles y restoient ouverts.

Mais les principaux révolutionnaires étoient assiégés de terreur. Ils songèrent enfin à ouvrir

des négociations sérieuses. Les commissaires du gouvernement avoient été reçus au quartier-général anglais. Il paroît que lord Wellington ne leur avoit pas dissimulé que l'intention des puissances n'étoit pas de conquérir le royaume, mais d'y rétablir le roi légitime, et qu'il leur avoit proposé, mais seulement à titre de conseil, de reconnoître le roi sur-le-champ. Il avoit même, dit-on, ajouté que si Paris se déterminoit pour un autre souverain, les alliés seroient forcés d'exiger en garantie plusieurs provinces de France, et de tenir garnison dans presque toutes ses places fortes. On assure que MM. Andréossy et Labenardière soutinrent l'avis du rappel immédiat de Louis XVIII, pour détourner une partie des malheurs de l'invasion; mais qu'un de leurs collègues déclara, en présence du général anglais, que la majorité de la population française qualifieroit de traîtres à la patrie les auteurs d'une semblable proposition. Quoi qu'il en soit, au lieu de recevoir les commissaires avec les précautions d'usage, le noble lord les avoit conduits dans les rangs de son armée; il leur avoit montré ses positions, ses plans, ses ressources, leur donnant l'assurance qu'il seroit bientôt rejoint par des corps nombreux; et portant la conviction dans leur

esprit, il les avoit ainsi disposés à prendre le seul parti qui pût sauver la capitale de la France : enfin, il leur accorda même le temps nécessaire pour délibérer. Mais le maréchal Blücher s'obstinoit à refuser toute suspension d'armes; il persistoit à ne vouloir traiter que dans Paris, et sous la condition que l'armée se rendroit prisonnière de guerre. On ne tarda pas à juger que Wellington se désisteroit d'une partie de ces prétentions, si Paris étoit remis de suite en son pouvoir. Fouché employa tous les ressorts humains pour déterminer ses collègues à céder Paris, sans courir les hasards d'une seconde bataille, qui eût tout perdu en mettant le parti révolutionnaire à la discrétion de l'ennemi. Toutefois il falloit aussi amener insensiblement les chefs de l'armée à y consentir : la plupart, appréciant tout ce que leur position avoit de critique, ne songèrent bientôt plus qu'à mettre leur personne et leurs richesses à l'abri de cette grande tempête.

Dès le 1er juillet, le gouvernement provisoire avoit convoqué une réunion extraordinaire, à laquelle on avoit appelé trois maréchaux de France (1), plusieurs officiers-gé-

(1) Masséna, Soult et Lefebvre, duc de Dantzick.

néraux, tant de la ligne que de l'artillerie et du génie; les quatre ministres d'Etat, et les membres composant les bureaux des deux chambres. Carnot fit l'exposé de l'état de Paris et de l'armée. Il dit que la Seine étant devenue presque partout guéable, il devenoit impossible d'intercepter les communications des deux armées combinées qui tournoient déjà les fortifications de Paris pour le prendre à revers du côté le plus vulnérable ; que par une attaque de vive force, elles pouvoient s'en emparer en un instant ; et qu'en supposant qu'elles fussent repoussées une première et une seconde fois, elles reviendroient à la charge jusqu'à ce que la ville fût emportée. « L'en-» nemi, poursuivit Carnot, a ses derrières » libres; il peut toujours recommencer ses » attaques, et choisir les momens les plus fa-» vorables. Il faut, au contraire, que l'armée » française soit constamment sur ses gardes à » toutes les avenues de l'enceinte immense » qu'elle doit défendre, et toujours avec les » mêmes troupes, excédées de fatigues par » leurs marches forcées depuis Waterloo. » L'arrivage des subsistances commence à » devenir difficile. On annonce l'entrée des » Bavarois à Meaux, qui doivent achever le

» blocus entre Seine et Marne. L'ennemi » va garnir les hauteurs de Meudon; une fois » retranché autour de Paris, il deviendroit » impossible à l'armée de déboucher ni d'exé- » cuter aucune retraite. Faut-il attendre que » Paris se rende à discrétion, et que l'armée » passe sous les fourches Caudines, ou qu'elle » se fasse exterminer? Certes, cette brave » armée n'hésitera point; la résolution est » prise de forcer le passage, à quelque prix » que ce soit, et de se retirer derrière la Loire » si l'ennemi continue à refuser une suspension » d'armes. » Les maréchaux opinèrent les premiers. Le maréchal Soult fit observer que, du côté de Saint-Denis, l'ennemi étant maître du village d'Aubervilliers, il étoit hasardeux de tenir derrière la digue, le long du canal qui joint Saint-Denis à la Villette; que si l'ennemi venoit à la forcer, il pourroit se porter à l'instant sur le village de la Chapelle, et entrer pêle-mêle avec nos troupes par la barrière de Saint-Denis; que rien, au surplus, ne pouvant l'empêcher de communiquer d'un côté de la rivière à l'autre, il n'y avoit plus de résistance praticable à lui opposer.

Le maréchal Masséna rappela sa défense de Gênes, comme pouvant donner l'idée de sa

constance à garder les postes qui lui étoient confiés ; mais telle étoit la situation de la capitale, qu'on ne pouvoit pas, selon lui, en prolonger la défense, et qu'il ne restoit plus qu'à renouveler les démarches pour une suspension d'armes. Le maréchal Lefevre, sans être entièrement d'un avis contraire, soutint toutefois qu'il étoit encore possible de prolonger la défense si l'on achevoit rapidement les travaux de fortifications commencés dans la plaine de Montrouge ; mais qu'il falloit se hâter de mettre tout en œuvre pour s'y retrancher. D'autres membres du conseil, qui n'avoient pas même soupçonné le danger, firent diverses observations, et demandèrent qu'avant de prononcer on recueillît de nouveaux renseignemens. Ces délais étoient suggérés par le parti buonapartiste : pour rien au monde, il n'auroit voulu consentir à une capitulation avec lord Wellington. Ce parti, qui vouloit encore temporiser, ne demandoit que huit jours, jugeant que, s'il devenoit indispensable de céder, il resteroit plus de chances à entrer en arrangement avec toutes les puissances réunies, que de se mettre à la discrétion du général anglais ; car on étoit persuadé que tous les cabinets n'étoient pas unanimes dans le dessein de

rétablir les Bourbons. Enfin, on décida qu'il y auroit la nuit suivante, au quartier-général de la Villette, un conseil de défense présidé par le maréchal Davoust, auquel seroient invités tous les maréchaux, et les lieutenans-généraux commandant les différens corps de l'armée. Les conclusions de ce conseil furent les mêmes, quoique énoncées au procès-verbal moins affirmativement. Le gouvernement provisoire se crut assez autorisé à prendre un parti décisif, et il résolut, à dix heures du soir, d'envoyer aux maréchaux Blücher et Wellington une commission spéciale chargée de leur proposer une convention pour la remise de Paris entre leurs mains (1).

Informé de cette décision, le maréchal Davoust, déjà disposé à transiger, envoya un parlementaire à lord Wellington pour demander que le feu cessât des deux côtés de la Seine, afin qu'on pût négocier, dans le palais de Saint-Cloud, entre les armées une convention en vertu de laquelle l'armée française évacueroit Paris. Satisfait d'avoir arraché du front de Napoléon la couronne impériale, et de l'avoir

(1) Composée de M. Bignon, chargé du portefeuille des affaires étrangères, et du comte de Bondy, préfet de la Seine.

réduit à une ignoble évasion, lord Wellington consentit à entrer en conférence. Il considéra toute l'étendue des pertes que la valeur française, réduite au désespoir, pouvoit encore faire éprouver aux alliés; il sentit l'immense avantage de s'assurer sans coup férir d'une ville dont l'occupation de vive force coûteroit d'énormes sacrifices. Mais on croit que tous ces motifs touchèrent peu d'abord son collègue, qui, mécontent de ces pourparlers, brûloit de livrer bataille. Tel étoit aussi le désir et le vœu de l'armée française, et, des deux côtés, tout se préparoit pour une action générale dans le cas où les négociations échoueroient dans leur résultat.

Les troupes françaises, qui étoient sur la rive droite, filèrent toute la nuit par les ponts, afin de prendre poste sur la rive gauche. A l'aube du jour (le 3 juillet), elles se trouvèrent en bataille dans la plaine de Montrouge, couvrant Paris au sud-ouest, avec la résolution de soutenir vaillamment le choc. Les Prussiens occupoient le village d'Issy; et, à trois heures du matin, une de nos colonnes avancées les attaqua vivement; mais elle fut repoussée. L'armée resta dès lors sur la défensive, maîtresse de la plaine, et adossée aux

murailles. Un pont de bateau étoit jeté au-dessus du pont d'Jéna pour faciliter le mouvement des troupes. L'aile droite des alliés débordoit sur les plaines de Montrouge, de Grenelle et de Vaugirard, occupant les hauteurs d'Issy, Vanvres et Meudon. La matinée se passa en mouvemens et en préparatifs pour engager une action sanglante. A midi, les armées respectives étoient en présence. Un grand nombre de curieux accouroient au pont des Invalides, lieu le plus rapproché du champ de bataille. A mesure que des calèches ou des voitures arrivoient sur le pont, les soldats s'en emparoient de vive force pour le transport des blessés. Le bruit s'étoit répandu que si la bataille avoit lieu, le signal en seroit donné vers quatre heures. Ce moment fut terrible. On savoit que l'armée française auroit à combattre deux armées réunies contre elle et plus fortes du double; que, si elle pouvoit leur résister avec quelque avantage, en se tenant sur la défensive, il lui étoit impossible en les attaquant d'obtenir un succès décisif, n'ayant point de corps d'observation qui pût agir sur le flanc de l'ennemi, soit pour l'inquiéter, soit pour le poursuivre. L'ennemi refusoit d'ailleurs sa droite, qu'on auroit pu accabler, et qu'il falloit

aller chercher pour la combattre, sa retraite étant assurée sur les hauteurs de Châtillon et de Meudon. Ainsi, tandis qu'on s'engageroit de ce côté, l'ennemi pourroit diriger sa principale attaque sur Vaugirard, pour couper toute retraite à l'armée française. Telle eût été la conséquence immédiate d'une aggression imprudente, à laquelle pourtant il eût fallu se décider si Blücher et Wellington eussent refusé plus long-temps des conditions supportables. L'armée avoit surtout à craindre que, sans lui livrer bataille, les Anglo-Prussiens continuassent de la cerner et de la resserrer, de lui intercepter le reste de ses communications, et de se retrancher tout autour de Paris, afin de l'empêcher de faire une trouée pour gagner la Loire.

Le maréchal Davoust avoit adjoint aux deux commissaires du gouvernement provisoire le général Guilleminot, son chef d'état-major, et à quatre heures s'ouvrirent les conférences au palais de Saint-Cloud. Fouché insistoit, dit-on, pour que la clause d'une amnistie générale et sans aucune exception, fût clairement exprimée; les généraux alliés s'y refusèrent nettement, ne voulant garantir que la sûreté des habitans de Paris par rapport aux armées sous leurs ordres.

Enfin, l'épée rentra dans le fourreau, et Paris fut sauvé. La convention signée le 3 juillet (1) ne décida que les questions militaires pour l'occupation de Paris et la retraite de l'armée française. En trois jours elle devoit évacuer la capitale, et en huit jours se porter derrière la Loire, avec son matériel, son artillerie, sa caisse, et les propriétés des régimens.

Céder Paris sans se battre, fut regardé comme une trahison par la masse des factieux. Leur indignation ne connut plus de bornes, quand ils surent que, dès le lendemain, toutes les barrières de la Seine seroient ouvertes à l'ennemi, et qu'il occuperoit Neuilly, Clichy, Saint-Denis et Saint-Ouen; qu'il entreroit le surlendemain dans les retranchemens du nord, élevés à si grands frais; et que le troisième jour il pénétreroit en vainqueur dans cette capitale, que les orateurs de Buonaparte avoient appelée si souvent *la Métropole de l'Univers*. Le passage subit à un pareil ordre de choses fut remarqué par des signes d'effervescence et par des tentatives de troubles. Si la reddition de Paris calmoit les angoisses des

(1) Voyez le texte de cette convention qui a été rendue publique.

mères et des épouses, si elle rassuroit les paisibles citoyens, l'honneur militaire ne permettoit pas à l'armée de considérer ce grand sacrifice sous le même aspect : la plupart des soldats témoignoient hautement leur douleur en pleurant, en brisant leurs armes; et, se croyant trahis, adressoient au gouvernement, à leurs propres généraux, aux Parisiens eux-mêmes, des reproches amers. L'armée entière resta comme plongée dans une morne consternation.

Les fédérés reçurent la capitulation avec le délire de la rage; ils menacèrent, dans leurs frénétiques transports, de faire jouer sur les alliés les batteries de Montmartre. La nuit fut troublée par les cris d'une fureur homicide; des groupes d'hommes menaçans déchargeoient spontanément leurs armes, et manifestoient tout haut le désir de la vengeance.

Le gouvernement provisoire adressa, le 4 juillet, aux deux chambres un message contenant la convention signée la veille entre les commissaires des armées respectives. « En » vain avons-nous essayé de lutter contre la » tempête, dit-il, nos efforts ont été impuissans; » nos moyens de défense étoient épuisés, et » malgré le courage héroïque de nos troupes, » et le dévouement de la garde nationale, nous

» avons reconnu qu'il étoit impossible d'em-
» pêcher que les alliés ne pénétrassent dans
» Paris, soit de vive force, soit par la voie
» des négociations. Nous avons préféré ce der-
» nier moyen, pour ne pas compromettre le
» sort de la capitale au hasard d'un dernier
» combat contre des forces majeures prêtes à
» recevoir de nouveaux renforts. »

En effet, que seroit devenu Paris, si les alliés fussent restés vainqueurs dans une bataille livrée sous ses murs, et peut-être dans son sein? d'un autre côté à quoi eût servi à l'armée une victoire tardive, puisque l'ennemi pouvoit aisément réparer ses pertes ? La convention de Saint-Cloud, en sauvant la capitale, sans compromettre l'armée, étoit presque une faveur; elle fut reçue comme telle par la grande majorité des habitans de Paris exposés aux convulsions de l'anarchie, et livrés depuis six jours aux alarmes et aux dangers inséparables d'un siége.

LIVRE XXXIV ET DERNIER.

Retraite de l'armée française derrière la Loire. — Derniers événemens de la Vendée. — Bataille de la Roche-Servière. — Pacification entre la majorité des chefs royalistes et le général Lamarque. — Marche des souverains alliés sur Paris. Invasion générale de la France. — Rentrée de Louis XVIII dans le royaume. — Proclamation de Cambrai. — Négociation des plénipotentiaires du gouvernement provisoire. — Déclaration du 1^er^ juillet, au nom des principales puissances. — Négociations secrètes et vues de Fouché. — Nouvelle constitution, qu'il fait improviser; il veut arracher des concessions au Roi. — Arrivée du Roi à Saint-Denis. — Audace des factieux. — Conférence de Fouché avec le duc de Wellington. — Rumeur et agitation dans Paris. — Entrée de Fouché dans le ministère royal. — Rentrée du Roi dans sa capitale. — Dispersion des deux chambres de Buonaparte. — — Insurrection royaliste dans le Midi. Soumission successive des provinces. — Reddition de Buonaparte. — Distribution des forces étrangères. — Soumission de l'armée française. — Ordonnance du 24 juillet. — Agitation dans l'intérieur. — Machinations de Fouché. — Convocation des chambres. — Changement de ministère. — Second traité de Paris, du 20 novembre. — Conclusion.

La convention du 3 juillet laissoit à l'armée française une retraite libre, et aux hommes du 20 mars le temps de stipuler pour leurs intérêts: sûrs de trouver derrière eux au besoin une armée toute organisée, ils retenoient encore les rènes de l'Etat. La Loire leur pa[illegible]

roissoit une ligne de sûreté ; elle les rapprochoit de Lyon, regardé comme un autre boulevard, et leur facilitoit la jonction avec les corps d'armées de l'Ouest et du Midi, en leur ménageant l'accès des montagnes de l'Auvergne, que les plus intrépides d'entr'eux considéroient comme un refuge inaccessible aux étrangers. En occupant les rives de la Loire, le flanc gauche de l'armée française alloit se prolonger, il est vrai, jusqu'aux pays vendéens, séjour du royalisme ; mais la Vendée venoit de fléchir devant l'astuce révolutionnaire. Les plans de Fouché y avoient prévalu ; la Vendée sembloit pacifiée comme par enchantement, et c'étoient ceux même qui s'étoient lancés avec le plus de loyauté dans la guerre qui se trouvoient comme enlacés dans une pacification perfide. On a vu plus haut combien le défaut d'accord entre les chefs vendéens avoit nui aux intérêts du roi. Presque toute la Vendée militaire étoit restée dans une sorte de langueur depuis la mort du marquis de Larochejaquelein (1) ; dans tous

(1) L'acharnement des révolutionnaires contre la famille de ce martyr du royalisme et de l'honneur fut tel, qu'ils poursuivirent et recherchèrent pendant les cent jours ses deux filles, l'une âgée de douze ans, l'autre de onze : elles ne trouvèrent de salut qu'en voyageant de nuit à l'aide des personnes qui s'étoient

les cœurs fermentoient des levains d'aigreur et de dissensions. Travot avoit désarmé le Marais; il s'étoit promené sans obstacle dans la Vendée maritime; il l'avoit remplie de terreur. Lamarque, de son côté, ralliant toutes ses colonnes, se disposoit à pénétrer dans le cœur de la Vendée pour y écraser d'un seul coup le parti royaliste : ses instructions étoient atroces. Juger et fusiller sur-le-champ les chefs qui tomberoient dans ses mains; faire sauter et disparoître leurs maisons; briser les cloches; enlever des otages; faire supporter les frais de la guerre aux nobles; mettre à prix la tête de MM. de Larochejaquelein et de Sapineau, tels étoient les ordres émanés du ministère de la guerre (1). C'étoit avec la menace d'une guerre d'extermination que les buonapartistes se flattoient d'amener les royalistes à mettre bas les

---

dévouées pour les mettre à l'abri du danger. Mais la marquise de Donissan, mère de la marquise de Larochejaquelein, ne put leur échapper. Aussi vénérable par son âge que respectable par ses hautes vertus cette dame fut arrêtée à Nérac, après avoir été recherchée long temps à Bordeaux. Elle eut une sentinelle à sa porte, et courut mille dangers, tandis que sa fille, réfugiée en Espagne, y étoit accablée du coup affreux qui complétoit, pour ainsi dire, ses trop longues infortunes.

(1) Voyez le Mémoire justificatif du général Maximilien Lamarque.

armes : mais les sentimens d'honneur ne pouvoient s'éteindre dans la Vendée. Les chefs se montrèrent unanimes dans l'intention de faire de nouveaux efforts pour le soutien de leur cause sainte ; ils reconnurent M. de Sapineau pour général, et concertèrent de nouveaux rassemblemens armés. M. d'Autichamp se mit un des premiers en marche, pour faire sa jonction avec MM. de Suzannet et de Saint-Hubert. Il s'agissoit d'aller combattre le général Lamarque, occupé à rassembler les divisions Brayer et Travot. Instruit que les royalistes veulent se concentrer à la Roche-Servière, Lamarque débouche de Legé le 19 juin, et pousse une première colonne de quinze cents hommes sur la Grolle, où étoit l'avant-garde de M. d'Autichamp. Les royalistes ont l'avantage, et repoussent les soldats de Lamarque. Tout à coup la fortune change, soit que la retraite des buonapartistes ne fût qu'un piége, soit que les trois chefs vendéens n'aient pas apporté assez de promptitude et d'ensemble dans leur concentration. Lamarque les attaque séparément le lendemain; il disperse d'abord la division de M. de Saint-Hubert, tombe ensuite sur M. de Suzannet, qui est blessé à mort dans l'action, et marche aussitôt avec

la plus grande partie de ses forces, sur deux divisions de M. d'Autichamp, qui accouroit au secours de ses compagnons d'armes: il reçoit le choc à la Roche-Servière. Cette forte position, couverte par la Boulogne, dans le bocage le plus épais de la Vendée, n'auroit été défendue avec succès que par tous les corps royalistes réunis. Lamarque l'attaque de front, tandis que ses deux ailes, destinées à couper la retraite aux royalistes, passent la Boulogne au-dessus et au-dessous de la Roche-Servière. Malgré le courage des Angevins, la position est emportée. Les soldats de Lamarque, animés au carnage par la nouvelle télégraphique de la victoire remportée à Ligny sur les Prussiens, poursuivent jusqu'à Montaigu les Vendéens, qui, selon la relation emphatique des buonapartistes, laissent quinze cents morts sur le champ de bataille. Les soldats achevèrent les blessés, et massacrèrent des prisonniers. Mais tous les témoignages disculpent le général Lamarque d'avoir autorisé lui-même ces atrocités; en effet, cet officier général éluda constamment l'exécution des ordres barbares qui faisoient partie de ses instructions. Telle fut la bataille de la Roche-Servière, où trois corps vendéens furent défaits.

séparément, pour ne s'être pas appuyés les uns sur les autres (1). Au moment où elle se donnoit, M. Auguste de Larochejaquelein occupoit, avec ses braves Poitevins, la ville de Thouars par capitulation. Averti de sa marche, le général Delaage arrive, pendant la nuit, de Parthenay, à la tête de cinq mille hommes, et il en place aussitôt une partie vis-à-vis du pont de Vrine, sur le Thouet, pour couper toute retraite aux royalistes; mais ceux-ci, conduits par leur intrépide chef, se font jour l'épée à la main, et rentrent dans le pays insurgé.

Cependant la bataille de la Roche-Servière avoit porté un coup mortel à l'insurrection. Le général Lamarque se hâta de renouveler aux Vendéens les propositions de paix, menaçant de dévaster leur pays. Le général de Sapineau convoque tous les officiers royalistes à la Tessoualle, village près de Chollet, pour délibérer sur les propositions de Lamarque. M. d'Autichamp opine pour la paix (2); le général

(1) Toute cette campagne de la Vendée, qui ne forme ici qu'un épisode, sera traitée en détail et avec toutes ses circonstances, dans la quatrième et dernière édition de l'Histoire de la guerre de la Vendée, que j'ai pris l'engagement de livrer au public.

(2) Voyez la relation de ce qui s'est passé le 24 juin à la Tessoualle, par le général comte Gabriel Duchaffault.

Cannel, le général Duperrat, M. Auguste de Larochejaquelein, votent pour continuer la guerre. On arrête que la question sera décidée à la majorité des voix. Elles sont recueillies; il s'en trouve vingt en faveur de la paix, douze contre. On nomme des commissaires pacificateurs. L'événement de Waterloo se divulgue dans l'intervalle. M. Duchaffault, l'un des commissaires qui s'étoient prononcés contre la transaction, consulte M. Auguste de Larochejaquelein: « L'événement qui vient de se passer, lui ré» pond ce chef royaliste, nous met tous dans » une position nouvelle. Celui qui feroit encore » verser du sang en seroit responsable à la » nation. Faites entendre cela au général La» marque, et dites-lui que nous ne cherchons » qu'à éviter le sang et les larmes, en prenant » tous les moyens compatibles avec l'hon» neur et notre devoir. » Les commissaires souscrivirent à la paix pour éviter la ruine du pays, persuadés d'ailleurs que sous peu de jours le roi seroit rétabli sur son trône (1). Les Vendéens conservoient leur territoire, et restoient en attendant le dénoûment prévu dans

(1) Voyez la relation déjà citée du comte Gabriel Duchaffault.

une attitude imposante. Mais les révolutionnaires se prévalurent de cette pacification inattendue (1). Le gouvernement provisoire, qui négocioit alors avec les généraux Blücher et Wellington pour la reddition de Paris, fit annoncer dans tous les carrefours la *grande* soumission des chefs vendéens. Le général Lamarque en avoit transmis lui-même la nouvelle, par des estafettes, à toutes les villes de l'Ouest. « Elle fera, disoit-il, tomber les armes » des mains des insurgés de la rive droite. » Il fut trompé dans son attente. M. Desol de Grisolles continua de se battre avec les siens, comme un brave et fidèle Breton; toute la population du Morbihan étoit à ses ordres, et il tint en échec les troupes de l'usurpateur en Bretagne. Le général Bigarré, qui les commandoit, marcha deux fois contre lui, et fut blessé dans un combat près d'Auray. M. de Coislin, dans le pays nantais, combattit avec la même constance, ainsi que MM. d'Ambrugeac et Tranquille dans le Maine. Paralyser le parti royaliste de la rive gauche de la Loire, et disposer du corps d'armée du général La-

(1) Voyez le texte de cette pacification qui a été rendu public. M. d'Autichamp protesta contre le traité.

marque, tels furent les avantages réels que les révolutionnaires purent tirer de leur pacification avec les chefs vendéens. Ayant reçu l'ordre d'opérer immédiatement sa jonction avec l'armée de la Loire, Lamarque se porta vers la Touraine.

Ainsi, la capitulation de Paris sembloit donner aux révolutionnaires de nouveaux moyens de se recruter. En négociant avec le gouvernement provisoire, le duc de Wellington s'étoit rendu l'arbitre de la paix comme il l'étoit de la guerre. Selon les royalistes, huit jours encore de délai et de blocus, auroient amené les factieux à poser les armes, sous les murs de Paris, sans que la tentative d'un coup de désespoir eût pu prolonger leur puissance hors de l'enceinte de la capitale. L'armée combinée, à l'abri de toute agression sur les hauteurs de Saint-Cloud, de Meudon et de Clamart, eût attendu l'arrivée des autres armées en marche pour compléter l'investissement de Paris. Déjà le général russe Czernicheff, qui précédoit les Bavarois, après avoir débouché par Reims, venoit d'entrer de vive force à Châlons-sur-Marne. La résistance inutile du général Rigaud, à la tête d'une poignée de soldats, d'élèves et de fédérés, n'avoit fait qu'exposer la ville

à une destruction totale. Plusieurs citoyens avoient péri, et Châlons n'avoit dû son salut qu'au dévouement du maire. Le général Rigaud n'avoit trouvé lui-même de sûreté qu'en mettant bas les armes. Sortie à peine du danger, Châlons arbora le drapeau blanc, et la grande majorité de sa population prit la cocarde blanche. L'armée bavaroise suivoit l'avant-garde russe, et venoit gagner la route de Meaux, tandis que le prince royal de Wurtemberg, relevé devant Strasbourg par le prince Hoenzollern, marchoit aussi sur Paris, par la Lorraine et la Champagne. L'archiduc Ferdinand suivoit la même direction, laissant le comte Colloredo aux prises avec le général Lecourbe, devant le camp retranché de Béfort. Enfin, les souverains alliés arrivoient à marches forcées avec une armée de seconde ligne. Après s'être réunis à Spire, le 27 juin, l'empereur de Russie, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse s'avançoient, à cheval, par Haguenau et Saverne vers Nancy, en suivant les progrès rapides des armées qui les précédoient. Les forteresses de Phalsbourg, de Saarbrouck et de Toul, étoient tournées par deux corps d'armées russes au moyen de routes ouvertes à cet effet, ce qui rendoit inutiles les

retranchemens, les préparatifs de défense, et l'armement des campagnes qu'on s'étoit efforcé de provoquer. Metz et Thionville alloient se trouver bloquées par les Russes, tandis que l'armée des souverains réunis se dirigeoit sur Pont-à-Mousson. Le grand quartier-général devoit être transféré à Nancy le 6 juillet, et à Void le 7. Ainsi, une armée formidable se portoit entre la Marne et la Seine, par Saint-Dizier, pour venir occuper le confluent de ces deux rivières et les routes de la Bourgogne. Les révolutionnaires de Paris auroient-ils pu échapper à la réunion de toutes ces forces? Sans même l'attendre, l'armée française, selon le témoignage de Carnot, eût cherché à se faire jour l'épée à la main pour gagner la Loire. Mais combien la capitale, défendue par un parti au désespoir, n'eût-elle pas été exposée! Le pillage, la désolation, la destruction, une guerre à mort, voilà sans doute les maux que voulut éviter Wellington par un système de ménagement qui, ouvrant la porte au repentir, pouvoit amener, sans faire couler encore du sang, une soumission générale. Respectons ces motifs; apprécions-en les conséquences, et abandonnons à la postérité le droit de juger en dernier ressort.

Cependant les cœurs fidèles se fermoient à tout autre espoir qu'au prompt retour du monarque légitime, véritable père de la patrie; les peuples opprimés levoient au-devant de lui leurs mains suppliantes, et le rappeloient par leurs vœux dans sa capitale. Mais la juste satisfaction du roi pour les triomphes les plus équitables n'étouffoit pas dans son cœur des sentimens qui avoient résisté à la plus noire ingratitude. Dès le 24 juin, franchissant la frontière, il s'étoit retrouvé dans ses Etats. Le drapeau blanc, arboré sur les limites du royaume, apparoissoit comme une nouvelle garantie de ce traité de Paris, gage de la réconciliation générale. Les habitans des frontières du Nord accouroient en foule au-devant de leur roi; ils venoient bénir leur libérateur, arraché, par l'ambition criminelle d'une poignée de factieux, aux soins de l'autorité la plus douce qui jamais ait présidé aux destinées d'un grand peuple. Lille, encore sous le joug d'une garnison dévouée à l'usurpateur, n'eut pas le bonheur d'ouvrir ses portes à Louis XVIII; mais dès les premiers pas que fit le monarque sur son territoire, des sentimens trop long-temps comprimés éclatèrent. La cour ayant pénétré par le Cateau, où la population entière vint au-devant du roi, fut bientôt ins-

truite que Cambrai s'étoit rendue à la première sommation faite au nom du souverain légitime: elle s'y dirigea aussitôt. Les habitans des campagnes accouroient avec la bannière blanche déployée à la tête de chaque commune, pour jouir de la présence de leur souverain ; ils marchoient dans le meilleur ordre, exprimant leur joie naïve par les signes les plus touchans. C'étoit par le seul intermédiaire de son roi que la France pouvoit espérer quelque clémence des troupes étrangères qui l'inondoient; c'étoit par lui seul que la paix avec l'Europe pouvoit se rétablir. « J'accours, dit le roi, dans sa pro-» clamation datée de Cambrai (1), j'accours » pour ramener mes sujets égarés, pour adoucir » les maux que j'avois voulu prévenir, pour me » placer une seconde fois entre les armées alliées » et les Français, dans l'espoir que les égards » dont je peux être l'objet tourneront à leur » salut. Ç est la seule manière dont j'ai voulu » prendre part à la guerre. Je n'ai pas permis » qu'aucun prince de ma famille parût dans les » rangs des étrangers, et j'ai enchaîné le cou-» rage de ceux de mes serviteurs qui avoient » pu se ranger autour de moi.... *Je veux tout*

(1) Le 28 juin 1815.

» *ce qui sauvera la France* ... Je promets, moi, » qui n'ai jamais promis en vain (l'Europe entière le sait), de pardonner aux Français » égarés tout ce qui s'est passé depuis le jour » où j'ai quitté Lille jusqu'au jour où je suis » rentré dans Cambrai au milieu de tant d'acclamations. Mais le sang de mes enfans a » coulé par une trahison dont les annales du » Monde n'offrent pas d'exemple. Cette trahison » a appelé l'étranger dans le cœur de la France; » chaque jour me révèle un désastre nouveau. » Je dois donc, pour la dignité de mon trône, » pour l'intérêt de mes peuples, pour le repos » de l'Europe, excepter du pardon les instigateurs et les auteurs de cette trame horrible. »

Toute ferme qu'elle étoit, cette déclaration royale laissoit une ouverture au repentir; mais le roi y déclaroit positivement son intention de convoquer les deux chambres; dès lors les révolutionnaires n'y virent plus que l'expiration de leur pouvoir et leur exclusion aux places qu'ils avoient usurpées. Ceux qui, redoutant le jour de la justice, trembloient d'être abandonnés par la portion du peuple qu'ils avoient entraînée dans leur cause, se servirent de ce document pour irriter toutes les résistances, et déchaîner toutes les fureurs. Dans la

chambre des représentans on en demanda la lecture, qui fut rejetée à dessein pour que l'appréhension des châtimens retînt la foule sous les drapeaux de la révolte. Placardé enfin dans Paris, cet acte de l'autorité royale, si propre à fixer les idées, et à rassurer les esprits, fut partout arraché et lacéré.

Toutefois les royalistes se concertoient pour vaincre les obstacles que ne cessoit de leur opposer la faction révolutionnaire; ils avoient surtout en vue de fixer l'incertitude des puissances, et de hâter la réinstallation du roi par un acte de dévouement et de vigueur déjà trop retardé. La surveillance dont ils étoient l'objet ne les rebutoit pas; ils savoient que le gouvernement des Fouché, Carnot et Caulaincourt, redoutoit singulièrement une explosion de leur part. Fouché avoit mis tout en œuvre pour enchaîner leur courage, et pour amortir leur zèle. S'étant ménagé des intelligences et des émissaires dans tous les partis, rien ne lui échappoit de leurs vues et de leurs projets. Il fut instruit positivement que plusieurs associations secrètes s'étoient déjà formées, et qu'elles avoient des ramifications dans la garde nationale : il paroît même que des informations particulières le mirent sur la voie que le

général comte de Coetlosquet cherchoit à réunir, pour les intérêts du roi, des sujets fidèles à leurs sermens. Après avoir défendu, au péril de son existence, les intérêts de la royauté, tant à Nevers qu'à Orléans, le comte de Coetlosquet avoit trouvé un asile dans l'hôtel du comte de Clairambault, où se réunissoient secrètement un grand nombre de royalistes distingués. On citoit le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, le duc de Tarente, le duc de Reggio, le vicomte du Bouchage; les généraux Digeon, Villatte, Hullot, Foissac-Latour, comme faisant partie de ces réunions, ainsi que le baron de Vitrolles, qui sortoit de Vincennes. D'autres informations secrètes faisoient monter à douze mille les royalistes organisés, tous prêts à marcher au premier signal. Enfin, la police de Fouché eut connoissance d'un plan pour enlever les deux chambres de Buonaparte, devenues le foyer de la révolte, plan dont les royalistes avoient arrêté l'exécution. Tout fut employé aussitôt pour le faire avorter. « Si les » royalistes agissent, dit Fouché, si, au lieu » d'attendre et d'accepter les stipulations, ils les » provoquent et les décident, il y aura réac» tion, et nul n'en pourra arrêter le terme. » C'est ainsi que, par de vaines craintes de ven-

geance. Fouché cachoit adroitement son appréhension de ne plus rester le maître des affaires, et que, par ses artifices, il parvint à empêcher toute tentative en faveur de l'autorité royale. Lui et les siens vouloient tout, adhéroient à tout, excepté au règne du monarque légitime. Ils ne pouvoient plus se dissimuler cependant que le vœu de la majorité de la nation, et la force irrésistible des événemens, alloient replacer Louis XVIII sur le trône. Mais la plupart s'abusoient encore sur les dispositions de l'Europe, quoique leurs négociateurs n'eussent rien obtenu de favorable à l'objet de leur mission. Conduits par un aide-de-camp du prince Blücher, ils étoient arrivés, le 30 juin, au quartier-général des trois monarques réunis à Haguenau; mais ni les souverains, ni leurs ministres ne leur avoient accordé d'audience. Ils avoient insisté néanmoins, énonçant l'intention de faire connoître la véritable situation de Paris et de la France. On les renvoya devant une commission spéciale, composée, pour l'Autriche, du field-maréchal comte Walmoden; pour la Russie, du comte Capo-d'Istria; et pour la Prusse, du général Knesebeck. Lord Stewart, ambassadeur anglais près de Louis XVIII, fut

invité par les cabinets réunis à assister aux conférences. Elles furent remplies, selon les uns, par des observations vagues ou par des récriminations réciproques; selon d'autres, les envoyés de Paris, en avouant que les personnes qui tenoient momentanément le pouvoir en France regardoient leur cause comme perdue, imploroient la générosité des monarques pour épargner à leur pays les maux dont il étoit menacé. Le lendemain on les congédia, avec une note officielle émanée de la commission, portant en substance, que les alliés, engagés à ne conclure séparément ni paix ni trève, n'entreroient en négociation que lorsque les cabinets seroient tous réunis; mais qu'en attendant ils regardoient comme condition essentielle de la paix, que la personne de Napoléon fût remise à leur garde. Quittant aussitôt Haguenau, les plénipotentiaires revinrent sur leurs pas. Ils n'arrivèrent à Paris que deux jours après la signature de la capitulation de Saint-Cloud. Soit qu'ils voulussent soutenir l'énergie de leur parti abattu, soit qu'ils se fissent illusion à eux-mêmes, la plupart affirmèrent que les cabinets n'étoient pas unanimes sur le choix du prince qui devoit régner en France.

M. de Pontécoulant fut même publiquement cité (1), pour avoir dit que les puissances avoient montré des dispositions favorables, particulièrement l'empereur Alexandre, et que leur intention n'étoit pas de gêner la France dans le choix de son gouvernement.

Fouché toutefois ne s'abusoit plus à cet égard ; ses émissaires avoient dissipé tous ses doutes. On prétend que l'un d'eux parvint au quartier-général du duc de Wellington avec deux lettres, cousues dans la doublure de son habit : l'une pour le duc d'Orléans, l'autre pour le roi, selon que les alliés se montreroient disposés ; et que, s'adressant à Wellington pour être conduit au duc d'Orléans, il en reçut cette réponse : « Vous pourrez vous présenter à votre » roi, qui ne tardera pas à paroître, » désignant ainsi Louis XVIII.

Ne pouvant plus douter que le souverain légitime ne s'avançât en personne, que partout sur son passage on ne le proclamât, et qu'il ne fût bientôt aux portes de sa capitale, Fouché se sentit glacer d'une frayeur involontaire. Autant il avoit tressailli de joie au retour de l'usurpateur, autant il fut cons-

(1) A la séance de la chambres des représentans du 5 juillet.

terné à l'approche du juge formidable dont il n'osoit soutenir le regard.

Il avoit toujours devant les yeux une tête sacrée qui lui reprochoit le plus grand de tous les crimes ! mais repoussant le remords cet homme ambitieux et cupide osa même former le hardi projet de subjuguer son roi pour qu'il ne pût devenir arbitre unique de la destinée de ses ennemis, pour que la monarchie ne pût reprendre sa force, et pour que la révolution ne pût avoir un terme. Dans la profondeur de ses calculs, le régicide a déjà considéré comme possible qu'on lui permette de paroître devant le frère de Louis XVI. Ses correspondances cauteleuses avec Gand, sa feinte union avec les royalistes, la protection hypocrite qu'il leur avoit accordée pendant les cent jours, le nombre immense de ses créatures, de ses agens, tout ranime ses espérances, tout relève son audace. Une coalition puissante se forme déjà pour lui à mesure que le roi s'avance vers la capitale. « Tout s'en mêla, la » religion comme l'impiété, la vertu comme » le vice, le royaliste comme le révolu- » tionnaire, l'étranger comme le Français. » On crioit de toutes parts que, sans Fouché,

» il n'y avoit ni sûreté pour le roi, ni salut » pour la France; que lui seul avoit empêché » une grande bataille; que lui seul avoit déjà » sauvé Paris (1)! » En vain quelques hommes aussi clairvoyans que fidèles (2) soutinrent que, dans aucun cas, il ne falloit admettre un tel ministre, et qu'il perdroit la France si on lui livroit la conduite des affaires, ou ne resteroit pas trois mois en place. Mais les meilleurs esprits sembloient ne pouvoir échapper au vertige du moment, et à cette espèce de contagion qui, par la confusion des principes et le renversement de la morale, sapoit les fondemens du corps social. Fouché reçut de plusieurs côtés l'assurance qu'il pouvoit même aspirer à entrer au conseil du roi. En effet, toutes les illusions se réunirent pour le porter au ministère, malgré la répugnance trop fondée de la couronne. « Ainsi un monarque vertueux » alloit faire à l'erreur qui lui étoit suggérée » sur la loyauté de son peuple, le plus cruel » sacrifice qu'ait jamais pu faire un frère et un » roi, en accueillant dans son ministère l'homme

(1) *Mélanges de Politique*, par le vicomte de Chateaubriand, pair de France, pag. 650.

(2) *Idem.*

» impur qui, pour se maintenir dans le poste » insolent de médiateur entre le peuple et » son roi, ne cessoit de calomnier ce peuple » fidèle (1). »

Guidés par les intrigues et la duplicité de Fouché, les révolutionnaires, ses créatures, prirent la ferme résolution d'imposer au roi des conditions humiliantes, en lui tenant fermées les portes de sa capitale qu'eux-mêmes venoient d'ouvrir aux étrangers.

Ce fut surtout après la capitulation de Paris que les deux chambres, par une résistance insensée, aggravèrent les maux de la conquête en forçant l'étranger vainqueur à inonder notre territoire; ce fut alors qu'elles manifestèrent le plus leur dessein d'éterniser nos infortunes. Il fut démontré aux plus incrédules qu'en détrônant Buonaparte elles n'avoient songé qu'à se perpétuer, qu'à maintenir le pouvoir dans les mains des révolutionnaires.

Pendant les trois jours laissés pour l'entière évacuation de Paris, la chambre des représentans s'occupa sans relâche à fabriquer une constitution nouvelle, qu'elle offroit, pour

(1) Extrait de l'opinion émise par M. de Kergorlay, à la séance de la chambre des députés, du 28 décembre 1815.

ainsi dire, aux candidats à la royauté. Ce travail n'allant pas encore assez vite au gré des instigateurs, le député Garat en fit un abrégé par imitation du bill des droits, qui signale une des révolutions d'Angleterre. « Rappelez-» vous, dit-il, à ses collègues (1), l'époque où les » Anglais appelèrent Guillaume: leurs représen-» tans saisirent l'intervalle du changement d'une » dynastie à une autre pour renouveler le pacte » social, pour obtenir une nouvelle sanction » de la déclaration des droits, rédigée en un » petit nombre d'articles, qu'ils présentèrent à » Guillaume. Je voudrois que les repré-» sentans de la nation française imitassent cet » exemple. J'ai confiance en la magnanimité » des souverains, dont les armées nous forcent » à subir les lois. » Dans cette constitution improvisée, on omit à dessein l'article qui excluoit la famille des Bourbons; ainsi, l'assemblée ne déguisoit plus qu'elle vouloit faire acheter le trône à Louis XVIII par des concessions. Il n'y avoit déjà plus de doute que les révolutionnaires n'acceptassent promptement le souverain légitime, s'il consentoit à recevoir de leurs mains la couronne comme

(1) Séance du 4 juillet.

un don, mais avec une si foible portion de pouvoir qu'il ne seroit plus que l'ombre d'un roi.

Fouché prépara ce nouvel ordre de choses : il rédigea une proclamation au peuple français, et l'adressa, par un message, à la chambre des pairs, au nom de la commission du gouvernement. Là, il déclaroit n'avoir pu défendre les intérêts du peuple et de l'armée, également compromis dans une *cause abandonnée par la fortune, la justice et la volonté nationale*.... Mais il assuroit qu'on recevroit des garanties qui devoient prévenir le triomphe alternatif des factions, et qu'on les trouveroit enfin dans les lois, dans les constitutions, dans le système représentatif; car, ajoutoit-il, quelles que soient les lumières, les vertus, les qualités personnelles d'un monarque, elles ne suffisent jamais pour mettre le peuple à l'abri de l'oppression de la puissance.

A ces mots, dans *une cause abandonnée par la fortune, la justice et la volonté nationale*, des murmures se firent entendre. « J'avoue, » dit Thibaudeau, que j'ai peine à concevoir » le sens de cette phrase; je ne puis me per- » suader que les hommes que vous avez investis » de votre confiance aient voulu déclarer à la

» nation française que la cause qu'ils ont » défendue et que vous avez défendue vous-» mêmes, ait été abandonnée par la justice et » la volonté nationale? » On trouve aussi dans » cette adresse, ajouta Thibaudeau, l'assurance » que nous recevrons, enfin, des garanties : » mais pourquoi ne nous dit-on pas quelles » seront ces garanties? » Thibaudeau conclut en proposant d'envoyer un message à la commission du gouvernement, pour avoir une explication des termes de sa proclamation au peuple français.

M. Fabre (de l'Aude) trouva le sens de la première phrase clair et intelligible. « Le gou-» vernement nous en a déjà donné l'explica-» tion, dit-il, dans les pièces qui nous ont été » communiquées en comité secret. Vous y avez » vu que, dans une grande partie de la France, » des mouvemens avoient éclaté en faveur des » Bourbons; que, de toutes parts, on avoit » arboré la cocarde blanche et déchiré le dra-« peau tricolore, pour y substituer le drapeau » blanc : il est donc inutile de demander des » explications. Quant à la nature des garanties » qui nous sont promises, je crois qu'on les » trouvera tout naturellement dans les lois et » *dans la sagesse du prince qui nous gou-*» *vernera.* »

Cette journée fut pleine d'alarmes : la faction buonapartiste, avertie qu'on préparoit les voies pour le retour de Louis XVIII, se jeta dans les dernières convulsions de la rage et du désespoir. Des furieux vouloient, avant que Montmartre ne fût livré, avant que les derniers corps de l'armée ne fussent partis, rompre la capitulation, s'emparer des postes de la garde nationale, et recommencer les hostilités au nom de Napoléon II. « Paris, disoient-ils, peut » devenir plus funeste aux vainqueurs de *la* » *Belle-alliance* que ne l'a été pour les vaincus » les champs de Waterloo. » L'impulsion se communique d'abord aux fédérés et à la plus basse classe du peuple. Un mouvement extraordinaire se manifeste bientôt par des vociférations, des menaces, des propos séditieux. Des groupes de harangueurs se forment çà et là; des militaires isolés, quelques détachemens même semblent être convenus d'un signal d'alarme. A l'entrée de la nuit, un coup de canon se fait entendre, et presque aussitôt un grand nombre de coups de fusil sont tirés isolément dans divers quartiers de la ville, sur les boulevards, et même dans les rues. La commotion se répercute dans tous les endroits populeux. Aux gestes menaçans, aux cla-

meurs, aux cris de rage qui partent des groupes, la plus vive inquiétude s'empare des citoyens : les esprits se troublent et s'agitent. Des courses d'hommes à cheval, des décharges d'armes à feu qui se répètent des hauteurs de Montmartre jusqu'au-delà des barrières du faubourg Saint-Antoine, tout cet appareil de sédition, de violence et de tumulte, jette l'effroi dans la ville. Jamais Paris n'avoit été à la veille d'une subversion plus générale. On voyoit des femmes tremblantes; d'autres qui couroient çà et là dans une sorte de délire; d'autres que la frayeur rendoit immobiles. De tous côtés on fermoit précipitamment les portes des maisons et les boutiques. Chacun croyoit voir devant soi une nuit de désolation et de carnage. On se représentoit Paris incendié, saccagé, et les plus horribles scènes terminer une révolution sanglante. Mais quarante mille citoyens, intéressés au bon ordre, étoient déjà en mouvement; ils couroient aux armes; la générale battoit dans tous les quartiers, et l'infatigable garde nationale arrivoit à son poste. En vain des hommes égarés, des frénétiques poussent des hurlemens féroces, et semblent prêts à se porter aux plus violens excès; l'impassibilité, la prudence, le sang-froid des bons citoyens, l'emportent, et l'ordre

se rétablit. L'attitude calme et imposante de la garde impériale servit aussi à réprimer cette séditieuse entreprise. La contenance de ces soldats d'élite étoit triste ; ils abandonnoient sans murmure, aux termes des conventions, les dernières fortifications de Paris, désapprouvant les cris de rage dont les soldats des autres corps épouvantoient les citoyens paisibles : leur front ne présentoit rien de menaçant à leurs concitoyens; ils ne sembloient accuser que le malheur des temps et le caprice de la fortune. Toute la nuit la garde nationale fut sur le *qui vive;* enfin l'orage se dissipa.

Paris étoit encore plein d'alarmes, quand, le 6 juillet, la chambre des représentans, par la plus étrange déclaration, annonça qu'un monarque ne pouvoit offrir de garantie réelle, s'il ne juroit d'observer une constitution délibérée par la représentation nationale, et acceptée par le peuple ; que tout gouvernement qui ne présenteroit d'autre titre que les acclamations de la minorité, et n'adopteroit pas les couleurs nationales, n'auroit qu'une existence éphémère, et n'assureroit pas la tranquillité de l'Europe. Tel fut le manifeste des députés de Buonaparte contre le

gouvernement royal, et l'arme qu'ils léguèrent aux fauteurs de révolutions, laissant pour adieux aux Français des provocations à la guerre civile. Cet écrit incendiaire fut affiché avec profusion. Les chambres mettoient, sous la sauve-garde spéciale des armées, des gardes nationales et de tous les citoyens, la cocarde et le pavillon aux trois couleurs. L'audace de la faction étoit telle, que le *Moniteur* annonça effrontément qu'on avoit arboré partout, au milieu des armées ennemies, le drapeau tricolore. Les chefs des légions de Paris se prononcèrent aussitôt pour les signes révolutionnaires, dans une déclaration surprise ou dictée par l'autorité expirante.

C'étoit au moment où Louis XVIII arrivoit au château d'Arnouville, et où Fouché obtenoit du duc de Wellington sa première entrevue. Elle eut lieu à Neuilly. Fouché ne chercha point à diminuer le tort de ceux qui avoient trahi les Bourbons (1); mais il soutint que le trône rétabli ne pouvoit être consolidé que par la clémence et l'entier oubli du passé. Selon ce qui a

(1) Voyez la lettre de Fouché au duc de Wellington.

transpiré de cette conversation secrète, Fouché vanta l'énergie de son parti, parla des ménagemens qu'il falloit apporter pour calmer son effervescence, de la foiblesse des royalistes, de leur routine, et de leurs préjugés ; il soutint qu'il étoit nécessaire, pour la tranquillité, d'empêcher les réactions, les vengeances, et de ne laisser à aucune faction l'espérance de dominer souverainement. Il insista surtout pour une amnistie générale, et réclama des garanties. A ces conditions il consentoit à servir, et à reconnoître le roi, à donner même des gages compatibles avec ce qu'il appeloit sa réputation et son honneur. Alors Napoléon pourroit tomber en otage, ainsi qu'on l'exigeoit; l'armée se soumettre au roi, et quelques-uns de ses chefs être punis pour l'exemple.

Les grands mots de modération et de clémence étoient bien propres à séduire une grande âme. C'est ainsi qu'une partie des vues de Fouché furent adoptées, et que ce fameux régicide parvint à se placer, comme une espèce de Providence, entre des sujets rebelles et un monarque outragé.

Sûr de rester à la tête des affaires, Fouché rentra dans Paris avec un redoublement d'audace. Lui seul exerçoit la puissance

dans le gouvernement qui expiroit. Toutefois il avoit senti l'incompatibilité de son existence ministérielle avec la marche régulière d'une monarchie représentative et légale; il avoit compris que si la force armée, de même que la force politique révolutionnaire n'étoit pas conservée, sa chute prochaine étoit inévitable, et qu'il n'auroit servi qu'à comprimer et à désarmer son parti. Aussi avoit-il créé une terreur factice avant que la cour n'entrât dans la capitale. Supposant même des dangers imaginaires, il annonçoit et affichoit la prétention de forcer la couronne à reconnoître la chambre législative de Buonaparte, et à accepter une déclaration des droits. Dans le plan de Fouché et de sa faction, Louis XVIII n'eût été roi que par les contitutions de l'empire; il eût daté les actes de son gouvernement de l'an premier de son règne; sa maison militaire eût été immédiatement licenciée; l'armée de la Loire conservée, et la cocarde blanche remplacée par la cocarde des rebelles encore armés contre le roi. L'auguste petit-fils de Henri IV eût alors présenté l'image de ces grands Mogols dégénérés, tenus prisonniers par une faction exerçant en leur nom le pouvoir dans un empire en décadence. L'orgueil de Fouché

s'aveugloit et sur le caractère du roi, que rien au monde ne pourroit avilir, et sur les intentions du prince de Talleyrand, président du conseil, qui alloit devenir son collègue. Le nom, les talens, l'expérience des affaires, et le crédit du prince de Talleyrand, étoient autant de titres qui lui assuroient la prépondérance au conseil. Mais Fouché le considéroit comme le premier auteur du système de transaction et de concession, et il se persuadoit aisément que son collègue entreroit dans toutes ses vues; qu'il seconderoit tous ses projets; en un mot, qu'il deviendroit son complice. Il ne sentit peut-être pas combien la position du président du conseil différoit de la sienne. La monarchie légitime et Fouché étoient incompatibles; au contraire, le prince de Talleyrand pouvoit consolider le trône, qu'il avoit puissamment contribué à relever. Long-temps absent de la France, il n'en connoissoit pas le véritable esprit; il avoit pu être trompé sur le vrai caractère de la subversion du 20 mars; il étoit même possible que, dans une coalition ministérielle, dont l'incohérence étoit visible, il rentrât comme malgré lui dans des systèmes dont il sentoit la nécessité de sortir : mais pou-

voit-il avoir la pensée d'asservir son roi ou de trahir sa cause?

Cependant Fouché et sa faction redoublent de témérité; ils tiennent fermées les barrières de Paris, pour empêcher le peuple de voler au-devant de son roi. Déjà une multitude de Parisiens se portoient à Arnouville, tous pourvus de cocardes blanches. Plus de deux mille gardes nationaux, au premier bruit de l'approche du roi, bravant les ordres donnés aux barrières, escaladent isolément les murs de la ville, et courent aussi vers Saint-Denis au-devant de leur souverain et du comte d'Artois, leur colonel-général. Honteux du joug sous lequel gémissoit encore la capitale, les Français fidèles venoient offrir leurs bras et leur vie à leurs princes. Après avoir satisfait à ce besoin de leur cœur, ils se remettent en marche pour retourner au milieu de leurs concitoyens, et se dirigent, aux cris de *vive le roi!* vers Paris. En route ils sont joints par une foule de royalistes revenant de ce pèlerinage de la fidélité. Cependant le rebut de la populace et des fédérés se tenoit en dedans des barrières, pour insulter tous ceux qui avoient l'imprudence de rentrer avec la cocarde blanche. *A bas les coquins de royalistes!* crioient ces forcenés

Des gardes nationaux sont sabrés par la gendarmerie; d'autres sont poursuivis et forcés de faire un long détour pour rentrer dans la ville. Le gros des royalistes apprend que la barrière est fermée, et qu'une garde nombreuse a ordre de faire feu sur tous ceux qui insisteroient pour pénétrer dans Paris. Ainsi, à minuit, des milliers de Parisiens se trouvent séparés de leur domicile, réduits à bivouaquer dans la plaine, et exposés à l'insulte et aux violences, pour avoir été au-devant de leur roi. Le lendemain la consigne, loin d'être levée, devient plus rigoureuse encore. Les gendarmes et la garde des barrières portent l'acharnement jusqu'à désarmer une compagnie entière de gardes nationaux (1). Ceux qui leur échappent retournent à Saint-Denis, et y partagent pendant deux jours les bivouacs de la maison du roi, sous le nom de bataillon de la *fidélité*.

Quelques royalistes, trompés ou séduits, accouroient pour dire à la cour que si le roi faisoit son entrée dans Paris avec sa maison militaire, toute cette maison seroit massacrée, et que s'il ne prenoit la cocarde tricolore, il y auroit une

(1) La compagnie du capitaine Dusommérard, qui s'étoit retirée à Saint-Denis la veille.

insurrection générale. Les créatures de Fouché prétendoient que le roi n'étoit pas assez fort pour entrer dans Paris, et ils soutenoient cette opinion au moment même où les chambres n'avoient plus pour alliés que les fédérés et la populace, où l'armée française, qui seule auroit pu faire naître quelques dangers, se retiroit sur la Loire; où cent cinquante mille soldats étrangers occupoient les postes et les avenues en vertu d'une capitulation; où, enfin, il n'y avoit dans Paris que des bourgeois fidèles, résolus de contenir une poignée de fédérés. Les factieux faisoient remarquer, avec une joie cruelle, que Louis XVIII, si voisin de sa capitale, n'y étoit pas encore entré; qu'on empêchoit la foule des citoyens de sortir de la ville pour aller se jeter aux pieds de leur roi; que tous ceux qui accouroient vers les barrières du nord, étoient repoussés comme si l'on étoit encore en état de siége. Cette difficulté inconcevable qu'éprouvoient les royalistes de communiquer avec le roi, excitoit leur surprise et leur indignation.

Tel fut le dernier jour de triomphe de cette abjecte partie de la population appelée *la canaille*, qui, soldée par les espions de Fouché, ne cessoit de crier : *Point de Bourbon! vi[illegible]*

représentation nationale! vive la liberté! sans témoigner la moindre crainte des baïonnettes anglo-prussiennes.

Cinquante mille hommes venoient d'entrer, tambour battant, mêche allumée, par la barrière de l'Etoile, dans Paris, où ne se trouvoit plus aucune force régulière française. Tout Paris sut bientôt que le roi étoit à Saint-Denis avec les troupes de sa maison; que le moment étoit venu enfin où l'ordre émané de la force et de la justice succéderoit à cet état d'anarchie convulsive.

Pendant que la chambre délibéroit sur la question de savoir si, dans la nouvelle constitution, la pairie seroit à vie ou héréditaire, elle reçut, le 7 juillet, le message suivant, signé de tous les membres du gouvernement provisoire :

« Monsieur le président, jusqu'ici nous avons » dû croire que les intentions des souverains » alliés n'étoient point unanimes sur le choix » du prince qui doit régner en France. Nos » plénipotentiaires nous ont donné la même » assurance à leur retour; cependant les mi- » nistres et les généraux des puissances alliées » ont déclaré hier, dans les conférences qu'ils » ont eues avec le président de la commission, » que tous les souverains s'étoient engagés à

» replacer Louis XVIII sur le trône, et qu'il » doit faire, ce soir ou demain, son entrée dans » la capitale.

» Les troupes étrangères viennent d'occuper » les Tuileries, où siége le gouvernement : » dans cet état de choses, nous ne pouvons » plus que faire des vœux pour la patrie, et » nos délibérations n'étant plus libres, nous » croyons devoir nous séparer. »

Ainsi le gouvernement rebelle étoit dissous; mais il ne l'étoit que par une espèce d'acte d'accusation contre le gouvernement royal, et en posant lui-même une pierre d'attente sur laquelle les factieux espéroient bâtir un jour la révolution remise à l'avenir.

La chambre des pairs reçut froidement ce message, et se retira en silence. Celle des représentans ne montra pas le même flegme. Le message lu, le député Sébastiani déclara qu'il n'étoit pas d'accord avec les instructions que lui et plusieurs de ses collègues avoient reçues quand on les avoit envoyés comme négociateurs du gouvernement provisoire auprès des puissances confédérées. Le député Manuel rappela alors à la chambre les paroles adressées vingt-six ans auparavant par Mirabeau à l'assemblée nationale : « Nous sommes ici [illegible]

» la volonté du peuple, et nous n'en sortirons » que par la puissance des baïonnettes. » Mais ces paroles célèbres du plus éloquent de nos tribuns révolutionnaires n'étoient plus qu'une froide parodie qui marquoit la clôture de notre longue révolution après en avoir provoqué l'ouverture et les excès. La chambre ajourna sa séance au lendemain.

Elle n'abandonnoit pas le projet d'imposer au monarque une sorte de *pacta conventa*, comme si Louis XVIII pouvoit avoir rien de commun avec les représentans de Buonaparte.

La bannière des lis, symbole de la paix, flottoit jusqu'aux portes de la capitale; mais l'étendard tricolore, signe de la révolte, restoit fixé sur les tours Notre-Dame et sur le grand pavillon du palais de nos rois, d'où il paroissoit braver le drapeau blanc.

Les barrières restoient fermées, et un mur d'airain séparoit encore les royalistes du monarque, quoiqu'il ne fût qu'à deux lieues de Paris. Par là les factieux espéroient prouver aux puissances que la famille royale n'inspiroit ni intérêt ni amour. La police de Fouché exerçoit tout son empire, et faisoit tout pour retarder l'élan des cœurs. Des bandits armés parcouroient l'enceinte de Paris, et soit par des menaces, soit par des violences, ils comprimoient la majorité de la po-

pulation, impatiente d'aller au-devant de son roi, devenu l'objet de tant de craintes et d'espérances. Ils donnoient ainsi le temps à Fouché de mûrir ses artifices, et d'essayer un traité frauduleux dans lequel le roi eût été forcé de choisir entre des concessions fatales et la continuation de la révolte. Le roi n'avoit-il pas déjà consenti à faire le plus cruel de tous les sacrifices pour sauver sa capitale, pour se concilier un parti qui se montroit formidable, et pour gagner l'armée?

Tous les filets étoient tendus par Fouché, quand il se dirigea vers Saint-Denis, et se présenta au château d'Arnouville pour avoir sa première audience du roi. Tout à coup les portes s'ouvrent, et on voit entrer dans le cabinet du roi le président du conseil, s'appuyant sur Fouché..... « O Louis-le-Désiré ! ô » mon malheureux maître ! vous avez prouvé » qu'il n'y a point de sacrifice que votre peuple » ne puisse attendre de votre cœur paternel (1) !» Fouché tint à peu près le même langage au roi qu'il avoit tenu à Wellington. Il supplia le roi d'apaiser les esprits, en tranquillisant chacun

(1) *Mélanges de Politique*, par le vicomte de Chateaubriand, pair de France, p. 653.

sur sa sûreté personnelle. C'étoit, selon lui, le moyen de donner de la stabilité à l'Etat et de la durée au gouvernement. Le pardon faisoit ici partie de la justice. La clémence avoit sans doute des inconvéniens; mais la capitulation qu'on venoit de conclure sembloit devoir faire rejeter tout autre système : une amnistie pleine et entière, et sans condition, étoit indispensable (1), et par amnistie Fouché entendoit, avec le pardon du crime, la conservation des places, des biens, des honneurs et des dignités. Quel effet ce discours fit-il sur l'esprit du monarque? Ici laissons parler Fouché lui-même: « Mon discours » sembloit avoir fait impression sur le roi; il » voyoit que nous avions besoin de repos pour » rassembler les élémens que le temps et les » circonstances avoient dispersés. Il parut sentir » la nécessité de voiler les fautes commises, et » de gagner la confiance par une modération » et une loyauté exemplaires. Cette conversa- » tion, que je m'efforçai de rendre publique, » laissa entrevoir le terme de nos discordes et » de nos malheurs (2). »

Fouché ne se borna point à des supplica-

(1) Voyez la lettre de Fouché au duc de Wellington.
(2) Même lettre de Fouché au duc de Wellington.

tions; il osa mentir impudemment en face de son roi, en lui peignant Paris dans l'état le plus violent d'effervescence, prêt à tout entreprendre et à tout souffrir, s'il n'obtenoit des concessions favorables à la révolte et aux chefs des révoltés. Il remit au roi une lettre (1) remarquable par son ton d'insolence, et contenant son *ultimatum*. Fouché y déclaroit que s'il ne craignoit pas Louis XVIII, il redoutoit les fidèles serviteurs de ce prince, trop disposés sans doute à ne pas le laisser exposé au sort de son auguste frère. A la fin de sa lettre, l'audacieux régicide, ne gardant plus aucun ménagement, s'exprimoit en ces termes: « Sire, votre sagesse » ne vous permet pas d'attendre des événemens » funestes pour faire des concessions. Dans une » telle crise elles pourroient vous être nuisibles, » et singulièrement nuisibles. Dans ce moment, » au contraire, des concessions vous concilie- » roient les esprits, et donneroient de l'énergie » à l'autorité royale. Si elles étoient différées, » elles n'annonceroient que de la foiblesse; » elles *seroient arrachées au milieu des troubles,* » *et les passions resteroient allumées.* »

(1) Lettre rendue publique, par Fouché, dans la *Gazette de France* du 27 juillet 1815.

Tant que Fouché avoit parlé de pardon, de miséricorde, il avoit pu être écouté par un père irrité contre ses enfans, mais non pas inexorable. Ce pardon, que réclamoit Fouché, étoit dans le cœur du roi, qui réitéra la promesse d'une amnistie sans réserve, à l'exception de quelques chefs de la conjuration que le monarque avoit positivement exclus du bénéfice de sa clémence. Mais quand Fouché osa demander avec audace des concessions qui eussent dégradé la couronne, les nobles sentimens de l'héritier de Henri IV s'indignèrent; le roi resta inébranlable; il déclara positivement qu'il aimeroit mieux retourner à Hartewel. Ainsi, sa maison militaire ne fut point dissoute; on ne prit point la cocarde tricolore, et il fut décidé qu'on chasseroit dès le lendemain les représentans de Buonaparte. A peine cette résolution fut-elle connue, que la prétendue résistance que l'on devoit rencontrer ne se montra plus nulle part, et que les obstacles factices s'évanouirent. En vain des hommes couverts de crimes eurent l'impudence de retarder l'entrée du roi dans la ville de France où son retour étoit le plus vivement désiré : tout ce système de perfidie et d'imposture fut dévoilé, lorsqu'une population

innombrable, frémissant d'indignation, força enfin les barrières qu'on osoit si insolemment lui opposer, et revint, pour ainsi dire, en triomphe porter le monarque jusque dans le palais de ses ancêtres. L'histoire doit retracer toutes les scènes de cette grande journée.

La veille, à onze heures du soir, les factieux étoient encore maîtres de la capitale; mais les Parisiens se réveillèrent sous l'égide paternelle du roi. A huit heures du matin, les députés de Buonaparte se présentent pour entrer dans la salle de leurs délibérations; ils trouvent closes les portes du palais, qui étoit entouré de gardes nationaux et de gendarmes. Ils se retirent; et quelques-uns d'entr'eux se rendent chez leur président, où ils consignent une protestation.

Mais Paris prenoit déjà une toute autre face. Tous les cœurs, comprimés depuis le 20 mars, s'élançoient au-devant du père de la patrie; le bonheur et la joie brilloient sur presque tous les visages. On savoit que le roi feroit son entrée dans le jour, mais nul ordre n'étoit donné pour la marche du cortége; nul programme, nul préparatif, n'avoient été imaginés pour une fête dont seulement les cœurs fidèles alloient faire tous les frais. A peine le drapeau

blanc a-t-il reparu sur le faîte du château des Tuileries, que tous les signes de l'anarchie disparoissent avec les factieux, et que tous ceux de la royauté sont arborés en un clin d'œil. Presque toutes les boutiques se ferment, et l'immense majorité des citoyens court en foule vers les barrières, ouvertes enfin au monarque légitime. On s'aborde, on se félicite sans se connoître; des milliers de jeunes femmes en blanc, couronnées de lis, ou portant à la main des tiges de lis, font éclater un enthousiasme qui ajoute à leur beauté. La rue du faubourg Saint-Denis se remplit d'une foule immense, qui se précipite sur la route que le roi doit suivre. La garde nationale se distingue par cet heureux désordre que permet l'ivresse de la joie. Redevenu son chef, le général Dessoles avoit ordonné qu'elle reprît la cocarde blanche: cet ordre étoit déjà prévenu. Ce fut aux chants de *vive Henri IV !* que la multitude débouchant du faubourg se porta dans la plaine. Le ciel, d'abord un peu couvert, s'éclaircit; il devint pur et serein comme pour favoriser un des plus beaux jours de nos annales.

Bientôt l'aspect des sujets fidèles qui avoient partagé l'exil du souverain, donna l'heureuse certitude qu'il alloit paroître en personne. La

voiture royale, saluée par des milliers d'acclamations, entra vers trois heures dans la ville. A droite étoit MONSIEUR, comte d'Artois, à cheval, en uniforme de colonel-général de la garde nationale, et à gauche, M^gr le duc de Berry. Parmi les personnages marquans qui accompagnoient le roi, on distinguoit les maréchaux ducs de Tarente, de Raguse, de Reggio, de Bellune, de Feltre; le maréchal Saint-Cyr; les lieutenans-généraux Maison, Dessoles et Villate; MM. de Talleyrand, Lally-Tollendal, Chateaubriand, Vitrolles. Les saluts affectueux du monarque et des princes répondoient aux cris de *Vive le bon roi qui nous est rendu! vive notre père! vive Louis-le-Désiré!* cris répétés par une multitude ivre de joie. Telles étoient les acclamations du peuple, qui ajoutoit, dans son langage énergique et naïf: « Y n'a pas peur celui-là; » y vient en plein jour; y ne fait pas comme » les chauves-souris; » par allusion à l'entrée ténébreuse de l'usurpateur au 20 mars : cette remarque, des milliers de voix la faisoient en même temps. Ici nulle politique, nul apprêt, nulle cérémonie ne venoient s'interposer entre le père de famille et ses enfans; on n'entendoit pas une seule bouche parjure adresser ses hommages qui fussent démentis par le cœur.

C'étoit la joie des larmes; car le peuple pleuroit, et le souverain lui-même étoit attendri. « Mes amis, dit le comte d'Artois, vous serez contens de nous! »

Près de la barrière, le préfet de la Seine, comte Chabrol, à la tête du corps municipal, adressa au roi un discours simple et touchant auquel succéda un profond silence, un recueillement religieux; nul ne voulant perdre un seul mot de la réponse du roi. « Je ne me » suis éloigné de Paris qu'avec la douleur la » plus vive et une égale émotion, dit le mo» narque avec le ton d'une inexprimable bonté. » Les témoignages de fidélité de ma bonne » ville de Paris sont arrivés jusqu'à moi; j'y » reviens avec attendrissement; j'avois prévu » les maux dont elle étoit menacée; je désire » les prévenir et les réparer. »

A six heures du soir, le roi arriva aux Tuileries, à travers une foule immense qui faisoit entendre les cris, mille fois répétés, de *Vive Louis XVIII! vivent les Bourbons!* Voulant répondre à tant d'acclamations et d'enthousiasme, le roi vint se montrer à son peuple sur le balcon de la pièce d'eau des Suisses, du côté du jardin. Les transports les plus vifs éclatèrent de toutes parts. Le Roi étoit accompagné de son

frère, de son neveu, et ne pouvoit retenir ses larmes. Les cris, les battemens de mains se succédoient sans interruption; et ce tableau devenoit encore plus animé et plus attendrissant, à mesure que les chapeaux, les bonnets de grenadiers de la garde nationale voloient en l'air, en signe d'allégresse, au-dessus des flots de ce peuple ivre de joie. Le roi, pour y mettre le comble, descendit au jardin; mais la foule, avide de le voir, devint si pressante, qu'il se vit obligé de rentrer dans ses appartemens.

Sans aucun ordre, sans invitation de l'autorité, Paris, à la chute du jour, se trouva illuminé spontanément; et ce fut le faubourg Saint-Antoine qui se fit le plus remarquer dans ce signe de réjouissance, comme pour désavouer la conduite anarchique de quelques bandits stipendiés sortis de son sein.

Ainsi, malgré toutes les entraves préparées par les factieux, l'entrée du roi dans sa bonne ville de Paris fut un triomphe.

Ceux qui avoient vu l'affreuse journée du 20 mars, et qui furent témoins des scènes éclatantes du 8 juillet, purent juger combien il y a de différence entre un oppresseur et un bon roi, tant l'amour et la crainte inspirent un tout autre langage! Le roi reparoissoit, et les Français,

revenus de leur stupeur, tomboient aux genoux du bienveillant monarque qui les rappeloient lui-même dans ses bras.

Le lendemain, dimanche, le roi se rendit à l'église Notre-Dame, où, par un sentiment que toutes les âmes délicates apprécièrent, il ne permit pas que le *Te Deum* fût chanté : tous les cœurs français y substituèrent le *Domine salvum fac Regem.* Dans la soirée, une foule immense se précipite aux Tuileries, qui deviennent bientôt le théâtre d'une scène d'ivresse touchante. Là, sous les yeux même du monarque, de jeunes femmes, de jeunes vierges couronnées de lis; des personnes de tout âge et de tout état, forment tout à coup des rondes, au son des instrumens et de la voix humaine, et chacun met la plus vive émulation à faire éclater les accens de l'allégresse publique. Tous les parterres sont abandonnés à ces bandes joyeuses et dansantes, qui présentent l'image de la famille la plus unie, sous les yeux d'un bon père attendri par ce spectacle ravissant. De douces larmes roulent de presque tous les yeux : et tant de joie est accompagnée de la plus extrême décence! Le jardin des Tuileries, que la meilleure compagnie de la capitale avoit déserté pendant les cent jours, redevint le ren-

dez-vous des personnes du bon ton et de tous les amis du roi.

Ces transports, qui signaloient le retour du prince, étoient trop grands pour ne pas être inspirés par ses propres vertus ; ils étoient trop généralement sentis pour qu'ils fussent étrangers à l'intérêt public. Mais dans quel état, grand Dieu, le roi retrouvoit ce beau royaume, naguères florissant, et alors en proie à toutes les fureurs, à toutes les convulsions d'un parti d'autant plus frénétique qu'il se voyoit à la veille de tomber dans le néant ! Que de nouvelles misères sembloient se préparer pour ce roi équitable, dont le trône, entouré de parjures, ne paroissoit être encore assis que sur un volcan ! L'anxiété, la crainte, les soupçons alloient-ils assiéger un pareil règne ? La position de la France étoit affreuse. Rien dans nos annales, ni dans les époques les plus désastreuses pour notre patrie, n'étoit comparable aux maux que Buonaparte et ses adhérens lui avoient faits dans le court espace de cent jours.

L'armée, s'étant déclarée pour Napoléon, avoit dû le suivre à Waterloo ; et on avoit pu, attribuer à un sentiment louable dans son principe, les efforts de ses officiers généraux

raux, soit pour la rallier, soit pour couvrir la capitale après leur défaite. Mais quand une abdication nouvelle eut de nouveau dégagé de leurs sermens et les chefs et les soldats; quand il fut visible que le vœu de la majorité de la nation, secondé par celui de l'Europe armée, replaçoit la couronne sur la tête de Louis XVIII, l'armée auroit dû sentir qu'elle ne pouvoit réparer sa faute qu'en se jetant d'elle-même dans les bras de son légitime souverain; qu'en le rappelant dans sa capitale avant l'entrée des étrangers. Cet élan spontané eût réuni tous les Français sous la même bannière; il eût imposé aux alliés, et préparé des conditions moins dures. Quelques ambitieux trop coupables suivirent une marche tout opposée. Dans leur orgueilleuse obstination, les deux chambres, et l'armée qui s'étoit encore battue à outrance, fermèrent la porte à tout rapprochement avec le roi quand, sous leurs yeux même, tout Paris conspiroit en sa faveur. Le gouvernement, les chambres et l'armée ne cédèrent qu'à une force irrésistible. Le foyer révolutionnaire, encore fumant dans la capitale, fut reporté dans les provinces. Une vingtaine de départemens paroissoient encore entr'ouverts, et proclamoient Napoléon II.

Telles furent les causes, ou plutôt telle fut l'excuse de tout ce que les confédérés alloient nous faire souffrir après la victoire. La nation entière devenoit responsable des excès d'une poignée d'hommes; elle alloit subir une rigueur extrême, sous prétexte que, s'étant associée au sort de Buonaparte, et n'ayant cédé qu'à l'empire de la force, elle s'étoit soumise d'avance à toutes les chances de la guerre dont elle devoit subir toutes les charges. « Quoi ! » disoit l'ennemi, les Français semblent croire » qu'ils peuvent, au gré de leur caprice, rompre » la foi des traités et ensanglanter l'Europe ! » Nous pourrions leur appliquer aujourd'hui » ces paroles que Philippe de Macédoine » adressoit aux Athéniens après la bataille de » Cheronée : Ils pensent donc que la guerre est » un jeu, qu'ils peuvent commencer pour leur » plaisir, et finir à leur convenance ? »

Paris présenta l'image d'une ville conquise. Toutes ses portes furent occupées par des troupes étrangères; des piquets d'infanterie gardèrent les avenues de tous les ponts et des places publiques; des canons furent braqués vis-à-vis le palais des Tuileries. Tout Français, de quelque parti qu'il fût, versa des larmes amères à l'aspect de cette humiliation mutuelle,

La partie saine de la nation n'avoit pas participé aux excès qui avoient désolé l'Europe, et elle alloit en supporter le châtiment, en partager la honte, que tous les momens, tous les objets devoient accroître.

L'armée anglaise occupa Neuilly, les Champs-Élysées, et campa dans le bois de Boulogne. Le maréchal Blücher établit son quartier-général à Paris, et le général Bulow porta le sien à Versailles. Ses troupes se trouvèrent cantonnées entre Versailles, Rambouillet et Chartres. Le corps d'armée russe du général Czernicheff, composé principalement de cosaques, arriva à Gonesse le 10 juillet. Le même jour, quarante-cinq mille Russes entroient à Châlons, occupé cinq jours auparavant par trente mille Bavarois. Reims reçut quinze cents Hessois et Badois.

A la nouvelle de la reddition de Paris, la grande armée alliée changea en partie de direction. De Saint-Dizier les Autrichiens, et plus tard les Würtembergeois, prirent la route de Troyes en Champagne par Brienne et Vandœuvres, et traversèrent obliquement le département de l'Aube pour gagner les bords de la Loire. Ainsi, les pays qui avoient le plus souffert en 1814, et qui respiroient à peine, eurent encore

à supporter tous les fléaux de la guerre, excepté l'incendie. Du 12 au 13 juillet, soixante-dix mille Autrichiens, accompagnés d'une immense cavalerie, traversèrent la ville de Troyes, qui venoit d'être abandonnée par son premier magistrat, le sieur Rœderer fils. Piqué de ce que les Champenois, sourds à ses provocations, avoient refusé de se défendre, il étoit parti sans prévenir les autorités locales, leur laissant le fardeau de l'administration et le poids de toute une armée étrangère. Les souverains alliés suivoient la route de la Marne. On avoit vu l'empereur d'Autriche, avant de quitter Nancy, visiter le tombeau de ses aïeux. Le 9 juillet, les trois souverains firent leur entrée à Châlons. François II s'exprima en ces termes devant la députation municipale : « Le roi de France doit être » maintenant sur son trône; aimez-le bien, et » oubliez vos dissensions. » Paroles remarquables en ce qu'elles donnoient la preuve que les têtes couronnées ne songeoient point à forcer la nation française de reconnoître un autre roi que le souverain légitime.

Toutefois on commençoit à s'apercevoir que, mettant la politique à la place de la générosité, les confédérés vouloient user de tous les

droits de la victoire. L'aspect menaçant qu'avoient pris tout d'un coup les armées maîtresses de Paris, avoient plongé cette ville immense dans la consternation. Les Prussiens sembloient se repentir de leur modération en 1814, et de n'avoir pas vengé alors, par des représailles, les vexations que les armées de Buonaparte avoient commises en Prusse.

La douleur des Parisiens s'accrut quand ils virent le prince Blücher, dans son courroux patriotique, ordonner des préparatifs pour faire sauter le pont d'Jéna, construit en face le Champ-de-Mars. On vit dans cette tentative une violation évidente d'un des articles les plus essentiels de la convention, qui avoit ouvert aux alliés les portes de la capitale; et cette première infraction en faisoit redouter d'autres. Le prétexte frivole qu'on tiroit du nom de ce pont, qui rappeloit une victoire remportée sur les Prussiens, avoit disparu, depuis que le roi lui avoit imposé le nom de *Pont des Invalides*. Cependant, au mépris des traités, la mine alloit jouer pour faire sauter les piles. Le roi, profondément affligé, fit d'énergiques réclamations, qu'il termina en désirant savoir le moment où le pont seroit détruit pour aller se placer dessus. L'arrivée

des empereurs de Russie et d'Autriche et du roi de Prusse ne laissa point sans effet une si noble intervention. Frédéric-Guillaume ordonna que le pont fut respecté. On avoit déjà cru entrevoir dans la lenteur des préparatifs de destruction l'idée de se borner à une simple démonstration hostile.

Si l'ordre se maintenoit dans Paris au moyen de mesures sévères, il n'en étoit pas de même dans les campagnes, où les habitans restoient exposés à la rapacité du soldat, malgré l'interposition des généraux pour la répression des excès et des outrages. Aux calamités de l'invasion, se joignoient les maux que les bandes révolutionnaires non soumises faisoient subir à un grand nombre de villes, et même à plusieurs provinces. Les nouvelles les plus affligeantes parvenoient de toutes parts, au moment où l'armée française se replioit derrière la Loire avec une attitude menaçante. Pour peu que les villes eussent des remparts, les états-majors et les commandans s'opposoient à l'élan de la population, qui se précipitoit vers le roi. Leur résistance inutile ou désespérée prenoit souvent le caractère de la rébellion. Quelques-uns donnoient à leur conduite le masque de la

fidélité, refusant de se rendre, disoient-ils, à des armées ennemies : mais ce n'étoit souvent qu'un prétexte de perpétuer la résistance. Dans le nord, presque toutes les places fortes furent sommées au nom du roi. Le Quesnoi le fut par le comte de Rhotalier, et ensuite par le prince Frédéric, des Pays-Bas, qui, après l'avoir attaqué, en prit possession au nom de Louis XVIII. Le comte Frédéric du Bourg, accompagné d'une poignée de royalistes, s'empara d'Arras par escalade, aidé par des habitans des faubourgs et de la ville : il y arbora aussitôt le drapeau blanc. Le lieutenant-général comte de Bourmont fut chargé par le roi du commandement de la seizième division militaire. Les parlementaires que cet officier-général envoya aux commandans des places fortes furent presque tous repoussés ou sacrifiés. L'un d'eux, le colonel Gordon, qui avoit brigué l'honneur d'une mission périlleuse, fut massacré, avec des circonstances atroces, dans Condé où commandoit le général Bonnaire. Quel crime déplorable que celui d'un général qui, dans un pays civilisé, laisse immoler sous ses yeux, non pas le héraut d'une armée ennemie, mais le parlementaire qui lui apporte les ordres paternels et les paroles paci-

fiques de son roi ! Le colonel Clouet, aide-de-camp du comte de Bourmont, fut à la veille de subir le même sort à Lille, où commandoit le général Lapoype. Vainement Valenciennes fut sommée, au nom du roi, par le lieutenant-général Lauriston. Bombardée jour et nuit, cette ville fut opiniâtrément défendue par le général Rey, le même qui s'étoit déjà signalé par sa défense de Saint-Sébastien : un faubourg et plusieurs rues n'offroient plus que des ruines. Landrecies et Douai résistèrent également. Des édifices publics, des maisons de pères de famille étoient écrasés par les bombes, ou livrés au pillage. Des populations entières se trouvoient en butte aux horreurs d'un siége, ou réduites à tout abandonner, a fuir, à se disperser par les champs ou dans les bois. Lille n'imita point Valenciennes : le fonds de sa population étoit trop attaché au roi pour qu'il fût possible de la tenir long-temps sous le joug, malgré les efforts du gouverneur, qui en avoit expulsé des milliers de royalistes. Il ouvrit enfin les portes de Lille au comte de Bourmont, qui y fit son entrée à la tête des grenadiers royaux, et escorté par la fidèle garde nationale lilloise. Le drapeau blanc y fut arboré au milieu des cris de joie. L'exemple

de Lille intimida le gouverneur de Valenciennes, qui ne tarda pas à se soumettre. La garnison de Soissons arbora le drapeau blanc, et fit, le 17 juillet, sa soumission au roi. Partout où les sommations étoient faites par les étrangers, la résistance étoit plus opiniâtre et plus vive.

En général, ce fut avec une sorte d'émulation que presque toutes les villes, et toutes les provinces du nord et de l'ouest, secouèrent le joug imposé par les adhérens de l'usurpateur. L'un d'eux, le régicide Choudieu, étoit parvenu à asservir Dunkerque, en soulevant la populace contre les propriétaires; mais Dunkerque trouva bientôt des libérateurs. Le lieutenant-général Leval et l'avocat Hippolyte Novelt, à la tête de la garde nationale, attaquèrent les factieux. Une guerre intestine s'alluma; quelques hommes furent tués, et plusieurs blessés; mais la garde nationale triompha; Dunkerque proclama aussitôt Louis XVIII.

En Normandie, le rétablissement de l'autorité royale fut accéléré par le débarquement du général duc d'Aumont, qui, de l'île de Jersey, s'y étoit ménagé des intelligences. Le duc, à la tête de cent cinquante volontaires, débarqua sur le point de la côte le plus rap-

proché de Bayeux, dans le dessein d'opérer sa jonction avec les royalistes de cette ville, de Saint-Lô et de Coutances. Caen et les ports de Granville, de Cherbourg et de Saint-Malo tenoient encore pour l'usurpateur, malgré le bon esprit de la masse des habitans, que les autorités militaires et les garnisons tenoient sous le joug. Arrivé sur la côte, le duc d'Aumont s'élance avec ses braves, et enlève, d'un coup de main, le fort de l'Aromanche; il fait enclouer les canons, et se porte à l'instant même sur Bayeux. Après une légère escarmouche contre un détachement de cavalerie, il envoie sommer la ville, qui le reçoit avec transport, et reconnoît Louis XVIII.

Cependant le général Vedel, maître de Caen, venoit d'y rallier la garnison et les fédérés. Il fait occuper le fort par quatre cents hommes de troupes de ligne, et, avec deux mille hommes et six pièces de canon, il marche sur Bayeux, au-devant du duc d'Aumont. Le duc ne voulant pas sacrifier la ville, se retire sur Livry, où il asseoit son camp. Là, un grand nombre de royalistes se rangent sous le drapeau blanc qu'il avoit arboré. C'étoit un don de la duchesse d'Angoulême, orné de cette devise : *Le Roi! l'Honneur et la*

Patrie ! Des villages entiers venoient offrir leurs bras pour la cause royale. Le général Vedel avançoit toujours, mais avec précaution, connoissant l'esprit du pays et la haine qu'inspiroit la faction usurpatrice. A peine est-il à moitié chemin de Bayeux, qu'une députation de cette ville vient le prévenir que toute la population est résolue de se lever en masse pour le repousser, et que partout les campagnes voulant le combattre, s'unissent au duc d'Aumont. Au même instant il reçoit la nouvelle que toute la ville de Caen s'est déclarée pour le roi ; que le drapeau tricolore y a été foulé aux pieds, et la cocarde blanche reprise avec transport ; que M. de Hautefeuille, à la tête de la garde nationale, s'est emparé du fort et a chassé la garnison. Cerné de tous côtés par les royalistes, Vedel congédie sa troupe et se retire. Alors tous les obstacles se dissipent. Le duc d'Aumont fait son entrée a Caen, ville dévouée aux Bourbons, où il recueille le prix de son noble dévouement. Tout le pays reconnoît le roi. Granville veut aussi secouer le joug : en vain les autorités et les bons citoyens sont-ils contenus par la garde nationale et les fédérés de Valognes ; ils arborent le drapeau blanc. Les fédérés,

dans leur délire, tirent sur les autorités au moment même où elles proclamoient le roi. Les royalistes se dispersent. L'un d'eux, l'inspecteur des douanes, Rigaud de la Sablière, rassemble cent cinquante douaniers, tous armés et équipés; il tombe sur la garnison, la fait prisonnière, et rend ainsi à la ville la liberté de se précipiter vers son roi. Le drapeau blanc flotte à toutes les maisons et à toutes les fenêtres. Le mouvement royaliste se propage de proche en proche à Amiens, à Abbeville, à Rouen, au Havre, et dans un grand nombre d'autres villes qui reçoivent l'impulsion des volontaires royaux de Normandie, organisés dans l'Eure, Eure et Loire, et la Seine-Inférieure, sous le commandement du marquis de Puyvert.

Dans la province du Maine les royalistes, paralysés par la pacification de Fouché, n'avoient pu se réunir en masse; mais il avoit suffi d'une poignée de braves commandés par le comte d'Ambrugeac (1), pour y faire prévaloir la cause royale. Ce chef intrépide, après avoir empêché le gouvernement usurpateur d'y lever des hommes et de l'argent, avoit résisté

(1) Frère du général comte d'Ambrugeac, l'un des généraux de la garde royale, membre de la chambre des députés.

à toutes les embûches, paré à toutes les défections, échappé aux colonnes des soldats de Buonaparte, supérieures en forces; combattu, triomphé sur plusieurs points, et étonné l'ennemi par des marches rapides et inopinées; enfin il avoit signé une suspension d'armes le 1^er^ juillet, avec le général Moquery, commandant les troupes de ligne, sous la condition que ce général et le préfet (1) obéiroient aux premiers ordres du roi émanés de Paris. Ainsi, cinq cents royalistes tenoient en échec quatre mille hommes, partagés en plusieurs colonnes, et rétablissoient les communications avec le département de la Mayenne. Dès-lors le parti royaliste, secondé par M. Jules Pasquier, préfet du roi, prévalut, malgré l'obstination des fédérés et des militaires. La ville du Mans proclama Louis XVIII au moment même où M. d'Ambrugeac s'avançoit avec les troupes royales pour en chasser la garnison. Toute la population alla au-devant de lui, et à la vue de ses braves soldats qui arrivoient sous la bannière des lis, l'enthousiasme et la joie éclatèrent dans cette bonne

(1) M. Lagarde.

ville du Mans, pavoisée de drapeaux fleur-delisés. Tout y fut tenu en ordre.

L'autorité royale fut de même reconnue dans toute la Bretagne, qui avoit frémi d'indignation et d'impatience en voyant la plupart de ses villes sous le joug des fédérés; les volontaires royaux s'étoient montrés partout avec courage, surtout dans le Morbihan, où, par leur nombre et leur discipline, ils avoient fait reconnoître Louis XVIII. Rennes, Nantes, Angers, furent délivrées également de l'oppression révolutionnaire. La Vendée tout entière, évacuée par les troupes de Lamarque, fut enfin rendue aux Bourbons. Ce pays, foyer du royalisme, qui, depuis si long-temps, donnoit aux augustes successeurs de nos rois des preuves constantes de son amour et de sa fidélité, ne vit plus alors dans son sein d'autres soldats que ses propres défenseurs, qui restèrent sous les armes. Dans les vingt-deux départemens de l'Ouest, le changement de drapeau s'opéra sans qu'il en coûtât une goutte de sang. Il n'en fut pas de même dans quelques départemens de l'Est, hérissés de places fortes, qui tenoient encore pour l'usurpateur. Le commissaire extraordinaire du roi, comte Gaëtan de la Rochefoucault, après avoir formé sur cette frontière un corps de volontaires,

s'étoit jeté en Franche-Comté avec une poignée de braves; mais attaqué, le 3 juillet, au pont de Ganenois, sur le Doubs, par un corps de partisans bien supérieur en nombre, il avoit eu à regretter, dans ce combat inégal, la perte de plusieurs officiers distingués, entr'autres du jeune et brave comte de Montjoie. Trompé dans son espoir, le comte Gaetan étoit rentré en Suisse, dans l'intention de renouveler son entreprise sur un autre point de la frontière. En peu de jours il avoit recruté un corps plus considérable en Alsace, et avoit chassé devant lui les fédérés et les corps francs. Partout le drapeau des lis étoit arboré sur son passage, et les fonctionnaires publics prêtoient entre ses mains le serment de fidélité au roi. L'arrondissement d'Altkirck se distingua par l'enthousiasme que le peuple fit éclater en célébrant le retour du souverain légitime. Le comte de la Rochefoucault poursuivant ses succès, reprit la route de Pontarlier, où débouchoit en même temps l'armée fédérale suisse. Le commandant du fort de Joux, Tivol, impatient de reconnoître le roi, fit décider la soumission par son conseil de défense, et, le 19 juillet, sa garnison tout entière fit entendre les cris de *vive le roi! vive la paix!* Dès lors les

Suisses, alliés du roi, eurent un libre accès, et l'arrondissement de Pontarlier se trouva soulagé du poids des réquisitions. Le comte Gaetan, qui faisoit arborer partout la couleur royale, occupa la Franche-Comté jusque sous les murs de Besançon, où commandoit le maréchal Jourdan. L'autorité du roi y fut bientôt reconnue : partout les généraux s'empressoient de mettre un terme aux fléaux de la guerre. Le lieutenant-général Rapp conclut un armistice avec le prince Hoenzollern, commandant l'armée autrichienne en Alsace. Le lieutenant-général Lecourbe n'avoit perdu que sa première ligne de défense, et conservoit près Béfort la position de son camp retranché : là des combats sanglans prolongeoient chaque jour la résistance, qui étoit entretenue par l'espèce d'exaltation des paysans armés. Toutefois les Autrichiens occupoient Montbéliard, Lure, Giromagne, et déjà le quartier-général du prince Colloredo étoit à Faussemagne, quand une convention militaire mit fin aux hostilités dans cette partie de la France. Un corps autrichien s'avança aussitôt en Bourgogne.

Jusqu'au 10 juillet Dijon étoit resté sous le joug des buonapartistes. L'approche des Au-

trichiens ne faisoit que les irriter davantage. Les portes de la ville étoient murées, et les royalistes, désarmés par les adhérens de l'usurpateur, redoutoient l'explosion de leur désespoir. Les factieux de Dijon furent attérés par la nouvelle positive de la rentrée du roi dans sa capitale. Les agens de Buonaparte cessent à l'instant même leurs fonctions; et l'enthousiasme des royalistes, si long-temps comprimé, éclate aussitôt. Le drapeau blanc est arboré sur la tour antique du palais des ducs de Bourgogne. Les fonctionnaires royalistes sont réinstallés aux cris mille fois répétés de *vivent les Bourbons !, vive Louis XVIII !* Propriétaires, artisans, riches ou pauvres, toutes les classes viennent se confondre dans les témoignages de l'allégresse publique. Ce spectacle touchant, qui n'est troublé par aucune violence, ne fait qu'irriter davantage les buonapartistes; ils sont au désespoir de voir l'autorité leur échapper. Les plus furieux se concertent dans l'ombre, et forment le projet de chasser les royalistes, de s'emparer de la ville, et de s'y défendre; tous sont persuadés qu'ils seront appuyés par les habitans des campagnes qu'ils égarent. N'osant tenter eux-mêmes à découvert

ce coup de main, ils envoient des émissaires au-devant d'une troupe de soldats qui revenoient dans leurs foyers, avec armes et bagages; ceux-ci les excitent et les rallient, en leur promettant qu'ils seront soutenus par plus de cinq mille personnes. On forme de ces déserteurs un détachement, qui marche sur Dijon. Le 12 juillet, à dix heures du matin, ce rassemblement force un poste de gardes nationaux à la porte dite de Condé, pénètre aussitôt dans la ville, et tire des coups de fusil sur son passage, en criant: *A bas les royalistes! Vive Napoléon pour toujours! A nous les fédérés!* Tout Dijon est dans le trouble. Des fédérés se joignent aux militaires insurgés, et tous ensemble marchent sur l'Hôtel-de-Ville pour s'en emparer. Résolue de faire son devoir, la garde sort, va au-devant des buonapartistes, les combat, les repousse, saisit les plus mutins, et disperse le reste. Ainsi, le sang-froid d'une poignée d'honnêtes citoyens préserva Dijon des excès d'un ramas de furieux. Cet échec comprima leur rage, et ils n'osèrent plus rien tenter en Bourgogne, contenus d'ailleurs par l'arrivée d'une armée étrangère.

Le général comte Colloredo, précédé, le

19 juillet, par son avant-garde, fit le 21 son entrée à Dijon avec plusieurs régimens d'infanterie et de cavalerie. Presque toute la province fut occupée militairement par des troupes autrichiennes.

Les événemens dont Lyon fut le théâtre présentent plus d'importance et plus d'intérêt. C'étoit le 2 juillet qu'avoit expiré la suspension d'armes conclue entre le baron de Frimont et le maréchal duc d'Albufera. Dès la veille, le général autrichien avoit publié la proclamation suivante : « Français ! l'homme qui, foulant » aux pieds les traités, s'étoit ressaisi de l'autorité souveraine, vient d'en abandonner les » rênes encore une fois. Il livre, au moment » du danger, la France à l'Europe qu'il a pro» voquée ; mais l'Europe n'est point l'ennemie » de la France. Elle ne veut, pour sa propre » sûreté, qu'y voir établir un gouvernement » dont les maximes soient de nature à garantir » la foi des traités.... Je n'userai de mes forces » que là où je trouverai de la résistance. Vos » armées ne doivent point en opposer ; elles » ont eu trop de gloire pour le bonheur de la » France et pour le repos de l'Europe. Elles » peuvent, sans y porter atteinte, céder aujourd'hui à la supériorité des forces que la

» politique a coalisées contre la France. Votre » situation est grave !.. Français ! réfléchissez-y; » ne vous laissez pas entraîner à un senti- » ment généreux dans son principe, mais inu- » tile, puisque l'indépendance de votre patrie » n'est pas menacée. »

Presque aussitôt l'attaque recommença sur plusieurs points. Tous les débouchés des Alpes étoient franchis. Restoit à forcer les défilés du Jura et la ligne fortifiée des Echelles. Tel étoit le plan du baron de Frimont qui s'avançoit par le Bugey et par Chambéry, tandis que le comte de Bubna dirigeoit, sur Grenoble et sur Lyon, deux autres corps d'armée. Pressé et tourné par des forces supérieures, le général Pannetier abandonna, le 6 juillet, la position des Echelles. Le lendemain le duc d'Albufera, malgré l'infériorité numérique de ses troupes, malgré sa répugnance à continuer une effusion de sang inutile, combattit toute la journée dans les gorges de Nantua et de Saint-Claude. Mais les défilés des Rousses ayant été forcés, après une défense courageuse de la part du général Desaix, toute la partie orientale du département de l'Ain se trouva au pouvoir des alliés. Pendant que le baron de Frimont accabloit ainsi l'armée des

Alpes, le général comte de Bubna poussoit, sous les murs de Grenoble, une colonne de trois mille Austro-Sardes, commandée par le général Giflengua. Grenoble, après un combat sanglant livré sous ses murs le 6 juillet, combat où l'un de ses faubourgs fut saccagé, ouvrit ses portes par capitulation. Forcé de céder le terrain, le maréchal Suchet envoya de nouveaux parlementaires au général en chef de l'armée autrichienne : mais l'ennemi persistoit à vouloir Lyon. Cette ville étoit alors sous l'influence des buonapartistes. Les commissaires Rœderer et Maret; les lieutenans de police, Lecointre-Puyravau et Teste, y avoient tour à tour comprimé les royalistes et soulevé la populace. A la vérité, l'effroi se peignoit déjà sur le front des factieux, attérés par la catastrophe de Waterloo : il n'y avoit plus que désordre et confusion dans leurs discours; la consternation sembloit avoir fait place à la rage. Cependant une foule de militaires et de fédérés se répandent, le sabre à la main, dans les rues, aux cris de *vive l'empereur!* Des officiers même ne reconnoissent plus ni frein ni discipline; ils accusent de trahison le gouverneur Dulauloy, parce qu'il a publié l'abdication de Buonaparte, et ils proclament Napoléon II pour relever leur parti

abattu. Le buste en cire de cet empereur-enfant est promené dans la ville avec pompe; on ne songe plus alors qu'aux apprêts d'une vigoureuse défense : les fédérés mettent les autorités sous le joug. « Paris succomberoit, que la » France ne seroit pas vaincue, dit le préfet du » Rhône, dans une proclamation incendiaire; » Lyon n'est-il pas, comme Paris, un des » boulevards de l'empire? » Telle étoit l'opinion de la faction, qui venoit d'y envoyer de Paris l'un des hommes les plus propres à entretenir le feu de la sédition; c'étoit Mouton-Duvernet. « Tout garantit, dit le nouveau gouverneur de » Lyon, le succès de la plus noble des résistances. » Vos représentans ont juré, et j'en suis témoin, » de ne jamais consentir au rétablissement du » gouvernement que vous avez rejeté. C'est sur » ces bases qu'on négocie avec les puissances » étrangères; je suis chargé de vous l'an- » noncer. » On appella aussitôt tout le peuple de Lyon aux armes, sans distinction d'âge ni d'état; la terreur et le désespoir règnèrent dans cette ville ouverte, qui ne pouvoit être considérée que comme un camp retranché. Mais chaque jour, chaque instant ruinoit les folles espérances des rebelles. Ainsi que Grenoble, Mâcon, Châlons-sur-Saône, Valence alloient

tomber au pouvoir de l'ennemi. Le maréchal duc d'Albufera se replioit de position en position, devant une armée immense. La prise des défilés des Rousses, la retraite des Echelles, la perte du fort l'Ecluse, (il venoit de sauter après une résistance honorable) la capitulation de Grenoble, et l'occupation de Mâcon, qui menoit les Autrichiens sur la rive droite de la Saône, et leur permettoit d'attaquer Lyon sur trois points différens; tous ces motifs réunis faisoient sentir la nécessité de préserver la seconde ville du royaume. Déjà le quartier-général du baron de Frimont étoit à Montluel, et celui du maréchal Suchet au pont d'Ain. Lyon, au dehors et au dedans, couroit les plus grands dangers: il fut sauvé par la sagesse du maréchal, qui, à la suite d'un dernier engagement, le 11 juillet, en présence des parlementaires, conclut avec le baron de Frimont une convention militaire sur les bases de celle de Paris. On décida que Lyon seroit remis en dépôt aux Autrichiens. Par là, cette ville industrieuse alloit se trouver à l'abri du fléau de la guerre. L'armée des Alpes conservoit à la France trois cents bouches à feu et un immense matériel, préservant en outre de toute occupation étrangère, jus-

qu'au 1er septembre) les départemens de la Loire, de la Haute-Loire, des Basses-Alpes, de la Drôme, de l'Ardèche, du Puy-de-Dôme, et du Cantal. Jamais conditions ne furent plus honorables, et surtout plus nécessaires; car l'armée du maréchal Suchet, par le seul effet de la désertion, étoit déjà réduite à dix mille hommes. Mais les meneurs révolutionnaires n'aperçevoient qu'en frémissant le terme de leur domination et la fin des troubles : ils soulevèrent les soldats et la populace de Lyon. Des militaires égarés manifestèrent hautement l'intention d'attenter à la vie du maréchal, au moment même où le conseil municipal s'apprêtoit à lui adresser des témoignages de reconnoissance pour avoir détourné de dessus Lyon les plus grands malheurs. Une violente sédition éclate le 13 juillet; les commissaires autrichiens sont menacés, et ce n'est qu'avec peine qu'on parvient à épargner aux Lyonnais un attentat qui leur eût attiré de terribles représailles. Des groupes de militaires et d'inconnus se répandent dans la ville, le tambour en tête, aux cris de *vive l'empereur! à bas les royalistes!* L'autorité des officiers-généraux est méconnue, le frein de la discipline est brisé; les cris les plus odieux se font entendre; des maisons, des bou-

tiques sont saccagées. Les séditieux jurent de déchirer la convention, de recommencer les hostilités, et de soutenir un siége. Toutefois personne ne périt dans cette effervescence militaire; la fureur du soldat ne s'assouvit que sur des objets inanimés. Le lieutenant de police Teste sembloit modérer ou arrêter à volonté toutes ces agitations, qui se lioient à un plan combiné avec les révolutionnaires de Paris. Les factieux de Lyon n'attendoient que le signal de la révolte armée qui, de cette ville, devoit s'étendre dans les montagnes de la Bourgogne, de la Haute Alsace, de l'Auvergne et du Vivarais. La marche de l'insurrection lyonnaise étant subordonnée aux mouvemens de Paris, tout fut mis en usage pour conserver dans Lyon la cocarde tricolore, sous les auspices des généraux autrichiens. Mais le courage et le zèle de deux magistrats royalistes (le maire, comte de Fargues, et le préfet du roi, comte de Chabrol), rentrés dans Lyon secrètement, firent évanouir les desseins des factieux. Enfin le 17 juillet un cri d'allégresse se fait entendre; le drapeau tricolore cesse de flotter sur le dôme de l'Hôtel-de-Ville: en un instant l'élite des habitans de Lyon prend la cocarde blanche, et Lyon entre royaliste sous la

domination passagère des alliés. Cette révolution, protégée aussi en secret par le maréchal duc d'Albufera, s'opéra sans effusion de sang. Le même jour, quinze à seize mille Autrichiens, sous les ordres du comte de Bubna, entrèrent dans Lyon, où le général en chef baron de Frimont établit son quartier-général. Mais, de même que Paris, la seconde ville du royaume fut accablée cette fois sous le fardeau des charges, des réquisitions, et traitée avec rigueur.

Cependant, loin de servir la rébellion, un grand nombre de Lyonnais, dévoués à la cause du roi, avoient formé un corps de volontaires royalistes, sous le nom de chasseurs d'Henri IV. Ce corps, sous les ordres du comte d'Espinchal et de M. Delandine, avoit tenu la campagne dans le Forez, jusqu'après la capitulation de Lyon.

Le passage d'un gouvernement usurpé à un gouvernement légitime fut accompagné de convulsions plus violentes dans le Midi, où tout se fait moins par calcul et par réflexion, que par sentiment et par enthousiasme. Là, l'exaltation est toute d'amour et de fidélité pour les Bourbons. Le peuple y étoit resté fidèle, et s'étoit abstenu opiniâtrement de

prendre part à aucune mesure favorable au maintien de l'usurpateur. Partout on y avoit envisagé l'acte additionnel comme un attentat aux droits de la maison de France, et auquel on ne pouvoit adhérer sans lâcheté, ou sans félonie. Dans aucun endroit de la France, Napoléon n'étoit plus exécré; on y repoussoit avec horreur son joug de fer. L'exaltation étoit la même à Marseille, à Avignon, à Nîmes, à Montpellier, à Toulouse, à Bordeaux. Tous les regards se tournoient avec anxiété vers M^gr le duc d'Angoulême, alors retiré à Barcelonne; les royalistes du Midi n'attendoient plus que les ordres du prince pour sonner le tocsin, et se soulever.

Lorsque S. A. R., vaincue par la trahison, s'étoit retirée en Espagne, les volontaires royaux de Perpignan et des environs avoient couru se ranger encore une fois sous les bannières du fils de France; ils s'étoient rendus à Figuières, et s'y étoient réunis au colonel Louis Duwale, ancien officier royaliste. Le nombre de ces émigrés (il ne s'élevoit pas à plus de cent), auroit prodigieusement augmenté sans la défiance du gouvernement espagnol pour tout ce qui venoit de France: les ordres les plus sévères étoient donnés de repousser les fugitifs. S. A. R.

avoit envoyé à Figuières le maréchal de camp vicomte d'Escars, pour y prendre le commandement des royalistes de la frontière, et pour correspondre avec ceux du Midi. Le prince n'ayant aucune intention d'encourager les mouvemens partiels, le vicomte d'Escars cherchoit à régler et à modérer le zèle des amis du Roi; mais il fut impossible de retenir l'ardeur des habitans de Saint Laurent-de-Cerdan, si dévoués aux Bourbons à toutes les époques. Dès le 17 mai, les jeunes gens de cette commune avoient pris les armes, brûlé le drapeau tricolore, et arboré la couleur blanche. A leur exemple, les habitans de Ceret et de Monserret ne vouloient plus reconnoître le gouvernement de Buonaparte. Le général Robert avoit fait marcher huit cents hommes de la garnison de Perpignan, guidés par le sous préfet de Ceret. Après une vive résistance, les royalistes de Saint-Laurent s'étoient retirés au col des Orts, vis-à-vis Casrouge, position éloignée seulement d'une lieue; mais le soir même repoussant les buonapartistes, ils avoient repris leur village à moitié brûlé et pillé. Ils s'étoient maintenus depuis dans leur camp des Orts, et de là avoient souvent fait des expéditions heureuses. En vain le général Robert avoit essayé

de les réduire, tantôt par la force des armes, tantôt par des promesses artificieuses; rien n'avoit pu intimider ces intrépides montagnards. Le drapeau blanc avoit constamment flotté au milieu d'eux. Le village de Saint-Laurent-de-la-Sallenque, situé presque sous le canon de Perpignan, fut moins heureux dans son élan pour les Bourbons. Opprimé et désarmé, il eut la douleur de voir deux royalistes, pères de famille, arrêtés et fusillés dans son sein.

Ces mouvemens partiels préludoient au soulèvement général du Midi. Dès la fin de mai tout étoit disposé pour l'insurrection. Les volontaires royaux, réfugiés dans les bois, s'organisoient secrètement; ils accouroient à la voix d'agens fidèles qui leur portoient des secours; ils attendoient le signal avec une impatience qu'on ne pouvoit plus contenir.

Les révolutionnaires, effrayés de leur minorité et de leur foiblesse, avoient réclamé la protection des troupes de ligne et l'appui des fédérations. Buonaparte lui-même, inquiet de la fermentation du Midi, n'avoit rien négligé pour y comprimer les royalistes. Vingt-cinq mille soldats qui lui étoient dévoués avoient été répartis à Antibes, à Marseille, à Avignon, à Nîmes, à

Perpignan, à Toulouse, à Bordeaux, et à Bayonne. Le maréchal Brune commandoit l'armée du Var qui s'élevoit à peine à six mille hommes de troupes de ligne; le général Decaen tenoit Toulouse sous le joug; Clausel dominoit à Bordeaux, et Gilly régnoit dans Nîmes, soutenu par une classe riche et nombreuse que l'erreur de l'opinion égaroit. Son règne étoit celui d'un despote, ou plutôt il rappeloit la terrible autorité des proconsuls de la terreur. La garnison de Bordeaux étoit aussi dans une attitude hostile contre une population royaliste; Clausel avoit fait réparer le vieux Château-Trompette.

Conçue par les factieux de la capitale, la fédération s'étoit étendue dans le midi, avec un caractère d'acharnement et de perversité qui faisoit présager des convulsions sanglantes. Là, comme dans le reste de la France, elle servoit à allier les deux extrêmes : les partisans du despotisme militaire et ceux de la licence populaire. Avignon, Nîmes et Toulon avoient chacune leur pacte fédératif; mais cette nouvelle ligue n'avoit pu s'organiser à Marseille.

Pendant les cent jours, la fidèle Marseille avoit toujours lutté contre l'autorité de Bonaparte; ni le commissaire Rœderer, ni le

lieutenant-général de police Puyraveaux, ni le général Verdier, commandant la 8e division militaire, ni une garnison de trois mille hommes n'avoient pu dompter cette ville courageuse, dont toute la population étoit pour le Roi.

A la veille de partir pour le camp d'Antibes, le maréchal Brune, cédant à des instructions impérieuses, n'avoit pas voulu laisser sur ses derrières, et armée, une ville aussi populeuse que Marseille. La garde nationale avoit été desarmée et réduite de trois mille hommes à quatorze cents. L'appareil militaire avoit présidé à cette opération violente. Pour éviter de plus grands maux, Marseille avoit paru se soumettre à la force, et le maréchal Brune, rassuré par la présence d'une garnison nombreuse, avoit porté son quartier général à Grasse pour défendre la ligne du Var.

Ainsi comprimé, le Midi étoit comparable à un volcan dont les mugissemens sourds annonçoient une éruption prochaine et terrible. Instruit de l'état de fermentation des provinces méridionales, Mgr le duc d'Angoulême, qui en avoit repris le commandement (1), venoit d'y

(1) Par ordonnance du roi.

envoyer d'Espagne des commissaires, dans l'espoir qu'ils pourroient modérer l'élan des peuples, et régler les mouvemens des royalistes dont il n'étoit plus possible de contenir la fougueuse impatience. Dès le commencement de juin, le comte René de Bernis, qui avoit voué son repos et sa fortune aux intérêts des Bourbons, aborde au milieu des plus grands dangers, sur une plage déserte, près d'Aigues-Mortes, accompagné du marquis de Calvière tout aussi dévoué que lui à la cause du roi. Il s'enfonce vers l'intérieur, pour aller déployer le caractère de commissaire extraordinaire dans les départemens de la Lozère et du Gard. Le marquis de Montcalm étoit revêtu des mêmes pouvoirs et des mêmes instructions pour le département de l'Hérault. Il venoit de se porter dans le voisinage de Montpellier, tandis que le comte de Bernis et le marquis de Calvière arrivoient à Lunel; déjà les volontaires royaux pleins d'espérance commençoient à se rallier. L'explosion fut d'abord préparée dans la Lozère, le Gard, l'Hérault, et les Bouches-du-Rhône. Au premier bruit de la défaite de Waterloo, tout éclate à la fois; l'enthousiasme n'a plus de bornes; la force de l'opinion entraîne les autorités civiles et mili-

taires que le crime ou le délire ne tiennent plus enchaînées au char renversé de l'usurpateur. Le drapeau blanc est successivement arboré dans un grand nombre de villages, dans plusieurs départemens et dans plusieurs villes. Marseille donne l'exemple. Dès le 25 juin, bravant sa garnison et une artillerie formidable, elle fait retentir le cri de *Vive le Roi!* Tous les citoyens prennent la cocarde blanche, et le drapeau du lis flotte à toutes les croisées. La garnison prend les armes, et menace les citoyens. La population entière se lève, le sang coule dans les rues, et la guerre civile est allumée. Les troupes effrayées rentrent dans les forts, et dans leur retraite font feu sur le peuple. Redoutant sa colère, le général Verdier, dans la nuit même, conduit ses troupes à Toulon : les Marseillais s'emparent des forts, et trois de leurs citoyens forment un comité royal provisoire (1). Dans le premier moment d'un triomphe que le peuple n'avoit obtenu qu'au prix de son sang; rien ne put réprimer son indignation et sa fureur. A son tour la multitude se

(1) MM. de Pomagnac, Bruniquel, et Casimir Rostan, qui s'adjoignirent le chevalier de Candole, commandant la garde nationale, et M. Borelly, présidant le conseil-général du département.

porta aux excès les plus déplorables et les plus criminels. Des attroupemens ivres de vengeance se précipitèrent sur les buonapartistes signalés par la haine publique : il en périt une cinquantaine dans les émeutes, ou massacrés dans leurs propres maisons. Le comité royal, aidé par une garde nationale pleine de zèle et de courage, parvint enfin à enchaîner les passions violentes et irritées. Il envoya des commissaires dans toute la Provence ; il expédia un aviso à Barcelonne avec des dépêches pour M^gr le duc d'Angoulême, et un autre au commandant des forces navales de S. M. B. dans la Méditerranée, pour l'inviter à s'approcher des côtes, et à fournir des armes aux royalistes.

La même explosion éclatoit dans les Basses-Alpes. Là s'étoit refugié un officier-général fidèle, le comte de Loverdo, qui, frappé d'un arrêt de mort par le gouvernement usurpateur, s'étoit tenu caché dans les montagnes, où des amis et quelques soldats travestis en paysans avoient pourvu à sa subsistance, et veillé à sa sûreté. A peine reçoit-il, le 26 juin, le premier avis de la défaite de Napoléon, que, sortant de sa retraite, et faisant prendre les armes à ses soldats déguisés, il livre aux flammes le drapeau tricolore ; il chasse de Digne les fonctionnaires rebelles, il s'annonce

aux Provençaux par une proclamation royaliste, et fait un appel aux gardes nationaux des Basses-Alpes. Ce département se trouva alors administré par deux préfets: l'un, le sieur Didier, transporta à Sisteron le siége de sa préfecture au nom de l'usurpateur; l'autre, M. de Villeneuve, s'installa à Digne au nom du roi. Marseille et Digne devinrent les deux foyers de l'insurrection provençale. Les généraux Pereimond et Loverdo organisèrent un corps de 7 à 8000 royalistes, et manœuvrèrent pour inquiéter l'armée du maréchal Brune. Ainsi cette armée qui avoit devant elle les Austro-Sardes, étoit menacée sur ses derrières par les volontaires royaux.

A l'imitation de la Provence, le Languedoc se leva et prit les armes pour les Bourbons. Déjà le drapeau blanc flottoit sur les clochers de Tarascon et de Beaucaire. Devenue le refuge des royalistes du Gard, Beaucaire vit une force armée se former dans son sein.

Vainement les fédérés de Nîmes et de la Vaunage marchent contre les Beaucairois; ils sont dispersés, et cet avantage est le signal d'un affranchissement général. Uzès, Aigues-Mortes, Alais, Saint-Gilles, Villeneuve-lès-Avignon, arborent l'étendard des lis. Le département

de l'Hérault suit les traces de celui du Gard. La population entière de la ville de Cette expulse, le 29 juin, sans armes et sans secours étrangers, une garnison nombreuse devouée à Napoléon. Le drapeau blanc est arboré, les autorités royales reprennent leurs fonctions, et toutes les mesures sont prises, soit pour mettre la ville à l'abri de la vengeance des fédérés, soit pour en faire le centre des opérations de l'armée royale de l'Hérault. Agde et Lunel brisent aussi leurs chaînes. Beziers, toute pour les Bourbons, devient la place d'armes des royalistes de l'Hérault. Elle s'organisa militairement sous la direction du baron Jessé, si dévoué à la maison royale. Les bataillons se complétèrent, la ville fut mise en état de défense ; ses remparts furent réparés et hérissés d'artillerie. Bedarieux et Florensac montrèrent la même ardeur. Tandis que le maréchal-de-camp comte de Vogué formoit à Uzès un bataillon, sous la dénomination de *royal-miquelet*, le colonel Magnier organisoit de l'autre côté du Rhône une compagnie de cavalerie et trois d'infanterie royale.

Cependant Nîmes et Montpellier restoient sous le joug de Gilly, qui armoit dans Nîmes les fédérés des Cévennes et un ramas de fugitifs

de la Provence. Napoléon II y étoit proclamé avec des cris de rage ; des maisons étoient dévastées, les propriétaires poursuivis et blessés à coups de sabre. Gilly armoit également, et fortifioit la citadelle de Montpellier; il en avoit fait le repaire de tous les officiers à demi-solde dévoués à l'usurpateur, et des fédérés les plus audacieux de l'Hérault et du Gard. Plus il voyoit approcher le dénouement, plus il augmentoit le poids de sa terreur, soit qu'il voulût retarder sa défaite et sa punition, soit qu'il eût dans l'idée d'obtenir une capitulation en devenant plus redoutable. Dans ce dessein il établit des communications avec le général Decaen à Toulouse, et avec Clausel à Bordeaux, pour lier ses opérations aux leurs, et pour se mettre ensuite en contact avec l'armée de la Loire. Mais effrayées du torrent royaliste qui débordoit dans le Midi, ses bandes reculoient devant Beaucaire. Gilly en frémit ; il leur reproche leur tiédeur, et les excite au carnage.

La joie qui éclate de toutes parts à Montpellier au premier avis de l'abdication de Napoléon, rallume la fureur de Gilly : tout ce qu'il y a de plus exalté parmi les fédérés est rassemblé et mis sous les armes. Les satellites de Gilly se tiennent prêts dans la citadelle pour

l'arrivée du courrier, et lorsqu'il paroît le 27 juin, et que le peuple ne pouvant plus se contenir, fait retentir les cris de *vive le roi ! à bas le tyran !* les soldats de Gilly chargent leurs fusils, sortent de la citadelle, se répandent en furieux dans la ville, tombent sur une population désarmée, et font feu indistinctement sur tous les âges et sur tous les sexes : une vingtaine de personnes sont lâchement égorgées. Cette journée fut affreuse. Alarmé toutefois des mouvemens royalistes du Gard, Gilly s'éloigne de Montpellier, et se dirige de nouveau sur Nîmes, qu'il veut tenir sous le joug. Le commissaire du roi, marquis de Montcalm, forme aussitôt le projet de s'emparer de Montpellier et de la citadelle. Il y marche avec sa petite armée royale, car les volontaires de l'Hérault qui avoient un point de ralliement, s'étoient empressés de se montrer et d'agir. A leur approche Montpellier arbore le drapeau blanc et repousse la garnison dans la citadelle. Toute la ville se déclare; le gouvernement royal est reconnu. Gilly revient en toute hâte pour attaquer les troupes du marquis de Montcalm, et il dirige en même temps une seconde colonne sur la ville de Cette, alors dégarnie. Le commissaire du roi juge que

cette ville est d'une haute importance pour la sûreté des communications, et il s'y porte en bon ordre, voulant d'ailleurs éviter que Montpellier ne devienne un champ de carnage. Mais Gilly accourt, le 2 juillet, avec une bande de désespérés, pour attaquer les royalistes; il trouve la ville sans troupes et sans défense. Ses soldats, en véritables assassins, parcourent les rues, fusillent et sabrent de nouveau, sans distinction, tout ce qui se trouve sur leur passage. Tant d'atrocité ranime une poignée de royalistes; ils ramassent des armes, et essayent une défense légitime, mais impuissante. Le canon de la citadelle tire sur la ville, et la mitraille assure à Gilly un triomphe éphémère. Dans un rapport adressé au général Decaen, il se glorifia d'avoir tué deux cents royalistes (1). Decaen et Gilly avoient senti de quelle importance étoit la ville de Beziers, qui, par sa position, gênoit et entravoit leurs mouvemens; ils avoient projeté d'en former une place d'armes pour communiquer avec Montpellier, et d'occuper ensuite les Cévennes pour se lier aux opérations de l'armée de la

(1) Voyez les Pièces du procès du lieutenant-général Gilly, condamné à mort par contumace.

Loire. Dès le 1er juillet un corps d'armée, sous les ordres du général Pelleport, avoit marché contre Beziers, et s'étoit établi militairement devant cette ville. Mais Beziers se défendit avec courage, et sa résistance coupa la ligne de fédération que vouloient établir dans le Midi les adhérens de Buonaparte.

Cependant la presque totalité du département de l'Hérault étoit délivrée. En vingt-quatre heures, celui de la Lozère s'étoit déclaré aussi pour le roi, sous les auspices du commissaire délégué du comte René de Bernis (M. de Faye), et par les résolutions énergiques des royalistes de la Lozère. Le 30 juin, ils avoient poussé le cri de *Vive le Roi!* dans la ville de Mende. Là, conduits par le comte de Corsac, le chevalier de Borel, le comte de Chambrun, MM. Desfond et Lamouroux, ils avoient désarmé le corps-de-garde de la préfecture, ils s'étoient emparés du préfet (1), du sous-préfet, et du chef de bataillon Guillaumet, qu'ils avoient mis en sûreté pour les soustraire à la vengeance du peuple. La gendarmerie accourt; le comte de Corsac se dirige vers elle, et lui ordonne de faire halte, sommant le capitaine

(1) Le sieur Dunot de Charnage.

Sauvage qui la commandoit de déclarer pour qui il marchoit. Après un moment d'hésitation, cet officier entraîné par l'enthousiasme du peuple répond : « Comme vous messieurs, pour le roi. » Les buonapartistes sont désarmés; on forme un conseil royal ; on organise des bataillons, et les positions importantes sont occupées et gardées par des royalistes. Ce pays d'un difficile accès, défendu d'ailleurs par des habitans courageux, sobres et accoutumés à une vie dure et laborieuse, formoit comme l'avant-poste de M^gr le duc d'Angoulême. Dans l'Aveyron, Saint-Afrique et Villefranche avoient donné aussi l'exemple de la fidélité. Le même jour que Marseille (25 juin), la petite ville de Villefranche avoit arboré la couleur royale. Tandis qu'un détachement de royalistes marchoit sur Rhodez pour soumettre cette ville encore au pouvoir des buonapartistes, Saint-Afrique, pour la défense des lis, soutenoit avec courage un siége de la part des fédérés. Privas, dans l'Ardèche, étoit également comprimée par les troupes de l'usurpateur, ainsi que la ville du Puy dans la Haute-Loire. Les royalistes de ce département, commandés par le comte de Machecco, se mirent en communication avec Mende, et y envoyè-

rent un renfort de volontaires royaux : ils occupèrent le passage des montagnes.

Avignon, devenu le refuge des bandits chassés de la Provence, gémissoit sous l'empire des fédérés et d'une soldatesque nombreuse. Non contens d'y imprimer la terreur, ils se repandoient par troupes dans les campagnes qu'ils désarmoient et rançonnoient. Que pouvoient, contre ces forces, les Avignonais désarmés et surveillés ? La fédération prit dans leurs murs un ascendant déplorable.

Le bruit de la défaite de l'usurpateur s'étant répandu à Avignon, y releva le courage des royalistes ; mais il inspira à leurs adversaires une sombre défiance. Des coups de fusils furent tirés, en plein jour, sur des citoyens sans armes ; des maisons suspectées de royalisme furent assiégées pendant la nuit ; on aposta des assassins pour égorger les plus chauds amis du roi : l'infortuné Feriaud expira sous leurs coups. Impuissantes contre de pareils crimes, les premières autorités, quoique placées par l'usurpateur, montrèrent quelque fermeté pour empêcher le massacre et le pillage général des royalistes. Pendant vingt jours, le maire, le préfet, et le général Cassan se tinrent constamment à l'hôtel de ville, et firent bivouaquer [illegible] troupes sur la place publique.

Tandis qu'Avignon restoit ainsi courbé sous l'autorité des révolutionnaires, le département dont il est le chef-lieu secouoit leur joug avec courage. Le major Lambot y étoit reçu comme un libérateur; il parcouroit le territoire de Vaucluse, et organisoit à l'Ile, à Carpentras, une petite armée royale destinée à délivrer Avignon. Tout se préparoit pour affranchir le Midi en-deçà même de la Durance. Depuis les montagnes de l'Auvergne jusqu'à la Méditerranée, les royalistes s'efforçoient d'abattre la ligue révolutionnaire, et de faire triompher l'autorité légitime.

De même que Nîmes et Avignon, Toulouse, Montauban et Bordeaux supportoient en frémissant l'oppression des soldats de Buonaparte. Dès le 27 juin, les villes de Castel-Sarrasin et Moissac avoient arboré le drapeau blanc, et le surlendemain, le général Decaen les avoit soumises à une exécution militaire. Mais il lui falloit à chaque instant de nouvelles troupes pour retarder l'élan des royalistes de la Haute-Garonne où les villes et les bourgs qui n'étoient point occupés militairement se déclaroient, et fouloient aux pieds le drapeau tricolore. La ville de Montauban, si fidèle, employa la persuasion pour captiver sa garnison nom-

breuse. Cessant d'être redoutables aux citoyens, les soldats se mêlèrent aux royalistes. La correspondance établie entre le général Decaen qui occupoit Toulouse, Clausel, encore maître de Bordeaux, et le maréchal Davoust, commandant en chef l'armée de la Loire, fut interceptée à Montauban même. Le lieutenant-général Decaen voulut rallier aussitôt ses détachemens, et centraliser ses forces. Mais les Montalbanais empêchèrent le départ des huit cents hommes qui formoient leur garnison. Ainsi contrarié, et craignant une insurrection générale, ce général hésita, et n'osa prendre aucune résolution. Clausel persista au contraire à contenir Bordeaux par la violence. La rigueur du régime militaire qui pesoit sur les Bordelais ne put comprimer la manifestation de leurs sentimens. Instruits, le 11 juillet, que le roi étoit rentré dans sa capitale, ils se pressent en foule le lendemain sur la place de la Comédie, aux cris de *vive le Roi !* Le drapeau tricolore est arraché et remplacé par le drapeau blanc. Au moment où le peuple, à la vue des signes de la royauté, fait éclater sa joie, Clausel et ses satellites y répondent par des coups de fusils. Pâle, les cheveux hérissés, la bouche,

écumant de rage, le lieutenant de Buonaparte crie aux grenadiers du 66e régiment: « Oui ! faites feu ! passez votre baïonnette » au travers du corps du premier qui criera » *vive le Roi!* Tant que je serai à Bordeaux » on n'arborera pas le drapeau blanc, le roi » fut-il au milieu de la Gironde (1) ! » et il fait rétablir le drapeau tricolore tombé aux acclamations de toute la ville. Ses soldats se précipitent sur le peuple qui, sans armes, sans intention hostile, ne pouvoit offrir aucune résistance; cinq à six personnes massacrées et des blessés en plus grand nombre, tels furent pour Clausel les trophées de cette affreuse journée.

C'est ainsi qu'il empêchoit, à coups de fusil, toute une ville d'exprimer son adhésion à l'autorité légitime. La province qui, en 1814, avoit été l'avant-garde des royalistes étoit, en 1815, la dernière à jouir du bienfait de la restauration. Le drapeau blanc flottoit dans tout le royaume, et les factieux proclamoient encore Napoléon II dans la Gironde! Dignes appuis de Clausel, les frères Faucher de la Réole tenoient sous le joug d'une ligue abhorrée, les arrondissemens de la Réole et de Bazas dont ils faisoient le

(1) Voyez les pièces du procès du lieutenant-général Clausel.

dernier boulevard du parti révolutionnaire.

Ainsi la rébellion, attisée du sein de la capitale, ravageoit encore le Midi, quoiqu'elle eût expiré devant Marseille, Digne, Beaucaire, Cette, Beziers, Carpentras, Tarascon et Aigue-Mortes. Toutes ces villes étoient autant de boulevards pour la royauté; mais d'autres, qui étoient le foyer d'une résistance obstinée et cruelle de la part des fédérés et des soldats, se trouvoient exposées à toutes les horreurs de la guerre civile.

Le général Gilly occupoit toujours Nîmes, et retenoit dans la révolte la partie du département du Gard qui touche à celui de la Lozère; il centralisoit ses forces après avoir fait de vaines tentatives pour emporter Aigue-Mortes et Beziers. Un détachement de ses troupes occupoit la citadelle du Pont-Saint-Esprit, tandis qu'avec le gros de sa petite armée il se disposoit à attaquer l'armée royale de Beaucaire avant qu'elle pût prendre l'offensive. Il fut prévenu par le comte René de Bernis. Sûr qu'au premier signal les gardes nationales de Beaucaire et de Tarascon marcheroient au secours des royalistes, le commissaire du roi poussa de fortes reconnoissances jusques aux portes de Nîmes, et, pour éviter l'effusion du sang, somma

la ville de se soumettre à son légitime souverain. Gilly demande alors un délai, voulant connoître, dit-il, les dispositions des alliés relativement au souverain qui doit régner sur la France, car les fédérés du Midi se flattoient toujours d'obtenir Napoléon II. Le comte de Bernis refuse de traiter directement avec Gilly ; mais il adhère le 6 juillet, à une suspension d'armes entre l'armée royale du Gard et le conseil municipal de la ville de Nîmes, qui prenoit sous sa garantie l'adhésion de Gilly. On convint, en outre, que chaque armée resteroit dans ses positions respectives, et que toute rupture seroit dénoncée vingt-quatre heures d'avance. Les volontaires royaux étoient généralement persuadés qu'avec un adversaire tel que Gilly, on ne pouvoit se reposer sur la foi des traités. Le sang des royalistes de Montpellier qui fumoit encore, et les cruels souvenirs de la Palud, leur faisoient considérer Gilly et ses soldats comme des bourreaux. Dix jours de délais et d'incertitudes accrurent cet état d'irritation et ces dispositions à la vengeance. Instruit, le 16 juillet, que les forces royalistes prenoient chaque jour plus de consistance à Beaucaire, et que le roi d'ailleurs étoit rétabli sur son trône, Gilly sortit de Nîmes, escorté par cinq cents hommes, et

prit position sur la route d'Anduze, pour de là gagner les Cévennes, laissant une partie de ses troupes renfermées dans les casernes avec leur artillerie. C'étoit rallumer les brandons de la guerre intestine. Au moment où l'étendard royal paroît sur les édifices publics, un détachement du 14e régiment de chasseurs à cheval, animé de l'esprit de Gilly, quitte Nîmes aux cris de *vive l'empereur !* Il va camper à la porte de la ville; les révolutionnaires [illegible] à lui, et le bruit se répand qu'ils vont être soutenus par les fédérés des Cévennes. Les Nîmois, sans armes, sans secours, en proie aux alarmes, sont frappés surtout de l'idée que l'artillerie confiée aux mêmes soldats qui ont combattu le duc d'Angoulême, va être tournée contre eux. Déjà même quelques fédérés tirent sur la cocarde blanche, et plusieurs coups de fusil criblent le drapeau blanc qui décore la maison d'un royaliste. Le lendemain les éclaireurs de l'armée royale de Beaucaire pénètrent dans Nîmes, et le peuple accueille avec ivresse le nom de Louis XVIII proclamé par le corps municipal. Les fédérés et les soldats restent glacés et menaçans : ils repoussent toujours la cocarde des Bourbons. Le bruit se renouvelle qu'à une lieue de Nîmes [illegible]rme un camp de fédérés, et que

les Cévennes s'ébranlent pour s'emparer de l'artillerie renfermée dans la cour des casernes. La fermentation est au comble. On se porte autour des casernes; on demande à grands cris que les canons soient remis à la garde des citoyens. Le général Maulmont, qui remplaçoit Gilly, reconnut la nécessité de cette mesure, et donna l'assurance que l'artillerie seroit livrée aux commissaires envoyés par la mairie. Le peuple, satisfait, attendoit l'exécution de cette promesse, quand, du sein des casernes, partirent des coups de fusil qui renversèrent plusieurs citoyens. Les royalistes courent aux armes; la caserne est cernée, on en forme l'attaque; la fusillade se prolonge, et des victimes sont immolées de part et d'autre. L'adjudant commandant, Lefevre, chef d'état-major de Gilly, est blessé en combattant avec les troupes de ligne. Dans la soirée, les cultivateurs, revenus de leurs travaux, s'arment et viennent grossir le nombre des assaillans. L'attaque est suspendue pendant la nuit; mais, à l'aube du jour, de nouveaux renforts venus des campagnes voisines, accourent à l'appel du tocsin. La troupe assiégée abandonnant son artillerie, sort de ses quartiers, et se retire en désordre sur Uzès. Elle défiloit devant les citoyens armés, au cri de *vive le*

Roi! quand un coup de fusil ranima dans le peuple indigné le souvenir de tout ce qu'il avoit souffert. La vue de ces soldats, teints de sang, réveille dans les esprits la violation du traité de la Pallud, les massacres récens de Montpellier, et les coups de fusil, encore plus récens, de la caserne. Quelle digue opposer à tout un peuple irrité qui s'écrioit : *Et nous aussi nous avions capitulé!* Les hommes agrestes accourus des campagnes au secours des royalistes, oublient une capitulation à laquelle aucun d'eux n'a participé, et n'écoutant que leur indignation, ou plutôt le délire d'une vengeance aveugle, ils se jettent sur des soldats sans défense; dix à douze sont fusillés ou massacrés. Les principaux royalistes, au désespoir, se précipitent au milieu des coups de fusil, et bravent tous les dangers pour arracher des victimes à la mort; ils donnent aux unes un asile, ils protégent la fuite des autres; ils secourent les blessés. Echappant à la rage du peuple, le général Maulmont et la majeure partie de ses soldats se réfugient à Uzès, où ils sont constitués prisonniers. Un courrier du maire de Nîmes presse l'arrivée des commissaires du roi. Ceux-ci pénètrent dans la ville, et cherchent en vain à apaiser le peuple. Plusieurs maisons, et le

café de l'Isle d'Elbe, repaire des buonapartistes, sont attaqués, dévastés par une multitude furieuse. Officiers royalistes, commissaires du roi, principaux citoyens, s'efforcent d'arrêter le torrent de la vengeance, de mettre un terme à des désordres, à des excès criminels. On vit plusieurs chefs repoussés, blessés par leurs propres soldats; on vit un commissaire du roi méconnu et menacé par des hommes payés du pouvoir du roi. Sans se rebuter, les chefs parcourent les divers quartiers de la ville, et s'exposent à tous les périls pour arrêter, pour calmer un peuple exaspéré contre ses bourreaux, et encore sanglant des massacres dont il avoit été la victime. Le lendemain une garde nationale se forme en un clin-d'œil, et ne perd pas un moment pour arrêter l'effusion de sang, et ramener la paix. Toute l'administration du Gard une fois renouvelée et composée de royalistes, l'autorité du roi fut universellement reconnue dans ce département foyer de la révolte du Midi.

Dès le 15 juillet le drapeau blanc avoit flotté aussi dans Montpellier, aux acclamations de la multitude, tandis que la citadelle, remplie de soldats et de fédérés, s'obstinoit à garder les couleurs de la rébellion. Le lendemain 16,

le peuple, qui ne pouvoit en souffrir patiemment la vue, obtint qu'elles seroient remplacées par la couleur royale. Le 17 juillet, le marquis de Montcalm, avec une partie des troupes fidèles de l'Hérault, fit son entrée à Montpellier, et tout ce département fut rendu aux Bourbons.

A l'exemple de Marseille, la Provence entière s'étoit déclarée pour le roi, mais depuis Toulon jusqu'au Var, elle étoit tenue [illegible] par l'armée du maréchal Brune. [illegible] de communications avec l'intérieur, et livré à lui-même, le maréchal n'avoit eu connoissance de la capitulation de Paris que par les gazettes piémontaises qu'avoient fait passer à ses avant-postes les Autrichiens sur la gauche du Var. Il ne pouvoit espérer de se défendre à la fois contre l'ennemi extérieur et contre les troupes royales déjà en mouvement sous la conduite du lieutenant-général Loverdo. Il étoit plus difficile encore au maréchal de contenir ses propres soldats exaspérés contre les royalistes, et animés du désir de la vengeance. La pénurie des fonds rendoit pénible et critique la situation de cette armée, qui ne recevoit plus rien de Marseille, où elle avoit un crédit ouvert de 1,200,000 fr. De là les contributions extraordi[illegible] imposées à plusieurs villes;

telles que Grasse, Draguignan, Brignoles. Tout annonçoit d'ailleurs un prochain débarquement de troupes étrangères. L'arsenal de Toulon excitoit au plus haut degré la sollicitude du maréchal Brune; il ne songeoit qu'à conserver à l'Etat ce dépôt précieux, et conclut, dans ce dessein, un armistice avec les Austro-Sardes, sous les ordres du comte d'Osasco. Alors il quitta Antibes pour se porter sur Brignoles, et pour répartir ses troupes de manière à couvrir Toulon. Les mouvemens d'un corps d'armée qui repoussoit encore les Bourbons excitèrent la défiance et l'ardeur des royalistes. Déjà quatre mille fusils et deux pièces de canon avoient été débarqués à Marseille par les soins du vicomte de Bruges; bientôt on signala l'escadre anglaise, sous les ordres de lord Exmouth. Le marquis de Rivière étoit à son bord; il obtint quelques troupes auxiliaires, douze pièces de canon, dix mille fusils, et des munitions considérables. Marseille lui fit l'accueil que méritoit son dévouement constant et inaltérable à la cause sacrée de ses rois. Il étoit nommé gouverneur de la huitième division militaire par M^gr le duc d'Angoulême, qui, après avoir quitté Barcelonne, s'approchoit des frontières de France. Cinq mille Anglo-Siciliens, débarqués à Marseille [illegible] juillet,

avoient été reçus avec les transports de la reconnoissance; ils s'étoient joints aux gardes nationaux des Bouches-du-Rhône. L'armée du Var fut tenue en échec : elle étoit alors dans un état alarmant d'exaltation et d'irritation. Dans quelques régimens le drapeau tricolore avoit été remplacé par le drapeau noir; et quelques officiers avoient pris le crêpe noir; des cris séditieux se faisoient entendre; la ville de Brignoles étoit pleine de troubles et d'alarmes.

La nouvelle certaine de la rentrée du roi à Paris avoit fait éclater à Marseille et dans toute la Provence une ivresse générale. Les dispositions de l'armée du Var contrastoient d'une manière sensible avec les sentimens des Provençaux, et faisoient craindre qu'on ne la pût réduire que par la force. Le 17 juillet, le maréchal Brune établit son quartier-général à Toulon. Le 21, l'amiral Gantheaume, expédié par le marquis de Riviere, lui donna la première nouvelle officielle du retour du roi. Aussitôt il rassemble les officiers-généraux, l'état-major, et provoque leur soumission. Le pavillon blanc flotte le 24. Cependant les Anglais, d'une part, et les Autrichiens, d'autre, menaçoient Toulon, comme

place d'armes de troupes dévouées à Buonaparte. Le marquis de Riviere s'y transporte, et fait connoître au maréchal Brune que les étrangers s'engagent formellement à ne commettre aucune hostilité, s'il consent lui-même à abandonner le commandement de l'armée du Var, et à s'éloigner de Toulon. Il ne s'agissoit plus pour le maréchal que d'un sacrifice personnel qui devoit assurer la conservation de Toulon à la France, et garantir le pays des maux de la guerre. Le maréchal quitte Toulon sans hésiter, et prend la route d'Avignon, où l'attendoit une destinée cruelle.

Vainement tout le peuple de cette ville s'étoit élancé vers son roi, et avoit arboré le drapeau blanc ; la garnison et les fédérés, au nombre de deux mille hommes, comprimoient les royalistes, et tiroient sur le drapeau royal. Avignon étoit retombé dans l'esclavage. Toutefois le général Cassan ne se faisoit point illusion : instruit que les royalistes du dehors projettent de venir l'attaquer, et redoutant l'explosion d'une population asservie trop long-temps, il assemble un conseil de guerre, auquel il propose de se soumettre à Louis XVIII. Des officiers égarés s'y refusent ; le général, indigné, donne l'ordre

d'évacuer la ville sur-le-champ. Ce fut, pour les fédérés d'Avignon, un sujet de désolation et de désespoir. Forcés d'abandonner leurs foyers, on les entendit, dans le silence d'une nuit pleine d'alarmes, ne s'appeler que par des sifflemens aigus, vomir des imprécations contre Napoléon, et s'efforcer vainement d'étouffer les accens de leur rage. La ville n'étoit pas encore tout-à-fait évacuée que le maire y fit arborer l'étendard des lis. La garnison rencontra au Ponté l'avant-garde des troupes royales de Vaucluse; des coups de fusil furent d'abord échangés; mais le général Cassan et le major Lambot parlementèrent. Les volontaires royaux se rangèrent en bataille, et leurs adversaires défilèrent devant eux en poursuivant leur route sur Orange. Arrivé au Pont-Saint-Esprit, la garnison se sépara des fédérés pour faire sa soumission au roi; ceux-ci cherchèrent un refuge dans les départemens de la Drôme et de l'Isère. Le major Lambot, à la tête des royalistes, fit son entrée dans Avignon aux cris mille fois répétés de *vive le roi!* Qu'on se figure l'état d'exaspération d'un peuple qui sortoit d'être comprimé avec l'arme de la terreur par un parti exécr[illegible]

C'étoit dans ces circonstances qu'alloit paroître le maréchal Brune, à qui les Provençaux imputoient les désordres et la résistance d'une armée qu'il avoit eu tant de peine à contenir. Déjà sur sa route il avoit eu a lutter contre des attroupemens séditieux. Il persista néanmoins contre l'avis de ses aides-de-camp, et par un sentiment de fatalisme, à traverser Avignon après avoir congédié son escorte. Là il se livre, pour ainsi dire, à l'animosité d'un peuple à qui des agitateurs secrets le signalent comme le violateur du traité de la Palud, le persécuteur des Bourbons. Ainsi trompé et égaré, ce peuple entre en fureur à la vue du maréchal; une sédition éclate, ou plutôt une scène d'horreur. Brune est immolé, malgré tous les efforts des magistrats, et ce grand outrage à l'humanité, à la justice, est inspiré par des agens perfides, et avec l'intention de déshonorer la plus sainte des causes, à un peuple rangé sous la bannière royale. Tel étoit le but des instigateurs de tous ces emportemens déplorables. Brune, persécuté pendant dix ans par Buonaparte, et abhorrant son despotisme, Brune, étranger aux complots du 20 mars, et, s'arrachant au repos, au bonheur domestique dans la seule vue de défendre le territoire, fut voué à la mort, tandis

que les Clausel, les Gilly, échappoient au glaive de la justice. Gilly trouva un asile dans un antre des Cévennes, et Clausel, abandonnant à son amour pour les Bourbons, la ville du *douze Mars*, parvint aussi à se soustraire à la punition des rebelles. Toutes les résistances furent vaincues dans le Midi. L'indignation des royalistes des Landes ne pouvant plus se contenir, ils s'assurèrent de la personne du préfet Harel, si dévoué à Buonaparte, et qui avoit tenu Mont-de-Marsan sous le joug des fédérés. Le Midi, soulevé pour le roi, étoit dans un état de convulsion; il réclamoit la présence du prince auguste qui pouvoit seul y rétablir l'ordre, et y ramener les formes de la justice. Les Pyrénées sembloient s'abaisser, pour ainsi dire, devant le prince, devenu l'objet des vœux de tout le Midi. Déjà le vicomte d'Escars, accompagné de plusieurs officiers royalistes rassemblés à Figuières, s'étoit porté au village de Saint-Laurent de Cerdan, avec les volontaires royaux des Pyrénées orientales. Ce mouvement tendoit à attirer sur cette partie de la frontière les troupes à la disposition du général Robert, et à faciliter ainsi la rentrée de M^gr le duc d'Angoulême, qui, de Puycerda,

marchoit avec un bataillon de Miquelets organisés dans le département de l'Arriège par le chevalier Castelet de Savignac. L'attaque eut un plein succès, et S. A. R. effectua sa rentrée en France, après avoir mis en déroute les troupes que lui opposa le général Lafitte, commandant pour Buonaparte dans le département de l'Arriège. En même temps le comte de Damas-Crux, à la tête de trois mille Basques qui s'étoient joint à Saint-Jean-de-Luz, faisoit son entrée à Bayonne, où le rétablissement de l'autorité royale fut proclamée au bruit de l'artillerie des remparts, au son des cloches, et au milieu de l'explosion d'une joie universelle. Tout Bayonne se montra unie dans les mêmes sentimens; sur une population de dix-huit mille âmes, à peine on y comptoit cinquante buonapartistes. Tout le pays basque étoit également unanime pour la cause du roi. Perpignan avoit arboré aussi la couleur royale; mais, comprimé encore par les militaires et les fédérés, on y auroit vu éclater la guerre civile sans la fermeté du lieutenant-général Chabot et du colonel Terrier. L'arrivée du vicomte d'Escars avec une poignée de royalistes, décida la soumission entière du Roussillon.

Cependant M^gr le duc d'Angoulême, accompagné d'une centaine d'officiers royalistes qui l'avoient joint à Puycerda, se dirigeoit sur Dax, et de là sur Toulouse, que le lieutenant-général Decaen opprimoit avec trois mille soldats et un grand nombre de fédérés. Instruit de l'approche du prince, cet officier général déjà sans communication avec l'armée de la Loire par la reddition des villes intermédiaires, et voyant d'ailleurs tous les bourgs, tous les villages arborer le drapeau blanc, et Toulouse même prête à se soulever, jugea qu'il ne pouvoit plus résister autorrent. Le 17 juillet, il affranchit Toulouse, dont le maréchal Pérignon (1) venoit de recevoir du duc d'Angoulême le commandement militaire. Dès que l'ordre du jour du général Decaen fut connu des troupes, elles se débandèrent malgré les instances et les menaces de leurs officiers.

Le drapeau blanc fut arboré dans la soirée, et les cris de *vive le roi !* retentirent de toutes parts. L'enthousiasme gagna de proche en proche, et à l'aube du jour la population salua l'étendard royal qui flottoit à toutes les fenêtres. Des illuminations et des feux de

(1) Alo[redacted]ntech.

joie signalèrent les transports de l'alégresse publique; la masse entière du peuple étoit dans l'ivresse. Elle fut à son comble quand les Toulousains eurent connoissance de l'approche de M^gr le duc d'Angoulême. S. A. R. s'étoit fait précéder d'une proclamation datée d'Ax, remplie de témoignages de la satisfaction qu'il éprouvoit à se retrouver au milieu des Français. Les habitans des campagnes et des villes se pressoient à l'envi autour de sa personne, semant des fleurs sur son passage, et versant des larmes d'attendrissement. Le 23 juillet, Monseigneur fit son entrée à Toulouse aux acclamations réitérées d'un peuple qui appeloit sur ce prince chéri les bénédictions du ciel. La joie des Toulousains se montra dans toute sa franchise, à la vue du fils de France qui, par ses hautes vertus et son courage, avoit fait l'admiration du Midi. Tout le Midi, se ralliant sous ses drapeaux, fut délivré sans qu'aucun étranger eût paru sur son territoire (1). S. A. R. établit à Toulouse le siége du gouvernement que le roi lui avoit confié; elle donna ses soins tutélaires à calmer l'effervescence du peuple, et à ramener le règne des lois et de la justice.

(1) Les cinq mille Anglo-Siciliens débarqués à Marseille n'avoient pas eu besoin de se mettre en cam[illegible]

La majorité de la France ne reconnoissoit plus que son roi; mais le parti vaincu montroit toujours la même exaspération, la même audace. Il cherchoit un point de ralliement, et croyoit l'avoir trouvé dans l'armée de la Loire : il lui falloit toujours un chef; et des vœux impies rappeloient encore Napoléon. Hors d'état, après son abdication, de renouveler la lutte, il auroit pu néanmoins causer encore de grands maux s'il avoit suivi les conseils d'une poignée de furieux : mais sa destinée étoit cette fois irrévocable. Une convention antérieure entre les puissances portoit qu'il demeureroit leur prisonnier dans un lieu sûr. Sa reddition fut préparée avec habileté; il se crut libre, ne soupçonnant pas la surveillance dont il étoit l'objet. C'est ainsi qu'on parvint, sans obstacle et sans bruit, à le conduire à Rochefort. Là, restant plusieurs jours, son télescope braqué sur la fatale croisière anglaise, il ne trouva aucun moyen de s'y soustraire, tant les stations navales venoient d'être promptement établies par l'amirauté pour bloquer toutes les côtes depuis l'Adour jusqu'à l'embouchure de la Seine : tout moyen de gagner la haute mer lui étoit ravi. Débarqué à l'île d'[redacted] en proie à l'anxiété la plus cruelle,

trois fois il se jette dans un canot pour rentrer à Rochefort, et trois fois il se voit non moins surveillé du côté de terre que du côté de la mer. Le Monde, jadis trop étroit pour son ambition, étoit alors trop resserré pour sa fuite.

Réduit au dernier degré d'abaissement, amorcé par de perfides avis, Napoléon aborda le vaisseau *le Bellerophon*, pour se livrer à son ennemi irréconciliable ; et affectant une noble confiance, il demanda à s'asseoir sur le foyer de la nation anglaise. Le capitaine Maitland lui déclara qu'il ne pouvoit le recevoir que prisonnier, sans autre condition que celle de la sûreté de sa personne. Amolli par je ne sais quelle espérance, Napoléon montra, comme Persée, roi de Macédoine, la maladie honteuse de l'amour de la vie : elle lui fit perdre le seul avantage que la fortune ne puisse ravir aux malheureux, la compassion. Cet homme qui, le 17 juin, inspiroit encore tant de terreur, se mettoit, le 17 juillet, sous la protection d'une puissance qu'il n'avoit cessé, pendant tout le cours de sa vie publique, d'attaquer et d'insulter. C'est ainsi que, sous le refuge du pavillon blanc, il termina, à bord d'un vaisseau anglais, sa fatale évasion de l'île d'Elbe. L'Europe demandoit aux solitudes de l'Océan [redacted] positaire

[redacted]6.

plus fidèle : Saint-Hélène fut choisie. Telle fut la dernière scène de la vie dramatique de l'homme qui avoit enfanté des malheurs tels, que jamais l'univers n'en avoit éprouvé de semblables. Renversé par une suite de fautes qui surpassent en étendue toutes celles qui ont causé la ruine d'aucun chef de nation, il s'étoit vu un instant relevé par un parti destiné à se détruire de ses propres mains. Ne pouvant plus soutenir le poids de son rôle, il s'étoit éclipsé de l'horizon politique, laissant encore une fois Louis XVIII légataire universel des maux qu'il avoit attirés sur la France, et qu'il n'auroit jamais su réparer. Sa fin fut presque aussi humiliante pour l'univers que pour lui, qui en avoit reçu les adorations. Le peuple et les soldats, refusant d'y croire, étoient toujours dans l'attente de le voir reparoître à la tête de l'armée française.

Lorsque les débris de cette armée, dernier appui des factieux, s'étoient repliés derrière la Loire, le maréchal Davoust avoit laissé à Paris des commissaires (1) pour recevoir les instructions du gouvernement provisoire sur la conduite que l'armée auroit à suivre dans le

(1) Les lieutenans-généraux Valmy, Gérard et Haxo.

cas où le roi remonteroit sur son trône. En rendant compte de cet événement au maréchal, ses commissaires lui avoient fait part de quelques ouvertures à l'effet d'engager l'armée à reconnoître que son union au gouvernement royal pouvoit seule prévenir la dissolution de l'Etat. C'étoit le plan de Fouché, qui vouloit à tout prix s'opposer au licenciement de l'armée de Buonaparte; il se flattoit qu'elle seroit encore assez prépondérante pour que l'Etat parût se dissoudre si elle refusoit de se soumettre au roi. La faction insistoit, par l'impulsion de Fouché, pour que l'on fît au roi une soumission conditionnelle, et pour que le roi donnât en échange une déclaration qui énonceroit son consentement aux demandes impérieuses faites au nom de l'armée (1). En conséquence, le maréchal Davoust donna plein pouvoir à ses commissaires de présenter au roi son adresse d'adhésion, datée du quartier-général d'Orléans, le 10 juillet (2). Dans cette pièce remarquable, l'armée française, se déclarant pouvoir suprême, annonçoit

(1) L'auteur a par devers lui la preuve historique de ce fait, et s'il ne la produit point encore, c'est par des motifs de pure convenance pour certains personnages qui ont été la dupe de la politique insidieuse de Fouché.

(2) Voyez le texte de cette pièce qui a été rendue publique.

qu'elle devoit être le centre et le point de ralliement des vrais Français; et, cherchant à assurer sa permanence, elle stipuloit non seulement pour l'autorité militaire, mais pour l'autorité civile; elle énonçoit clairement les conditions auxquelles elle attachoit son consentement à reconnoître le roi. Ces conditions portoient, en substance, qu'il n'y auroit de destitution arbitraire ni dans l'armée, ni dans aucune des branches de l'administration; que nulle personne appartenant, soit à l'armée, soit à l'ordre civil, ne pourroit être recherchée ni poursuivie, et que tout individu de l'armée seroit conservé dans ses grade et emploi jusqu'au départ des étrangers. Ainsi, les généraux vouloient faire capituler le roi, dont le cœur, déjà déchiré par les calamités sans nombre qui pesoient sur tous ses sujets, avoit tant besoin d'être soulagé par une soumission franche et loyale.

En acceptant de telles conditions, le roi seroit devenu l'esclave et non le chef de son armée. Un cri d'indignation s'éleva de toutes parts. « Quoi! dirent les partisans de la légitimité et » de la paix du Monde, ces mêmes armées qui » se sont arrogé le droit de déposer leur sou» verain légi[illegible]e, et de ramener en France

» l'usurpateur; ces armées qui ont combattu
» pour lui jusqu'à ce que l'épée leur fût arra-
» chée des mains, feroient la loi au monarque,
» et se tiendroient encore en état de révolte
» contre la France et contre l'Europe! Si, par
» une fausse politique, si par une condescen-
» dance funeste, Louis XVIII prenoit le parti
» de s'entourer d'une armée rebelle et d'une
» administration rebelle, alors qui pourroit
» affirmer que l'Europe pût enfin se reposer
» dans le sein du repos et de la paix? Il n'est
» que trop visible que les généraux veulent
» forcer le gouvernement à des concessions;
» que, prenant des règles de conduite dans
» l'histoire des temps désastreux, et se préva-
» lant de l'exemple laissé par les chefs de la
» ligue, ils prétendent aussi, eux, faire acheter
» leur soumission, et ne se désarmer qu'autant
» que leur ambition et leur cupidité seront satis-
» faites. Mais ce dernier effort d'un parti armé
» qui cherche à retarder sa chute, et à pro-
» longer sa révolte, viendra échouer devant
» l'Europe en armes, et devant les sentimens
» d'indignation de la majorité de la nation
» française, qui ne veut plus supporter le
» joug des soldats. »

En effet, le plan de la faction militaire étant

dévoilé, une adhésion conditionnelle et arrogante ne pouvoit suffire pour arrêter les armées de l'Europe. Déjà les alliés la considéroient comme une ruse et comme l'indice de recommencer la guerre après leur départ. Le roi, d'ailleurs, pouvoit-il se méprendre sur les vrais intérêts de sa couronne? Ses ministres même, sauf un seul, reconnurent qu'on ne devoit recevoir de l'armée qu'une soumission pure et simple. Au nom de l'armée des Alpes, le maréchal duc d'Albuféra avoit eu l'initiative (1), ainsi que les lieutenans-généraux Rapp et Lecourbe, pour leurs corps d'armée respectifs, la garnison de la ville de Metz et le lieutenant-général Milhaud pour son corps de cavalerie, faisant partie de l'armée de la Loire. Ces exemples ne suffisoient point encore pour la faire fléchir. Sa soumission étoit équivoque et son attitude menaçante; on y remarquoit de l'agitation. Ce n'étoit

(1) Soumision de l'armée des Alpes :

« Sire, les lieutenans-généraux Puthod et Curial, et le » maréchal-de-camp Monfort, députés de l'armée des Alpes, » se font un devoir de s'acquitter avec empressement de leur » honorable mission, en déposant au pied du trône de votre » majesté, au nom du maréchal duc d'Albuféra qui commande » cette armée, des généraux, officiers et soldats qui la com- » posent, l'hommage de leur franche et loyale soumission aux » ordres de votre majesté, et de leur inviolable fidélité. »

qu'avec peine qu'elle substituoit ; aux couleurs de la révolte, les signes de la royauté. On savoit que les généraux coupables cherchoient à se concerter et à se ménager une retraite militaire dans les montagnes de l'Auvergne. La ville de Tours venoit d'être envahie, aux cris de *vive l'empereur !* par des troupes en pleine insurrection. Il falloit des actes de vigueur pour déconcerter et pour désarmer les rebelles. Les puissances notifièrent qu'elles étoient en état d'hostilité contre l'armée française. Elles déclarèrent au roi que s'il ne vouloit ou ne pouvoit la licencier, ils se chargeroient de cette tâche (1); et ils mirent en état d'agir une force de trois cent mille hommes pour l'attaquer aussitôt que l'armistice seroit expiré. Une ordonnance royale fut rendue le 16 juillet, portant qu'une nouvelle armée seroit organisée, attendu que l'ancienne se trouvoit licenciée depuis le 23 mars (2). Cette ordonnance ne fut publiée qu'un mois plus tard. Un autre acte de l'autorité royale licencia toutes les réunions connues sous le nom de *Corps francs*, ainsi que tous les bataillons de gardes nationales d'élite levés depuis le 20 mars.

(1) Voyez le discours prononcé par lord Castlereagh, dans la chambre des communes, le 20 février 1816.

(2) Par ordonnance rendue à Lille en Flandres.

La guerre que les rois avoient faite à Buonaparte n'étoit pas seulement dirigée contre lui, mais contre le parti destructeur dont il étoit le chef, parti aussi varié dans ses ressources que dans ses entreprises, et qui mine sourdement tous les Etats. Les rebelles n'étoient pas désarmés, et l'Europe attendoit de grands exemples. Tous les esprits étoient pénétrés de l'idée que le trône avoit été renversé par une grande conspiration, et la majorité de la France en demandoit justice à grands cris. Mais Fouché, dans le conseil, combattit cette opinion de tout son pouvoir, et il se servit, pour faire prévaloir son système d'atténuation, de tous les moyens que lui suggéra son habileté à se jouer de la vérité et à braver l'évidence; il y apporta d'autant plus d'audace, que les preuves de la conspiration avoient été anéanties dans ses bureaux et dans ceux de l'administration de la guerre, à l'instant même où les armées alliées pressoient le siége de Paris. Toutefois Fouché trouva l'idée de la réalité d'une conjuration si générale et si profondément enracinée, « que ceux » même, dit-il, qui avoient le plus grand intérêt » à détruire cette idée, gardoient le silence. »

Le roi, qui avoit repris les rênes du gouvernement en présence des souverains et de toutes

les armées de l'Europe, reconnut que le châtiment des coupables ne pouvoit plus être différé, et qu'il n'appartenoit qu'à lui de les désigner. Son âme, supérieure à la vengeance, réduisit à un petit nombre les conspirateurs que les lois devoient poursuivre, et que l'exil devoit atteindre. L'ordonnance du 24 juillet en renvoya quelques-uns devant les conseils de guerre. Dix-sept prévenus furent désignés dans cette première catégorie (1). Dans la seconde, trente-huit (2) furent signalés comme devant être exclus du territoire français après toutefois que les chambres auroient décidé si tous ou quelques-uns seroient jugés selon les lois, ou seulement éloignés par mesure de haute-police. Fouché n'hésita point de

(1) Ney, Labedoyère, les deux frères Lallemand, Drouet-d'Erlon, Lefebvre-Desnouettes, Ameilh, Brayer, Gilly, Mouton-Duvernet, Grouchy, Clausel, Laborde, Debelle, Bertrand, Drouot, Cambronne, Lavalette, Rovigo.

(2) Soult, Alix, Excelmans, Bassano, Marbot, Félix Pelletier, Boulay (de la Meurthe), Méhée, Fressinet, Thibaudeau, Carnot, Vandamme, Lemarque, Lobau, Harel, Piré, Barrère, Arnault, Pommereul, Regnault (de-Saint-Jean-d'Angely), Arrighi (de Padoue), Dejean fils, Garrau, Réal, Bouvier-Dumolard, Merlin (de Douai), Durbach, Dirat, Defermon, Bory-Saint-Vincent, Felix Desportes, Garnier de Saintes, Mellinet, Hullin, Cluys, Courtin, Forbin-Janson, fils aîné, Le Lorgne-Ideville.

contre-signer cette ordonnance; « afin d'en-» chaîner, dit-il, la réaction, et de diminuer » le nombre de ceux qu'elle désirait sacri-» fier (1). » Sa douleur fut telle, « que s'il » lui eût été possible, ajoute-t-il, d'effacer » de la liste quelqu'un des noms pour y mettre » le sien il n'auroit pas hésité un moment (2). » Plusieurs des prévenus obtinrent de lui des secours abondans pour aller vivre en pays étrangers.

En exerçant ainsi son influence sur cet acte de l'autorité royale, Fouché le rendit l'objet des vives réclamations de son parti et d'une censure amère de la part des royalistes. Ces derniers soutinrent que de grands coupables et plusieurs des principaux agens de la rébellion étoient soustraits à la vengeance des lois, tandis que sur la liste se trouvoient placés, à côté de quelques noms justement signalés des hommes obscurs qui n'avoient pris aucune part active à la révolte, et qui n'étoient peut être que la victime du caprice de Fouché..... Les défenseurs de l'ordonnance se bornoient à rappeler que les sociétés pour leur conservation,

(1) Lettre de Fouché au duc de Wellington.
(2) *Idem.*

étoient quelquefois obligées de s'élever au-dessus des règles, et que le pardon étoit de rigueur là où les coupables étoient trop nombreux. Une discussion solennelle s'étant engagée depuis (1) sur cette désignation limitée des fauteurs et instigateurs de la révolte, l'histoire peut puiser dans ces débats quelques explications, et quelques lumières. L'ordonnance fut discutée tour à tour, et avec chaleur, dans l'opinion des plus chauds adversaires des révoltés, et dans l'opinion plus modérée du ministère. « En rentrant dans son royaume, » dit l'un des orateurs les plus distingués » de la chambre (2), le roi ne trouva » pas tout son peuple soumis ; les principaux » chefs de la révolte étoient encore en état » de rébellion. Pour sauver la capitale des » maux qui la menaçoient, on a pu croire de » la prudence de traiter avec quelques-uns » d'entr'eux. Voilà pourquoi de grands cou- » pables ne se trouvent pas sur la liste du 24 » juillet. Il falloit prévenir la guerre civile et » la prolongation d'une opposition armée :

(1) Dans la chambre des députés pendant la session de 1815.

(2) M. de Serre, conseiller d'Etat, élevé, pendant la session de 1816, à la présidence de la chambre des députés.

» le moyen le plus sûr parut être l'amnistie
» proposée par cette ordonnance qui n'attei-
» gnit pas certains rebelles, afin de faire plus
» facilement tomber les armes des mains de
» tous les autres (1). »

En effet, à peine fut-elle rendue que la rébellion cessa d'être redoutable. Presque tous les généraux désignés cherchèrent leur salut dans la fuite, et pas un seul régiment ne prit leur défense. Fouché lui-même fit arrêter Ney et Labédoyère dont il avoit fait suivre les traces, après leur avoir inspiré une sécurité trompeuse; et quand les buonapartistes se plaignirent à lui d'être ainsi abandonnés et sacrifiés par celui qui devoit les défendre, Fouché leur répondit brusquement : « Vous autres » militaires, vous ne savez pas conspirer. »

Il ne restoit plus à l'armée de la Loire, qu'à subir la destinée que lui avoit attirée sa révolte. Qu'auroit-elle pu tenter, reduite à cinquante mille hommes, désorganisés, isolés, sans argent, et ne pouvant espérer aucun appui efficace des autres corps d'armée déjà presque dissous par la désertion? Placé entre un ennemi

(1) A la clôture des débats, les listes ne furent maintenues, sans extension, qu'à la majorité de *neuf voix*.

victorieux et les départemens du Midi, si énergiques pour la cause royale, qu'auroit pu faire le général en chef de cette armée? Toutefois elle eût pu prolonger encore l'inquiétude et l'agitation dans l'intérieur; peut-être même auroit-elle pu troubler quelques départemens; mais cette armée étoit française: c'eût été pour elle un triste avantage que d'affliger la patrie sans espoir de réaliser de coupables desseins. Ne fournissoit-elle pas aux étrangers le malheureux prétexte de couvrir la France de leurs troupes? Toute indécision cessa quand on vit le maréchal duc de Tarente venir remplacer le maréchal Davoust dans le commandement en chef (1).

L'illustre maréchal établit son quartier général à Bourges, et fit une nouvelle répartition de l'armée dont la ligne de démarcation s'étendoit de l'embouchure de la Loire au confluent de ce fleuve avec l'Allier. Il trouva la désertion considérable, et il prit toutes les mesures que lui suggéra sa haute prudence pour la conservation des armes, des chevaux, des équipages, et pour la sûreté des routes.

Presqu'aussitôt les troupes alliées, en partie

(1) Le 1er août 1815.

disloquées, prirent des cantonnemens. Les Anglais, les Belges et les Hanovriens occupèrent Paris et les environs, jusqu'aux frontières de la Belgique et aux limites de la Marne. Les Prussiens, dont une partie occupa aussi la capitale, s'étendirent en Normandie et en Bretagne, dans tous les départemens situés entre la Loire et la Seine. En Champagne, en Bourgogne, sur les bords de la Loire jusqu'à Orléans, sur les frontières de la Suisse et de l'Italie jusqu'aux bords de l'Allier, restèrent cantonnés les Autrichiens et les Bavarois. L'Alsace fut occupée par les Badois et les Saxons; la Lorraine et les départemens de la Marne, par les Russes. Indépendamment des Anglo-Siciliens, la Provence avoit reçu les Austro-Sardes. Une division du corps d'armée du général Bianchi se dirigea vers le Languedoc. L'Autriche déployoit une grande masse de forces militaires. La marche de ses troupes de réserve à travers l'Allemagne continuoit sans interruption. La loyauté de l'empereur d'Autriche, et l'union intime des souverains confédérés, qui poursuivoient toujours le même objet, réfutoient assez les bruits contraires que répandoit, dans toute la France, un parti aux abois; il fut enfin, désabusé sur les intentions de Fran-

çois II, quand il vit les troupes autrichiennes seconder les royalistes, et marcher contre un rassemblement armé dans la partie des Cévennes qui avoisine Nîmes. Les rebelles, battus et dispersés près de Ners, en deçà du Gardon, laissèrent quatre-vingts morts ou blessés sur le champ de bataille.

Cette persévérance dans la révolte irritoit le peuple, et le portoit à la vengeance, malgré la vive sollicitude du prince auguste qui ne cherchoit qu'à rallier et à calmer les fidèles habitans du Midi : « Pourquoi ce délire ? leur » disoit-il, directement, ou par l'organe de ses » délégués. Pourquoi ces convulsions, ces » réactions sanglantes, ces vengeances affreuses » qui déshonorent la plus belle des causes, et » qui, en outrageant les lois, insultent à la » majesté royale ? Quand les fils de saint Louis » pardonnent, qui oseroit se venger ? tout sen- » timent de haine doit disparoître au mo- » ment où le roi légitime dit aux Français : » Je suis remonté sur le trône de mes pères, » le règne de la justice renaît, et s'il faut punir, » son glaive seul en a le droit. Habitans du » Midi, Louis XVIII a parlé ; que son cœur » n'ait plus à souffrir de vos divisions intes- » tines. »

Mais un nouvel orage étoit prêt à fondre sur le Midi. Au milieu des transports excités par la présence du duc d'Angoulême, on eut la première nouvelle que deux armées espagnoles étoient en marche pour franchir les Pyrénées, l'une vers le Roussillon, l'autre vers le pays des Basques. Les habitans, trompés sur leur intention, se préparoient à les combattre. On vit les bataillons royaux qui s'étoient formés contre Napoléon se rallier contre des étrangers dont les projets étoient inconnus. Le roi d'Espagne, il est vrai, ne faisoit approcher ses troupes de nos frontières, que dans des intentions amicales. Mais quelque confiance qu'inspirassent au duc d'Angoulême les promesses du roi son cousin, et la loyauté du caractère espagnol, S. A. R. ne put se dissimuler que la présence seule d'une armée, quoique amie, est toujours une calamité pour les peuples qui se trouvent sur son passage.

Ces peuples, d'ailleurs, étoient ceux qui venoient de donner au roi tant de preuves de fidélité; c'étoient des Français en un mot, et ce motif seul suffisoit pour réveiller les soins tutélaires du duc d'Angoulême. Prompt à se décider, le prince vole au-devant du général espagnol; il le presse, il le persuade,

il prévient une lutte contre un allié généreux, et tous ses vœux sont accomplis. Le Roussillon, le Béarn, le Languedoc, la Guyenne, sont désormais à l'abri de toute invasion, de toute crainte. Paris croyoit le prince encore occupé sur la frontière quand déjà il entroit chez le roi, lui apportant l'assurance que ses belles provinces méridionales étoient affranchies.

Cependant une disposition inquiète et soupçonneuse tenoit les esprits en alarmes; le parti qui luttoit contre le désespoir, agitoit et troubloit la nation. Au moment même où les communications étoient rétablies et libres dans l'intérieur (à peine avoient-elles été suspendues); au moment où les moissons se faisoient avec tranquillité, et que les soldats étrangers aidoient nos moissonneurs dans leurs travaux, tout restoit hostile sur les frontières, et menaçant dans l'intérieur. Les souverains alliés faisoient entrer chaque jour de nouveaux corps d'armée, soit pour appuyer leurs prétentions, soit pour prévenir toute résistance. Les places fortes du Hainaut étoient bloquées par les Prussiens, qui pressoient leurs préparatifs pour en assiéger d'autres. Déjà les châteaux de Vincennes et de Sedan, les places

de Landrecies, Givet, Montmédy, Mezières et la ville de Laon étoient en leur pouvoir. Vers le Haut-Rhin, l'Autriche avoit confié à l'archiduc Jean le commandement des blocus de New-Brisack, Schelestadt, Béfort et Huningue. C'étoit contre cette dernière place que l'archiduc alloit diriger ses plus grands efforts. Metz et Strasbourg étoient bloqués. Auxonne, forcé de se rendre aux Autrichiens, leur servoit de point d'appui, ainsi que Lyon et Grenoble.

Ainsi le gouvernement du roi se trouvoit placé entre les dangers du dehors et les mécontens de l'intérieur. L'esprit anti-royaliste qui régnoit dans l'armée de la Loire n'étoit pas susceptible d'être étouffé, malgré la fidélité patriotique de son nouveau chef. Ce n'étoit toutefois que par cette armée que le centre de la France étoit préservé, et qu'une partie précieuse d'artillerie, de munitions et d'effets militaires étoit conservée au roi. Quelle extrême précaution ne falloit-il pas pour en venir à la mesure d'un licenciement immédiat!

Dans cet état mixte, qui n'étoit ni la paix ni la guerre, état si pénible par sa prolongation, les nations confédérées cherchoient à exploiter à leur profit les provinces qu'elles occupoient, donnant l'ordre positif à leurs généraux de ne

souffrir aucune autorité militaire française dans l'étendue de leur commandement respectif. Les instructions des préfets portoient de défendre avec courage leurs administrés, et de ne céder qu'aux baïonnettes ; mais ces instructions sembloient n'avoir pas prévu l'irritabilité qui naîtroit des résistances: elle ne pouvoit manquer de répandre de l'aigreur sur les discussions relatives au traité définitif. Plusieurs préfets se firent enlever par les troupes étrangères, montrant sans doute un dévouement généreux, mais oubliant que leurs administrés restoient sans agens du roi pour les défendre, et qu'ainsi leur zèle trahissoit leur devoir. La France frémissoit en voyant ceux qui représentoient le pouvoir du roi dans les provinces aux prises avec les troupes étrangères. On se demandoit si l'Europe étoit venue nous secourir ou nous conquérir, et quelle seroit la force que nous porterions dans les discussions, s'il falloit subir un nouveau traité. Chacun prévoyoit assez que la France seroit forcée de payer amplement les frais de la guerre; mais on se flattoit encore que les souverains n'exigeroient pas du roi les mêmes sacrifices qu'ils auroient imposés à Buonaparte. Les deux points principaux sur lesquels se dirigea leur politique, furent

le soutien du roi et la dissolution de l'armée (1). Jamais l'objet du rétablissement de l'autorité légitime n'avoit été déguisé par les alliés. C'étoit à leurs yeux non-seulement un acte de bienveillance équitable envers Louis XVIII, mais encore un moyen sûr de soumettre la France à une domination légale, et d'en bannir le pouvoir militaire despotique (2). Toutefois les alliés regardoient le roi comme n'ayant aucun pouvoir sur l'armée créée par Buonaparte, et ils jugeoient qu'il seroit impossible avec une telle armée de garantir aucun traité (3). De là, la demande réitérée du licenciement de l'armée de la Loire. Informée que telle étoit la base des négociations, la faction révolutionnaire en frémit, et tourna ses regards, avec ses dernières espérances, vers Fouché et l'arsenal de son ministère. Déjà de grands sujets d'alarmes agitoient ce ministre et ses adhérens. Fouché s'étoit aperçu, enfin, qu'il servoit malgré lui d'instrument au rétablissement de l'autorité royale. La reddition de Buonaparte, l'ordonnance du 24 juillet, l'ar-

(1) Discours prononcé par lord Castlereagh, à la chambre des communes, le 20 février 1816.

(2) *Idem.*

(3) *Idem.*

restation de Ney et de Labedoyère, la soumission de l'armée de la Loire, et le désarmement des fédérés sans presque aucun déchirement, étoient autant de griefs que lui reprochoit son parti, et qu'il se reprochoit lui-même. Comment, d'ailleurs, pourroit-il se maintenir dans la confiance d'un monarque dont il avoit envoyé le frère à l'échafaud ! Son ambition n'étoit pas tellement aveugle qu'il ne sentît que plus les Français s'attacheroient au roi, et plus ils auroient d'horreur pour les régicides, et qu'enfin « l'opinion pu» blique, cet élément nouveau dans l'ordre » social, qui a acquis tant de force et de puis» sance, qu'elle est devenue la rivale de l'au» torité (1), » obligeroit le roi à le renvoyer du ministère. Ce fut contre la dissolution de l'armée qu'il se roidit le plus. « Les cris qui » partoient de ce ministère et de ses adhérens » contre une partie des alliés, paroissoient » d'autant plus sinistres, que d'autres hommes » puissans cherchoient de leur côté à tourner » les plaintes de la France contre une autre » partie des alliés. Cette confusion de haine » et d'amitié, de craintes et d'espérances,

(1) Lettre de Fouché au duc de Wellington.

» cette anxiété de l'opinion mille fois plus » cruelle que l'annonce positive d'un malheur » inévitable, faisoient passer les Français de » l'exaspération, qui peut tout entreprendre, » au découragement le plus absolu, sans que » leur exaspération sût à qui s'attaquer, sans » que leur découragement sût à qui s'en » prendre. La stupeur de l'opinion publique » permettoit à je ne sais quels hommes, et » dans quelles intentions, de dominer toutes » les réflexions en portant les regards vers cette » armée qui avoit causé les malheurs de la » France, et de montrer ces restes de la force » publique comme un espoir de délivrance. » C'étoit sur ce qui avoit trahi qu'on appeloit » l'intérêt; ce qui avoit été fidèle sembloit » déjà abandonné (1). »

Ainsi Fouché, à l'aide de son parti revenu de son premier abattement, avoit pris une attitude menaçante; il entretenoit, autour du trône et dans le public, l'inquiétude et la terreur; il rallioit tous les révolutionnaires sous ses étendards, afin de réaliser au besoin les dangers dont il faisoit naître la crainte. Cependant le

(1) Histoire de la Session de 1815, par M. Fiévée, pag. 116 et 117.

président du conseil, loin d'entrer dans ses projets, montroit le désir d'administrer dans le sens royaliste et constitutionnel. A cette fin, il falloit une chambre des députés, et les corps électoraux venoient d'être convoqués pour en nommer une entièrement nouvelle. Le ministère avoit surtout en vue de faire, à l'égard des étrangers, un pouvoir de la représentation nationale, qui n'avoit été qu'un instrument docile et nul entre les mains de Napoléon jusqu'à l'époque du 20 mars. C'étoit une combinaison toute politique. Fouché lui-même nourrissoit l'espoir de diriger cette nouvelle assemblée comme il avoit mené les représentans de Buonaparte. Ses passions l'aveugloient à cet égard, et il ne pouvoit croire à la possibilité d'une chambre royaliste. Ce fut dans ces circonstances que, voulant produire de l'effet, et s'emparer des événemens, il fit un appel à toutes les passions révolutionnaires, pour intimider l'Europe. Ses notes, adressées aux ministres des puissances alliées, ses rapports arrogans et perfides faits au roi en plein conseil (1), où il cherchoit à établir que la majorité de la France étoit révolutionnaire, rapports aux-

(1) Le 15 août 1815.

quels il donna une publicité factieuse (la France et l'Europe en furent inondés), avoient surtout pour objet de menacer les puissances d'une insurrection nationale; de les effrayer tellement des suites d'un soulèvement général, qu'elles consentissent, pour prix de la conclusion d'un traité définitif, à lui accorder la *dynastie illégitime* qu'il réclamoit secrètement, et qui étoit le but de ses efforts. Mais le temps des craintes chimériques étoit passé. On ne vit généralement, dans les écrits du ministre factieux, que l'expression du désespoir d'une cause perdue et d'une ambition trompée. La partie éclairée de la nation les trouva erronés dans les faits, vagues dans les vues, incohérens dans les moyens. Toutefois leur divulgation occasionna une commotion vive, et monta les esprits dans l'armée à un tel degré d'exaspération, que si elle ne courut point aux armes, c'est qu'il lui manqua des chefs entreprenans. Sur les rives de l'Allier et de la Loire, des symptômes alarmans se manifestoient chaque jour; les cris de *vive l'empereur!* se faisoient entendre; les délits politiques se multiplioient dans toute la France; les mécontens se réunissoient en assemblée secrète; des émissaires circuloient avec des

précautions mystérieuses. Il existoit un projet d'appeler les citoyens aux armes, pour faire une levée de boucliers aussi inutile que funeste. Quoique plus sourde dans la capitale, la fermentation n'y faisoit pas moins de progrès. Les ministres étoient désunis. Fouché parut même dangereux à ses collègues, et chaque parti du ministère chercha un appui dans l'opinion dont il désiroit le triomphe. La spoliation du *Muséum* par les étrangers accrut le mécontentement public, et les passions s'allumèrent à la vue de l'enlèvement des plus beaux chefs-d'œuvre de l'art. Le roi avoit donné l'ordre de constater qu'il ne cédoit qu'à la violence ; aucune assistance, aucun aide ne fut prêté aux enlèvemens. Les Parisiens, furieux, s'emportèrent en imprécations contre les alliés; ils oublièrent tous leurs autres maux, et ne furent plus sensibles qu'au désastre du *Muséum*. Le projet de détruire les ponts, les déprédations, les taxes de guerre, le démembrement dont on étoit menacé, rien ne paroissoit aux habitans de Paris aussi déplorable que la nudité de leur Musée.

En vain les étrangers objectoient que ces objets précieux étoient les dépouilles des vaincus, enlevées par ceux-ci devenus vainqueurs

à leur tour : le désespoir, l'orgueil blessé, repoussoient toute espèce de raisonnement. Cette grande humiliation sembloit surpasser toutes les autres. Cette espèce de spoliation, les hostilités non interrompues des Prussiens contre nos places fortes, les dissensions du Midi, l'exaspération des révolutionnaires et de l'armée, tout contribuoit à inspirer une défiance sombre, et à augmenter les alarmes. La nation française, naturellement inpatiente, se trouvoit comme poussée à bout par la prolongation du séjour des alliés, et par la cruelle incertitude de son sort; la présence d'étrangers armés au sein de la France blessoit à chaque instant du jour l'indépendance et la dignité de la nation : elle ne voyoit de terme à tous ses maux que dans l'évacuation du territoire. Ses espérances à cet égard, le jour de la fête du roi (1), ne s'étant point réalisées, se portèrent sur l'ouverture des chambres, comme si, de cette session, avoit dû dépendre la destinée de la France. Les colléges électoraux s'assemblèrent en présence et au milieu des troupes alliées, de ces troupes qu'on ne pouvoit regarder comme amies ni comme ennemies. Les choix se por-

(1) Le 25 août.

tèrent généralement sur des hommes liés à la royauté. Par là se trouvoient renversés tous les projets du ministre, irrévocablement attaché aux doctrines et aux intérêts de la révolution; par là il étoit lui-même menacé. A l'impatience avec laquelle on attendoit l'ouverture de la session, on auroit pu croire qu'elle alloit combler tous les vœux.

Dans l'intervalle, trois armées confédérées se concentrèrent; les Russes, au camp des Vertus; les Bavarois, à Chaumont, et les Autrichiens à Dijon. Cent cinquante mille Russes défilèrent à la vue des souverains, et firent, dans les plaines de la Champagne, de grandes manœuvres sur une étendue de quatre lieues. La revue de l'armée autrichienne fut aussi entourée de beaucoup d'appareil. L'archiduc Ferdinand, commandant l'armée de réserve d'Autriche, s'étoit établi à Dijon, où se rendirent d'abord le prince de Schwartzenberg, l'archiduc prince héréditaire, les archiducs Louis et Maximilien, les princes Frédéric et Antoine de Saxe. Le 29 septembre, le quartier-général des archiducs fut établi au château d'Arcelot, sur les bords de la rivière de Tille, à deux lieues de Dijon (1). Les troupes occupèrent le terrain

(1) Le 18 août précédent, les archiducs et les princes de

entre Sainte-Apollinaire et Varais : le village de Couternon devint à peu près le centre du camp. Cent trente mille Autrichiens et trente mille chevaux y furent réunis le 5 octobre. L'empereur d'Autriche, se mettant à la tête de ses troupes, tira son épée, et la présenta à son auguste allié l'empereur Alexandre. La foule des curieux, venus de tous les points de la Côte-d'Or et des départemens voisins, étoit immense. A cette revue succédèrent de grandes manœuvres, où furent simulés tous les jeux de la guerre en présence des souverains, des archiducs, des grands-ducs Nicolas et Michel, du prince Emile de Hesse, du prince de Mecklembourg-Schewerin, du duc de Wellington, et du prince de Wrede. La plus douce température favorisa cette fête militaire. Jamais Dijon n'avoit vu dans son sein une réunion si imposante de têtes couronnées, de princes et de hauts personnages. Toutefois quelques dévastations inséparables d'une si immense réunion

---

Saxe, y avoient déjà fait une partie de chasse, avec une suite nombreuse; ils avoient admiré la beauté du château, des jardins et du site. Le propriétaire (M. Verchère d'Arcelot, ancien président au parlement de Bourgogne) avoit reçu chez lui tous ces augustes personnages avec un respectueux empressement.

de gens de guerre sur un seul point aigrit les habitans, et les confirma en général dans un esprit d'opposition que ne partageoient pas toutes les classes. Du reste on crut aussi entrevoir, dans ces réunions de troupes, le prélude de l'évacuation du territoire et de la conclusion d'un arrangement définitif. On touchoit, d'ailleurs, à l'ouverture de la session attendue avec tant d'impatience. La nomination des députés avoit été dirigée en général contre le 20 mars, ses fauteurs et ses complices. La France repoussoit les révolutionnaires, et vouloit son roi : elle alloit enfin exprimer librement son vœu et ses sentimens. Quand Fouché vit l'orage prêt à fondre sur lui, il donna sa démission, et, par une prudente retraite, prévint l'explosion de l'indignation publique. Cet homme si fameux vit le pouvoir expirer dans ses mains. Il se crut opprimé, lorsque, forcé comme régicide de rester en exil loin de sa patrie, il ne lui resta plus que la jouissance libre et entière d'une immense fortune qu'on évalue à quatorze millions de francs : tel est le fruit de ses exploitations révolutionnaires. Les autres membres du conseil, pour qui on avoit établi l'unité du ministère, s'étant retirés ensemble, de nouveaux

ministres furent nommés (1); ils commencèrent avec la session dont le roi fit l'ouverture le 7 octobre. Mais le roi ne put y remplir qu'une partie des espérances de la nation. Le discours du trône montra tous les sacrifices auxquels le monarque étoit obligé de consentir pour éviter de plus grands maux à la France; il laissa encore des doutes sur les conditions du traité et sur les termes de l'évacuation du territoire.

On ne pouvoit plus se faire illusion sur l'immensité des sacrifices qui nous seroient imposés. Ils étoient déjà connus les principes politiques mis en avant par les alliés, dans cette grande négociation : « Si la nation française, disoient-» ils, avoient pu parvenir elle-même à ren-» verser l'usurpateur, et à rétablir le roi, elle » se seroit trouvée dans le cas de pouvoir ré-» clamer l'exécution du traité de Paris, du 30 » mai 1814; mais le roi n'ayant été rétabli, » principalement, que par les efforts des alliés,

(1) M. le duc de Richelieu, président du conseil; M. le duc de Feltre, ministre de la guerre; M. le vicomte Dubouchage, ministre de la marine; le comte Barbé-Marbois, garde-des-sceaux; le comte de Vaublanc, ministre de l'intérieur; le comte Corvetto, ministre des finances; et le comte Decaze, ministre de la police.

» les puissances ont le droit de demander, en » faveur de leurs propres sujets, une indemnité pour les dépenses énormes dans lesquelles » la guerre les a entraînées, et, en outre, une » garantie pour la sécurité de l'avenir (1). » Ainsi il ne s'agissoit de rien moins que de cession, d'occupation temporaire du territoire, ou plutôt il falloit opter entre le démembrement et une contribution pécuniaire. Pour une nation fière et martiale, le démembrement eût été bien plus révoltant que de payer des contributions. Les alliés eux-mêmes reconnurent que rien n'étoit plus impolitique que d'essayer d'abattre, par la soustraction de quelques provinces, un peuple tout militaire. Le démembrement eut exaspéré toutes les opinions; car le noble sentiment de l'orgueil national survivoit dans tous les cœurs français à l'orgueil des triomphes. Quel Français n'en eût pas été blessé, n'eût pas senti le ressentiment naître dans son cœur? Le moindre paysan se seroit cru outragé; et d'ailleurs les puissances n'au-

(1) Discours prononcé, en février 1816, à la chambre des pairs d'Angleterre, par lord Liverpool, ministre des affaires étrangères de S. M. B.

roient jamais pu engager le roi à signer une pareille cession. Toutefois elles soutenoient qu'il étoit juste que la France, après avoir compromis la paix et la sûreté de l'Europe, après avoir forcé plusieurs nations à s'unir à grands frais, payât non-seulement le prix de tous ces efforts, mais toutes les dépenses de précautions militaires que l'Europe se trouvoit obligée de prendre. Déjà les alliés avoient arrêté en principe qu'une armée de cent cinquante mille hommes occuperoit les frontières de la France, et auroit la garde de plusieurs de ses forteresses. Consulté à ce sujet, le duc de Wellington préféra une position centrale à toute cette rangée de places fortes du Nord et de l'Est, y compris Lille et Strasbourg.

Traçons le résumé de ces grandes et tristes négociations. Les conférences se tenoient à Paris, chez lord Castlereagh, où venoient se réunir le duc de Wellington, le prince de Hardemberg, le baron de Humboldt, le prince Rasumouski, et le comte de Nesselrode. Après le départ de ce dernier, le comte Capo d'Istria le remplaça. M. de Gentz tenoit la plume, comme secrétaire général des conférences. Trois plénipotentiaires français y avoient paru le 20 septembre (le prince de Talleyrand,

le duc de Dalberg et le baron Louis); ils avoient reçu des ministres étrangers le premier projet général de traité, contenant (1) la demande formelle de 600 millions de francs, comme indemnités; de 200 millions pour la construction des forteresses nécessaire à une ligne de défense; la cession de plusieurs places fortes, et l'occupation, pendant sept ans, d'une ligne militaire. Le lendemain, les plénipotentiaires avoient présenté, à leur tour, une note dans laquelle, admettant en principe les trois demandes, sauf rédaction pour la quotité et pour les époques, ils insistoient fortement sur l'impossibilité de céder aucune portion du territoire de l'ancienne France. Ils se fondoient sur ce que le principe de conquête ne sauroit être appliqué à un pays avec lequel il n'avoit pas existé d'état de guerre légalement reconnu; sur ce qu'un ennemi commun ayant fait la guerre aux alliés et au roi de France, le roi étoit toujours resté membre de l'alliance, et ses troupes (les armées royales de la Vendée) avoient même combattu l'ennemi. « Les traités, » disoit-on, ne doivent plus varier au gré de la for-

(1) Selon les papiers anglais, le *Courrier* et le *Times*, qui rendirent publics les deux documens.

» tune; le dieu Terme doit être immobile. En pro-
» clamant de nouveau ce grand principe, déjà
» consacré par le pacte juré aux rives du
» Danube, l'Europe portera le dernier coup à
» l'esprit d'usurpation et de conquête, et don-
» nera aux nations, affamées de la paix, cette
» garantie morale, bien plus sûre (l'exemple
» de la France le prouve assez) que toutes les
» précautions et toutes les garanties militaires. »
La réponse des ministres alliés, en date du 22 sep-
tembre, fut remarquable par le passage suivant:
« Aucune des propositions faites au nom des
» souverains n'a été fondée sur le droit de con-
» quête; les soussignés ont même évité, dans le
» choix de leurs termes, tout ce qui pouvoit ame-
» ner une discussion sur ce droit. Les alliés con-
» sidèrent le rétablissement de l'ordre en France
» et l'affermissement de l'autorité royale comme
» les principaux objets de leurs travaux; mais
» ils sont persuadés que la France ne sauroit
» être heureuse et tranquille tant que les nations
» voisines verroient en elle des objets d'animo-
» sité et d'alarmes, et que, par conséquent,
» de justes indemnités et de solides garanties
» seroient la seule base d'un arrangement du-
» rable. Ce sont ces puissantes considérations
» qui seules ont engagé les souverains alliés à

» demander à la France quelques cessions ter-
» ritoriales, qui n'altèrent pas son intégrité
» substantielle, qui ne dérangent pas son sys-
» tème de défense, et qui ne sauroient jamais être
» regardées comme exigées par un esprit d'a-
» grandissement et de conquête. La France
» reste toujours un des Etats de l'Europe le
» mieux arrondi et le mieux défendu. »

Donnant encore plus d'extension à ces principes, les organes de la politique de l'Europe soutenoient que, dans le choix des garanties demandées par les alliés, ils avoient eu soin de faire voir qu'ils ne combattoient pas la France royale, mais la France révolutionnaire; qu'ils avoient surtout évité de blesser le sentiment d'un juste orgueil national, par la demande de cession de l'ancien territoire français; qu'en exigeant une indemnité pécuniaire, ils n'avoient pas eu l'intention de ruiner la France, qui possédoit de si grandes ressources. N'étoit-elle pas plus riche que la Prusse, ajoutoient-ils, qui, dans les deux dernières campagnes, avoit eu à supporter le poids de l'énorme dépense de 1200 millions? La France, en un mot, n'étoit-elle pas dans un meilleur état de finances que l'Autriche, à qui l'Angleterre n'auroit pas pu demander le remboursement de l'emprunt de

1796, sans la mettre hors d'état de mobiliser ses armées?

Tout le ministère avoit donné sa démission, et il venoit d'être remplacé quand les ministres alliés donnèrent leur réponse. Le duc de Richelieu, nouveau président du conseil, fut chargé seul de conduire la négociation la plus épineuse qui ait jamais exercé le zèle et éprouvé le dévouement du ministre d'un état d'un souverain malheureux. Plus de onze cent mille soldats étrangers couvroient la France (1), sans compter les réserves russes et autrichiennes qui étoient en marche vers le Rhin. Toute l'armée prussienne se concentroit de nouveau vers Paris avec une attitude menaçante. En même temps s'opéroit le licenciement de l'armée de la Loire, de cette armée qui réparoit, en quelque sorte, ses erreurs par le calme et la résignation qu'elle montroit dans cette crise finale : il n'y eut que de foibles exceptions, grâces au digne maréchal qui tenoit le commandement des troupes, et présidoit au licenciement.

Dans des circonstances si critiques, le duc de Richelieu, profondément frappé de la néces-

(1) Un million cent quarante mille, selon les états vérifiés et confirmés par le duc de Wellington.

sité de mettre vite un terme aux souffrances causées par l'inondation des étrangers, abandonna la discussion des principes généraux, et ne s'attacha qu'à obtenir des adoucissemens aux conditions qu'il étoit impossible de faire changer dans leur essence. Son caractère personnel avoit inspiré aux alliés une confiance utile et honorable : il se tint toutefois sur une grande réserve, et ne parut aux conférences que lorsqu'il y fut invité formellement. Le conseiller d'Etat La Benardière, d'une maturité si éprouvée, assista à la rédaction des conventions et des traités, et plus d'une fois ses observations attirèrent l'attention et les égards des ministres négociateurs. Enfin, après avoir épuisé tous les moyens de discussion et de résistance, le président du conseil signa, au nom du Roi, le traité du 20 novembre, résultat inévitable de la seconde apparition de l'homme si fatal à la France.

La France dut céder à perpétuité Landau, Sarre-Louis, Philippeville, Marienbourg et Versoix; il fallut rétrocéder à la Savoie et aux Pays-Bas le territoire obtenu par le premier traité de Paris; il fallut raser les fortifications d'Huningue, et recevoir les alliés, pendant cinq ans, dans seize forteresses, savoir : Condé, Valenciennes, Bouchain, Cambrai, le Quesnoy,

Maubeuge, Landrecies, Avesne, Rocroi; Givet avec Charlemont; Mezières, Sedan, Montmédy, Thionville, Longwy, Bitche, et la tête de pont du Fort-Louis. Une armée combinée d'occupation de cent cinquante mille hommes s'appuyant sur ces places frontières, et commandée en chef par le duc de Wellington, resta comme une garantie pour la sécurité de l'Europe et pour la sûreté intérieure de la France; car ce grand acte de la puissance européenne fut explicitement dirigé « contre le système » révolutionnaire reproduit pour faire réussir le » dernier attentat de Napoléon Buonaparte (1).»

Les alliés laissoient au roi cinq années pour consolider son gouvernement. Enfin, la totalité des engagemens que fut obligée de contracter la France, y compris l'entretien des troupes étrangères, s'éleva à quatre-vingt millions de livres sterling (2).

Tel fut le second traité de Paris, ou du 20 novembre. Qu'il nous suffise de le rapporter comme le résultat d'une calamité nationale; il seroit d'ailleurs difficile de parler d'une tran-

(1) Voyez le préambule du traité du 20 novembre.

(2) Selon le discours prononcé par lord Castlereagh, à la séance de la chambre des communes, le 20 novembre 1816.

saction si récente avec toute la liberté de l'histoire. Rien de plus noble, de plus touchant que le discours prononcé avec une vive émotion par le président du conseil, en donnant communication de ce grand acte d'infortune à l'assemblée où siégeoit l'élite du peuple français : ce discours fut entendu avec une profonde tristesse, mais avec une dignité solennelle (1).

Qu'on ne perde pas de vue quel étoit l'état du royaume au moment où les ministres qui ont signé ce traité répondoient à l'appel et à la confiance du Roi. Onze cent quarante mille étrangers occupoient nos villes et nos campagnes. L'appréhension d'un démembrement nous faisoit frémir. Huit mois de désordres, d'alarmes et de calamités avoient effrayé l'Europe, et désolé la France. Ne pouvant en détourner tous les effets, les ministres du roi eurent pour unique but le maintien de la dignité nationale ; ils pensèrent que cette dignité consistoit à supporter des maux inévitables avec constance et résignation.

Si la guerre a déplacé la prépondérance, les Français n'ont fléchi que devant l'Europe entière, et ils ne sauroient en être humiliés. Dans les précautions mêmes que prennent les

(1) A la séance du 25 novembre 1815.

étrangers à notre égard, ils prouvent assez qu'ils redoutent notre courage. Ce courage exalté a troublé le repos de l'Europe; il a mis la civilisation en péril. C'est contre lui que l'Europe entière se prémunit. Les conditions étant fixées, il faut se taire, et les remplir; il faut racheter notre territoire; il faut reconquérir l'estime de l'Univers en supportant [illegible] avec grandeur. Rentrons franchement dans l'ordre social; ne contrarions pas ce désir universel de repos et de concorde, et forçons l'Europe à la confiance. Tant d'années de triomphes n'ont que trop révélés tous les dangers de l'abus du pouvoir et de la force armée délibérante. Grâce au retour du monarque légitime, l'empire des baïonnettes a cessé. L'un des plus grands bienfaits du retour des Bourbons a été de nous arracher aux armées qui disposoient du trône. La Providence auroit-elle voulu accomplir ce résultat extraordinaire par des voies qui ne l'étoient pas moins? Reconnoissons la main du Tout-Puissant qui nous a fait passer avec la rapidité du vol de l'aigle par-dessus l'expérience des siècles. Puisse-t-il nous rendre la marche régulière des saisons, et détourner de nous les maux qui affligent l'espèce humaine. Puisse cette dernière leçon du malheur ap-

prendre enfin à ceux qu'offensoit la légitimité, que la France sauvée deux fois par son Roi, ne peut réparer ses désastres, ni conserver son repos, et surtout son indépendance, que sous la protection de l'autorité légitime. Rallions-nous donc à cette famille auguste, non-seulement la plus illustre du monde, mais encore la plus douce et la plus paternelle qui fut jamais; à cette famille toute française et toute chrétienne. Songeons que l'amour du Roi et celui de la royauté sont nécessaires au salut du peuple et au maintien de l'ordre public. Songeons que ce Roi nous a lui-même accordé le bienfait de l'union légale de la royauté et de la liberté; portons nos vœux, notre reconnoissance, notre respect vers celui qui nous a rendu tous les sacrifices possibles par ces paroles touchantes : « Roi d'un autre pays, j'aurois pu » perdre l'espérance; mais le Roi de France ne » désespère jamais avec les Français; qu'ils ne » fassent qu'un faisceau, et nos malheurs se » répareront. »

FIN.

TABLE DES MATIERES.

LIVRE XXVIII.

Soulèvement de l'île de Corse par les agens de Buonaparte. — Junte d'insurrection établie à Corte. — Résistance des autorités et des troupes royales. — Belle défense d'Ajaccio par le 14e régiment d'infanterie légère. — Soumission de la Corse. Organisation du gouvernement usurpateur. — Mission de Ney dans les départemens du Nord. — Napoléon flatte le peuple. — Il est enchaîné par les révolutionnaires. — Déclaration des principes de son conseil d'Etat. — Projet de république. — Vues de Fouché. — Le parti militaire l'emporte. — Vigueur des souverains alliés. — Déclaration du roi de Prusse. — Préparatifs de l'Autriche, de la Russie et de l'Angleterre. — Premier rapport de Caulaincourt. — Lettre de Napoléon aux souverains alliés. — Réfutation de la déclaration du congrès par le conseil d'Etat de Buonaparte. — Travaux ministériels de Carnot. — Levée en masse de la garde nationale. — Influence de Fouché. — Etablissement de ses lieutenans de police. — Préparatifs de Napoléon. — Publication de l'acte additionnel. — Convocation des colléges électoraux. Pag. 1.

LIVRE XXIX.

Fédérations départementales contre le roi. — Administration royale à Gand. — Manifestes et déclarations de Louis XVIII. — Politique de l'Angleterre contre Napoléon après le 20 mars. — Article explicatif du traité du 25 mars. — Discours de M. Withbread à la chambre des communes en faveur de Buonaparte; réponse de lord Castlereagh. — Nouvelles tentatives de Buonaparte pour détacher l'Autriche de la coalition. — Déclaration du 12 mai, contre Buonaparte, signée par tous les plénipotentiaires de l'Europe. — Débats du parlement britannique sur la question de la paix ou de la guerre. — La guerre est définitivement résolue. — Ratification du traité des subsides. — Forces de la coalition. — Deuxième rapport de Caulaincourt sur les préparatifs hostiles de l'Europe. — Plan de campagne attribué à lord Wellington. Pag. 71.

LIVRE XXX.

Etat politique de la Vendée en 1815. — Son organisation insurrectionnelle. — Première conférence des chefs vendéens. — Soulèvement du 15 mai. — Versement d'armes et de munitions par la flotte anglaise. — Débarquement du marquis de Larochejaquelein. — Combat d'Aizenai. — Mesures contre les royalistes. — Formation de l'armée du général Lamarque. — Négociateurs envoyés par Fouché dans la Vendée. — Arrivée des négociateurs. — Dissentions parmi les chefs royalistes. — Second débarquement. — Combat des Mathes. — Mort du marquis de Larochejaquelein. — Continuation de la guerre civile. — Catastrophe de Mu... Pag. 1.

LIVRE XXXI.

Champ-de-Mai. — Ouverture des Chambres de Buonaparte. — Fortifications de Lyon et de Paris. — *Cri d'alarme.* — Organisation et répartition des armées françaises. — Concentration de l'armée du Nord. — Marche et position des armées alliées. — Plan de campagne de Buonaparte. — Adresse des Chambres. — Réponse de Buonaparte. — Départ... garde. — Formation du conseil des ministres. — Déclaration de guerre à l'Europe, présentée par Caulaincourt. Pag. 203.

LIVRE XXXII.

Départ de Napoléon pour envahir la Belgique — Il passe son armée en revue. — Sa proclamation à ses soldats. — Ouverture de la campagne. — Les Prussiens sont surpris. — L'armée française force la Sambre. — Prise de Charleroi, de Marchiennes et de Gosselies. — Bataille de Ligny. — Combat des Quatre-Bras. — Retraite des Prussiens sur Wavres. — Arrivée de Wellington aux Quatre-Bras. — Napoléon s'avance pour lui livrer bataille. — Retraite de Wellington sur Waterloo. — Bataille de Waterloo. — Fuite de Napoléon. — Dispersion de son armée. — Considérations sur la bataille de Waterloo. Pag. 251.

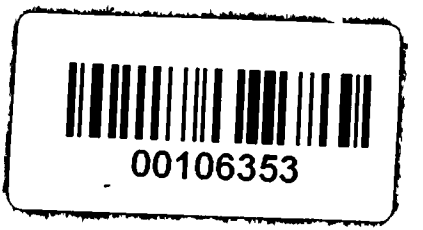
LIVRE XXXIII.

Retraite du maréchal Grouchy vers la frontière. — Arrivée de Napoléon à l'Elysée. — Fermentation dans Paris. — Attitude vigoureuse de la chambre des représentans. — Napoléon y est attaqué. — Comité secret. — Formation d'une commission de salut public. — Seconde abdication de Napoléon. — Tentative infructueuse de son parti pour obtenir la régence.

— Formation d'un gouvernement provisoire. — Vues de Fouché. — Marche de Blücher et de Wellington sur Paris. — Invasion du territoire par les armées austro-russes et allemandes. — Marche rapide des Bavarois. — La Lorraine et les frontières de l'Est sont envahies. — Combats sous Strasbourg et sous Béfort. — L'armée française se rallie sous les murs de Paris. — Attaque de Paris par les armées combinées. — Envoi de plénipotentiaires aux souverains alliés. — Négociations. — Passage de la Seine par l'armée prussienne. — Combats de Versailles. — Attaque et prise de Sèvres, de Meudon et d'Issy. — Investissement de Paris. — Conseil de guerre des généraux français. — Préparatifs pour une grande bataille. — Négociation de Saint-Cloud. — Capitulation de Paris. — Retraite de l'armée française vers la Loire. — Occupation de Paris par les Anglo-Prussiens. Pag. 344.

LIVRE XXXIV.

Retraite de l'armée française derrière la Loire. — Derniers événemens de la Vendée. — Bataille de la Roche-Serviere. — Pacification entre la majorité des chefs royalistes et le général Lamarque. — Marche des souverains alliés sur Paris. Invasion générale de la France. — Rentrée de Louis XVIII dans le royaume. — Proclamation de Cambrai. — Négociations des plénipotentiaires du gouvernement provisoire. — Déclaration du 1ᵉʳ juillet, au nom des principales puissances. — Négociations secrètes et vues de Fouché. — Nouvelle constitution, qu'il fait improviser; il veut arracher des concessions au Roi. — Arrivée du Roi à Saint-Denis. — Audace des factieux. — Conférence de Fouché avec le duc de Wellington. — Rumeur et agitation dans Paris. — Entrée de Fouché dans le ministère royal. — Rentrée du Roi dans sa capitale. — Dispersion des deux chambres de Buonaparte. — Insurrection royaliste dans le Midi. Soumission successive des provinces. — Reddition de Buonaparte. — Distribution des forces étrangères. — Soumission de l'armée française. — Ordonnance du 24 juillet. — Agitation dans l'intérieur. — Machinations de Fouché. — Convocation des chambres. — Changement de ministère. — Second traité de Paris, du 20 novembre. — Conclusion. Pag. 452.


00106353

Digitized with financial assistance from the
Government of Maharashtra
on 26 March, 2016